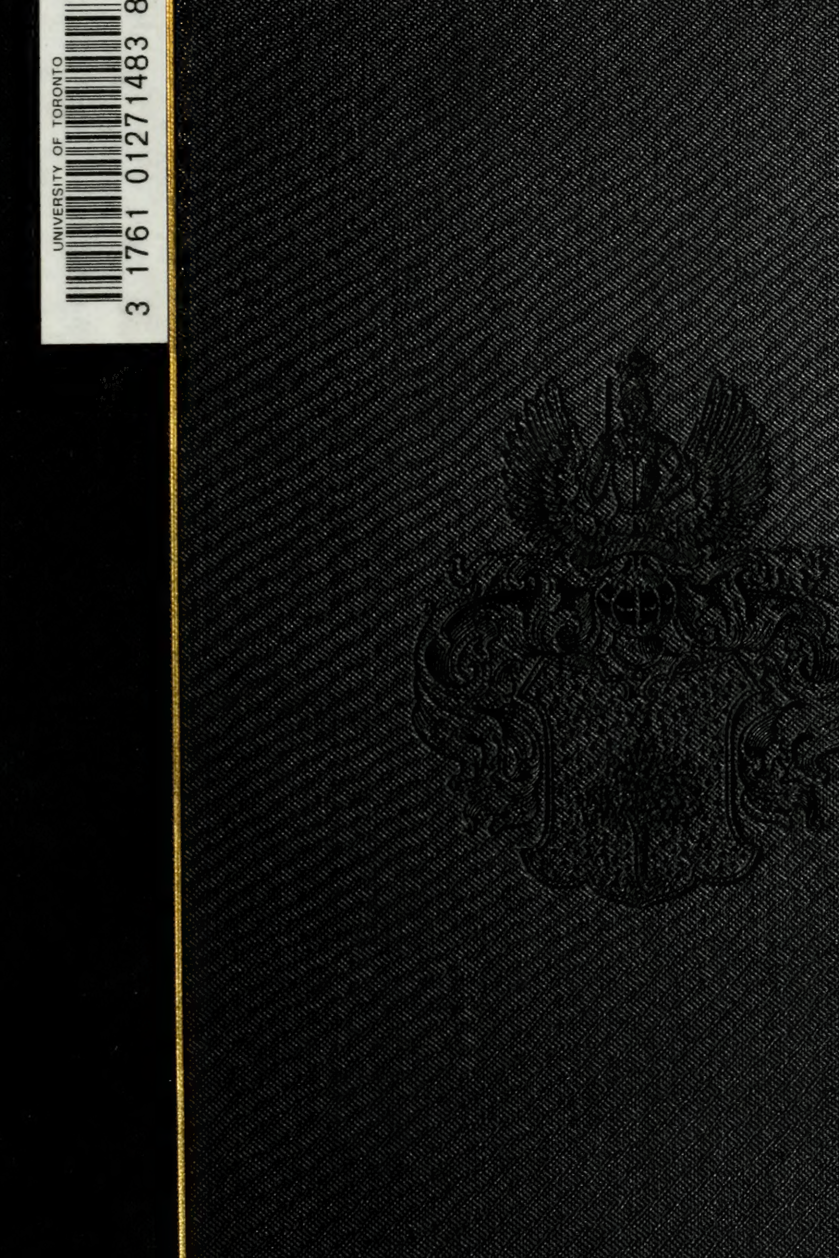

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01271483 8

Wilhelm von Humboldts Gesammelte Schriften.

Wilhelm von Humboldts Gesammelte Schriften.

Herausgegeben von der

Königlich Preussischen Akademie der Wissenschaften.

Band X.

Zweite Abteilung:

Politische Denkschriften I.

Berlin
B. Behr's Verlag
1903.

Wilhelm von Humboldts Politische Denkschriften.

Herausgegeben von

Bruno Gebhardt.

Erster Band.

1802—1810.



Berlin
B. Behr's Verlag
1903.

Inhalt.

I. Aus den römischen Jahren 1802—1808.

Am 25. Mai 1802 wurde Wilhelm von Humboldt zum preußischen Residenten bei der Kurie ernannt, reiste am 14. September 1802 mit seiner Familie von Tegel ab und traf am 17. Oktober in Mailand, am 25. November in Rom ein. Dort blieb er bis zum 14. Oktober 1808. Die amtlichen Berichte, die er während dieser Jahre in die Heimat sandte, behandeln einerseits kirchenpolitische Angelegenheiten, andererseits die großen politischen Vorgänge mit besonderer Berücksichtigung ihrer Rückwirkung auf die italienischen Staaten. Wir geben im folgenden einige Auszüge daraus, die von allgemeinem, auch heute noch wirksamem Interesse sind.

I.—X. Aus den römischen Berichten.

I., II. Italienische Zustände.

à Milan, le 20 Octobre, 1802.

. . . Telle est en général la situation de ce pays. Si V. M. me permettait de Lui soumettre cette réflexion qu'en considérant son état actuel on ne sauroit oublier qu'il ne dépend presque que du hazard que tout à coup il ne se trouve dans un autre entièrement différent. Maintenant il est entièrement dépendant de la France, mais la destinée de la France elle-même paroit attachée à la vie d'un seul homme et la machine de cette vaste République est trop compliquée pour qu'on puisse croire qu'un autre moins extraordinaire saura la diriger et la soutenir. C'est alors que la République italienne pourroit gagner au moins une espèce d'indépendance; de Province tributaire de sa voisine elle pourroit devenir son Allié, et si d'heureuses circonstances lui permettoient d'étendre encore ses frontières, elle pourroit peut-être

exercer tour à tour la jalousie de l'Autriche et de la France. Sous ce point de vue son existence est certainement très-intéressante en politique. et si jamais elle pouvoit devenir une véritable Puissance et réaliser son nom de république Italienne, elle le seroit surtout pour les Puissances du Nord. Car on ne sauroit se dissimuler que depuis que les François sont devenus maîtres absolus de l'Italie et que l'Autriche y a perdu toute son influence, les Puissances du Nord sont privées du double avantage et de voir la France tenue en échec par les craintes qu'elle devoit avoir de la part de l'Italie: et de voir l'Autriche contenter ses vues ambitieuses dans des contrées éloignées et dont les intérêts lui sont étrangers. Il est vrai que bien des circonstances, surtout la prudence politique de Bonaparte de s'assurer toutes les clefs de l'Italie et le caractère de cette nation dénuée de patriotisme et d'énergie s'opposent à ce que l'Italie ajoute encore de longtemps un poids assez considérable à la balance de l'Europe pour influer essentiellement sur son équilibre. Mais il faut avouer néanmoins qu'un pays qui embrasse la plus belle et la plus riche partie de l'Italie dont le terrain est si fertile que la récolte d'une année suffit ordinairement pour les deux suivantes. dont les habitants sont d'une industrie si infatigable que malgré la dernière guerre ses campagnes sont encore à peu de différences près également belles et bien cultivées comme auparavant et qui possède des richesses si immenses qu'encore dans ce moment Milan est la ville la plus opulente de l'Italie; peut facilement et pour peu qu'on lui laisse un moment de liberté. prendre une attitude si non formidable du moins imposante et qu'on aurait tort de le regarder comme nul pour les autres Puissances de l'Europe, même pour celles qui par sa position s'en trouvent éloignées. S'il est possible qu'un Chef de Gouvernement par son activité et ses talents puisse préparer un tel état des choses, c'est certainement le Sr. Melzi d'Erile*) plus

---

*) *Melzi d'Erile (1753—1816) stammte aus vornehmer mailändischer Familie, wurde Kammerherr der Kaiserin Maria Theresia, erbte in Spanien die Herrschaft Erile und führte als Grande von Spanien den Herzogtitel, wohnte als Gesandter der cisalpinischen Republik dem Kongreß von Rastatt bei, wurde durch Talleyrand für Napoleons italienische Pläne gewonnen und stimmte auf der Consulta von Lyon, nachdem zuerst die Wahl als Präsident der italienischen Republik auf ihn gefallen war, für Napoleons Wahl, worauf er Vizepräsident wurde. Bei der Umwandlung der Republik in ein Königreich wurde er Reichsstaatskanzler und Herzog von Lodi.*

qu'aucun autre qui en est capable. Laborieux jusqu'à l'excès, modéré et mesuré dans tout ce qu'il entreprend, sans passions ou du moins ne trahissant jamais qu'il en cache sous un air toujours froid et réfléchi, n'étalant aucun faste, vivant avec la simplicité d'un particulier dans sa propre maison et n'allant au Palais que pour y traiter les affaires de l'Etat. Il n'a absolument d'autre idée que de conduire sa patrie au degré de considération et de bonheur que sous les circonstances actuelles il est possible d'atteindre. En cédant avec sagesse à ces mêmes circonstances, il sait toujours gagner sur elles et obtenir au moins une partie de son but. Il doit voir que l'indépendance politique ne seroit dans ce moment ni possible ni désirable. Il s'attache donc uniquement à l'administration intérieure et au rétablissement des finances. Il ne peut empêcher que les François ne détournent une partie considérable des revenus de la République à leur bénéfice; mais du moins établit-il l'ordre, empêche le gaspillage et obtient des diminutions: On payoit autrefois 540 000 écus de Prusse pour l'entretien des trouppes françoises dans la République dont le nombre se monte à 20 000 hommes. On en paye maintenant pas plus que 320 000. Il est connu que de cette somme les 3/4 s'employoient à l'entretien des trouppes et que le reste étoit partagé entre les Généraux et les Commissaires ordonnateurs . . . Le général Murat même n'ose point se mêler de l'administration intérieure et Melzi d'Erile lui étant incomparablement supérieur en connoissances et en moyens sait lui en imposer.

à Florence ce 13 Novembre 1802.

Au surplus la situation de ce pays malheureux est la plus triste possible et le sage Leopold*) ne paroit avoir vécu que pour

---

*) *Auf Leopold (1765—1790) folgte, als er die Regierung Österreichs übernahm, sein Sohn Ferdinand III. (1790—99). Dann trat in Toscana die französische Okkupation ein. Durch einen Vertrag, der 1801 zwischen Godoi und Lucian Bonaparte in Madrid abgeschlossen wurde, ging Toscana in den Besitz der Bourbons, Parma in den der Franzosen über. Das erstere wurde in das Königreich Etrurien umgewandelt und an Ludwig I., den Sohn Don Ferdinands, Herzogs von Parma, übergeben. Dieser, 1773 in Parma geboren, ging bei Ausbruch der italienischen Wirren nach Spanien, heiratete 1795 Maria Louise von Bourbon, Tochter Karls IV., übernahm das Königreich Etrurien 1801, weilte eine Zeitlang in Paris, dann in Florenz, reiste nach dem Tode seines Vaters 1802 nach Spanien und starb von dort zurückgekehrt am 27. Mai 1803 in Florenz.*

inspirer les plus vifs regrets à tous ceux qui ont encore profité des fruits de son excellente administration. Le règne de son fils ne présenta déjà plus la même fermeté ni la même sagesse, le Gouvernement provisoire introduisit encore plus d'abus; mais l'administration actuelle achève de perdre ce qu'il y avoit encore de bon et de précieux. Tous ceux qui approchent de plus près le Roi se réunissent à dire que l'état de sa santé le rendoit incapable de régner. La maladie malheureuse dont il est si fréquemment attaqué lui permet à peine de jouir entre dix jours de deux dans les quels il ait assez de force d'esprit pour soutenir une conversation un peu suivie, avec cela il est sujet à des accès de fureur, dont deux ont été connus au public et ont excité, selon les sentiments des factions différentes, ou la pitié ou un manque de considération encore plus dangereux. On dit sa santé beaucoup meilleure dans ce moment, mais bien des personnes doutent de l'authenticité de ces nouvelles. Il est inconcevable à quoi l'on doive attribuer le changement subit qui s'est opéré dans la santé et même dans les facultés intellectuelles de ce Prince. Malgré qu'il souffroit déjà du même mal en Espagne, il s'y distingua par une conversation aisée et agréable et un amour des sciences dont quelques-unes ne lui furent point étrangères. Le C[te] de Rohde*) aura eu occasion d'en parler quelque fois à V. M. dans ses rapports, et moi même je me souviens de l'avoir trouvé ainsi à Madrid. Les uns attribuent ce changement cruel à l'influence des prètres dont quelques personnes attachées à l'ancienne Cour, pour venger leur ancien maitre, doivent l'avoir entouré et qui ont rempli son esprit de frayeurs superstitieuses. D'autres prétendent qu'ayant toujours eu une extrême antipathie contre les François, leur nom même l'avoit depuis son voyage à Paris frappé d'une si grande terreur que dernièrement à Livourne p. e. au seul son du tambour des trouppes françoises, il avoit pris des convulsions, en criant qu'on le trahissoit et qu'on alloit le faire périr comme Louis XVI. Quoi qu'il en soit, il est difficile de prévoir ce que deviendra ce pays, si on ne pourvoit pas d'une autre manière à son administration. On avoit crû d'abord que le voyage de Barcelone avait eu le but d'éloigner le Roi des affaires et d'établir

---

*) *Königlich preußischer Geheimrat und Kammerherr, schon zur Zeit Friedrichs d. Gr. im diplomatischen Dienst, Gesandter an verschiedenen Höfen, in Madrid zu der Zeit, als Humboldt dort weilte (1799). Er starb 1828.*

une régence, mais il paroit certain au contraire qu'il va revenir au mois de Décembre sans accompagner son beaupère à Madrid. On avoit espéré au moins qu'on éloigneroit de lui le Chevalier Salvatico son favori, homme vénal et intrigant qui est l'auteur de la plupart des abus qui se sont introduits depuis ce règne; mais on dit que le Chevalier Salvatico jouit de la même faveur auprès de S. M. Cathol. On ne prévoit donc aucun remède au mal qui surtout pour le dérangement des finances va toujours en augmentant. Ce dérangement est si grand que ce petit Etat compte déjà 35 Millions d'écus de notre monnaye de dettes, et que le revenu de l'anneé 1803 est presque déjà dépensé en entier dans le moment présent. Néanmoins les impositions sont si énormes que quelque incroyable que cela paroisse on a fait le calcul que chaque individu en comptant l'un dans l'autre paye annuellement presque 10 écus de Prusse à l'Etat: mais l'intérêt toujours croissant de la dette qui n'est point payé, l'entretien des trouppes françoises qui coûtent 180000 livres par mois, la désorganisation dans presque toutes les parties de l'administration, et la facilité avec laquelle le Roi crée à tout moment de nouveaux postes et qui fait que pour un très petit nombre de soldats, il a plusieurs Feld Maréchaux, et un nombre tout à fait disproportionné de Généraux et de Colonels; toutes ces circonstances prises ensemble sont cause que non seulement le revenu annuel est absorbé en entier, mais qu'il reste encore toujours un déficit très considérable. L'agriculture, l'industrie et le commerce souffrent également: la première surtout par la défense qu'on a faite depuis quelque temps de l'exportation du blé. La police enfin est si peu vigilante que les grandes routes de la Toscane connues autrefois pour la sureté qu'elles offroient aux voyageurs sont infestées de voleurs de grand chemin.

III. Erste Audienz beim Papste.

Rom, den 3. December 1802.

Ich bin am 25. v. M. hier eingetroffen, und gleich am folgenden Tage habe ich, in Gesellschaft meines Vorgängers Uhden*), meinen Besuch beim Cardinal Staats-Secretaire Consalvi abgestattet, um ihn um eine Audienz beim Pabst zu ersuchen. Diese wurde

*) *Wilhelm Uhden, Vertreter Preußens in Rom, dann Staatsrat in der Unterrichtssektion unter Humboldt.*

uns am nächst darauf folgenden Tage, 27., ertheilt, und nachdem ich mich beim Cardinal Staats-Secretaire durch die, mir von Ew. Königlichen Majestät allergnädigst ertheilte litteras patentes beglaubigt, mein Vorgänger aber seine recredentialien übergeben hatte, verfügten wir uns zum Pabste. Dieser empfing uns allein in seinem Zimmer, und, da mein Vorgänger schon alles sonst übliche Ceremonial der Kniebeugungen u. s. f. abgeschafft hatte, ohne alle weitere Feierlichkeit. Er liess uns neben sich setzen, unterhielt uns über eine starke halbe Stunde lang über allerlei Gegenstände, und versicherte wiederholt, wie äusserst viel ihm daran gelegen sey, das mit Ew. Königlichen Majestät bestehende gute Vernehmen auch ferner ununterbrochen zu unterhalten. Er ist, wie auch aus dieser Unterredung hervorleuchtete, ein äusserst leutseliger, wohlmeinender, und für das Beste seiner Unterthanen eifrigst besorgter Fürst, und wenn, wie es freilich der Fall ist, die Verwaltung der Regierung noch bei weitem nicht den Bedürfnissen des Staats angemessen ist, so liegt es wenigstens nicht, wie unter der Regierung Pius des 6. in Fehlern seines Charakters. Denn weit entfernt, sowohl seine Familie zu bereichern, als selbst Aufwand zu machen, lebt er vielmehr mit wahrhaft mönchischer Sparsamkeit. Beim Weggehen nahm er mich bei der Hand, und begleitete uns bis an die Thür.

IV. Zustände in Rom.

à Rome, ce 4 Décembre 1802.

. . . La situation dans laquelle j'ai trouvé l'Etat Romain n'est rien moins que consolante. Il est sûr que le Pape actuel fait son possible pour corriger les abus qui se sont introduits dans presque toutes les parties de l'Administration; mais on ne choisit peut-être pas toujours les moyens les plus efficaces, ou ne les exécute pas avec assez de vigueur; aussi l'état dans lequel Pie 7. trouva le pays à son avénement au Siége Papal fut-il trop déplorable. Aprésent il est vrai que les revenus de l'état sont portés à une somme très considérable. Mais le peuple gémit aussi sous le fardeau de si énormes contributions qu'il est difficile de prévoir comment cela puisse continuer ainsi. Un malheur particulier à l'année présente est l'énorme cherté du blé. Le pain est à un prix incroyable, et la misère qui en résulte, est si grande qu'il me paroit en effet intéressant d'en citer quelques exemples à Votre Majesté. La classe

indigente du peuple est absolument hors d'état de se procurer du pain, même de la plus mauvaise qualité; elle peut tout aussi peu acheter de la viande; elle se voit donc réduite à manger les grosses tiges des légumes que les personnes plus aisées font jeter à la porte ou de prendre d'autres alimens plus dégoûtants encore. Mais les revendeurs ayant remarqué que le peuple va chercher ces tiges dans les immondices des rues, ont eù soin de les faire amasser eux mêmes et les vendent de nouveau à ces malheureux. Partout dans les rues on est poursuivi des hordes de mendians dont la couleur livide et malsaine montre la misère dans laquelle ils gémissent, mais leur sort est peut-être moins cruel encore que celui des familles ruinées, qui, ayant honte de mendier, se meurent de faim dans leurs maisons. En effet quelqu'incroyable que cela paroisse, y a-t-il tant de familles qui ne pouvant plus se procurer des alimens cuits ne font plus de feu chez eux que les ramoneurs même sentent cette différence et que le nombre a dû en diminuer.

Le Pape, quoique ayant les meilleures intentions du monde, est trop faible et plus fait pour mener une vie monastique que pour l'administration d'un Etat. Il vacille entre les différens partis qui se sont formés à sa Cour et au lieu de décider lui-même il laisse tout faire aux autres. Avec cela il paroit qu'il sort encore des sommes considérables du pays, du moins assure-t-on que le Gouvernement paye par mois 90000 écus de notre monnaye à la République françoise qui néanmoins n'entretient point de trouppes dans ce pays. Au reste les affaires politiques se traitent avec le plus grand mystère ici. Une Congrégation de 12 Cardinaux est chargée des plus importantes, surtout de celles qui regardent la France. Tout ce qui est plus important encore n'est confié qu'à 4 entre eux. —

V. Ein Unions-Vorschlag.

à Rome ce 25 Décembre 1802.

Je ne sais si V. M. daignera pardonner si j'ose Lui soumettre à cette occasion une réflexion qui à ce qui me semble se présente d'elle-même quand on considère la situation des pays sécularisés et leurs relations avec le Pape. Parmi tous les pays catholiques il est certain qu'il n'y a aucun qui jouit d'une aussi grande liberté de conscience et d'une indépendance aussi absolue de la Cour de Rome que ceux qui ont le bonheur de se trouver sous la domi-

nation de V. M. Ils le doivent à la fermeté avec laquelle V. M. a toujours sû soutenir ses droits de Souverain et à la bonté avec laquelle Elle a daigné accorder une protection égale à tous ses sujets, sans aucune différence de religion ou de secte.

Il n'y a, à ce qui me paroit, nul pays où les Catholiques puissent se procurer avec des sacrifices aussi légers les bienfaits que leur religion les engage à demander au Pontife suprême. Il seroit possible que tous les pays Catholiques qui vont appartenir maintenant à des Princes protestans jouissent des mêmes prérogatives et ce n'est pas seulement sous des vues philantropiques qu'il seroit à désirer que cela fut ainsi. Il me paroit plutôt que d'après la place auguste que V. M. occupe parmi les Puissances de l'Europe et parmi les Princes de l'Allemagne l'état de toute l'Allemagne protestante ne peut guères Lui être indifférent. Le moyen infaillible d'assurer les mêmes avantages dont jouissent les Etats de V. M. à tous les Princes qui dorénavant seront dans le cas d'avoir des sujets Catholiques seroit s'ils ordonnoient à leurs Agens ici d'agir toujours de concert avec celui de V. M. et de se régler sur les mêmes principes que V. M. a établis avec autant de sagesse que de fermeté et s'ils réunissoient en même tems leurs commissions entre les mains de deux ou trois personnes dont l'influence seroit par là plus décisive. . . Il n'est pas douteux que si V. M. daignoit leur offrir son auguste protection à cet égard, ils ne s'empressassent de faire usage de ce bienfait. Il ne m'appartient pas de juger si V. M. dans sa sagesse trouvera ces réflexions dignes de son attention, mais j'ai crù que dans un tems où il faut l'avouer plusieurs Gouvernements Catholiques travaillent à affermir l'Hiérarchie, il seroit doublement glorieux pour Elle d'étendre et d'assurer aussi par cette voye les lumières qui généralement distinguent l'Allemagne protestante. J'ose même ajouter que les négociations à la Cour de Rome deviendroient infiniment plus faciles par un pareil concert. Car il est bien sûr que le Pape opposera le plus d'obstacles qu'il pourra aux changemens salutaires que les Princes protestans voudroient faire dans leurs nouvelles possessions Catholiques. V. M., il est vrai, ne pourra jamais être dans le cas d'éprouver la moindre difficulté à cet égard; mais si les Princes moins puissans, au lieu d'employer ici des Allemands et des Protestans, laissoient leurs affaires entre les mains des Agens actuels, ils ne parviendront jamais à préserver leurs droits des usurpations du Pape, puisque tous les Agens n'ayant qu'un revenu très médi-

ocre de leurs Agences et attendant des grâces et des dignités de la Cour d'ici, épousent les intérêts de cette dernière.

VI. Die Abreise des Papstes nach Paris.

à Rome, ce 3 Novembre 1804.

Le Pape est parti hier le 2 de Novembre à huit heures et demie du matin pour Paris. Il étoit revenu le 27 Octobre de sa Campagne: le 29 il tint deux Consistoires, un public et un autre secret, et le 30 et 31 il reçut les visites des différens membres du Corps Diplomatique, des Cardinaux et autres personnes distinguées de la ville. Hier vers les sept heures du matin il se rendit à l'église de St. Pierre, et c'est de là qu'après avoir dit une messe et en avoir entendu une autre, il partit accompagné des Cardinaux qui voyagent avec lui, et des Prélats immédiatement attachés à sa personne. Tant lui que les Cardinaux étoient dans leurs habits pontificaux et deux Cardinaux montoient dans la même voiture avec le Souverain Pontife. Ils alterneront ainsi pendant toute la route. L'affluence du peuple étoit incroyable. Jusqu'à plus d'une lieue de la ville, le Pape passoit absolument par une haie étroite de personnes de tous les rangs et de tous les âges qui s'agenouilloient devant lui pour recevoir encore une fois sa bénédiction. Parmi les acclamations du peuple qui ne cessèrent pas une minute, on remarquoit surtout très-fréquemment la suivante: retournez bientôt, Saint Père, retournez aussi tôt que possible! (ritornate presto, Santo Padre, ritornate prestissimo!) On a observé que Sa Sainteté paroissoit extrêmement touchée de ces preuves d'amour et d'attachement de la part de son peuple et qu'elle pleuroit à chaudes larmes en sortant de la porte. Parmi les personnes de la suite du Pape, le peuple a surtout distingué les deux frères Braschi, neveux de Pie 6. et parens également du Pape actuel. . . .

Il mérite, ce me semble, d'être remarqué que le Pape dans ce discours*) dit que l'Empereur Napoléon avoit désiré de recevoir la Couronne Impériale de lui. Cette phrase paraît en effet bien étrange au commencement du 19ième siècle et il est curieux de voir que ce qui auroit fait ombrage en France encore il y a vingt ans soit demandé avec empressement dans le moment présent. On ignore absolument ici le motif, pourquoi le couronnement a été

*) *Den er im Konsistorium gehalten hat.*

mis du 2 Décembre au 25 Novembre. La différence étant de si peu de jours il n'est guère probable que ce soit, comme on dit, à cause de la grande affluence d'étrangers à Paris et de la difficulté de trouver les provisions nécessaires. Le Pape paroissoit peu content de la célérité avec laquelle on lui fait faire son voyage. Il me raconta lui-même, lorsque je pris congé de lui, l'empressement que l'Empereur lui avoit témoigné de le voir aussitôt que possible à Paris, en y ajoutant en propres termes qu'il ne concevoit guères, comment il importoit tant d'être couronné huit jours plutôt, qu'il feroit son possible pour arriver, mais que s'il n'arrivoit pas, on n'auroit qu'à faire la cérémonie sans lui.

VII. Die Ankunft des Luftballons.

à Rome, ce 22 Décembre 1804.

Un événement vraiment singulier fait depuis quelques jours l'objet de toutes les conversations ici. J'ai eû l'honneur de mander à Votre Majesté que nous manquions pendant ces dernières semaines entièrement de nouvelles fraîches et directes de la France, et que le Gouvernement même étoit en inquiétude sur le voyage du Pape et sur son arrivée à Paris. Dans ce moment un ballon aérostatique lancé à Paris le 16 au soir à l'occasion de la fète donnée à l'Empereur Napoléon par la ville de Paris est venu tomber à 6 milles d'Allemagne de Rome dans le lac de Bracciano près d'Anguillara le 17 au soir, et c'est en effet premièrement par l'inscription qu'il portoit que nous avons été informés de ce que le Couronnement de l'Empereur devoit avoir eû lieu. Au premier moment de cette nouvelle personne ne voulut la croire; mais les relations officielles arrivées de l'endroit même au Cardinal Secrétaire d'Etat levèrent bientôt tout doute sur le fait en lui même. Ces relations disoient que des pècheurs d'Anguillara ayant vû le 17 au soir planer dans l'air et tomber dans le lac un ballon aérostatique, ils s'étoient embarqués pour l'examiner de près. Une bourrasque très-forte les empècha, à ce qu'on marque, d'y réussir alors. Mais ayant réitéré leurs tentatives le lendemain au matin, ils trouvèrent en effet un ballon d'une grandeur extraordinaire, fait de taffetas vernissé, et garni d'une galerie qui devoit avoir été illuminée, puisqu'on y trouvoit des lampions en partie cassés. Le ballon avoit une inscription conçue dans ces termes:

„Le ballon, porteur de cette lettre, a été lancé à Paris le soir du 25 Frimaire (16 Décembre) à l'occasion de la fête donnée à l'Empereur Napoleon par la ville de Paris. M. Garmin prie les personnes qui le trouveront, d'en avoir soin et de l'en avertir. Il se rendra, s'il est possible, lui-même là où il sera tombé.“

Il est vrai qu'il y a maintenant des personnes qui soutiennent que ce ballon ne soit pas venu de Paris, mais qu'on l'ait lancé à dessein dans quelque ville de l'Italie pour influer par là sur l'opinion du Public. Mais comme la construction d'un ballon semblable est très-coûteuse, comme il étoit impossible de prévoir en le lançant où ce seroit qu'il iroit tomber et comme même il est difficile de concevoir, quel auroit pû être le but d'une pareille plaisanterie ou supercherie, cette hypothèse ne parait pas vraisemblable. Il est cependant toujours très-singulier qu'un ballon aérostatique fasse un chemin aussi considérable dans l'espace de 22 heures environ, qu'il franchisse les Alpes et peut-être la mer sans aucun accident, et que, malgré la diversité des hauteurs qu'il aura nécessairement parcourues, il ait trouvé des courans d'air qui lui ayent fait tenir constamment la même direction. La circonstance que le ballon lancé à l'occasion du Couronnement de l'Empereur Napoléon ait terminé sa course à l'ancienne Capitale du monde, ne laissera non plus, si en effet ce ballon est venu de Paris, de donner lieu à un grand nombre d'allusions.

VIII. Ein Erdbeben in Italien.

à Rome, ce 31 Juillet 1805.

Ce fut le 26 au soir vers les 10 heures, que nous éprouvâmes ici une secousse de tremblement de terre qui, quoiqu'elle ne fît aucun mal, fut cependant longue et forte. Elle se répéta, à ce qu'on assure, à 1 et à 2 heures de la nuit. On crut d'abord, que ce que nous avons senti, n'étoit que la suite d'un tremblement de terre plus grand qui devoit avoir eû lieu dans le voisinage, et les dernières lettres de Naples nous apprennent que les mêmes secousses y ont été senties à peu près aux mêmes heures, mais beaucoup plus fortement, et d'une manière vraiment alarmante. On ne se souvient pas d'un tremblement de terre également fort à Naples et mon frère qui se trouve maintenant dans cette ville

et qui a éprouvé beaucoup de tremblemens de terre en Amérique, m'écrit de n'avoir jamais senti une pareille secousse. Les premières nouvelles de cet événement sont naturellement confuses et exagérées, et plusieurs lettres parlent de beaucoup de maisons écroulées et de beaucoup de personnes tuées; mais mon frère m'écrit qu'à la vérité presque toutes les maisons (et même de très-grands palais) ont été endommagées et qu'une partie en a reçu des crevasses dangereuses, mais qu'on ne parle que de deux maisons entièrement ruinées et de deux ou trois hommes qui ayent péri, sans qu'il ait même encore pû vérifier ces deux derniers faits-là. Le Vésuve qui depuis des mois jette continuellement des flammes toutes les 5 ou 10 minutes, n'a rien montré d'extraordinaire ce jour-là; mais on craint une grande éruption ou de nouveaux tremblemens de terre, si le Volcan ne réussit pas à l'effectuer. D'autres personnes croyent, que le tremblement de terre a été proprement dans la Calabre, et que la secousse s'en est seulement communiquée de là à Naples et à Rome. Plusieurs endroits entre Naples et ici, comme Ste Marie de Capoue (l'ancienne Capoue), Traetto et Sessa ont éprouvé la même secousse et en ont plus ou moins souffert.

Fortsetzung.

à Rome, ce 10 Août 1805.

On sait àprésent, que le dernier tremblement de terre a été proprement dans le Comté de Molise. Plusieurs villes et villages y ont été presqu'entièrement détruits, et on compte 42 endroits qui en ont considérablement souffert. Parmi ceux qui ont été entièrement détruits, on nomme surtout Baranello, Sepino, Bojano, Agnone et Isernia. Dans ce dernier endroit seul plus de 1000 personnes ont été victimes de cette triste catastrophe. Le mal que ce tremblement de terre a fait à Naples, est beaucoup plus grand qu'on ne le croyait d'abord, et on assure, qu'il y a plus de 300 maisons qu'il faudra rebâtir à neuf, ce qui fait, que beaucoup de ceux sont barricadées. Une grande partie des habitans de Naples et le Roi lui-même ont dormi sous des tentes les premières nuits après le tremblement de terre; S. M. la Reine s'est transférée à la manufacture de porcelaine qui est un édifice construit d'une manière extrêmement solide.

IX. Ein Ausbruch des Vesuv.

à Rome, ce 21 Août 1805.

C'est le 12 au soir qu'elle a eû lieu. A 6 heures du soir on vit s'élever de la cime de la montagne deux colonnes de fumée au lieu d'une qu'il y avoit jusque là. A l'entrée de la nuit des flammes succédèrent à la fumée et devinrent toujours plus violentes. A 10 heures enfin la montagne creva sur son côté méridional environ 30 pieds au dessous du Cratère, et il en sortit un courant puissant de laves qui se précipita avec la rapidité d'un torrent en 4 à 5 secondes au bas du cône de cendres qui forma la cime du Volcan. En trois minutes les laves avoient déjà fait un chemin de 2000 toises. Le torrent se divisa alors en 5 courants, dont trois coupèrent la Chaussée qui conduit de Portici à Castellamare, et dont un menaçoit pendant quelques minutes de se porter sur Portici. Six ou sept malheureux garde-champs furent surpris et entrainés par les laves. Le courant principal passa par la partie méridionale du village de Torre del Greco, sans cependant renverser beaucoup de maisons, et prit le chemin de la mer qu'il atteignoit non pas (comme on avoit dit d'abord) en deux, mais en huit heures. Les laves furent si abondantes qu'elles y formèrent un petit promontoire. Les personnes qui ont eù la curiosité de se placer dans des bateaux vis-à-vis de l'endroit où les laves se confondirent avec les flots de la mer, assurent, que le spectacle en fut on ne peut pas plus imposant. Le torrent de feu tomba, comme une cascade, dans la mer, des vapeurs étincelantes s'élevèrent à une hauteur extrème au dessus d'elle et sur le rivage, la lueur lugubre et verdâtre du cuivre mèlé aux laves, contrastoit de la manière la plus pittoresque avec les flammes des vignes et des arbres qui se trouvoient enveloppés dans le courant. Le Public de Naples a pleinement joui de ce phénomène extraordinaire. Des milliers de personnes sont allées la nuit même à Torre del Greco, les premières dames de la ville se sont fait porter en litière sur la montagne, et on a eû le courage de visiter le Cratère même deux ou trois heures après la catastrophe. La foule des curieux s'est passée jusqu'à 8 et 10 pas autour du courant des laves, et ne lui a cédé que pas à pas le terrain. On a trouvé le lendemain, que le Cratère s'est affaissé d'environ 40 pieds, mais il n'a pas été

possible encore d'y entrer, puisque deux bouches y vomissaient encore des flammes.

X. Zum Kampf der Curie gegen Frankreich.

à Rome, ce 18 Juin 1808.

Ces instructions*) dont je n'ai osé envoyer copie à V. M. puisqu'on les tient extrêmement secrètes, ont, il faut l'avouer, dû nécessairement exciter toute l'attention des François, et elles ne sauraient, selon moi, être lues par aucun homme modéré et impartial, sans être hautement désapprouvées. Il est même inconcevable comment le Pape a pù prendre sur lui de faire émaner une pièce qui blesse si directement et cruellement le Gouvernement français qu'elle qualifie de Gouvernement ouvertement persécuteur de la religion catholique et met tous les habitans des provinces réunies dans le plus malheureux conflit entre leur conscience et leurs devoirs envers leur nouveau maître et qui, en outre, est si contraire aux lumières et aux idées libérales du siècle qu'on y dit directement que la souveraineté temporelle du Pape est si sacrée qu'aucune autre souveraineté ne saurait lui être comparée, que toute attaque dirigée contre cette souveraineté y est designée du nom de sacrilège et que la protection accordée à tous les cultes et à toutes les religions, dont on fait un crime impardonnable au Gouvernement français, y est dépeinte avec les couleurs les plus noires. Le sens principal de ces instructions est d'enjoindre aux évèques et par leur moyen aux habitants que le Saint-Père y nomme encore constamment ses sujets que puisque la souveraineté temporelle du Pape ne peut ètre ni cédée ni conquise légitimement de quelque manière et par qui que ce soit et puisqu'à la place de l'ancien Gouvernement il en était venu un qui s'empare toujours et partout aussi du pouvoir spirituel et prêche par la protection de tous les cultes une indifférence générale pour toute religion, il ne peut être permis à aucun habitant de ces provinces, ni ecclésiastique ni séculier, de faire un acte quelconque tendant à coopérer, directement ou indirectement, à une usurpation si notoirement injuste et sacrilège ou d'en établir ou con-

---

*) *Die geheimen Instruktionen, die der Papst nach Auflösung des Kirchenstaates den Bischöfen der bisher päpstlichen Gebiete erteilte, sind gemeint.*

solider l'exercice. D'après ce principe le Pape défend à ces nouveaux sujets du royaume d'Italie de prèter un serment de fidélité et d'obéissance quelconque à leur Gouvernement actuel, dès que cette obéissance serait positive ou active; de demander ou même d'accepter des employs et de chanter le Te Deum pour le changement de Gouvernement. Pour empècher néanmoins qu'on ne dise que de cette manière il ne serait plus possible maintenir la tranquillité publique, le Saint Père permet aux habitans de ces provinces de jurer une obéissance passive et prescrit même la formule suivante: je jure de ne prendre aucune part à aucune conspiration ou insurrection contre le Gouvernement actuel comme également de lui ètre soumis et obéissant dans tout ce qui n'est pas contraire aux lois de Dieu et de l'Eglise.

II. An der Spitze der preußsischen Unterrichtsverwaltung, 1809 und 1810.

Am 14. Oktober 1808 trat Humboldt seine Reise nach Deutschland an, um dort einen mehrmonatlichen Urlaub zur Ordnung persönlicher Verhältnisse zu verbringen. Kaum hatte er den deutschen Boden betreten, da erfuhr er, daß ihm ein heimischer Posten zugedacht war, und eine Kabinetsordre vom 15. Dezember 1808 bot ihm die Stellung als Geheimer Staatsrat und Direktor der Sektion für Kultus und Unterricht im Ministerium des Innern an. Er lehnte sie zuerst ab, gab aber schließlich dem Drängen der Minister von Altenstein und Graf Dohna nach und erhielt durch Kabinetsordre vom 20. Februar 1809 seine Ernennung. Ihm zur Seite standen als Staatsräte Nicolovius, besonders für die Kultusabteilung, Süvern, Uhden und etwas später Schmedding für die katholischen Angelegenheiten. Die folgenden Arbeiten Humboldts gehören dieser Periode an.

I., II. Anträge für F. A. Wolf.

F. A. Wolf hatte Anfang 1808 seine Entlassung aus den preußischen Diensten nachgesucht; das Gesuch war aber vom Könige abschlägig beschieden worden. Stein forderte ihn auf, zu erklären, auf welchem Wege er seine gelehrte Tätigkeit mit einer praktischen Beschäftigung nützlich vereinen zu können glaubte, und Wolf wünschte ordentliches Mitglied der Akademie und Visitator des Joachimsthalschen Gymnasiums zu werden und die Oberaufsicht über alle berlinischen Gymnasien und über das mit dem grauen Kloster verbundene philologisch-pädagogische Seminar zu übernehmen. Die ersten beiden Wünsche wurden ihm erfüllt. Nach Steins Ausscheiden forderte Graf Dohna im Januar 1809 Wolf auf, seine Ideen wegen bestimmter Anstellung Humboldt mitzuteilen; dieser tat es, und auf Grund seiner Vorschläge richtete Humboldt seinen Antrag an Dohna (Nr. I), und da die Entscheidung auf sich warten ließ, einen gleichen an den König (Nr. II).

I. An Dohna über F. A. Wolf. 6. Februar 1809.

Eigenhändiges Schreiben im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Köpke, Die Gründung der K. Friedrich-Wilhelms-Universität zu Berlin, S. 186 Nr. 17.

Ew. Excellenz

haben die Güte gehabt, den Geheimen Rath Wolf zu veranlassen, mit mir über seine künftige, hiesige Anstellung und den von dem Könige von Baiern erhaltnen Ruf nach Landshut, zu reden, und ich habe die Ehre, Ihnen in der Anlage den Brief zu übermachen, den er mir in dieser Angelegenheit geschrieben hat. Ew. Excellenz werden daraus sowohl seine Wünsche, als die Art ersehen, wie er glaubt, hier auf eine nützliche Weise gebraucht werden zu können, und wenn es möglich wäre, diesen Wünschen, vorzüglich in der äussern, pecuniären Lage, Genüge zu leisten, so könnte dem Staate ein Mann erhalten werden, der unstreitig für das Wiederaufblühen und Gedeihen unserer gelehrten Anstalten und vorzüglich für die Errichtung einer Universität in Berlin, wenn dieser Plan noch durchgesetzt werden soll, von der äussersten Wichtigkeit ist.

Die ausgebreitete Gelehrsamkeit und der schriftstellerische Ruf des Geheimen Raths Wolf bedürfen keiner Erwähnung. Gewiss giebt es unter den sachkundigen und unpartheiischen Beurtheilern nur Wenige, welche ihm nicht einmüthig einräumen würden, der erste der jetzt lebenden Philologen zu seyn. Doch dies halte ich hier bei weitem noch nicht für den wichtigsten Gesichtspunkt. Auf einer Universität und bei der Bildung einer ganzen Nation kommt es nicht so sehr auf die blosse Masse angesammelter und vielleicht todt daliegender Kenntnisse, als auf den Geist an, mit welchem ein ganzes Fach überschaut, und das Studium desselben dergestalt geleitet wird, dass es sich an die allgemeine Bildung und die allgemeine Aufklärung anschliesst und für Kopf und Charakter fruchtbar wird. Gerade dies aber besitzt Wolf in hohem Grade, und hat es noch neuerlich in seiner Uebersicht der philologischen Wissenschaften im 1 Stücke seines Museums auf eine in der That unübertreffliche Art bewiesen. Mit diesem Geiste und mit einer grossen Vielseitigkeit und Gewandtheit hat er, wo er bis jetzt gewirkt hat, die Köpfe um sich her belebt, und so gerichtet, dass diejenigen seiner Zuhörer, mit welchen er näher umging, gründlicher und geistvoller zugleich arbeiteten. Denn es

ist immer ebensoviel von ihm als Lehrer geleistet worden, wie als Schriftsteller, und die guten unter seinen Schülern, von welchen einige selbst in Berlin gegenwärtig als Lehrer angestellt sind, zeichnen sich gerade, wie er selbst, vorzugsweise durch Tiefe, Gründlichkeit und Fruchtbarkeit ihrer Forschungen und dadurch aus, dass sie sich nicht an schwankenden oder halbwahren Begriffen, wie sonst so häufig der Fall ist, begnügen. Eine solche Einwirkung auf den gelehrten Ton in einem äusserst bedeutenden, und mehr oder weniger auf alle andern Einfluss habenden Fache aber kann einer Universität nicht anders, als höchst wichtig seyn, und wer da weiss, wieviel dazu gehört, sie auszuüben, wird nicht wähnen, hierin ein Subjekt leicht durch ein anderes ersetzen zu können.

Ehe Wolf die akademische Laufbahn betrat, dirigirte er ein Paar Jahre hindurch ein nicht unbedeutendes Gymnasium. Die Bedürfnisse einer Schulanstalt, und die Mittel ihr aufzuhelfen, sind ihm daher auch aus Erfahrung bekannt. Er nimmt überdies an Allem, was sich auf den Unterricht im Allgemeinen, selbst auf den, welcher sich am meisten von dem eigentlich gelehrten entfernt, bezieht, lebhaften Antheil, und er wird dadurch und durch die Unpartheilichkeit seiner Beurtheilung der älteren und neueren Lehrmethoden blos nach der Wirkung, die sie auf den Kopf und die Erwerbung gründlicher Kenntnisse ausüben, auch zur Oberaufsicht über Schulanstalten und zur Revision derselben vorzüglich brauchbar. Der Bericht, den er in Kurzem über die ihm aufgetragene Revision des Joachimsthalschen Gymnasiums abstatten wird, kann Ew. Excellenz übrigens in Stand setzen, sich hiervon selbst vollständig zu überzeugen.

Endlich kann ich meine Furcht nicht bergen, dass es eine sehr nachtheilige Wirkung im hiesigen und deutschen Publikum überhaupt hervorbringen könnte, wenn Wolf, nachdem er zwei Jahre lang unter sehr misslichen Umständen hier ausgeharrt hat, Berlin in dem Augenblicke verliesse, in welchem die neue Organisation unserer Lehranstalten ihren Anfang nehmen soll.

Aus diesen Gründen nun — weil man sich sonst in der That eines wahren, gründlichen und geistvollen Gelehrten (auf's mindeste gesagt, eines der ersten die wir noch besitzen), eines Lehrers, der bisher viele und gute Schüler gebildet hat, eines trefflichen Rathgebers bei Schulplänen, und eines brauchbaren Gehülfen zu ihrer Ausführung und endlich eines von allen, die sich mit Literatur

beschäftigen, sehr geachteten Namens beraubt — sehe ich seine Erhaltung für dringend und nothwendig an.

Dass Ew. Excellenz Vorgänger ebenso geurtheilt hat, wird Ihnen nicht unbekannt seyn.

Die Art der Geschäftigkeit, welche der Geheimrath Wolf sich erbittet, scheint mir diejenige, welche man selbst von ihm wünschen müsste: Thätigkeit bei der Akademie, Lesen auf der Universität und einige Oberaufsicht auf höhere Schulen.

Dass er in Absicht des zweiten Punktes sagt, sich nicht entschliessen zu können, eigentlich Mitglied der Universität zu werden, dürfte Ew. Excellenz vielleicht auffallend scheinen. Wie ich mich aber mündlich mit ihm darüber erklärt habe, so geht seine Absicht dabei blos dahin, von den sogenannten Fakultätsgeschäften, und allem was die Corporation, als solche, angeht, dispensirt zu seyn, und da ihn dies nur von demjenigen, wozu er allein vorzugsweise brauchbar ist, von den gelehrten Arbeiten abziehen könnte, so sehe ich hierbei, da er regelmässig zu lesen verspricht, keine Schwierigkeit ein.

Was er in Absicht des philologischen Seminarii und eines demselben zu gebenden Inspectors wünscht, scheint mir gleichfalls zweckmässig.

Indess dürfte es wohl gut seyn, sowohl hierüber als über die Frage ob man dem Geheimen Rath Wolf die Oberaufsicht über alle Berlinische gelehrte Schulen in Absicht des Unterrichts und der Methoden, Visitationen u. s. f. anvertrauen möchte, erst dann endlich zu entscheiden, wenn alle übrigen mit dieser Frage zusammenhängenden Punkte erörtert werden, weil eine einzeln stehende Bestimmung leicht Nachtheile hervorbringen kann. Sonst aber kann ich diese Idee nichts anders, als wünschenswerth halten, und käme sie zur Ausführung, so würde mir auch der in dem Briefe angedeutete Einfluss auf die Besetzung der Stellen der Sache angemessen scheinen. Denn ohne einen solchen Einfluss lässt sich kaum eine wahre d. i. nothwendig mit Verantwortlichkeit für die Güte des Instituts verbundne Oberaufsicht denken.

Sollte es nothwendig seyn, jetzt in Betrachtung zu ziehen, ob dem Geheimen Rath Wolf eine Stelle in den zu errichtenden Collegien anzuweisen seyn würde? so schiene er mir in der wissenschaftlichen Deputation seinen Platz zu finden. Doch würde ich dies auch nur in der Absicht vorschlagen, ihm Arbeiten auftragen zu können, welche für diese Behörde gehören, nicht aber um ihn

in einen regelmässigen Geschäftsgang zu ziehen, da ich, Gelehrte in Geschäftsmänner zu verwandeln, wenige einzelne Fälle ausgenommen, gleich zweckwidrig für die Gelehrsamkeit und die Geschäfte halte.

Ueber den Punkt des Gehalts erlauben mir Ew. Excellenz nun folgende Bemerkungen.

Der Geheime Rath Wolf hat in Halle 2150 Thlr. genossen.

Da er zugleich bei der Akademie und einem der neu zu errichtenden Collegien angestellt, und daneben für die Universität und wenigstens Ein Gymnasium, nemlich das ihm schon jetzt zur Revision übertragne Joachimsthalsche, thätig wäre, so liesse sich seine Besoldung wohl auf mehr als Eine Kasse vertheilen.

Aus dem gleichen Grunde und weil er nicht einmal ordentliches und eigentliches Mitglied der Universität zu seyn wünscht, dürfte nicht zu befürchten stehen, dass das von ihm erbetne Gehalt, das freilich höher ist, als man es den Professoren allgemein einräumen kann, als ein Massstab für andre angesehen würde, oder Neid und Unzufriedenheit erregte.

Indem ich Ew. Excellenz um Verzeihung bitte, dass ich Ihnen meine Gedanken über diesen Gegenstand, den ich von der erheblichsten Wichtigkeit halte, so ausführlich und freimüthig geäussert habe, gebe ich mir die Ehre, mit der hochachtungsvollsten Ergebenheit zu verbleiben

Ew. Excellenz
gehorsamster
Humboldt.

Berlin, d. 6. Februar 1809.

II. An den König über F. A. Wolf. 18. März 1809.

(Original im Geh. Staatsarchiv.)

Ehe ich den mir von Ew. Königlichen Majestät allergnädigst anvertrauten Posten angetreten hatte, that ich auf Veranlassung eines dem Geheimen Rath Wolf geschehenen Rufes nach Landshut Vorschläge, diesen Mann Ew. Königlichen Majestät Staaten zu erhalten. Ich sehe es jetzt als meine Pflicht an, wieder auf diese Vorschläge zurückzukommen, und Ew. Königliche Majestät um huldreiche Genehmigung derselben allerunterthänigst zu bitten.

Die seit meinem ersten Antrag verflossene Zeit, und das, was der Geheime Rath Wolf indess bei dem Joachimsthalschen Gymnasio gethan, hat mich aufs neue überzeugt, dass er die von ihm

gehegten Erwartungen vollkommen erfüllen wird. Es ist dem Geiste der neuen Organisation angemessen, einzelne Geschäfte der Aufsicht einzelner Männer anzuvertrauen, und wenn ich die Fächer des mir anvertrauten Departements durchgehe, weiss ich, aller übrigen Rücksichten nicht zu erwähnen, keinen Mann, ausser dem Geheimen Rath Wolf, welcher der Ober-Aufsicht auf alle Berlinischen Gymnasien vollkommen gewachsen wäre.

Für die hier zu errichtende Universität habe ich Hoffnung, einige der bedeutendsten Männer Deutschlands zu erhalten, aber wenn jetzt der Geheime Rath Wolf uns verlässt, so wird daraus unausbleiblich Misstrauen und Ungewissheit entstehen. Er ist der ausgezeichnetste Gelehrte, den Ew. Königliche Majestät Staaten gegenwärtig besitzen, und wenn eine wirkliche Regeneration und Verbesserung der gelehrten Anstalten vorgenommen werden soll, so ist seine Erhaltung schlechterdings nothwendig.

Ich würde durchaus pflichtwidrig handeln, wenn ich Ew. Königlichen Majestät dies nicht unpartheyisch und freimüthig darstellte.

Der Geheime Rath Wolf wünscht übrigens nichts mehr als in Ew. Königlichen Majestät Dienste zu bleiben und sich der bisher genossenen Gnade ferner würdig zu machen. Nur Rücksichten auf seine Familie und in den letzten beiden unglücklichen Jahren gemachte Verluste verhindern ihn, einen auswärtigen Ruf sogleich auszuschlagen.

Ew. Königliche Majestät haben neuerlich den Professor Buttmann*) mit einer von ihm gewünschten Gehaltszulage hier zu erhalten geruht. Ich darf mir daher gewiss mit der Hoffnung schmeicheln, dass ein Mann, dessen Verlust ohne allen Vergleich schwerer zu ersetzen wäre, sich der gleichen landesväterlichen Huld zu erfreuen haben wird.

Berlin, den 18ten Maerz 1809.

Humboldt.

An
Seine Majestät den König.

---

*\) *Der Antrag für Buttmann vom 16. März (Köpke S. 64) ist noch von Nicolovius gezeichnet.*

III. Über die Medaille der Magistratsmitglieder.

14. März 1809.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums.)

An Dohna.

Ew. Excellenz haben die Güte gehabt, mir in Ihrem geehrtesten Schreiben vom 13 pr. einen sich auf die den Magistrats-Gliedern, Stadtverordneten und Bezirksvorstehern als Amtszeichen zu gebende Medaille beziehenden Auftrag zu ertheilen.

Ich habe über diese Angelegenheit einige hiesige Künstler und andere einsichtsvolle Personen zu Rathe gezogen, und lege Ew. Excellenz die von denselben gemachten Vorschläge und Zeichnungen in der Anlage gehorsamst vor.

Ew. Excellenz werden daraus ersehen, dass die verschiedenen Ideen, wie es auch beinahe nicht anders möglich ist, ungefähr alle auf Eins hinauslaufen. Indess schmeichle ich mir mit der Hoffnung, dass wenigstens jetzt eine und die andere Ausführung da ist, welche in künstlerischer Hinsicht den Vorzug vor den bisherigen verdient.

Ein einziger Gedanke ist neu, und bedarf dieser vielleicht einiger Erklärung. Ew. Excellenz werden nemlich sehen, dass der Herr Director Schadow das Bildniss Friedrichs II. auf die eine Seite der Medaille gesetzt hat. Dieser Einfall rührt ursprünglich von dem Herrn Geheimrath Wolf her und gründet sich darauf, dass Friedrich II. als derjenige zu betrachten ist, der den ersten Anstoss zu allem Grossen und Schönen in der Preussischen Monarchie gegeben hat, und gleichsam jetzt als der Schutzgeist derselben angesehen werden kann. Ich stelle Ew. Excellenz gehorsamst anheim, inwiefern Ihnen dieser Gedanke Aufmerksamkeit zu verdienen scheinen wird, und bemerke nur noch, dass bei dieser Gelegenheit auch des grossen Kurfürsten und sein Bildniss auf die Medaille zu setzen gedacht worden ist. Sähe man gerade auf den ersten zu grossen und nützlichen Einrichtungen bei uns gegebenen Impuls, so wäre dies letztere unstreitig historisch wahrer.

Die Embleme auf der Rückseite der Schadowschen Medaille sind zwar an sich recht zweckmässig gewählt, nur ist ihre Anordnung so wenig malerisch, dass ich auf keine Weise zu derselben rathen kann. Herr Schadow verzweifelte auch selbst daran, denselben eine geschmackvolle Anordnung geben zu können.

Sollte indess die Idee mit dem Bildniss Friedrichs II. Beifall finden, so liesse sich auf der Rückseite auch der blosse Adler anbringen und zwischen dem Schadowschen auf der Beilage A und dem des Bau-Inspectors Langhans*) auf der Beilage C**) eine Wahl treffen.

Zu Inschriften sind, wie Ew. Excellenz sehen werden, theils biblische Sprüche, theils Stellen aus den Werken Friedrichs II., theils blosse selbst gemachte Sentenzen vorgeschlagen. Sollte ein Spruch gewählt werden, so würden unstreitig von bibelkundigen Geistlichen noch bessere als die hier angeführten ausgefunden werden können. Sentenzen aus den Werken Friedrichs II. könnten wohl nur Beifall finden, wenn die Medaille mit seinem Bildniss geziert wäre, und es bleibt immer eine Unbequemlichkeit bei denselben, dass sie nur übersetzt gegeben werden können.

Da Ew. Excellenz die Gewogenheit haben, meine eigene Meinung über diesen Gegenstand zu verlangen, so gestehe ich, dass mir die einfachste Ausführung die beste und am wenigsten Missverständnissen oder falschen Deutungen ausgesetzte scheint. Ich bin daher weder für Embleme, die nur irgend verwickelt sind, noch für zu bestimmte, oder gar zu lange Inschriften. In dieser Rücksicht sowohl als weil auch sein Vorschlag mir am geschmackvollsten ausgeführt scheint, würde ich, wenn sich nicht noch eine bessere Idee finden sollte, die des Bauinspektors Langhans auf der Beilage C wählen.

Der Adler scheint mir die malerischste Stellung zu haben, ohne sich doch zu sehr von dem gewöhnlichen Wappenadler zu entfernen. Nur das Band unten könnte einfacher geschlungen sein.

Sollte indess dieser Adler nicht recht gefallen, so könnte der Schadowsche an die Stelle desselben treten. Die Inschrift über dem Adler***) scheint mir nicht passend. Es wäre aber, dünkt mich, hinlänglich, bloss den Namen des Königs und den Tag der neuen Städteordnung (Friedrich Wilhelm III. 19. November 1808) an ihre Stelle zu setzen. Von den beiden Vorschlägen des Herrn Langhans zur Rückseite würde ich die fasces vorziehen, und sogar, da das Bild gehörig für sich allein spricht, und durch die

---

*) *Langhans, K. F., Sohn, der bekannte Erbauer des Palais Wilhelms I.*

**) *Gestrichen: „der mir noch besser gelungen scheint“.*

***) *Gestrichen: „ist schon logisch unrichtig, da man niemals die Bürger eines Königs sagt“.*

daneben geschriebenen Worte auch nur halb erklärt wird, die Inschrift weglassen. Auch wird sonst die Medaille, vorzüglich wenn sie nicht mehr als Thalergrösse hätte, zu voll.

Gefiele diese Rückseite nicht, so ist der Einfall, die drei Dinge, an welche der 110. § der Städte-Ordnung*) die Stadtverordneten statt aller Instruktion verweiset, zu setzen, gewiss nicht tadelnswürdig. Die von Herrn Langhans vorgeschlagene müsste meiner Meinung nach mit einer ganz gewöhnlichen einfachen vertauscht werden, und die Mauerkrone über dem Ringe ja wegbleiben.

Dies wäre ungefähr meine unmassgebliche Meinung. Indess leugne ich nicht, dass im Grunde kein einziger unter den gemachten Vorschlägen durchaus und von allen Seiten befriedigend ist, und muss nur verzweifeln, jetzt noch bessere zu erhalten. Sollte sich künftig eine ähnliche Gelegenheit finden, so dürfte es wohl zweckmässig sein, durch öffentliche Bekanntmachung einen wahren Concurs zu veranlassen. Auch Personen, die man sonst nicht kennt, oder an die man nicht denkt, schicken dann ihre Ideen ein, und selbst von der Akademie erhält man auf diese Weise mehr und bessere Vorschläge, als wenn dieselbe in einer ausdrücklich dazu angestellten Versammlung sich über eine Idee vereinigt, da alsdann gewöhnlich nur ein paar Mitglieder die eigentlichen stimmführenden sind.

Was das wirkliche Prägen der Medaillen betrifft, so nehme ich mir die Freiheit, Ew. Excellenz auf einen jungen Künstler, Herrn Jachtmann, aufmerksam zu machen, der bei dieser Arbeit gewiss nicht übergangen werden dürfte. Er beschäftigt sich auch mit Stein- und Wappenschneiden, und sowohl der Direktor Schadow, als der Gen.-Münzdirektor Herz geben seinen Talenten, seiner Geschicklichkeit und seinem Fleisse das ausgezeichnetste und beste Zeugniss. Er hat vor einiger Zeit auch in der Münze gearbeitet, und diese Arbeit war, wie ich durch den General-Münzdirektor Herz genau weiss, auf eine Art verloren, die ihm schlechterdings nicht zum Nachtheil gereicht. Damit Ew. Excellenz selbst von seiner Arbeit zu urtheilen im Stande sind, füge ich diesem gehorsamsten Schreiben, jedoch sub. pet. remiss. einige in einem Schächtelchen verpackte Abdrücke von Sachen, die er

*) *„Das Gesetz und ihre Wahl sind ihre Vollmacht, ihre Überzeugung und ihre Ansicht vom gemeinen Besten der Stadt ihre Instruktion, ihr Gewissen aber die Behörde, der sie deshalb Rechenschaft zu geben haben."*

gemacht hat, bei. Ob ich wieder nun gleich der Meinung bin, dass die Anfertigung der neuen Medaillen keinen geschickteren und sorgfältigeren Händen anvertraut werden könne; so dürfte doch vielleicht gut sein, wenn des Königs Maj. die Idee gewählt haben werden, die Zeichnung derselben, so wie sie nun genau ausgeführt werden soll, den drei hiesigen bekanntesten Medailleurs, Abramson, Loos und Jachtmann*), zur Eröffnung einer Concurrenz aufzutragen und demjenigen die Arbeit zu ertheilen, welcher sich hierzu durch die beste Zeichnung und die am meisten gelungenen bisherigen Arbeiten legitimirte.

Die mir von Ew. Excellenz gewogenst mitgetheilten Vorschläge und Zeichnungen erfolgen in der Anlage wieder zurück.

Berlin, 14. März 1809.

Humboldt.

An den Königlichen Staatsminister
Herrn Grafen zu Dohna, Exc.
in Königsberg.

IV. Über den Etat der Akademie der Wissenschaften.

25. März 1809.

(Konzept im Geh. Staatsarchiv.)

Die Akademie der Wissenschaften hat mir ihren Etat für das Kalenderjahr 1809 vorgelegt und darauf angetragen, dass derselbe höchsten Orts vollzogen werde. Der bisherige Geschäftsgang in dieser Angelegenheit war, dass diese Etats zuerst von der Generalcontrolle geprüft und unterzeichnet, nachher aber unmittelbar von Sr. Majestät dem König eigenhändig vollzogen wurden. Bei der jetzt veränderten Organisation der oberen Verwaltungsbehörden überreiche ich nach der Verordnung vom 24. November 1808 den gegenwärtigen Etat Ew. Excellenz zur Vollziehung und füge denselben nebst dessen Beilagen diesem Schreiben bei.

Ew. Excellenz werden aus dem Etat selbst und der ihn begleitenden Vorstellung zu ersehen die Güte haben, dass die Akademie sich in einer sehr ungünstigen Lage befindet. Sie schliesst ihren Etat mit einem Deficit von 7081 Rthlr. 7 Gr. ab, und hat

*) *Abraham Abramson; entweder Daniel Loos der Vater oder Friedrich der Sohn, und Joh. Ludwig Jachtmann.*

am 15. Mai eine dringende Wechselschuld von 6000 Rthlr. zu bezahlen, ohne zu wissen, woher sie diese Summe nehmen soll.

Erlauben mir Ew. Excellenz jetzt Ihnen meine Meinung freimüthig und pflichtmässig hierüber zu sagen, so muss ich zuerst dieses letzten Punktes erwähnen. Wenn die Akademie nicht der Gefahr unmässig hoher Zinsen und wucherlicher Abzüge gleich bei Aufnahme eines neuen Capitals ausgesetzt werden und ihren schon zerrütteten Finanz-Zustand noch mehr in Verwirrung bringen soll, so müsste Gelegenheit gemacht werden, diese Summe zu billigen Bedingungen zu erhalten, und ich muss daher Ew. Excellenz dringend bitten, zu versuchen, ob hierzu nicht aus irgend einer Königlichen Kasse Rath geschafft werden könnte.

Zur Deckung des künftigen Deficits trägt die Akademie darauf an, dass Se. Königl. Majestät allergnädigst geruhen möchten,

1. ihr die aus Allerhöchst Ihren Kassen noch rückständigen 3274 Thlr. 8 Gr. auszahlen zu lassen, und

2. auch die Bank zur Abtragung der rückständigen Zinsen von einem Südpreussischen Capitale mit 5400 Thlr. zu vermögen.

Gewiss wäre dies die sicherste Rettung für die Akademie, und gegen die Zinsen der Banque könnte die Akademie die der Banque wiederum schuldigen von 830 Thlr. compensiren, so dass die Banque nur noch 4570 Thlr. zu zahlen hätte.

So grossmüthig aber auch Se. Majestät der König die Wissenschaften und die auf sie Bezug habenden Anstalten zu unterstützen geruhen, so wage ich nicht vorauszusetzen, dass unter den jetzigen unglücklichen Umständen die Nachzahlung der aus den Königlichen Kassen rückständigen Summen möglich sei. Se. Königl. Majestät haben Sich, so viel ich weiss, hierüber noch nicht erklärt, und es dürfte wohl hierin für die Akademie nichts anderes zu erwarten stehn, als was für alle Anstalten, die sich hierin mit ihr in gleichem Falle befinden, geschehen soll.

Ebenso scheint es mir zweifelhaft, ob die Banque sich zu der Zahlung der Zinsen des erwähnten Capitals wird verstehen können, da sie unstreitig selbst diese Zinsen nicht empfängt.

Ich halte es daher für meine Pflicht, Ew. Excellenz zugleich andere Vorschläge zu machen, wenn jene der Akademie nicht sollten angenommen werden können, und diese laufen kürzlich darauf hinaus: die Akademie jetzt fortwirthschaften zu lassen, ihr einige mögliche und nothwendige Ersparungen anzubefehlen, sie wenigstens bedingungsweise zum Verkauf ihrer Tresorscheine zu

autorisiren, Mittel zu Vermehrung ihrer Einkünfte zu versuchen und lieber am Ende des Jahres das sich alsdann noch findende Deficit auf irgend eine schickliche Weise zu decken.

Der wichtigste Punkt wären die Ersparungen, und ich muss über dieselben nach genauer Durchgehung des Etats folgendes bemerken:

1. Die Gehalte für die beiden Directoren der mathematischen und philologischen Classe fallen, da diese Directoren nicht vorhanden sind und diese Gehalte von niemand gegenwärtig bezogen werden, von selbst hinweg und vermindern das Deficit um 400 Thlr.

2. Der Secretaire des Geheimen Ober-Finanzrathes von Borgstede ist der Akademie schon seit zwei Jahren eine durchaus unnütze Ausgabe. Herr von Borgstede hatte nämlich, als er noch, neben seinen vielfachen Königlichen Geschäften, seine Stelle im Directorio der Akademie verwaltete, diesen Secretaire zur Bestreitung der Arbeit auf Kosten der Akademie zu halten für nöthig gefunden. Seit geraumer Zeit aber ist Herr von Borgstede nicht allein von allen Königlichen Geschäften frei, sondern auch nicht einmal mehr für die Akademie beschäftigt. Dies giebt eine Ersparung von 200 Thlr.

3. Der Director Achard geniesst 200 Thlr. für meteorologische Beobachtungen. Da nun diese nicht zu seinem schon sehr ansehnlichen Gehalte gehören, er abwesend ist und die Beobachtungen nicht einliefert, so stelle ich Ew. Excellenz gehorsamst anheim, ob vielleicht auch diese Zahlung in den jetzigen traurigen Umständen der Akademie fürs erste unterbleiben könnte?

4. Die Akademie besoldet zwei Dessinateurs und drei Mechanicos zusammen mit 900 Thlr. Soll man unparteiisch urtheilen, so sind diese Besoldungen ohne Nutzen für die Akademie. Keine unter diesen Personen leisten ihr Dienste; die Dessinateurs sind bloss für die Zeichnungen bestimmt, die manchmal zu den Memoiren erforderlich sind, und werden dann besonders bezahlt; von Mechanikern bedient sich die Akademie doch meistentheils fremder und muss es. Solche Besoldungen sind aber auch unzweckmässig für die Kunst. Der einmal besoldete Künstler glaubt ein Monopolium zu haben, verliert die Nacheiferung und verdrängt oft den fleissigeren und besseren. Indess bleibt es immer hart, einmal ertheilte Besoldungen zu nehmen, und ich weiss daher nicht, ob der Vorschlag, diese Personen wenigstens so lange unbezahlt zu lassen, bis das Ende des Jahres vielleicht unerwartet einen erfreulicheren

Abschluss gewähren sollte, genehmigt werden dürfte? Auf jeden Fall müsste jedoch der Mechanicus Benecke, der ein sehr alter Mann ist und seine Besoldung noch unter Friedrich II. erhalten hat, von dieser Massregel ausgenommen werden, und es würden also hierdurch nur 700 Thlr. erspart.

5. Ein sonderbarer Punkt endlich sind die sogenannten Jetons. Für diese sind im Etat 1000 Thlr. ausgeworfen, und für jedes einzelne Mitglied machen sie höchstens ein Einkommen von 50 Thlr. jährlich aus. Nichts schiene daher so einfach als ihre Auszahlung wenigstens bis man am Ende des Jahres sieht, ob Ueberschuss vorhanden ist, unausgezahlt (sic!) zu lassen. Und dennoch bin ich ungewiss, ob ich Ew. Excellenz hierzu rathen soll. Wenn ich auch nicht geradezu glauben will, was wohl oft behauptet wird, dass die Sitzungen alsdann weniger zahlreich besucht werden würden, so ist doch gewiss, dass Unzufriedenheit dadurch entstehen würde, da einige Mitglieder (denn andre sind geradezu dafür) nicht etwa aus Eigennutz, aber wegen der seit lange eingeführten Gewohnheit an diesem Gebrauche hängen. Im Winter und bei schlechtem Wetter kann der Jeton zur Bezahlung des Wagens dienen, und auf den meisten mir bekannten grösseren Akademien existirt dieser oder ein ähnlicher Gebrauch.

Durch diese Ersparungen oder vielmehr für jetzt nur Zahlungs-Suspensionen würde nun das Deficit des Etats um 1500 Thlr. und mit den Jetons um 2500 Thlr. vermindert.

Die zweite Massregel wäre die Autorisation zum Verkauf der Tresorscheine, wenn Se. Königl. Majestät nicht zu befehlen geruhen könnten, dass dieselben in einer der Königlichen Kassen für voll angenommen würden. Verkaufte die Akademie dieselben nur, da man doch das Steigen derselben fast mit Sicherheit voraussehen kann, zu dem Course von 70 bis 75, so gäbe dies abermals ungefähr 2100 Thlr.

Drittens sind auf die Einnahmen der Akademie zwei ihr eigentlich fremde Institute, das Collegium medico-chirurgicum mit 560 Thlr. und die Anatomie mit 335 Thr., angewiesen. Da die Akademie diese Summen auch in den letzten Jahren, wo sie selbst nichts aus Königlichen Kassen zog, fortbezahlt hat, so fänden es Se. Königl. Majestät vielleicht gerecht und billig, ihr diese Zahlungen allergnädigst abzunehmen und für jene Anstalten anderweitig Sorge zu tragen. Hierdurch würde das Deficit des Etats abermals um ungefähr 900 Thlr. und mithin im Ganzen um 4500 Thlr. und

mit den Jetons um 5500 Thlr. vermindert. Freilich würde indess von dieser Summe der Betrag des ersten schon bezahlten Quartals der in die Ersparungsposten gesetzten Besoldungen und der schon ausgegebenen Jetons abgehen.

Dringend muss freilich die Akademie, um nicht noch mehr in ihrem Finanz-Zustande zurückzukommen, Se. Majestät den König ersuchen, nunmehr vom 1. Januar d. J. an ihr diejenigen Summen allergnädigst auszahlen zu lassen, welche ihr einmal etatsmässig aus Königlichen Kassen bewilligt worden sind.

Es ist sehr möglich, dass am Ende des Jahrs das zurückbleibende Deficit beträchtlich kleiner ausfalle, als es gegenwärtig den Anschein hat, denn

1. können einige Artikel der Einnahme leicht mehr einbringen, als dasjenige, womit sie aus einer gewissen Behutsamkeit des Directoriums, nicht zu grosse Erwartungen zu erregen, angesetzt worden sind. Zu diesen gehört vorzüglich der Ertrag des Kalender-Debits.

2. Schmeichle ich mir mit der Hoffnung, die noch immer unentschieden schwebende Angelegenheit der Wittwe Unger*) doch wenigstens so weit zu bringen, dass ein Vergleich zu einer Terminal-Zahlung und mithin auch in diesem Jahre eine Revenue herauskomme.

3. Fallen auch in den Ausgaben einige geringer aus, als sie im Etat aufgeführt worden sind, obgleich hier das Minus gegen den Etat freilich nur sehr wenig bedeutend sein dürfte.

4. Endlich wäre vielleicht zu versuchen, der Akademie eine neue Revenue zu verschaffen, ohne den Königlichen Kassen lästig zu fallen. Die Akademie selbst hatte deswegen darauf gedacht, ihren Landkarten-Debit, nachdem ihr von den französischen Truppen alle bisher besessene Kupferplatten genommen worden sind, wiederherzustellen und deshalb 600 Thlr. in ihrem Ausgabe-Etat für dieses Jahr ausgesetzt. Da aber dafür nur zwei Platten angefertigt werden konnten und eine solche kaufmännische Unternehmung nur, wenn auf einmal ein beträchtliches Capital daran gesetzt wird, gedeihen kann, so hat das Directorium auf meine Vorstellung diesen Plan für jetzt aufgegeben. Dagegen hat die Akademie einen andern gemacht, nach welchem Se. Majestät der König geruhen sollten, die inländischen und auswärtigen Zeitungen, Tageblätter und

*) *Sie hatte die Kalenderpacht; über die Streitigkeiten Harnack I 520 A. 4.*

Journale (die recensirenden und wissenschaftlichen ausgenommen) zum Besten der Akademie mit einem Stempel zu belegen. Nach einem ungefähren Ueberschlage würden, wenn man (was doch vielleicht zu viel wäre) auf ein Zeitungsblatt einen Pfennig und ebenso viel auf jeden Bogen der heftweise erscheinenden Journale legte, jährlich hierdurch ungefähr 5000 Thlr. herauskommen. Sollten Ew. Excellenz diesen Gedanken auch nur im Ganzen billigen, so könnte ich sogleich einen solchen Plan in Verbindung mit der Akademie entwerfen und Ew. Excellenz vorzulegen die Ehre haben.

In dem Begleitungsbericht des Directorii ist am Schluss eine Stelle über den Botanischen Garten enthalten, welche beinahe einer Missbilligung des demselben vorgesetzten Professors Wildenow ähnlich sieht. Ich glaube jedoch, dass derselbe vollkommen zu rechtfertigen ist, wenn er lieber keine Ersparungen machte, als einen Theil der Pflanzen des Gartens, die es immer nur in vielen Jahren wieder in gleicher Schönheit und Grösse zu haben möglich ist, einer unausbleiblichen Gefahr aussetzte. Denn gewiss ist es ganz etwas anders, wenn man lebendige Pflanzen, als todte Bücher und Instrumente aufzubewahren hat.

Die Verwaltung der Finanzen der Akademie ist ausschliesslich in den Händen des Directorii, welches gegenwärtig bloss aus 2 Mitgliedern, dem Geheimen Finanzrath Gerhard, der an die Stelle des abwesenden Directors Achard getreten ist, und dem Director von Castillon bestehet. So treu und zweckmässig nun auch diese Herren unstreitig ihr Amt verwalten, so scheint es mir doch der neuen Organisation und dem Besten der Akademie angemessen, das Directorium anzuweisen, künftig keine nicht durch den Etat schon bestimmte Ausgabe oder gar eine sich auf das Capital-Vermögen, sei es durch Anleihe oder Veräusserung, beziehende Veränderung, ohne zuvor erhaltene Zustimmung der Section des öffentlichen Unterrichts vorzunehmen. Die Mitglieder der Akademie sowohl als das Directorium selbst werden, wie ich im Voraus versichern kann, hiermit vollkommen einverstanden sein.

Die Rechnungen der Akademie werden, der allgemeinen Verfassung nach, der Ober-Rechenkammer zur Revision zugefertigt. Auch dieses müsste künftig immer durch die Section des öffentlichen Unterrichts geschehen.

Schliesslich muss ich noch bemerken, dass alles, was gegenwärtig für die Akademie beschlossen und eingerichtet wird, im

Grunde nur provisorisch ist, und es nur darauf ankommt, dieselbe ohne weiteren Vermögensverlust bis zu der neuen Organisation, die sie erwartet, zu erhalten. Diese neue Organisation ist von Sr. Majestät dem König beschlossen worden, ein akademischer Ausschuss hat sich seit mehreren Monaten mit Entwerfung eines Planes damit (!) beschäftigt, und ist gerade jetzt mit dieser Arbeit so gut als fertig. Es wird alsdann darauf ankommen, diesen Entwurf nach den Ideen, welche die höheren Bildungsanstalten überhaupt leiten müssen, von der Section des öffentlichen Unterrichts prüfen und nöthigenfalls abändern zu lassen, um ihn Sr. Majestät dem Könige zur Genehmigung vorzulegen. Alsdann wird freilich aufs neue auch von den Fonds der Akademie die Rede sein müssen. Aber da auch dieser Punkt alsdann mit der Sorge für alle übrigen Fonds der höheren wissenschaftlichen Anstalten in Verbindung tritt, so werden sich dann auch zweckmässigere Vorschläge als jetzt machen lassen.

Gelangen wir unter Ew. Excellenz einsichtsvoller Leitung zu diesem Punkte, glückt es, der Akademie noch fünf bis sechs wahr haft ausgezeichnete inländische oder auswärtige Mitglieder zu geben, und ist die Verfassung von der Art, dass die Akademie fühlet, dass sie von der Regierung als eine achtungswürdige und selbstständige Corporation geehrt wird, so wird sie für die Wissenschaften und die Nationalbildung einen grossen und dauernden Nutzen stiften.

Denn was auch vorzüglich neuerlich über Akademien gesagt und geschrieben worden sein mag, so ist es unleugbar, dass es dem Unterrichts-Systeme einer bedeutenden und selbständigen Nation schlechterdings an der letzten und schönsten Vollendung fehlt, wo nicht eine Akademie der Wissenschaften alle Zweige derselben in sich vereinigt und gerade ihre höchsten und feinsten Theile verfolgt. Ebenso gewiss ist es, dass eine Akademie nicht mit einer Universität verwechselt werden darf, dass jene zur Erweiterung, diese mehr zur Verbreitung der Wissenschaften bestimmt ist, und dass nicht jedes Mitglied der einen Anstalt dadurch auch der anderen würdig genannt werden kann. Dass es aber dem Preussischen Staate möglich ist, gerade im gegenwärtigen Augenblick doch ein solches Bildungs- und wissenschaftliches System aufzustellen, das auf ganz Deutschland einen bedeutenden Einfluss ausüben kann, dass dies sogar von einem grossen Theile unseres Vaterlandes mit Recht erwartet wird, dass

hierin Selbständigkeit und Vollendung möglich ist, und dass dies das sicherste Mittel sein dürfte, die Nation aufs neue zu stärken und zu heben und kräftig und wohlthätig auf ihren Geist und Charakter einzuwirken, darin stimmen Ew. Excellenz gewiss mit mir überein.

Berlin, den 25. März 1809.

Humboldt.

An
des Königlichen Staatsministers
Herrn Grafen zu Dohna Excellenz.

V. Über die Akademie der Künste.

29. März 1809.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums.)

Die 1699 von Friedrich I. noch als Kurfürst gestiftete Akademie der Künste und mechanischen Wissenschaften hatte nach mancherlei Schicksalen unter dem Kuratorium des Ministers von Heinitz eine glänzende Epoche durchlebt. Nach Heinitz' Tode (1803) übernahmen Hardenberg und Schrötter das Kuratorium; seit der Katastrophe des Staates bearbeitete der Oberpräsident von Sack die Angelegenheiten der Akademie. Am 29. April 1809 verfügte Dohna, daß fortan die Akademie der Sektion des öffentlichen Unterrichts unterstellt sei, und forderte Sack zur Abgabe der Akten an den Staatsrat Uhden, der als Vertreter dieser Behörde in Berlin weilte, auf. Jener verzögerte es, und die Akademie erklärte, sie habe den König um Ernennung des Prinzen Wilhelm zum Kurator gebeten und wolle die Entscheidung über diesen Antrag abwarten. Dagegen wendet sich Humboldt in dem folgenden Bericht an Dohna.

Ew. Excellenz werden aus dem inliegenden Schreiben des Herrn Staatsrath Uhden, welches die Sektion des öffentlichen Unterrichts sich die Ehre giebt, Ihnen nebst den beigefügten Piecen vollständig und in originali vorzulegen, zu sehen geruhen, wie der Herr Geheime Staatsrath und Ober-Präsident Sack die an ihn von Ew. Excellenz unterm 29ten pr. ergangene Verfügung, die Akten und Geschäfte der Akademie der Künste an die unterzeichnete Sektion abzugeben, nicht Folge geleistet, und auch die versprochene offizielle Erklärung über seine Weigerung nicht abgegeben hat. Die Sektion sieht sich daher umsomehr genöthigt, Ew. Excellenz gehorsamst zu ersuchen, die gedachte Ablieferung durch ein zweites Schreiben an Herrn p. Sack geneigtest zu be-

wirken, als die Section ohne dieselbe, in allen ihren, die Akademie betreffenden Schritten durchaus aufgehalten und gehemmt ist.

Die Akademie selbst hat zwar in dem an den Herrn p. Uhden vorgeschriebenermassen eingesandten Conferenz-Protokoll vom 20ten Aug. ihre Bereitwilligkeit, die Section des öffentlichen Unterrichts von jetzt an für die ihr vorgesetzte Behörde zu erkennen erklärt, jedoch in einer durch den Herrn p. Sack (aber ohne Zuziehung aller Mitglieder) veranlassten Conferenz beschlossen:

> bei Sr. Majestät dem König auf die Bestallung eines neuen Curators in der Person Sr. Königlichen Hoheit des Prinzen Wilhelm anzutragen, und eine solche Verfassung dieses Curatorii vorzuschlagen, bei welcher die Akademie zwar als Lehr-Institut der Section, als Akademie aber allein dem Curatorio untergeordnet sein würde.

Da dieses Gesuch vermuthlich im Cabinets-Vortrage zur Sprache kommen wird, so ist es die Pflicht der Section, Ew. Excellenz um Erlaubniss zu bitten, Ihnen ihre Ansicht desselben freimüthig vorzutragen.

Es ist, was zuvörderst bemerkt werden muss, falsch, dass, wie im erwähnten Conferenz-Protokoll gesagt wird, bei der neuen Organisation des Staats ausdrücklich bestimmt sei, dass die beiden Akademien*) eigne Curatoren haben sollen. Die Verordnung vom 24. November 1808 sagt blos p. 21 „soweit sie nicht von besondern Curatoren abhängig sind“, bestimmt also nicht neue, sondern schont nur etwaige alte Verhältnisse. Bekanntlich aber haben im gegenwärtigen Augenblick die Akademien in Berlin keine Curatoren und mithin fällt diese Einschränkung von selbst hinweg.

Dagegen ist die Trennung, welche die Akademie der Künste vorschlägt, dem Buchstaben und Sinne jener Verordnung durchaus zuwider.

Denn die Section des öffentlichen Unterrichts soll nicht blos ein Ober-Schul-Collegium, sondern die höchste wissenschaftliche Behörde seyn, und daher nicht allein die Aufsicht über die Lehranstalten, sondern zugleich über alle höhere wissenschaftliche und Kunstvereine führen. Auch ist jene von den Akademien versuchte Trennung schon den ersten Grundsätzen nach unstatthaft. Nicht blos die wirklich Unterricht ertheilenden Anstalten, sondern

*) *Die Akademie der Künste und die der Wissenschaften.*

eben sowohl die höheren für Wissenschaft und Kunst haben Einfluss auf den Unterricht und die Nationalbildung überhaupt, und die Behörde, welcher dies wichtige Fach anvertraut ist, darf nicht ausschliesslich auf die erstern beschränkt seyn.

Dass übrigens Vereine für Wissenschaft und Kunst (wenn sie, was freilich leider bei unsern Akademien noch nicht der Fall ist, durchaus gut besetzt und gut organisirt sind) die nöthige Freiheit geniessen müssen, erkennt die unterzeichnete Section gewiss zuerst und willig an. Allein sie glaubt mit Zuversicht behaupten zu können, dass dieselben diese Freiheit mehr von ihr, als von einem Curator erwarten dürfen, der, wenn er ein Prinz des Königlichen Hauses ist, doch die Leitung dieser Angelegenheiten einem Geschäftsmann übergiebt, und sie beruft sich hierbei auf die Erfahrung, wie viel Freiheit namentlich die Akademie der Künste unter ihren, sonst gewiss äusserst achtungswürdigen Curatoren genossen hat.

Wird durch Genehmigung dieses Antrages der Akademie der Grundsatz festgestellt, dass die Section des öffentlichen Unterrichts nur für Lehranstalten bestimmt sei, so löst sich die Akademie der Wissenschaften augenblicklich, und zwar, da sie gar keinen Unterricht ertheilt, gänzlich von ihr ab; so ist wieder zersplittert und getheilt, was jene Verordnung einfach und zweckmässig vereinigt, und so ist die Section nicht mehr im Stande, ihren Zweck in seiner ganzen Ausdehnung und seiner letzten Beziehung auf Nationalbildung zu erfüllen. Ew. Excellenz sehen selbst, welchen Eindruck die Ablösung der Akademien auf die Universitäten machen müsste, und welchen Geist und Sinn es verrathen würde, das Lehren gleichsam in eine niedrigere Sphäre zu verweisen. Die unterzeichnete Section gesteht freimüthig, dass sie sich nur ungern und bloss weil es einmal hergebracht ist, des Ausdrucks höhere wissenschaftliche Anstalten bedient.

Selbst wenn beide Akademien Curatoren gehabt hätten, würde die Verordnung vom 24ten November die Section nicht auf diese Weise ausgeschlossen haben. Das Verhältniss zu den Curatoren hätte alsdann einer Bestimmung bedurft, allein nie hätte diese, jener Verordnung nach, so ausfallen können.

Gehet man nun die Gründe durch, aus welchen die Akademie glaubt, einen Curator haben zu müssen, so fällt jeder, einzeln betrachtet, von selbst hinweg.

Die Mittel, deren die Akademie bedarf, würden doch immer

nur von Sr. Majestät dem König herfliessen können. Se. Majestät aber versagen Ihren Behörden niemals Zutritt und Gehör, und die unterzeichnete Section würde sich nie erlauben anzunehmen, dass Allerhöchstdieselben der Beförderung der Künste in Ihren Staaten nur dann die nöthigen Mittel verleihen, wann dieselbe in der Person eines Curators einen bestimmten Fürsprecher hätten. Ueberdies widerspricht sich der Plan hier selbst in zwei Punkten, da diese Zuschüsse doch immer zur Oekonomie und dem Rechnungswesen der Anstalt gehörten, welche die Section führen soll, auch die Reisen der Eleven gewiss einen Theil der Lehr- und Unterrichtsmittel ausmachen.

Die Vollziehung der Patente geschieht natürlich, wie bei den Universitätsprofessoren, von Sr. Majestät dem König selbst.

Wünscht die Akademie, dass bei Preisvertheilungen und öffentlichen Acten ausser ihrem Directorio eine andere Person präsidire, so wird es immer von Ew. Excellenz abhängen, dies selbst zu thun, oder dem Sections-Chef zu überlassen.

Es bedarf endlich keiner Bemerkung, dass bei einer solchen Theilung die Akademie selbst ungemein leiden würde, indem fast jedes Mitglied unter zwei Behörden stände, die Gränzen gar nicht zu bestimmen wären, und die Collisionen ohne Zahl sein müssten.

Dagegen ist die bei der Akademie der Wissenschaften bereits mit Fortgang getroffene Einrichtung,

> dass der akademische Senat und das Directorium die akademischen Geschäfte von jezt an eben so unter der Leitung der Section, als ehemals unter der des Curatorii führen,

ebenso einfach, als zweckmässig. Nichts ist einer Kunstakademie so nachtheilig, als die Vervielfältigung der Geschäftsbehörden.

Die unterzeichnete Section kann sich nicht enthalten, bei dieser Gelegenheit Ew. Excellenz zu bemerken, dass, ihrer Meinung nach, überhaupt Curatorien (deren Einrichtung sich, wie der Antrag der Akademie es selbst ausspricht, aus Zeiten herschreibt, in welchen Kunst und Wissenschaft, um den Schutz des Staats zu erhalten, noch besonderer Maecenaten bedurften), wenn sie von der obersten wissenschaftlichen Behörde unabhängig sind, oder sich, im Fall Königliche Prinzen sie angenommen haben, nicht ausschliesslich eben dieser Behörde zur speciellen Leitung dieser Curatel bedienen, wissenschaftlichen Instituten durchaus schädlich sind, da sie, ohne ihnen die gewünschte Freiheit zu verbürgen,

die gesetzmässige Aufsicht über dieselben erschweren. Selbst von der Ober-Behörde abhängend, sind sie lästige Zwischen-Instanzen, es müsste denn die Entfernung einer Anstalt vom Sitze der Oberbehörde sie rathsam machen.

Aus den vorstehenden Gründen muss die unterzeichnete Section bei Ew. Excellenz ergebenst darauf antragen:

> Die Rechte der Section zu vertheidigen, und dahin zu wirken, dass die Akademie auf ihren Antrag zur Ernennung eines neuen Curatorii abschläglich beschieden werde,

auf jeden Fall aber Dieselben dringend bitten,

> das gegenwärtige Schreiben mit bei Sr. Majestät dem König zum Vortrag zu bringen, damit Se. Majestät die Sache vollkommen zu übersehen im Stande sein mögen.

Es hat der Section nicht anders, als peinlich sein können, gegen einen Antrag zu reden, bei welchem ein Königlicher Prinz genannt worden ist. Allein sie muss freimüthig gestehen, dass sie die Curatel der Akademie der Künste erst dann würdig finden würde, einem Mitgliede des Königlichen Hauses angeboten zu werden, wenn die Akademie neu und zweckmässiger organisirt sein und es möglich sein wird, mit dieser Curatel zugleich auch die der gleichfalls neu zu organisirenden Akademie der Wissenschaften und der Universität in Berlin zu vereinigen. Aus diesen Gründen muss sie es aber auch für rathsam halten, für jetzt hierüber noch nichts zu bestimmen, oder näher bekannt zu machen.

Königsberg, den 29ten März 1809.

Section des öffentlichen Unterrichts.

Humboldt.

VI.—XIV. Über das Zensurwesen.

Nach der grundlegenden Verordnung vom 24. November 1808 war die Zensur aller Schriften, die nicht auf politische Gegenstände Bezug haben, der Departementsabteilung des öffentlichen Unterrichts, die aller auf politische Gegenstände und Verhältnisse Bezug habenden Schriften dem auswärtigen Departement überwiesen. Ehe diese Neuordnung durchgeführt war, lag die Zensur in den Händen von vier verschiedenen Behörden: Polizei, Konsistorium, Kammergericht und Collegium medicum. Maßgebend für ihr Verfahren war das aus der Wöllnerschen Zeit stammende Zensuredikt vom 19. Dezember 1788, da ein Versuch, die ganze Sache neu zu ordnen (1801), resultatlos verlief. Der Umstand, daß Humboldt jetzt auch an die Spitze der Zensurbehörde trat, bot ihm Gelegenheit

zu wichtigen Meinungsäußerungen über diesen Gegenstand (VI—XII) und zur Abfassung einer neuen Zensurverordnung (XIII, XIV), deren Einführung aber nicht erfolgte. Sie trägt kein Datum, war aber, wie aus den Briefen Humboldts hervorgeht, Ende März 1809 im Manuskript abgeschlossen. Wir geben die endgültige Fassung mit den Varianten aus dem ersten eigenhändigen Entwurf.

VI. An den Grafen v. d. Goltz über die Zensur der politischen Schriften. 7. März 1809.

(Konzept im Geh. Staatsarchiv.)

Ew. Excellenz geehrtestes Schreiben, die Censur der politischen Schriften betreffend, ist mir gestern Abend richtig zugekommen, und ich werde es mir zu einer angelegentlichen Pflicht machen, mich des mir darin geschehenen ehrenvollen Auftrages nach meinen besten Kräften zu entledigen.

Vollkommen überzeugt von der dringenden Nothwendigkeit, schlechterdings alle Ausdrücke und Beziehungen in öffentlichen Schriften zu verhüten, welche bei fremden Mächten unangenehme Eindrücke hervorbringen könnten oder der schuldigen Ehrfurcht gegen unsre Regierung und die von derselben angestellte Personen zuwiderliefe oder sonst beim Publico von nachtheiligen Folgen sein könnten, werde ich die mir anvertraute Oberaufsicht mit der grössesten Aufmerksamkeit ausüben und mich mit Festigkeit jedem Versuche, bedenkliche oder anzügliche Stellen dieser Art dennoch ins Publicum zu bringen, widersetzen.

Ew. Excellenz werden indess ohne meine Bemerkung fühlen, wie sehr es sowohl den von Sr. Majestät dem König beabsichteten Zweck befördern als auch mir die Aufsicht erleichtern würde, wenn schon die erste Censur der Oberaufsicht nur sehr wenig zu thun übrig liesse, und ich darf mir daher schmeicheln, dass Ew. Excellenz mir erlauben werden, Ihnen in dieser Hinsicht eine blos aus meinem Wunsche, Ihre Absicht auf das zweckmässigste zu erfüllen, herfliessende Bemerkung vorzulegen.

Die zweckmässige Censur der politischen Blätter erfordert, wie Ew. Excellenz gewiss Selbst mir zugestehen werden, eine möglichst genaue Kenntniss der politischen Ereignisse des Augenblicks in allen dabei eintretenden Verhältnissen, und eine solche Kenntniss ist nicht immer aus blosser Lectüre der öffentlichen Blätter und andern Schriften zu schöpfen. Auch der jetzige Censor, so verdienstvoll er gewiss in jeder Rücksicht ist und so sehr ihn sein Patriotismus, seine Gelehrsamkeit und Erfahrung im Ganzen zur

Führung dieses Geschäftes geschickt machen, dürfte sich doch vielleicht nicht in der individuellen Lage befinden oder befunden haben, sich eine solche Kenntniss zu verschaffen.

Ich wage es daher, Ew. Excellenz zu ersuchen, zu überlegen, ob es nicht vielleicht zweckdienlich sein sollte, wenigstens die Censur der politischen Zeitungen, auf die sich vorzüglich jene Bemerkung bezieht, lieber einem wirklichen Mitgliede des Auswärtigen Departements zu übertragen und zu diesem Behuf eins von denjenigen zu wählen, die kürzlich in Thätigkeit gewesen und daher genau von der gegenwärtigen Lage unterrichtet sind.

Sollten Ew. Excellenz diesem Vorschlage beizupflichten die Gewogenheit haben, so würde ich mich bei weitem sicherer halten, den so wichtigen Zweck vollkommen zu erfüllen.

Was Ew. Excellenz Plan, künftig die litterarische und politische Censur in einer und derselben Person zu vereinigen, betrifft, so ist derselbe gewiss, nur vielleicht mit Hinzufügung einiger Modificationen, da das Geschäft für Einen Mann vielleicht zu umfassend oder zu mannigfaltig werden könnte, äusserst zweckmässig. Die Theilung der Censur in zwei ganz verschiedene Theile, je nachdem die Schriften politische oder litterarische Gegenstände beträfen, wäre in der That unmöglich, da in der grössten Anzahl von Büchern so leicht beiderlei Gegenstände zusammenkommen. Ich werde daher nicht verfehlen, sobald als möglich des Herrn Staatsminister Grafen zu Dohna Excellenz einen Entwurf zur Ausführung dieser Idee vorzulegen, und bitte Ew. Excellenz, überzeugt zu sein, wie glücklich ich mich jederzeit schätze, mit Aufträgen von Ihnen beehrt zu werden.

Berlin, 7. März 1809.

Humboldt.

An
des Königl. Staats-Ministers Herrn
Grafen von der Goltz Excellenz
zu Königsberg in Pr.

VII. An den Grafen Dohna über die Handhabung der Zensur. 7. März 1809.

(Konzept im Geh. Staatsarchiv.)

Ew. Excellenz geehrtestes Schreiben vom 25. pr. habe ich gestern empfangen und werde nicht ermangeln, mich sogleich, dem

mir gegebenen Auftrage gemäss, der Oberaufsicht auf die Censur auf das thätigste zu unterziehen.

Niemand kann so sehr als ich von der dringenden Nothwendigkeit überzeugt sein, dem unzweckmässigen, schädlichen und so oft unanständigen und gefährlichen Schreiben mehrerer Schriftsteller die gebührenden Grenzen zu setzen, und in keinem Augenblicke darf wohl die Regierung weniger besorgen, dass ein so heilsames und nothwendiges Verfahren mit nachtheiliger und die Entwickelung der geistigen Kräfte hindernder Beschränkung der Pressfreiheit verwechselt werden könne, als in dem gegenwärtigen.

Ich würde mich daher auch schon früher mit diesem Theile des mir angewiesenen Geschäftskreises beschäftigt haben, wenn ich nicht geglaubt hätte, den Zeitpunkt abwarten zu müssen, wo sowohl die Regierungs-Deputation, welcher nach der neuesten Instruction für die Regierungen die Censur eigentlich gehört, als die Section des öffentlichen Unterrichts vollkommen organisirt und neue Censoren angestellt wären.

Gegenwärtig geht, so viel ich aus Ew. Excellenz geehrtestem Schreiben entnehme, die Absicht dahin, dass die jetzt bestellten Censoren ihr Geschäft fortführen, jedoch meiner obersten Leitung folgen, sich in allen irgend bedenklichen Fällen an mich wenden und mir von ihrem Verfahren Rechenschaft ablegen sollen. Auch würde ich mich, wenn nicht dies die Höchste Meinung wäre, in der That in Verlegenheit befinden, wem ich, da ich ohne alle mir zugehörige Räthe hier bin, die Censur hier auftragen, und wie ich den königlichen Befehl vollziehen sollte.

Ich habe daher dies sogleich einzuleiten angefangen und hoffe auch bei den jetzigen Censoren keine Schwierigkeiten hierin anzutreffen. Indess wage ich es dennoch, Ew. Excellenz ganz gehorsamst zu ersuchen, so bald als möglich an diese Censoren bestimmte Befehle ergehen zu lassen, dass und auf welche Weise sie ihr Amt unter meiner Aufsicht fortzuführen haben, wenn diese Verfügung nicht schon, wie ich aus dem Schreiben vom 25. pr. nicht ersehen kann, getroffen worden ist.

Ich bemerke hiebei, dass ausser dem Departement der auswärtigen Geschäfte und dem Ober- oder, in Ermangelung dessen, jetzt dem Kurmärkischen Ober-Consistorio die bisherigen und, so viel mir bekannt ist, noch jetzt bestehenden Censur-Behörden das Kammergericht, das Ober-Collegium medicum und der Stadt-Präsident und Polizei-Director Büsching sind.

Zugleich werde ich nicht versäumen, auf die Verfasser vorzüglich der mehr unter das Volk kommenden Zeitschriften den nothwendigen Einfluss auszuüben, alle förmliche Verfügungen und in diesem Fach nicht füglich zu gebenden bestimmten Vorschriften zu vermeiden und überhaupt durch die Verbindung gehöriger Mässigung mit der nothwendigen Festigkeit, ja Strenge und, wo der Fall es erfordern sollte, selbst Härte den beabsichteten Zweck zu erreichen, ohne Aufsehen oder Unzufriedenheit mit der Massregel überhaupt zu erregen.

Der Herr Staatsminister Graf von der Goltz Excellenz äussert mir, indem er mich ersucht, auch über die politische Censur die Aufsicht zu übernehmen, und deshalb bereits dem Herrn Geheimen Ober-Finanz-Rath von Hüttel die nöthigen Anweisungen ertheilt hat, dass es rathsam sein dürfte, künftig die gesammte, sowohl litterarische als politische Censur Einem Manne zu übertragen, und ladet mich ein, Ew. Excellenz einen hiernach zu entwerfenden Plan vorzulegen. Ich glaube dieser Einladung um so mehr folgen zu müssen, als es auch mir schon bisher fast unmöglich schien, die Grenzen zwischen politischen und litterarischen Schriften so bestimmt zu ziehen, dass dieselben zwischen zwei Censoren bequem vertheilt werden könnten, und als mir die Idee des Herrn Grafen von Goltz Excellenz, nur unter gewissen Modificationen, allerdings sehr ausführbar und annehmungswürdig scheint. Ich werde daher, sobald es mir nur irgend möglich sein wird, das Nöthige hierüber ausarbeiten.

Berlin, den 7. März 1809.

Humboldt.

An
des Königl. Geheimen Staats-Ministers
Herrn Grafen von Dohna Excellenz
zu Königsberg.

VIII. An den Grafen Dohna über die Einrichtungen der Zensurbehörde. 11. März 1809.

(Konzept im Geh. Staatsarchiv.)

Da ich gegenwärtig die nothwendigen Einleitungen getroffen habe, um die mir von Ew. Excellenz anempfohlene Oberaufsicht über die Censur zu führen, eile ich, denselben Nachricht von den genommenen Massregeln zu geben.

Die Censur derjenigen Schriften, welche die meiste und sorgfältigste Aufmerksamkeit erfordern, weil sie unmittelbar unter das Volk kommen und von den am wenigsten gebildeten und achtungswürdigen Verfassern herrühren, liegt dem Herrn Stadt-Präsidenten Büsching ob. Mit seinem Amte nämlich ist, seitdem Herr von Eisenberg es bekleidete, die Censur der periodischen Schriften, Volksblätter, Flugschriften, Gelegenheitsgedichte, der polizeilichen Artikel in den politischen Zeitungen und Intelligenz-Blättern verbunden, und ich habe daher diesem Theile vorzugsweise meine Aufmerksamkeit widmen zu müssen geglaubt. In einer ausführlichen mündlichen Unterredung habe ich daher dem Herrn Stadt-Präsidenten Büsching eine gedoppelte Aufmerksamkeit und die Sorgfalt empfohlen, in irgend bedenklichen Fällen das Imprimatur nie ohne meine Zustimmung zu ertheilen. Um auch theils ihn selbst controlliren zu können, theils die Verfasser dieser Blätter, ihre Bescheidenheit oder Unbescheidenheit näher kennen zu lernen, treffe ich jetzt mit ihm die Einrichtung, dass er sich jedesmal zwei Exemplare der zu censirenden Bogen bringen lasse, die anstössigen Stellen in beiden durchstreiche und das eine nach Ertheilung des Imprimatur zurückbehalte. Dies letztere werde ich mir alsdann mittheilen lassen und, so viel möglich, oft selbst ansehen, um die von Herrn Präsidenten Büsching befolgten Grundsätze prüfen und ihm meine Bemerkungen darüber mittheilen zu können. Ich kann nicht umhin, hierbei zu erwähnen, dass dieser Mann in der That mit zu vielen und zu lästigen Arbeiten überhäuft ist, um seine Aufmerksamkeit diesem Geschäfte gehörig zu widmen. Indess dürfte die Durchsicht der polizeilichen Artikel in den Zeitungen und Intelligenz-Blättern nie leicht von der Polizei-Direction zu trennen sein, da dieselbe eine Menge von Notizen erfordert, die sich nur dort vereinigt finden.

Eine zweite Censur-Behörde ist das Lutherische Ober- oder jetzige Kurmärkische Consistorium. Ich habe dasselbe durch den Herrn Präsidenten von Scheve aufgefordert, sich in bedenklichen Fällen an mich zu wenden und mir Verzeichnisse der censirten Bücher zu überschicken.

Dieselbe Verabredung habe ich, nur wegen des viel ausgebreitetern Censursprengels noch bestimmter und dringender, mit dem Kammer-Gerichts-Präsidenten Herrn von Kircheisen getroffen, da das Kammergericht als die dritte Censur-Behörde im Besitze der Censur aller juristischen und belletristischen Schriften ist.

An die vierte Censur-Behörde endlich, das Ober-Collegium medicum, habe ich mich, da hier nicht leicht etwas Bedenkliches vorkommen kann, bloss schriftlich auf eine ähnliche Weise gewandt.

Indem ich mich aber überhaupt jetzt mehr um das Censurwesen bekümmert habe, ist mir nicht verborgen geblieben, dass eine grosse Unregelmässigkeit in demselben herrscht. Vorzüglich scheint es, dass die Buchdrucker und Verleger die Grenzen der verschiedenen Censur-Behörden entweder nicht kennen oder muthwillig überschreiten. So beklagt sich der Herr Geheime Finanz-Rath von Hüttel, keine geographischen und statistischen Schriften, die doch offenbar zu den politischen gehören, zu erhalten, und dem Consistorio sind seit dem Abzuge der französischen Truppen nur 3 Bücher, worunter eine einzige Predigt, zur Censur vorgelegt worden. Ich habe daher den Herrn Kammer-Gerichts-Präsidenten von Kircheisen ersucht, den Kammer-Gerichts-Rath Müller, welcher die Censur besorgt, anzuweisen, sich streng in den Grenzen seines Wirkungskreises zu halten, da vielleicht bei ihm unter dem Titel der Schriften vermischten Inhalts mehrere andern Behörden zukommende zusammenfliessen. Diesen und andern Abweichungen von der gesetzten Regel werde ich nach und nach auf die beste und am wenigsten Aufsehen erregende Weise abzuhelfen suchen.

Den durch den Wunsch des Herrn Staats- und Cabinets-Ministers Grafen von der Goltz Excellenz veranlassten Entwurf einer Veränderung und Vereinfachung der Censur-Behörden hoffe ich Ew. Excellenz in der nächsten Woche vorlegen zu können.

Berlin, 11. März 1809. Humboldt.

An
des Königl. Geheimen Staats-Ministers des
Innern Herrn Grafen zu Dohna Excellenz
zu Königsberg in Preussen.

IX. Über die Zensur von Friedrich Buchholz' „Idee einer arithmetischen Staatskunst mit Anwendung auf das Königreich Preussen in seiner gegenwärtigen Lage" (1809). 15. März 1809.

(Konzept im Geh. Staatsarchiv.)

Ew. Hochwohlgeboren empfangen hierbei das Buchholtzische Manuscript zurück. Ich habe mir die Mühe genommen, es ganz

durchzulesen, und bitte Sie, hiermit die Zögerung einiger Tage zu entschuldigen. Im Ganzen finde ich kein Bedenken bei dem Buche, da es bloss ein allgemeines wissenschaftliches Raisonnement ist, und eine anständige Beurtheilung auch staatswirthschaftlicher Massregeln auf keine Weise verhindert oder erschwert werden muss. Allein einzelne Stellen wird Herr Buchholtz, um seiner gewiss sehr lesenswerthen Schrift mehr Eingang zu verschaffen und einer löbligern Beurtheilung gewiss zu sein, unstreitig selbst gern abändern. Solcher Stellen sind mir folgende beim Lesen aufgestossen.

Bogen 2 S. 4 Z. 9: „Wahrlich, es giebt keine gefährlichere Classe in der Gesellschaft.“ *) Dies so allgemein, ohne alle Einschränkung an die Geldhändler, i. e. Banquiers, gesetzt, ist anstössig. Im Satz vor- und nachher sind wenigstens einschränkende Bedingungen.

Bogen 3 S. 8 Z. 25: **) „In jedem gesellschaftlichen Zustande — und diese Menschen sind der Adel.“ Dieser Stelle will ich, da sie auf ein System gegründet ist, nicht das Imprimatur versagen. Auch entschuldigt sich der Verfasser selbst. Nur auf den Fall, dass Ew. Hochwohlgeboren selbst mit Herrn Buchholtz sprächen, wäre er darauf aufmerksam zu machen, dass er sehr leicht, ohne seinen Ideen Schaden zu thun, die Härte dieser Stelle mildern könnte, da nur, so lange der Adel unbestimmte Frohndienste besass, die Behauptung noch wahr genannt werden konnte. Frohndienste und Adel sind aber nicht unzertrennliche Begriffe.

Bogen 4 S. 3 Z. 19. Der Ausdruck „Schmutz“ von einer Achtung verdienenden Arbeit, wie der Ackerbau ist, kann nicht geduldet werden.

Bogen 4 S. 5 Z. 20: ***) „Da nun die Erfahrung bei jeder Ge-

---

*) *Bei Buchholz heißt es nun S. 41: „Wahrlich, es giebt keine Classe in der Gesellschaft, welche die Aufmerksamkeit einer einsichtsvollen Regierung mehr verdient als diese; vorzüglich, wenn sie aus Ausländern bestehen sollte.“*

**) *Die Stelle steht S. 83f. und lautet: „In jedem gesellschaftlichen Zustande, dem es an einem dinglichen Reizmittel fehlt, soll es Menschen geben, welche dies Reizmittel ersetzen, um diejenigen Arbeiten, ohne welche die Gesellschaft nicht fortdauern kann, zu erzwingen; und diese Menschen sind der ursprüngliche Adel. Ich sage nichts zum Nachtheil des Adels, indem ich mich so über ihn ausdrücke; ich sage vielmehr sehr viel zu seinem Vortheil; denn, wer in dem gesellschaftlichen Zustande, dem dieses Reizmittel fehlt, nicht wäre, wo sollte alsdann die gesellschaftliche Arbeit, und wo die Gesellschaft selbst herkommen?“*

***) *Die Stelle lautet nun (S. 100): „Da nun die Erfahrung bei jeder Gelegenheit gezeigt hat, dass in dem produzirenden Mitgliede der Regierung das Privat-*

legenheit gezeigt hat, dass in dem adligen Mitgliede — die Gesellschaft siegt.“ Da dieser Satz durch seine Allgemeinheit schlechterdings beleidigend ist, so muss er wegbleiben oder die gehörige Modification erhalten.

Bogen 6 S. 6 Z. 1:*) „Zuletzt ging man in der Kühnheit so weit, dass man — — — eine förmliche Hungersnoth zu organisiren versuchte.“ Muss wegbleiben oder geändert werden, da diese Anklage, so ausgedrückt, sogar Absicht bei dem angeblichen Organisiren der Hungersnoth voraussetzt.

Bogen 6 S. 7 Z. ult. und S. 8 Z. 1.**) Die Ausdrücke „revolutionairer Zustand“ und „nicht eher eine feste und sichere Regierung“ können nicht bleiben.

Bogen 7 S. 5 Z. 1. Die Parenthese: „denn als ein von Seiten der Bundesgenossen gewesen ist, bleibt dahingestellt“, muss gestrichen werden.

In Absicht der Folge bin ich mit Ew. Hochwohlgeboren, nach dem mir so ausführlich und befriedigend angezeigten Inhalt, vollkommen einig, dass sie ohne Weiteres gleichfalls gedruckt werden könne.

Was die Anekdoten betrifft, so muss ich Ew. Hochwohlgeboren überlassen, ob Sie, da ich ihre Beschaffenheit nicht kenne, die Bekanntmachung derselben für unbedenklich halten oder sie mir noch mittheilen wollen. Eine schon in diesem Abschnitt vorkommende habe ich ohne Schwierigkeit stehen lassen.

Auch ich bin ganz der Meinung, dass man im Einzelnen und überhaupt, so viel man darf, liberal sein muss, und habe viele Stellen unberührt gelassen, die mir beim Lesen aufgefallen waren. Eine Censur soll keine Recension sein. Allein die von mir hier gerügten sind wirklich für diejenigen, welche sie treffen, beleidigend und für die Schrift unwesentlich. Also, hoffe ich, wird auch Herr Buchholtz nicht unzufrieden sein, als mir lieb wäre, dass ich mit achtungswürdigen Autoren die Censur lieber wie einen Rath als wie einen Befehl behandeln möchte.

---

interesse des Producenten über das Gesamtinteresse der Gesellschaft in der Regel siegt . . . .“

*) *S. 160: „Zuletzt ging es so weit, dass es das Ansehen gewann, als ob man, wenigstens in einigen Provinzen, eine förmliche Hungersnoth zu organisiren versuchte.“*

**) *S. 162. Statt „revolutionärer Zustand“ steht „der ungewisse Zustand“ und statt „feste und sichere Regierung“ „ein kraftvolles Seyn“.*

In Ansehung der Ankündigungen fremder Bücher billige ich Ew. Hochwohlgeboren Verfahren gänzlich und bitte Sie, nur für's Erste so fortzufahren. Man muss nicht zu viel beschränken und hindern; es ist genug, wenn man das Ansehen vermeidet als billigt oder autorisirt man.

Berlin, den 15. März 1809.

An
des Königl. Geheimen Finanz-Raths
Herrn von Hüttel Hochwohlgeboren.

X. An den Grafen Dohna über einen Vorfall bei der Zensur. 1. April 1809.

(Konzept im Geh. Staatsarchiv.)

Die beiden geehrtesten Schreiben, welche Ew. Excellenz die Gewogenheit gehabt haben, unterm 21. und 24. hujus an mich zu erlassen, habe ich richtig empfangen und aus dem ersteren mit grossem Vergnügen ersehen, dass Ew. Excellenz den von mir in Absicht auf die Censur genommenen Massregeln Ihren Beifall zu schenken die Güte haben.

Dass die belletristischen Schriften beim Kammergerichte censirt werden, ist allerdings nach Ew. Excellenz sehr richtigen Bemerkung auffallend unpassend.*) Ich sollte indess kaum glauben, dass es nothwendig oder auch nur rathsam sei, eine einzelne Abänderung in diesem Punkte jetzt besonders einzuleiten, da das ganze Censurwesen in kurzem eine durchaus veränderte Gestalt nach der neuen Organisation bekommen wird. Wirklich hebt die Verordnung vom 24. November 1808, indem sie die gesammte nicht politische Censur der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts beilegt, die Censurrechte sowohl des Kammergerichts als aller übrigen Collegien auf, und ich habe daher auch in meinem neuen Plane auf dieselben weiter keine Rücksicht genommen. Diesen Plan würde ich Ew. Excellenz, da er ganz fertig ist, schon heute einzuschicken die Ehre haben, wenn ich nicht nöthig fände, noch über einige einzelne Punkte mit vorzüglich sachkundigen

---

*) *Gestrichen: „Auch entsteht es wohl nur daher, dass ehemals das Kammergericht und die Regierungen die wahre und eigentliche Censurbehörde für alle Schriften ausmachten, und die Censur der anderen Collegien vielmehr als Ausnahme anzusehen war."*

Personen*) allhier Rücksprache zu nehmen. Ich muss Ew. Excellenz sehr um Entschuldigung bitten, Ihnen diese Arbeit nicht schon früher vorgelegt zu haben; allein da jede Veränderung in Censur-Angelegenheiten höchst wichtig und in vieler Rücksicht bedenklich ist, so habe ich es für meine Pflicht gehalten, auch diejenigen Arbeiten, die bisher und besonders im Jahr 1801**) beim auswärtigen und beim Justiz-Departement über diesen Gegenstand gemacht worden sind, zu Rathe zu ziehen, und die Aufsuchung und Durchlesung dieser Acten ist es, welche vorzüglich die Zögerung veranlasst hat.

Aeusserst leid hat es mir gethan, dass, wie Ew. Excellenz geehrtestes zweites Schreiben ausführlicher erwähnt, meiner Aufsicht ungeachtet, im 33. Stücke der Vossischen Zeitung ein Artikel***) abgedruckt worden ist, der schlechterdings hätte gestrichen werden sollen. Ich kann Ew. Excellenz versichern, dass ich es bei meiner

---

*) *Vorzüglich mit dem Juristen Klein, dem Mitarbeiter an der großen preußischen Gesetzgebungsreform, seinem einstigen Lehrer, dessen Beifall der Entwurf fand.*

**) *Solche lagen von Raumer, Klein, Amelang und Friedrich Nicolai, vor allem von Minister v. Alvensleben und dem badischen Geheimrat v. Drais (nur dieser ist gedruckt in Häberlins Staatsarchiv, Heft 18) vor.*

***) *Er lautet: „Der Charakter des jetzt herrschenden Zeitgeistes in unserem Staate spricht sich auch bei Gelegenheiten aus, welche der Eintritt der ehemaligen Ordnung nach einer unglücksschwangeren Zeitepoche im Gefolge hat. Gemeinsinn, Patriotismus, herzliches biederes Bewillkommen waren die hervorstechenden Züge unserer Brüder und Staatsbürger allenthalben und freiwillig da, wo das preussische Militär in die bis jetzt verlassenen Gegenden wieder heimkehrte. Auch das unterzeichnete Regiment erfreute sich bei dem Einmarsch in die neuen Standquartiere Conitz, Deutsch-Friedland und Jastrow dieses Ergusses hochherziger Freude seiner Mitbürger in sehr hohem Grade, und fand in dieser biederen, herzlich gemeinten Aufnahme Milderung seiner wehmüthigen Gefühle, die durch eine Trennung von einer für Freundschaft und reine Geselligkeit empfänglichen Stadt sehr — sehr in unserem Innern rege gemacht waren. Dies, gute Tapiauer, ist unsere schlichte Entgegnung Ihres aus der Ferne schon früher uns zugeschickten Abschiedszurufes, und dies wahrhaft gefühlten Wunsches werth, in solchem Cirkel der vernünftigen Behaglichkeit für immer zu verweilen. — Den würdigen Bewohnern dieser drei Städte daher unseren innigen, wahrhaft gefühlten Dank öffentlich zu sagen, fühlen wir uns verpflichtet mit der heiligen Versicherung, dass wir jener geäusserten Freundschaft und Güte würdig mit gleicher Empfindung jederzeit entgegenzukommen uns bestreben werden.*

Gleich mit uns werden Sie aber auch den, durch das zweideutige Benehmen eines Orts hiesiger Gegend, in welchem die 4. Escadron dieses Regiments einrückte, herbeigezogenen gegen jene humane Aeusserungen um so mehr grell ab-

Aufsicht auf die Censur an keiner Art von Sorgfalt fehlen lasse, allein da ich nicht selbst censire, so wird es mir auch unmöglich, jeden einzelnen Verstoss zu vermeiden. Der von Ew. Excellenz angeführte Artikel war gewiss von der Art, dass der Censor, wenn er ihn nicht selbst zurückweisen wollte, meine Zustimmung darüber hätte einholen sollen, und das um so mehr, als ich nicht aufhöre, einzuschärfen, dies bei jedem nur irgend bedenklichen Falle zu thun, und immer auf der Stelle jede Anfrage beantworte. Der Präsident Büsching hatte dies in gegenwärtigem Falle versäumt, und der Artikel ist mir daher erst nach dem Abdruck bekannt geworden. Ich habe indess doch noch seine Insertion in die Spenersche Zeitung verhindern können.

Nach Ew. Excellenz geehrtestem Schreiben habe ich demselben das Missfallen, das jener Artikel erregt hat, nebst den angeführten Gründen bekannt gemacht und ihn angewiesen, seine Aufmerksamkeit zu verdoppeln. Er antwortet mir zwar hierauf, dass er geglaubt habe, dass, da der Ort nicht genannt gewesen, es auch nicht geschienen habe, dass die ganze Stadt, sondern nur einzelne Einwohner darin gemeint sein, der Artikel nicht anstössig gefunden werden würde. Er setzt hinzu, dass ihm sogar vorgekommen sei, als wäre eine solche Bezeichnung eines ungeziemenden Verfahrens dem jetzigen Zeitgeist und selbst den Gesinnungen der Regierung, welche mit Recht die grösste Harmonie und Zuvorkommenheit des Civils und Militairs gegen einander verlangt, nicht unangemessen, und er schliesst damit, dass, wenn diese Ansicht sein Versehen nicht gehörig rechtfertigen sollte, doch vorzüglich der Verfasser jener Annonce Zurechtweisung verdiene. Zugleich trägt er darauf an, dass statt der unbestimmten Fassung der bisherigen Censur-Edicte ein neues angefertigt werden möchte, das dem Censor eine genaue und bestimmte Instruction ertheile.

Diese Gründe sind nun offenbar unzulänglich, und ich habe nicht verfehlt, dies dem Präsident Büsching ausführlich auseinanderzusetzen; übrigens kann ich demselben das Zeugniss nicht versagen, dass er die ihm anvertraute Censur mit einer so ge-

---

stechenden Contrast unangenehm empfinden, und mit uns wünschen, dass die Motiven hierzu nicht allgemein zueignend, also auch nicht für das Allgemeine dieser Stadt verdammend, auszusprechen Veranlassung seyn möchten.

Conitz, den 1. März 1809.

Das Officier-Corps des Ersten Uhlanen-Regiments.“

wissenhaften und pünktlichen Aufmerksamkeit versieht, dass dies ihm in der That bei seinen sonst so vielfachen Geschäften zum doppelten Verdienste angerechnet werden muss. Ich hoffe auch gewiss, dass künftig selbst einzelne Verstösse werden von ihm vermieden werden.

Seinem Gedanken, ein so bestimmtes Censur-Edict zu entwerfen, kann ich schlechterdings nicht beipflichten. Es würde das sicherste Mittel sein, der Pressfreiheit einen unwiederbringlichen Schaden zuzufügen. Solche Bestimmungen aber sind auch nicht einmal möglich, und es muss in Censur-Sachen um so mehr das meiste der Einsicht und dem Ermessen des Censors überlassen bleiben, als die Grundsätze nach Massgabe der Zeiten und Umstände bald mehr bald weniger strenge sein müssen.

Ich glaube den Schluss des Schreibens Ew. Excellenz vom 24. richtig gefasst zu haben, indem ich annehme, dass künftig gar keine Danksagungs- oder andere ähnliche Annoncen von Militair-Corps abgedruckt werden sollen, wenn ich sie nicht dem Inhalte und der Fassung nach für durchaus unbedenklich und zweckmässig halte. Dies ist gewiss um so rathsamer, als in vielen dieser Annoncen ein höchst unpassender Stil herrschte, und doch die Censur, wie auch Herr Präsident Büsching richtig bemerkt, da sie sich nicht anmassen darf, eine Recension zu werden, ohne eine solche besondere Autorisation nicht befugt gewesen wäre, Annoncen wegen des darin herrschenden verworrenen oder schwülstigen Tones zurückzuweisen.

Berlin, den 1. April 1809.

Humboldt.

An
des Königl. Staats-Ministers Herrn
Grafen zu Dohna Excellenz
zu Königsberg.

XI. Dienstanweisung für den Polizeipräsidenten Gruner. 5. April 1902.

(Konzept im Geheimen Staatsarchiv.)

Ich erfahre so eben durch den Herrn Präsidenten Büsching, dass Se. Majestät der König geruhet haben, Ew. Wohlgeboren die Leitung der hiesigen Polizei-Geschäfte zu übertragen. Zu diesen Geschäften gehört, wie Ihnen bekannt sein wird, auch die

Censur mehrerer Gattungen von Schriften, und da die Oberaufsicht auf die Censur, insofern dieselbe nicht das politische Fach angeht, einen Theil des mir anvertrauten Departements ausmacht, ich auch ausdrücklich von des Herrn Staats-Ministers Grafen zu Dohna Excellenz beauftragt worden war, mich dieser Aufsicht sofort und auf das Sorgfältigste zu unterziehen, so hatte ich mit dem Herrn Präsidenten Büsching die Einrichtung getroffen, dass er nicht nur in allen irgend bedenklichen Fällen sich an mich wandte und das Imprimatur in solchen Fällen nicht ohne meine Zustimmung ertheilte, sondern mir auch alle Mittwoch und Sonnabend die ihm zur Censur vorgelegt gewesenen gedruckten Bogen zusendete, damit ich daraus, was er gestrichen und stehen gelassen, beurtheilen konnte. Er liess sich nämlich auf meine Veranlassung immer zwei Correcturbogen bringen, strich in beiden, gab den einen den Druckern zurück und behielt den andern, um ihn mir zu übersenden. Ich muss jetzt in Gefolge desselben so eben erwähnten höheren Auftrags Ew. Wohlgeboren ersuchen, denselben Gang zu beobachten.

So wenig auch die Meinung Sr. Majestät des Königs gewiss dahin geht, die Pressfreiheit mehr, als unumgänglich nöthig ist, beschränken zu wollen, so muss ich doch Ew. Wohlgeboren benachrichtigen, dass die Regierung mit Recht seit einiger Zeit ein wachsameres Auge als bisher auf ein in den letzten Jahren zu sehr eingerissenes, unnützes und ungeziemendes Geschreibe, vorzüglich in periodischen und Volksblättern hält. Ich muss daher auch Ew. Wohlgeboren bitten, auch Ihre Aufmerksamkeit hierauf zu richten, brauche aber gewiss nicht erst hinzuzusetzen, dass diese Vorsicht vorzüglich die Artikel in Zeitungen und Intelligenzblättern und die weniger bedeutenden Journale betrifft, da die von bekannten und bewährten Verfassern, wie z. B. die Berlinische Monatsschrift, nach anderen Grundsätzen censirt werden können. Ueberhaupt bin ich von Ew. Wohlgeboren einsichtsvoller Beurtheilung überzeugt, dass Sie gewiss überall diejenige Mittelstrasse zu finden wissen werden, welche nirgend so sehr als bei der Censur in jetziger Zeit, die viel Behutsamkeit erfordert, und in unseren Staaten, wo man bisher in dieser Rücksicht nicht ängstlich gewesen ist und auch jetzt nicht in ein Extrem hiebei verfallen darf, nothwendig ist.

Was in den Ihnen zur Censur vorgelegten Blättern die Politik angeht, wird, der eingeführten Gewohnheit nach, von Ew. Wohl-

geboren an den Herrn Geheimen Finanz-Rath von Hüttel, als politischen Censor, verwiesen.

Um noch eines einzelnen Punktes zu erwähnen, muss ich bemerken, dass neulich von dem Ministerio in Königsberg beliebt worden ist, dass Danksagungs- und ähnliche Annoncen von Officier-Corps nur dann in die Zeitungen aufgenommen werden sollen, wenn sie schlechterdings und durchaus nichts Anstössiges weder in den Sachen noch im Stile enthalten.

Ich benutze übrigens diese Gelegenheit, Ew. Wohlgeboren zu bezeugen, wie sehr ich mich freue, mit Ihnen in Geschäftsverbindung zu treten, und wie gern ich jede Gelegenheit ergreifen werde, Ihnen Beweise meiner aufrichtigen Hochachtung zu geben. Ich verreise zwar in wenigen Tagen auf einige Wochen; da ich aber dem Herrn Staats-Rath Uhden Vollmacht hinterlassen, alle an mich eingehende Sachen zu erbrechen und nach Beschaffenheit der Umstände darauf zu verfügen oder mir Bericht zu erstatten, so ersuche ich Ew. Wohlgeboren, Sich nur, wo Sie es nöthig finden, unausgesetzt, auch in meiner Abwesenheit hierher an mich zu wenden.

Berlin, den 5ten April 1809.

Königl. Geheimer Staats-Rath pp.
Humboldt.

An
des Königl. Polizei-Präsidenten
Gruner Wohlgeboren.

XII. Ein Konflikt über die Zensur. 8. April 1809.

(Konzept im Geh. Staatsarchiv.)

Ich sage Ew. Hochwohlgeboren für Ihr gütiges Schreiben von heute meinen verbindlichsten und freundschaftlichsten Dank. Nur schmerzt es mich ungemein, aus demselben die Besorgnis zu ersehen, in welche Sie die Krankheit Ihres Herrn Sohnes versetzt. Ich hoffe und wünsche von Grund meines Herzens, dass dieselbe durch eine baldige glückliche Besserung des Kranken gehoben werden möge.

In Absicht des Kamekenschen Buchs kann ich, wie ich freimüthig gestehe, Ew. Hochwohlgeboren Meinung nicht beitreten. Wäre der Titel dieser Schrift bloss:

„Der Hengst, wie er sein sollte“,

so verstände es sich von selbst, dass nichts dagegen su sagen wäre. Derselbe heisst aber:

„Der Hengst, wie er sein sollte, als Gegenstück zur Elisa, oder das Weib, wie es sein sollte.“ *)

Erwägen Ew. Hochwohlgeb. diesen Titel in seinem Zusammenhange, so finden Sie gewiss, dass das Wort Hengst dadurch einen sehr unanständigen Doppelsinn bekommt, dass man verleitet wird, hinter diesem Titel entweder eine schlüpfrige Schrift oder eine Satire auf das als Gegenstück angeführte Buch zu finden, am wenigsten aber eine Schrift über die Pferdezucht vermuthet.

Das weibliche Geschlecht kann allerdings dabei nicht verlieren. Allein roh und unanständig und den Sitten, auf welche das Censur-Edikt ausdrücklich aufmerksam macht, entgegenlaufend, bleibt ein solcher Titel doch allemal, und die Pflicht des Censors war es, dünkt mich, den Zusatz:

„als Gegenstück“ u. s. w.

zu streichen und wenigstens nicht auf die ihm deshalb gemachte Bemerkung auf der Ertheilung des Imprimatur zu beharren.

Ich ersuche indess Ew. Hochwohlgeb., die abermalige Erwähnung dieser Sache nur als einen Beweis meines Wunsches zu betrachten, meine Ansichten vor einem Manne zu rechtfertigen, für den ich eine so aufrichtige und herzliche Hochachtung hege.

Berlin, den 8ten April 1809.

Humboldt.

An
des Königl. Kammer-Gerichts-Präsidenten
Herrn von Kircheisen Hochwohlgeboren.

XIII. Einleitung zum Entwurf einer Verordnung die Zensurbehörden betreffend. Ende März 1809.

(Eigenhändiges Konzept im Geh. Staatsarchiv.)

**) Um den gegenwärtigen Entwurf richtig zu beurtheilen, muss man vorzüglich in Erwägung ziehen, dass jetzt nicht von einem

*) *Das Buch war von Rochus Graf Kameke; die Ankündigung Vossische Zeitung, 39. Stück vom 1. April 9; Elisa oder das Weib wie es seyn sollte. Mit 6 Kupfern von Penzel war in dritter Auflage, Leipzig 1798 erschienen.*

**) *Der Eingang lautet ursprünglich: „Ein gewissermassen neues Censur-Edict führet so mancherlei Unbequemlichkeiten und Bedenken mit sich, dass mein*

neuen Censur-Edicte, sondern nur von einer Veränderung und Vereinfachung der Censurbehörden die Rede ist. Die Censur besteht einmal in den Preussischen Staaten, sie wird noch immer nach dem nicht aufgehobenen Censur-Edicte d. 19. December 1788 ausgeübt; denn sie ist, nach eben diesem Edict, unter so viele nicht in der mindesten Verbindung mit einander stehende Behörden vertheilt, dass sich von einer solchen Einrichtung weder die, wenn einmal Censur Statt finden soll, nothwendige Ordnung, noch die für die Erhaltung der höchstmöglichen Freiheit heilsame Gleichförmigkeit der Grundsätze erwarten lässt. Die Censoren greifen, wie sich bei den schwankenden Bestimmungen des Edicts kaum verhindern lässt, einer in die Gränzen des andern ein; Drucker und Verleger sind nicht gehörig unterrichtet, an wen sie sich zu wenden haben, und wenn gegen eine Schrift Klage geführt wird, muss man erst bei allen einzelnen Censoren herumschicken, um sich gehörig zu überzeugen, ob und wo dieselbe censirt worden ist. Die neue Organisation der Verwaltungsbehörden stellt auch hierüber einfachere Grundsätze auf, sie vertraut die Censur bloss zwei oberen Behörden an, und hebt damit alle übrigen stillschweigend auf. Allein auch sie trennt diese beiden Behörden noch zu sehr und auf eine in der That unausführbare Weise, da sich bei vielen Schriften schlechterdings nicht bestimmt angeben lässt, ob sie politische oder nicht politische sind? Der Hauptzweck dieses Entwurfes wäre also, auch diese Trennung noch so viel als möglich aufzuheben oder doch unschädlich zu machen.

Dieser Zweck wird nun, wie es mir scheint, vollkommen durch die Censur-Deputationen erreicht. Denn wenn auch jede von diesen noch von zwei verschiedenen Ober-Behörden ressortirt, so können diese letztern leicht mit einander communiciren, und finden im Staats-Rath ihren Vereinigungspunkt.

Dass theologische, juristische und medicinische Schriften nur gerade von Theologen, Juristen und Medicinern censirt werden

---

erster Gedanke, als von einer näheren Organisation der nach dem gegenwärtigen Verwaltungssystem veränderten Censur-Behörden die Rede war, darauf hinausging, ob man nicht vielmehr alle Censur, ausser der der Zeitungen, Journale und politischen Schriften aufheben und übrigens bloss jeden Schriftsteller sich bei Herausgabe einer Schrift zu nennen, und für dieselbe verantwortlich zu seyn verpflichten könnte. Allein obgleich erst neulich diese Einrichtung im Königreiche Westphalen getroffen worden ist, so glaube ich nicht, dass dieselbe unter den gegenwärtigen Umständen unter uns ausführbar seyn dürfte."

könnten, scheint mir keineswegs richtig. Die Censur soll keine Recension sein, und setzt daher nicht sowohl wissenschaftliche Kenntnisse, als richtige Grundsätze über die mögliche Pressfreiheit, und gehörigen Tact in Anwendung derselben voraus. Dagegen bringt die Vertheilung der zu censirenden Schriften nach ihren Gegenständen nothwendig Ungleichförmigkeit der Grundsätze hervor, wenn man nicht, was noch mehr Unbequemlichkeiten haben würde, ein ganzes Collegium von Censoren bestellen will. Da indess doch manchmal wissenschaftliche Kenntnisse wirklich nothwendig sein können, so scheint mir die Anordnung subsidiarischer Censoren dem etwanigen Bedürfniss vollkommen ein Genüge zu thun und sonst keine Unbequemlichkeiten mit sich zu führen.

Dass diese aus eigentlich gelehrten Corporationen gewählt werden, scheint mir ebenso zweckmässig, und dass auch der nicht politische Censor ein weniger als Geschäftsmann denn als Gelehrter bekannter Mann sei. Es kommt viel darauf an, dem Censor ein gewisses Zutrauen zu erhalten, und dieses werden Schriftsteller immer eher zu Gelehrten als zu Geschäftsmännern hegen.

Die verschiedenen Collegia, welche bisher an der Censur Theil nahmen, können hierüber keine Beschwerde führen. Die Verordnung vom 24. November 1808 nimmt ihnen schon stillschweigend diesen Antheil, und dass sie nicht bei einer nicht durch sie selbst besorgten Censur gefährdet werden können, dafür sorgt der § 16 des Entwurfs besonders.

Dass nur die im Lande gedruckten Schriften der Censur unterworfen sein können, schien mir ebenso nothwendig auszudrücken, als den Gang, welchen Verbote fremder Bücher nehmen müssen, genau zu bestimmen. Man kann die Pressfreiheit nicht genug schützen, und auch für die Beförderung des Buchhandels und der Buchdruckerei ist es nothwendig auf alle Weise Sorge zu tragen.

Ob auch nur alle im Lande gedruckte Schriften zur Censur vorgelegt werden sollen? darüber bin ich lange zweifelhaft gewesen.

Da es meine Pflicht zu sein schien, bei diesem Entwurfe dasjenige zu Rathe zu ziehen, was bereits von sachkundigen und erfahrenen Männern über diese Angelegenheit vorgeschlagen worden ist, so habe ich mir die im Jahre 1801, wo ein neues Censur-Edict gemacht werden sollte, von dem Herrn Geheimen Justiz-Rath von Raumer, dem Herrn Geheimen Ober-Tribunals-Rath Klein und dem Herrn Geheimen Postrath Amelang angefertigten Entwürfe

aus dem Geheimen Archiv vorlegen lassen, und sie mit grossem Nutzen gelesen und geprüft. Herr p. Klein, so wie auch Herr Buchhändler Nicolai, der gleichfalls damals sein Gutachten abgab, schlugen gewisse Modificationen vor, unter welchen Bücher ihrem Inhalte und Personen ihrem Stande nach censurfrei sein sollten. Da diese Vorschläge wirklich sehr beherzigenswerth sind, so lege ich Abschriften der Stellen ihrer Entwürfe, welche dieselben betreffen, bei. Alles im Ganzen schien mir auf der einen Seite, da auch diese Censurfreiheit immer nur beschränkt ist, der Vortheil zu gering, und auf der andern auch bei diesen Modificationen immer noch einige Gefahr zu befürchten.

Bei dieser Gelegenheit kann ich mich der Frage nicht enthalten, ob es nicht vielleicht gut sein dürfte, die Censur ganz aufzuheben und nur noch die Zeitungen und politischen Schriften einer Aufsicht zu unterwerfen, wie neuerlich im Königreich Westphalen wirklich geschehen ist.

An sich ist keinem Zweifel unterworfen, dass das einzig richtige Princip uneingeschränkte Censurfreiheit ist, bei welcher jeder für die von ihm verfassten, verlegten oder gedruckten Schriften verantwortlich bleibt. Auch muss man sich diesem Grundsatz mit der Zeit immer mehr und mehr nähern.

Allein im jetzigen Augenblick, wo eine grosse Spannung in den Gemüthern ist, wo die politischen Verhältnisse äusserste Behutsamkeit erfordern, und wo einige Mächte bei weitem mehr, als sonst, in den Kreis derjenigen Dinge ziehen, die sie anstössig oder gefährlich finden, ist eine solche Einrichtung bei uns unausführbar. Der Preussische Staat ist dazu jetzt nach aussen nicht mächtig genug; und im Innern ist man glücklicherweise bei uns zu sehr an gelinde und sanfte Massregeln und an gerichtliche und daher immer langsamere Formen gewöhnt, als dass die Furcht vor Verantwortlichkeit stark und abmahnend genug wirken sollte. Endlich, wenn unbesonnene Personen, trotz aller angedrohten Strafen, zu weit gehen, ist das Uebel geschehen, und kann die bedenklichsten Folgen nach sich ziehen.

Auf der andern Seite aber muss man auch auf jede Weise vermeiden, dass nicht die Meinung entstehe, man wolle jetzt eine strengere Censur als ehemals einführen. Dies könnte die Erwartungen, die man an vielen Orten Deutschlands von dem Wiederaufblühen wahrer und ächt Deutscher Wissenschaft in den Preussischen Staaten hat, plötzlich herabstimmen, und auch den

neu zu errichtenden gelehrten Anstalten beträchtlichen Schaden zufügen. Man muss daher, wie ich glaube, den Schein, als würde ein neues Censur-Edict gegeben, vermeiden und den gegenwärtigen Entwurf nicht durch den Druck öffentlich bekannt machen, sondern sich begnügen, ihn den vornehmsten Landes-Collegien, so wie Auszüge der ihnen zu wissen nöthigen Stellen den Druckern, Buchhändlern und Fiscälen mitzutheilen. Im übrigen bleibe das alte Censur-Edict, insofern es nicht durch die jetzige Verordnung aufgehoben ist, in Kraft, und ich habe mich darum mit Fleiss in einigen Stellen ausdrücklich auf dasselbe bezogen.

XIV. „Entwurf zu einer Verordnung, die Veränderung und Vereinfachung der Zensurbehörden betreffend“, Ende März 1809.

(Eigenhändiges Konzept und Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Da die Verordnung vom 24. November 1809, die veränderte Verfassung der obersten Verwaltungsbehörden betreffend, S. 21 f. die gesammte Censur, je nachdem dieselbe politische oder andere Schriften betrifft, dem Departement der auswärtigen Angelegenheiten und der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts im Ministerio des Innern zutheilt, so ist es nothwendig, sowohl die Art, wie die Censur überhaupt von jetzt an besorgt werden soll, als auch insbesondere den Antheil jener beiden oberen Behörden an diesem Geschäfte näher zu bestimmen.*)

Die wohlthätige Absicht dieser Veränderung ist keine andere, als der Entwicklung der geistigen Kräfte, insofern solche durch schriftstellerische Producte befördert wird, den höchsten Grad der Freiheit zuzusichern, welcher nur immer mit der augenblicklichen und allgemeinen, äusseren und inneren Sicherheit des Staates verträglich ist. Darum wird durch die Bestellung einer einzigen Censurbehörde statt der bisherigen vielfachen, deren Gränzen kaum nur hinlänglich geschieden werden konnten, für die Beobachtung gleichförmiger Grundsätze bei der Censur gesorgt und das Geschäft gerade denjenigen unter den obersten Verwaltungsbehörden anvertraut, von denen die eine, unmittelbar bestimmt, für die

---

**) und zur Kenntnis des Publikums zu bringen.*

Bildung der Nation und die Erweiterung der Wissenschaften Sorge zu tragen, mehr als jede andere, ein nahes und lebendiges Interesse an würdiger und zweckmässiger Pressfreiheit nimmt, und die andere am besten zu beurtheilen im Stande ist, welche äussere Rücksichten die jedesmalige Lage des Staates erfordert. Von diesen beiden Behörden lässt sich mit Recht erwarten, dass sie der Freiheit nur da Gränzen setzen werden, wo es das Wohl des Staats und die Beschützung der Rechte seiner Bürger unmittelbar nothwendig macht. Eine solche Beschränkung aber gereicht zum Nutzen der Schriftstellerei selbst. Denn sie führt dieselbe immer mehr und mehr zu ihrem wahren und ursprünglichen Zwecke zurück, sich nur mit demjenigen, was allgemein wichtig und auch noch des Antheils der Nachwelt würdig ist, zu beschäftigen, und verhindert sie, bei den blossen Begebenheiten des Tages stehen zu bleiben und zu elender Anekdotenkrämerei herabzusinken.

I. Censurbehörde.

a. Für Berlin.

§ 1.

Alle in Berlin gedruckte, der Censur unterworfene Schriften werden entweder mittelbar oder unmittelbar von einer zu diesem Behuf angestellten Censur-Deputation censirt.

§ 2.

Diese Deputation besteht aus zwei Mitgliedern.

Das eine derselben hat die Censur aller politischen und aller derjenigen Schriften, deren Beurtheilung vorzüglich die Kenntniss bestimmter, besonders äusserer Verhältnisse voraussetzt; das andere besorgt die übrigen Schriften, bei deren Beurtheilung mehr allgemeine Rücksichten eintreten.

§ 3.

Zum Ressort des für die politischen Schriften bestimmten Censors gehören daher:

a. alle politische Zeitungen, mit Ausschluss der litterarischen Artikel, welche der andere Censor, und der polizeilichen, welche das Polizei-Directorium (§ 15) censirt;

b. die eigentlich politischen Schriften;

c. die politisch-historischen, geographischen und statistischen, insofern sie die Geschichte der letztvergangenen 50 Jahre betreffen;

d. die staatsrechtlichen, staatswirthschaftlichen und legislativen, insofern sie auf das gegenwärtige Verhältnis der Staaten unter einander eine nähere Beziehung haben;

e. alle Brochüren, Flugblätter, Gelegenheitsschriften u. s. f.

Zum Ressort des andern Censors gehören alle übrigen Schriften, von welcher Art und Beschaffenheit sie sein mögen.

Bei der Censur von Bücherverzeichnissen oder Bücheranzeigen concurriren natürlich beide.

§ 4.

Der politische Censor steht ausschliesslich unter der Oberaufsicht des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten, der andere unter der des Chefs der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts.

Was sich auf die ganze Censur-Deputation überhaupt bezieht, verfügen der Minister und der Sections-Chef gemeinschaftlich.

§ 5.

Verleger und Drucker senden die zu censirenden Schriften an denjenigen der beiden Censoren, zu dessen Ressort sie nach § 3 gehören.

Gehet damit ein Versehen vor, so ist jeder von beiden verpflichtet, das ihm unrichtig Zugetheilte seinem Collegen abzugeben.

Fallen Streitigkeiten über die Competenz unter beiden vor, so entscheidet dieselben brevi man und ohne Zuziehung des anderen Chefs der Chef desjenigen, gegen welchen Klage geführt wird.

§ 6.

Findet einer der beiden Censoren in einer ihm zugehörenden Schrift eine Stelle oder, wenn es ein periodisches Blatt ist, einen Aufsatz, welcher sich offenbar für das Forum des anderen eignet, so ist er auf seine Verantwortlichkeit verpflichtet, die Stelle oder den Aufsatz ihm mitzutheilen und ihn zu veranlassen, entweder die Stelle selbst zu streichen oder sie besonders mit seinem Imprimatur zu versehen.

Auch eine ganze Schrift kann er abgeben, wenn sie anderen Inhalts ist, als ihr Titel vermuthen liess.

In beiden Fällen liegt vorzüglich dem nicht politischen Censor, strenge Erfüllung seiner Verpflichtung ob.

§ 8.*)

In schwierigen und bedenklichen Fällen wendet sich jeder der Censoren an die ihm vorgesetzte Behörde. Diese entscheidet allein, wenn der Fall allein zu ihrer Kompetenz gehört; sonst concurriren beide Behörden gemeinschaftlich.

§ 9.

Da der Censor nicht bloss bestimmt ist, die zu weit gehende Pressfreiheit zu beschränken, sondern auch die gesetzmässige zu schützen und zu vertreten, so hat die ihm vorgesetzte Behörde nur ein votum suspensivum gegen ihn, und die Entscheidung geschieht, wo seine Meinung von der ihrigen abweicht, vom Staatsrath.

§ 10.

In Fällen von Krankheit, Abwesenheit oder anderer Unterbrechung bestimmt das dem verhinderten Mitgliede vorgesetzte Departement einen andern Censor für die Zwischenzeit an der Stelle des gewöhnlichen.

§ 11.

Beide Censoren müssen, so viel als möglich, ausgebreitete Sprachkenntnisse, und der nicht politische vorzüglich eine möglichst allgemeine und sich zugleich auf mehrere Fächer erstreckende Bildung besitzen. Da indess doch Schriften vorkommen können, welche bestimmte, ihnen mangelnde scientifische oder Sprach-Kenntnisse voraussetzen, so giebt es ausser der Censur-Deputation noch subsidiarische Censoren.

§ 12.

Diese wählt, was die Sachen betrifft, der Chef der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts, und nimmt hierzu allemal angesehene Gelehrte, hauptsächlich aus den Mitgliedern der Berlinischen Universität und, bis zur Errichtung dieser, aus der seiner Section zugehörenden wissenschaftlichen Deputation. Er bezeichnet dazu ein- für allemal nach den verschiedenen Fächern der Wissen-

---

*) *Gestrichen ist aus dem eigenhändigen Entwurf § 7: „Auf den Fall, dass die Anzahl der zu censirenden Schriften zu gross wäre, um von zwei Personen bestritten werden zu können, behält man sich vor, ihnen eine dritte oder auch vierte zuzuordnen. Ein solcher zugeordneter Censor wäre jedoch nur als ein Gehülfe anzusehen, und die eigentlichen Censoren bleiben für ihn verantwortlich."*

schaften bestimmte Personen und zeigt sie, sowie die Veränderungen, die sich mit ihnen zutragen, der Censur-Deputation an.

Die Ernennung der subsidiarischen Censoren in Absicht auf die Sprachen geschieht nur nach und nach, so wie das Bedürfniss dazu eintritt.

§ 13.

Die Censur-Deputation ist nicht verpflichtet, Schriften, die ihr vorgelegt werden, welches Inhalts sie auch sein mögen, an subsidiarische Censoren zu verweisen, sondern es hängt von ihr ab, die Censur aller und jeder selbst zu übernehmen. Allein sie macht sich alsdann, ausser für ihr Verfahren, auch noch dafür verantwortlich, dass sie diejenigen, deren Censur bestimmte Kenntnisse erfordert, nicht abgegeben, sondern sich selbst für competent erklärt hat. Vorzüglich streng wird diese Verantwortlichkeit bei Schriften, bei welchen die medicinische Polizei concurriren kann.

§ 14.

Der subsidiarische Censor verfährt da, wo ihm nicht eine einzelne Stelle, sondern eine ganze Schrift vorgelegt wird, ganz wie der gewöhnliche, und es gilt von ihm alles das von diesem Gesagte: nur ist er verpflichtet, wenn ihm eine besonders wichtige Stelle aufstösst, die nicht zu seiner scientifischen Kompetenz gehört, dieselbe der Censur-Deputation zur besonderen Beurtheilung vorzulegen.

Diese Verpflichtung liegt ihm vorzüglich streng dann ob, wenn die Stelle eine politische ist.

§ 15.

Gewisse Artikel in den Zeitungen, Intelligenzblättern, Volksschriften u. s. w., ferner alle Anzeigen zu verkaufender Sachen u. s. w. sind von der Art, dass sie nur vom Polizei-Directorio gehörig beurtheilt werden können. Die Censur-Deputation trifft daher sogleich hierüber eine feste Einrichtung mit dem Polizei-Directorio, überlässt demselben dies Fach durchaus, unterhält aber immer die nothwendige Verbindung mit ihm.*)

---

*) *Der gestrichene § 16 lautet: „Wenn irgend ein Censor eine Stelle in einer Schrift findet, welche, wäre es auch innerhalb der (gesetzmässigen) Gränzen des nothwendigen Anstandes, eine Staatsbehörde näher oder entfernter Weise betrifft, so muss er allemal Anzeige davon machen (und es hängt hernach von der Beurtheilung der obersten Censurbehörde ab, ob sie die concurrirte Behörde vorläufig*

b. Das Kurmärkische Regierungs-Departement.

§ 17.

Alle in dem Kurmärkischen Regierungs-Departement gedruckte und der Censur unterworfene Schriften, mit der im 24. Paragraph bestimmten Ausnahme, müssen nach Berlin an die Censur-Deputation zur Censur eingesandt werden.

§ 18.

Jedoch behält sich das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten und die Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts vor, in besonderen Fällen auch ausser Berlin Censoren zu bestellen, um das Einschicken der Manuscripte zu vermeiden.

c. Die andern Provinzen.

§ 19.

Von den in den anderen Provinzen der Monarchie gedruckten und der Censur unterworfenen Schriften werden diejenigen, welche in Berlin zum Ressort der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts gehören würden, den Regierungen zur Censur vorgelegt.

§ 20.

Die Regierungen bestimmen einen eigenen, allemal aus der geistlichen Deputation zu nehmenden Censor, und zwischen diesem und dem Präsidio der Regierung treten nun alle diejenigen Verhältnisse ein, welche in Berlin zwischen dem Censor und Sectionschef stattfinden.

Bei Verschiedenheit der Meinung gehet die Sache vermittelst des Chefs der Section an den Staatsrath.

§ 21.

Inwiefern auch subsidiarische Censoren in den Provinzen anzustellen sind, bleibt dem Präsidio der Regierung nach dem Bedürfniss der eintretenden Fälle zu beurtheilen überlassen.

§ 22.

Für die Censur der zum Ressort des auswärtigen Departements gehörenden Schriften bestimmt dessen Chef in jedem Ort, in

---

davon zu benachrichtigen und zu Rathe zu ziehen), damit dieselbe davon benachrichtigt und um ihre Meynung befragt werden könne.“

welchem sich eine Regierung befindet, eine Person, die jedoch nicht nothwendig aus der Regierung genommen zu sein braucht.

§ 23.

Diese Person bildet mit dem in der Regierung befindlichen Censor (§ 20) die Provincial-Censur-Deputation, von der alles im Vorigen von der Berlinischen Gesagte gilt.

d. Ausnahme der Universitäten.

§ 24.

Die Universitäten Frankfurt an der Oder und Königsberg üben die Censur wie bisher aus und behalten alle ihre sonst in dieser Hinsicht gehabten Rechte.

§ 25.

Die auf denselben zum politischen Ressort gehörenden gedruckten Werke werden dem politischen Provincial-Censor (§ 22) zur Ertheilung des Imprimatur vorgelegt.

II. Gegenstand der Censur.

§ 26.

Jede im Lande gedruckte Schrift ohne Ausnahme noch Rücksicht auf ihre Grösse oder Kleinheit und ihren Inhalt muss zur Censur vorgelegt werden.

§ 27.

Jedoch bleiben die im § 4 des Censur-Edicts d. 19. December 1788*) gemachten Ausnahmen auch jetzt in Kraft, und es versteht sich von selbst, dass, wenn eine Universität in Berlin errichtet wird, die ordentlichen Professoren derselben eben die Censur-Freiheit als die Mitglieder der Akademie der Wissenschaften geniessen.

§ 28.

Jeder censurfreie Schriftsteller muss den ganzen Inhalt seiner Schrift vertreten und kann sich nur durch die Vorlegung derselben zur Censur von dieser Verantwortlichkeit befreien.

---

*) *Es nennt als solche die von der Akademie der Wissenschaften, einzelnen wirklichen Mitgliedern derselben und des damit verbundenen Collegii medico-chirurgici herausgegebenen Schriften. Die auf den Universitäten verfertigten unterliegen der Fakultätszensur.*

§ 36ª.*)

Ausserhalb Landes gedruckte Schriften sind zwar an sich der Censur nicht unterworfen; jedoch finden dabei noch folgende zwei Bestimmungen statt:

§ 36ᵇ.

1. Wenn ein inländischer Verleger eine Schrift zur Censur vorlegt und derselben das Imprimatur verweigert wird, so darf er dieselbe Schrift nicht auswärts drucken lassen, ohne sich einer strafbaren vorsätzlichen Umgehung der Censur schuldig zu machen.

§ 36ᶜ.

Wenn ein inländischer Verleger eine Schrift eines inländischen Schriftstellers ausserhalb Landes drucken lässt, so brauchen sie

---

*) *Die gestrichenen §§ lauten:*

§ 29. Da es Werke giebt, bei welchen, ihrem Inhalte, und Schriftsteller, bei denen, ihrem bekannten Charakter nach, schlechterdings keine Gefahr obwaltet, so können auch diese von der Censur befreiet werden, jedoch immer nur durch eine besondere Verfügung entweder des Censors, oder der ihm vorgesetzten Behörde.

§ 30. Wenn diese Befreiung ertheilt wird, bleibt jedoch derjenige, welcher sie ertheilt, sey es der Censor oder die Behörde, oder wenn die letztere dem Gutachten des ersteren folgt, beide dafür verantwortlich.

§ 31. Doch auch in diesem Fall müssen die gewöhnlichen Censur-Gebühren entrichtet und dem Censor ein Exemplar der Schrift, und zwar nicht nach dem Abdruck des ganzen Werks, sondern nach dem Abdruck jedes einzelnen Bogens eingehändigt werden.

§ 32. Derjenige, welcher diese Befreiung ertheilt, behält immer das Recht, sie in jedem Augenblick, auch während des Drucks, und ohne alle Anführung von Gründen, wieder zurückzunehmen, welche Zurücknahme jedoch alsdann natürlich nur noch von dem Theile der Schrift zu verstehen ist, der alsdann noch nicht wirklich abgedruckt ist.

§ 33. Verfasser, Verleger und Drucker sind in diesem Fall (§ 29) in Rücksicht der, wenn sie dem Censor vorgelegt werden, schon wirklich abgedruckten Bogen so anzusehen, als hätten sie die Verantwortlichkeit für die Censur ausdrücklich selbst über sich genommen.

§ 34. Sie müssen sich daher, wenn sie haben etwas Anstössiges abdrucken lassen, und die Schrift noch nicht ausgegeben ist, die Umdruckung derselben auf ihre Kosten gefallen lassen, und können, wenn sie bereits ausgegeben ist, in fiscalische Strafe von 10—50 Rthl. jeder, genommen werden.

§ 35. Ob die Schrift dergleichen anstössige Stellen enthalte, darüber entscheidet lediglich der Censor selbst, die ihm vorgesetzte obere Behörde und in letzter Instanz der Staats-Rath, ohne dass es deshalb eines gerichtlichen Verfahrens bedarf.

zwar die Schrift nicht zur Censur vorzulegen, übernehmen aber, wenn sie es unterlassen, die Verantwortlichkeit, welche censurfreien Schriftstellern (§ 28) obliegt.

§ 36[d].

Jeder Verleger, er möge in oder ausserhalb Landes drucken lassen, ist gehalten, unmittelbar auf dem Titelblatte den Ort und den Namen des Druckers, welcher die Schrift gedruckt hat, anzuzeigen.

§ 37.

Die Aufsicht auf Schriften, die ausserhalb Landes gedruckt sind, und auf welche die Bestimmungen der §§ 36[b] und 36[c] keine Anwendung finden, ist, insofern sie im Lande verkauft werden, kein Gegenstand der Censur-, sondern der Polizei-Behörde.*)

§ 38.

Da sich aber eine liberale Beurtheilung der unvermeidlich nothwendigen Beschränkungen am meisten von den Censur-Deputationen erwarten lässt, so müssen alle Anträge auf Bücherverbote zuerst bei ihnen angebracht und, da solche Verbote so selten als möglich stattfinden müssen, nur im Staatsrathe verfügt werden.

§ 39.

Die Fiscäle, Collegien oder wer sonst es nöthig findet, eine ausser Landes gedruckte Schrift zu verbieten, zeigen dieselbe nebst den Gründen, warum sie auf das Verbot derselben antragen, der Censur-Deputation ihrer Provinz an, und selbst wenn der Antrag zum Verbot von Ministerial-Behörden ausgehen sollte, muss allemal das Gutachten der Censur-Deputation eingefordert werden.

§ 40.

Fällt dies gegen das Verbot aus, so kann sich derjenige, welcher darauf antrug, an die Ober-Behörde der Deputation und, ist auch diese demselben entgegen, an den Staatsrath wenden.

§ 41.

Tritt dagegen die Censur-Deputation dem Antrage bei, so kann sie sogleich den Verkauf der Schrift für ihre Provinz suspendiren, muss aber unmittelbar davon an die Ober-Behörde Bericht erstatten.

---

*\) *Im eigenhändigen Entwurf steht auch: „Diese ist verpflichtet, auf dieselben zu vigiliren, und berechtigt, ihren Verkauf ganz oder zum Theil zu verbieten.“*

§ 42.

Ist diese dem Antrag entgegen, so hängt es von der Censur-Deputation ab, ob sie die Suspension aufheben oder sich erst an den Staatsrath wenden will.

§ 43.

Stimmt dagegen die Ober-Behörde für den Antrag, so berichtet sie darüber an den Staatsrath, der alsdann entweder die Suspension des Verkaufs aufhebt oder sie in ein förmliches Verbot verwandelt.

§ 44.

Damit aber Sachen dieser Art auf keine Weise verzögert werden, so hört eine verhängte und nicht in ein förmliches Verbot verwandelte Suspension des Verkaufs einer Schrift in der Hauptstadt nach drei, in der Provinz aber nach sechs Wochen von selbst auf.

§ 45.

Bei Flugschriften, periodischen und Volksblättern, vorzüglich wenn sie von Colporteurs herumgetragen werden, kann und muss die Suspension des Verkaufs gleich von der Obrigkeit des Orts verfügt werden. Jedoch ist letztere gehalten, der Censur-Deputation Anzeige davon zu machen, die alsdann die Sache, wie so eben bestimmt worden, einleitet.

§ 46.

Musicalien, die mit Text versehen sind, werden, wenn sie im Lande gedruckt sind, wie andere Schriften zur Censur vorgelegt. In Ansehung des Verbots der auswärts gedruckten finden die im § 45 über die Volksblätter enthaltenen Bestimmungen statt.

§ 47.

Kupferstiche, Holzschnitte und Steindrucke sind ein Gegenstand der Censur, wenn sie im Lande abgedruckt, nicht, wenn sie bloss darin gestochen oder geschnitten sind. Doch versteht es sich von selbst, dass auch die Probedrucke, die zum Behuf der Arbeit selbst abgezogen werden, nicht ohne Vorlegung zur Censur verkauft oder sonst ausgegeben werden können.

§ 48.

Von den ausserhalb abgedruckten, aber im Lande verkauften gilt das § 45 von den Flugschriften Verordnete.

§ 49.

Dieselben Vorschriften (§ 47, 48) gelten von Münzen, welche im Lande selbst geprägt oder nur verkauft werden.

§ 50.

Für noch ungedruckte oder ausserhalb Landes herausgekommene Theaterstücke ist bei dem Königlichen Theater der Hauptstadt die einzige rechtmässige Censur-Behörde die Direction.

Dieselbe ist dafür der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts und, wenn das gespielte Stück politisch anstössige Stellen enthält, dem Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten verantwortlich, kann aber von dem einen und der andern, welchen bloss Suspension zu verfügen zusteht, an den Staatsrath appelliren.

§ 51.

Provincial-Theater, insofern sie nicht auf dem Theater der Hauptstadt bereits gegebene Stücke unverändert spielen, müssen die zu spielenden noch ungedruckten oder ausserhalb Landes herausgekommenen Stücke der Censur-Deputation der Provinz vorlegen und haben gegen diese die Rechte und Pflichten der Schriftsteller.

§ 52.

Gesellschaftstheater, Ballette, Pantomimen, Puppenspiele, Ausrufe der Marktschreier, ingleichen Zeichnungen, Gemälde, Bildhauerarbeiten und alle solche Kunstproducte, die nicht zu einer grossen Menge vervielfältigt werden, sind lediglich Gegenstände der Polizei und gehen die Censur nicht an.

III. Verfahren.

§ 53.

Die Norm des Censors bei Beurtheilung der ihm zur Censur vorgelegten Schriften bleibt immer der 2. Paragraph des Censur-Edicts d. 19. December 1788.*)

*) *Er lautet: „Die Absicht der Censur ist keineswegs, eine anständige, ernsthafte und bescheidene Untersuchung der Wahrheit zu hindern, oder sonst den Schriftstellern irgend einen unnützen und lästigen Zwang aufzulegen, sondern nur vornehmlich demjenigen zu steuern, was wider die allgemeinen Grundsätze der Religion, wider den Staat, und sowohl moralischer als bürgerlicher Ordnung entgegen ist, oder zur Kränkung der persönlichen Ehre und des guten Namens anderer abzielt.“*

Da aber die daselbst aufgestellten Grundsätze unbestimmt sind, auch ihrer Natur nach nicht anders sein können, so bleibt es dem Censor überlassen sie sowohl den allgemeinen als jedesmaligen besondern Verhältnissen des Staats mit Gewissenhaftigkeit und Einsicht anzupassen.

Die Betrachtung, welche ihn hauptsächlich bei seinem ganzen Geschäfte leiten muss, ist, dass das wahre und bleibende Interesse des Staats in der Freiheit der Entwickelung der geistigen Kräfte der Nation besteht und dass ihm selbst das Amt der Beschränkung nur darum aufgetragen ist, damit die gesetzmässige und heilsame Freiheit besser aufrecht gehalten und geschützt werden könne.

Er darf sich daher keinesweges als einen blossen Fiscal, der niemals durch zu grosse Strenge, wohl aber durch zu grosse Nachsicht fehlen könne, sondern muss sich ebensowohl als einen Vertreter und Vertheidiger der wahren schriftstellerischen Rechte und eigentlich als den Mittelsmann zwischen dem Staate und der Schriftstellerei ansehen, welcher ebensowohl diese gegen jenen, als jenen gegen diese in Schutz zu nehmen bestimmt ist.

§ 54.

Er hat daher, und nicht bloss, wenn ihn ein Schriftsteller in Anspruch nimmt, sondern immerfort und gegen den Staat selbst eine doppelte Verantwortlichkeit auf sich: sowohl die, das Unerlaubte stehen gelassen als, das Erlaubte gestrichen zu haben.

§ 55.

Wo nach den vorhergehenden Bestimmungen mehrere Censoren an der Censur Einer Schrift Theil nehmen, ist jeder für seinen Antheil verantwortlich, ohne jedoch da wo sie über dieselbe Stelle entschieden haben, den andern zu entbinden.

§ 56.

Die zu censirenden Schriften müssen dem Censor entweder in leserlichen Manuscripten oder in den gedruckten Correcturbogen vorgelegt werden.

§ 57.

In diesem letzteren Fall erhält der Censor zwei Exemplare der Correcturbogen, um den einen zu seiner Rechtfertigung an sich behalten zu können.

§ 58.

Die mit dem Imprimatur versehenen Handschriften oder Correcturbogen ist der Drucker verbunden aufzubewahren und jedesmal auf Verlangen vorzuzeigen, wenn er sich nicht gefallen lassen will, dass, ohne ihm den mindesten Gegenbeweis zu verstatten, alles dasjenige gegen ihn für wahr angenommen werde, was der Censor gegen ihn gestrichen zu haben behauptet.

§ 59[a].

Diese Verbindlichkeit der Aufbewahrung dauert jedoch nur 6 Monate nach dem Tage des ertheilten Imprimatur, der jedesmal vom Censor hinzugefügt werden muss.

§ 59[b].

Sobald der ganze Druck der censirten Schrift vollendet worden, ist der Censor verpflichtet, dieselbe noch einmal durchzusehen, um sich zu überzeugen, ob sie wirklich so, und nicht anders, als sie von ihm das Imprimatur erhalten, abgedruckt worden ist.

§ 60.

Ob eine Schrift auf einmal ganz oder bogenweis zur Censur vorgelegt werden soll? hängt von dem Censor ab. Doch hat er das Letztere allemal da nachzugeben, wo es für die Beurtheilung der Schrift offenbar gleichgültig und unbedenklich ist; sowie er überhaupt, ausser der höheren Verpflichtung gegen die Schriftsteller, die gegen die Buchhändler und Buchdrucker hat, alles Mögliche zu ihrer Erleichterung zu thun, was ohne Vernachlässigung des Hauptzwecks möglich ist.

§ 61.

Der Censor darf einen Bogen nicht über 24 Stunden, eine Handschrift von einem gedruckten Alphabet nicht über 8 Tage aufhalten. Für stärkere Handschriften wachsen die Fristen. Auch werden die Fristen doppelt, wenn die Censoren die Zustimmung ihrer Oberbehörde einzuziehen für gut finden. In den Provinzen muss in diesem letzteren Fall zu dieser Frist noch die Zeit des Hin- und Herlaufens der Briefe hinzukommen.

§ 62.

Zeitungen und Flugschriften ausgenommen, darf der Censor in Handschriften nicht durch-, sondern nur anstreichen.

Ebenso wenig darf er sich jemals etwas selbst zu ändern erlauben.

§ 63.

Gründe eines verweigerten Imprimatur ist er nur seiner Oberbehörde anzugeben verbunden.

Wo er jedoch glauben kann, dass es von Nutzen sein werde, muss er es sich zur Maxime machen, es zu thun, sowie auch da, wo er nicht die ganze Schrift, sondern nur einzelne Stellen verwirft, selbst mit den Schriftstellern zu reden, zu versuchen, ob sie selbst Abänderungen vornehmen wollen, und nur erst, wenn diese Versuche fruchtlos ausfallen, sein eigentliches Censor-Amt eintreten zu lassen, auch überhaupt alles Mögliche zu thun, um die Censur in gutem Vernehmen mit den Schriftstellern zu erhalten.

§ 64.

Nach Ertheilung des Imprimatur können nur noch solche Aenderungen in der Handschrift vorgenommen werden, die bloss den Stil angehen und für den Sinn durchaus unbedeutend sind. Sonst müssen Umänderungen noch einmal zur Censur vorgelegt werden.

Doch kommt auch hier alles auf ein vertrauliches Abkommen mit dem Censor und die mehr oder minder erprüfte Gesinnung des Schriftstellers an.

§ 65.

Für jeden censirten gedruckten Bogen erhält der Censor 4 Gr. und nach dem Erscheinen des Werks ein vollständiges und reinliches Exemplar. Für die politischen Zeitungen wird für die Correctur ein jährliches Aversional-Quantum bestimmt.

Er hat das Recht, einem Buchdrucker, Verleger oder Schriftsteller die Censur eines ihm vorgelegten Werks so lange zu verweigern, bis er von diesem Buchdrucker, Verleger oder Schriftsteller für alle sonst für ihn censirte Schriften vollständig befriedigt ist.

§ 66.

Diese Remuneration erhält allemal derjenige Censor, welcher wirklich die ganze Schrift censirt hat. Sollte er zu einzelnen Stellen einen anderen zugezogen haben, so muss dieser die Censur dieser Stellen aus Amtspflicht unentgeltlich übernehmen.

§ 67.

Jeder Censor hält über die ihm zur Censur vorgelegten Bücher eine genaue und vollständige Liste. In derselben wird bemerkt:

1. Der Titel des Buchs.
2. Der Name des Druckers, Verlegers und Schriftstellers, wenn sie bekannt sind, sonst des Einsenders, insofern nicht auch dieser sich nicht genannt hat.
3. Ob das Imprimatur ganz oder zum Theil verweigert worden?
4. Aus welchen Gründen?

Diese Listen werden von jedem Censor monatlich aus Berlin und den Provinzen an seine Oberbehörde eingesandt, damit diese die von ihm beobachteten Grundsätze einigermassen beurtheilen und ihn nöthigenfalls, auch wo keine Beschwerde gegen ihn geführt worden ist, zurechtweisen kann.

§ 68.

Die subsidiarischen Censoren theilen ihre Listen den Censur-Deputationen zur Einsendung mit.

§ 69.

Die oberen Censurbehörden überreichen aus diesen Listen alljährlich dem Staatsrath ein allgemeines Tableau, aus welchem sich die Zahl der im Lande gedruckten Schriften, der Zustand der Pressfreiheit und die Bescheidenheit oder Unbescheidenheit der Schriftsteller, sowie die Veränderungen, welche Zeiten und Begebenheiten hierin hervorbringen, übersehen lassen.

IV. Rechte und Pflichten der Drucker, Verleger und Schriftsteller.

§ 70.

Die Pflicht, eine Schrift zur Censur vorzulegen, liegt allein dem Drucker und Verleger, wenn dieser ein inländischer ist, ob, und der Verfasser kann wegen Unterlassung derselben nicht in Anspruch genommen werden, er müsste denn absichtlich dazu mitgewirkt haben.

§ 71.

Für die blosse Unterlassung der Vorlegung einer Schrift zur Censur wird, ohne Rücksicht auf den Inhalt, jeder, der Verleger und Drucker, mit einer Strafe von 20 bis 100 Rthlr. belegt, und diese Strafe wird erhöht, wenn sie sich das gleiche Vergehen öfter zu Schulden kommen lassen.

§ 72.

Es haften jedoch auswärtige Verleger, welche auch preussische Unterthanen sind, nicht für die Schuld des Druckers, wenn er die Vorlegung zur Censur versäumt hat und sie hieran keinen Theil genommen haben. Sowohl in diesem Falle als wenn der Verleger ein Ausländer ist, muss der Drucker die Strafe doppelt tragen.*)

§ 74.

Ist die Schrift von der Art, dass sie, zur Censur vorgelegt, das Imprimatur nicht erhalten haben würde, so müssen, wenn die Schrift noch nicht ausgegeben ist, ausser jener Strafe, Drucker und Verleger in solidum die Umdruckung der anstössigen Stellen oder die Vernichtung der ganzen Auflage tragen.

§ 75.

Ist die Schrift bereits ausgegeben, so werden beide noch ausserdem in eine fiscalische Strafe genommen, welche nach Bewandniss der Umstände geringer oder grösser sein kann, aber niemals den doppelten Ladenpreis der ganzen Auflage übersteigen darf. Für diese Strafe haften beide in solidum.

§ 76.

Für Veränderungen, welche nach Ertheilung des Imprimatur gemacht worden, ist der Verfasser mit dem Drucker und Verleger zugleich verantwortlich, da er vorzüglich zu beurtheilen im Stande ist, ob dieselben eine neue Vorlegung zur Censur nöthig machen. Er tritt alsdann in gleiches Verhältniss mit ihnen, haftet mit ihnen in solidum, und die Bestimmungen des 70. bis 75. Paragraphen werden ebenmässig auf ihn angewandt.

§ 77.

Macht ein anderer als der Verfasser Änderungen in der Handschrift, so findet auf ihn das von dem Verfasser Gesagte Anwendung.

§ 78.

Entsteht ein Streit darüber, ob eine Stelle schon zur Zeit des ertheilten Imprimatur in der Handschrift gestanden oder nicht, so

---

*) *§ 72 hieß ursprünglich: „Der Verleger kann sich dieser Strafe nicht dadurch entziehen, dass er beweist, dem Drucker die Besorgung des Imprimatur allein übertragen zu haben"; und § 73: „Ist der Verleger ein Ausländer, so trägt der Drucker die Strafe doppelt."*

gilt*) die rechtliche Vermuthung für die verneinende Versicherung des Censors, wenn nicht Drucker, Verleger und Verfasser das Gegentheil ausdrücklich und klar erweisen.

§ 79.

Wollen sich die letzteren hiergegen verwahren, so steht es ihnen frei, zwei Exemplare zur Censur vorzulegen, von welchen das eine alsdann bei dem Censor verbleibt.

§ 80.

Alle Strafanträge in den vom 71. Paragraphen an bestimmten Fällen geschehen durch das Departement der auswärtigen Angelegenheiten oder die Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts und werden durch eine summarische fiscalische Untersuchung entschieden.

§ 81.

Insofern bei diesen Untersuchungen die Frage zu entscheiden ist: ob eine Schrift oder eine nach Ertheilung des Imprimatur abgeänderte Stelle die Censur passirt haben würde, tritt alles dasjenige ein, was sogleich von dem Recurse gegen die Censur selbst gesagt werden wird.

§ 82.

Alle so eben bestimmten Strafen betreffen allein den vernachlässigten Gehorsam gegen die Censur-Behörden. Es versteht sich daher von selbst, dass, wenn durch eine Schrift andere Pflichten gegen den Staat oder dessen Mitglieder verletzt sind, Verfasser, Verleger und Drucker für solche Vergehungen noch ausserdem insofern anderweitig in Anspruch genommen werden können, als dieselben ihnen, den allgemeinen Vorschriften der Gesetze nach, imputirt werden können.

§ 83.

Beschwerden gegen die Censoren können entweder wegen des erschwerten oder verweigerten oder wegen des ertheilten Imprimatur geführt werden. Die ersteren stehen den Druckern, Verlegern und Verfassern, die letzteren einem jeden frei, welcher sich durch eine im Lande gedruckte Schrift beleidigt glaubt; ausserdem aber vorzüglich den Königlichen Collegien, wenn sie die Rechte des Staats gekränkt oder sein Wohl gefährdet halten.

---

*) *Im eigenhändigen Entwurfe stehen noch die Worte: „wenn nicht die Unmöglichkeit des Zusatzes, der Aenderung oder Verfälschung offenbar ist.“*

§ 84.

In beiden Fällen gehen solche Beschwerden an die obere Censur-Behörde, können aber von der weiter bis an den Minister des Innern, den Staatsrath und die Person des Königs gebracht werden.

§ 85.

Wenn Drucker, Verleger und Verfasser einer Schrift allen ihnen nach den vorhergehenden Paragraphen obliegenden Verbindlichkeiten ein Genüge geleistet haben, so können die beiden ersteren wegen des Inhalts derselben nicht weiter in Anspruch genommen werden. Auch der Verfasser bleibt alsdann nur noch insofern verantwortlich, als ihm, nach den allgemeinen Vorschriften der Gesetze, imputable und strafbare Schuld bei der Abfassung und Herausgabe der Schrift zur Last fällt.

XV. Antrag für Fichte.

10. Mai 1809.

(Konzept und Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Ew. Königliche Majestät haben geruht, dem Professor Fichte, als der feindliche Einfall im Jahre 1806 ihn des Genusses der ihm in Erlangen verliehenen Professur beraubte, die Fortdauer der damit verbundenen Besoldung von 800 Thl. auf so lange zuzusagen, bis die wieder eingetretene Ruhe eine neue Anstellung für ihn möglich machen würde, und derselbe hat durch Allerhöchstdero Gnade auf das ihm zugesicherte Gehalt nach und nach einzelne Summen erhalten. In dem gegenwärtigen Augenblick aber befindet er sich, da eine langwierige Krankheit ihn ausser Stand zu arbeiten gesetzt hat, in einer höchst drückenden Lage, und nur Bescheidenheit und Delikatesse halten ihn zurück, selbst mit Bitten deshalb einzukommen.

Je mehr nun diese Gesinnung ihn selbst ehrt, desto mehr halte ich es für meine Pflicht, einen Mann, welchen Deutschland zu den ersten seiner Philosophen zählt, und der auch in den letzten unglücklichen Zeiten die überzeugendsten Beweise der Festigkeit seines Charakters und der Reinheit seines Patriotismus

gegeben hat, Ew. Königlichen Majestät ins Gedächtniss zurückzurufen und bei Allerhöchstdenselben ehrerbietigst darauf anzutragen,

dem Professor Fichte das ihm zugesagte Gehalt von 800 Thl. für das gegenwärtige Jahr, entweder sogleich ganz, oder für jetzt zur Hälfte allergnädigst auszahlen zu lassen, und ihm die Fortdauer desselben auf so lange zuzusichern, bis er bei der in Berlin zu errichtenden Universität wird in Thätigkeit gesetzt werden können.

Königsberg, den 10ten May 1809.

Humboldt.

XVI. Über geistliche Musik.

14. Mai 1809.

(Eigenhändiges Konzept in den Akten des Kultusministeriums, Abschrift im Geh. Staatsarchiv, gedruckt Werke V 319 ff.

Zelter, der neben seinem Bauhandwerk mit Eifer Musik trieb und seit 1800 die Singakademie in Berlin dirigierte, hatte 1803 bei Hardenberg als Kurator der Kunstakademie eine Denkschrift eingereicht, in der die Notwendigkeit der staatlichen Förderung des Musikwesens dargelegt war. Sie blieb erfolglos. Als er nun erfuhr, daß Humboldt an die Spitze der Sektion treten werde, wandte er sich an seinen Freund Goethe mit der Bitte, mit Humboldt zu seinen Gunsten zu sprechen, zumal er sich in übler materieller Lage befand. Goethe tat dies, als jener sich Ende Dezember 1808 auf der Reise nach Berlin in Weimar aufhielt. In Berlin angekommen, forderte Humboldt Zelter auf, seine Wünsche zu formulieren, und dieser reichte ihm neben der früheren Denkschrift noch eine zweite (vom 11. März 1809) ein. Auf Grund dieser Vorschläge stellte Humboldt unter Beifügung der Zelterschen Arbeiten seine Anträge beim Könige, und Zelter wurde am 17. Mai 1809 zum Professor und Aufseher der Musik bei der Akademie der Künste ernannt.

Der erste Entwurf der Denkschrift „Über geistliche Musik“ in den Akten des Kultusministeriums trägt das Datum 4. April; die endgültige Ausarbeitung datiert vom 14. Mai 1809.

Über geistliche Musik.

Man hat oft und mit Recht geklagt, dass der Einfluss zu wenig benutzt würde, welchen die Musik auf den Charakter und die Bildung einer Nation ausüben kann, und man muss gestehen, dass dieser Vorwurf bisher auch die Preussischen Staaten traf. Es ist sogar auffallend, dass die Tonkunst allein von dem Wirkungskreis

der Akademie der Künste ausgeschlossen war und doch ist es unleugbar,*) dass sie schon darum mehr als jede andere auf die Gemüther selbst der niedern Volksklassen einzuwürken fähig ist, weil sie einen wesentlichen Theil des öffentlichen Gottes-Dienstes ausmacht.

Auch hat von der Vernachlässigung der musikalischen Institute der Gottes-Dienst am meisten gelitten. Einsichtsvolle Religionslehrer haben dies öfter bemerkt und nach dem Zeugniss der Tonkünstler muss auch die Musik nach und nach auf Abwege gerathen, wenn sie nicht mit der Zeit wieder mehr zu dem**) ernsthafteren und feierlicheren Kirchenstile zurückkehrt.

Ich glaube daher in dem mir anvertrauten Wirkungskreis einen doppelten Beruf zu finden, einen Vorschlag zu machen, wie die Wirksamkeit der Musik auf den öffentlichen Gottesdienst und die National-Bildung erhöht, und dadurch auch sie selbst mit der Zeit noch mehr veredelt werden könnte.

Da hier nicht von theoretischen Verbeßerungen, sondern recht eigentlich von der Veredlung derjenigen Musik die Rede ist, die man, weil sie vor Versammlungen aus allen Ständen und unter der Autorität des Staats ausgeübt wird, die öffentliche nennen kann; so kommt alles allein auf die Bildung einer richtigen Schule

---

*) *Im ersten Entwurf heißt es hier: „Dass, besonders in unsern nördlichen Gegenden, wo die bildende Kunst mit so mannigfaltigen Schwierigkeiten zu kämpfen hat, die Musik vorzugsweise vor dieser fähig ist, tief und bildend auf die Empfindung und die Gemüther selbst der niedern Volksklassen einzuwirken. Da sie sich unmittelbar an das Gefühl wendet, und nicht erst bestimmt gebildete Begriffe oder mühsam erworbene Kenntnisse fordert, um in ihrer Kraft und Fülle empfunden zu werden, sondern das rein Menschliche, das auch die niedrigsten, nur nicht geradezu verbildeten Stände in sich bewahren, ihr von selbst willig entgegenkömmt, so ist die Musik ein natürliches Band zwischen den untern und höhern Klassen der Nation, und dies ist es, wodurch ihr vorzüglich beim Gottesdienst, dessen ganz eigentlicher Zweck es ist, alle Glieder der Nation nur als Menschen, und ohne die zufälligen Unterschiede der Gesellschaft zu vereinigen, einen so grossen und mächtigen Einfluss verschafft."*

**) *Gestrichen ist die folgende Stelle: „zu dem feierlichen Ernste der Kirche zurückkehrt, sowie es allen Künsten verderblich und wohl der wahre Grund ihres Verfalls in der neueren Zeit ist, wenn sie sich von dem einzigen Gegenstande entfernen, welcher alle Glieder der ganzen Nation, ohne Ausnahme, tief und ernsthaft beschäftigt, sie regelmässig und in grösserer Anzahl versammelt und gleich nahe mit den Gefühlen, welche sie durch Familie und Vaterland an die Welt, als mit denen, welche sie durch ihr Gemüth an etwas Ueberirdisches knüpfen, verwandt ist."*

an, damit der Grund gelegt werde, dass das Volk, wo es jetzt bereits Musik hört, häufiger gute (gut) ausgeführt vernehme, selbst nach richtig erlangter Fertigkeit mit darin einstimme und den Eindruck, wenn nicht gleich rein und voll, wenigstens doch mit nicht allzu ungeübten Sinnen, nicht allzu dürftig und fehlerhaft empfange.

Ew. Königlichen Majestät werden aus der Beilage zu ersehen geruhen, welche Vorschläge hierzu auf meine Veranlaßung ein schon vortheilhaft bekannter Tonkünstler Zelter macht, und ich bekenne gern, dass ich denselben mit voller Ueberzeugung beitrete.

Diese Vorschläge bestehen im Wesentlichen darin, dass eine ordentliche musikalische Behörde, deren Einfluss sich jedoch für jetzt nur auf Berlin erstrecken würde, durch die Ernennung eines geschickten Tonkünstlers zum Professor und Aufseher der öffentlichen Musik bei der Akademie der Künste errichtet werde. Von dieser Behörde müsste die Verbeßerung der öffentlichen Musik nach und nach ausgehen, ihr Geschäft müsste vorzüglich in Aufsicht, Prüfung und Bildung der im Dienste des Staats und der Gemeinen anzustellenden Musikanten bestehen; könnte aber nach dem Bedürfniss der Umstände mit der Zeit nach und nach genauer bestimmt und mehr erweitert werden.

Ihr nächster Einfluss würde sich auf die Cantoren und Organisten erstrecken und die Wohlthätigkeit dieses Einflusses leuchtet von selbst ein. Gesang und Orgel machen einen wesentlichen Theil des Gottesdienstes aus, aber sie können nur dann gehörig wirken, wenn Cantoren und Organisten ihr Geschäft gehörig verstehen und die Gemeinen beßer vorbereitet sind, harmonisch darin einzustimmen. Mit Benutzung des Rathes würdiger*) und erfahrner Geistlichen liesse sich vielleicht hierfür noch weit mehr thun, als man jezt ahnden mag, und da die alten längst vorhandenen Kirchen durch die einmal angestellten Personen und einmal eingeführten Gebräuche jeder Verbeßerung mehr Hindernisse entgegensetzen, so liesse sich vielleicht in der Kirche der in Berlin zu errichtenden Universität ein Vorbild einer zweckmässigen Einrichtung in dieser Art geben. Denn dass die Universität ihre eigene Kirche habe, scheint mir unumgänglich nothwendig, da das jugendliche Gemüth am wenigsten in der Zeit, wo die Wissenschaft leicht zu einseitig nur den Verstand ausbildet, ohne religiöse

---

*) *Gestrichen ist „gefühlvoller“.*

Einwürkung gelaßen werden muss, in diesem Alter auch vorzugsweise für dieselbe empfänglich ist, aber eines eigenen auf den Grad der Cultur und die besondere Lage der Studirenden berechneten Vortrags bedarf.

Die mit den Stadt-Obrigkeiten verbundene Musik würde hierauf die nächste Sorgfalt der Musikbehörde seyn, und die Verbeßerung dieser stimmt gewiss gänzlich mit dem wohlthätigen Zweck der neuen Städte-Ordnung überein.

Eine dritte überaus wichtige Sache endlich ist die Behandlung der Musik auf den Schulen. Einige der grössern haben zwar öffentlichen Musik-Unterricht; allein er ist weder zweckmässig noch hinlänglich, und die Schul-Directionen haben sich der in ihrer bisherigen Verfassung vielen Missbräuchen unterworfenen Singchöre zu entledigen gesucht. Die Missbräuche der Singchöre aber lassen sich abstellen, und dass vorzüglich die öffentliche Erziehung der Musik nicht entbehren*) kann, ist unleugbar.

Der Mann, welcher sich meines Erachtens am meisten dazu schickt, eine solche Musikbehörde auszumachen oder, wenn man ihm vielleicht künftig einen oder den andern Gehülfen zuordnete, an ihrer Spitze zu stehen, wäre eben der Zelter, welchen ich zur Anfertigung des inliegenden, freilich nur flüchtig skizzirten Entwurfes veranlasst habe, und von dem ich noch eine zweite meinem Urtheile nach sehr gute Arbeit ähnlichen Inhalts beifüge. Er ist ein Mann von unbescholtenem Character und ein geschickter und gründlicher Tonkünstler und hat an der Sing-Akademie**) bewiesen, dass ihm die Gabe zu bilden und zu dirigiren, eigen ist. Er hat sich überdies viel mit dem Studium des Volks-Characters und der Mittel auf denselben zu würken beschäftigt. Bei Errichtung einer Universität könnte er auch als theoretischer Lehrer der Musik äusserst nützlich gebraucht werden.

---

*) *Gestrichen ist: „entbehren kann, theils um der sonst so leicht einreissenden Rohheit entgegen zu arbeiten, noch mehr aber um das Gemüth sich an Wohlklang und Rhythmus zu gewöhnen, das hat die neuere Pädagogik schon oft sehr lebhaft gefühlt. — Man kann es überhaupt nicht genug wiederholen: Kunstgenuss ist einer Nation durchaus unentbehrlich, wenn sie noch irgend für etwas Höheres empfänglich bleiben soll! Durch welche Kunst aber liesse derselbe sich bis zu den untersten Volksklassen hin reiner, mächtiger und leichter verbreiten, als durch die Musik?“*

**) *Gestrichen ist: „einem ausser Berlin in ganz Europa in dieser Vollkommenheit nicht existirenden Institute.“*

Ich wage es daher, bei Ew. Königlichen Majestät allerunterthänigst darauf anzutragen:

1. eine eigene Musik-Behörde durch Errichtung einer Profeßur der Musik bei der Akademie der Künste zu stiften,
2. diese Profeßur und die Aufsicht über die gesammte öffentliche Musik, jedoch fürs erste nur in Berlin, dem p. Zelter mit einem angemessenen Gehalte zu verleihen,
3. mir aber Auftrag zu ertheilen, dies bei der unter der Section des öffentlichen Unterrichts stehenden Akademie der Künste einzurichten und mit nothwendiger Schonung aller übrigen dabei eintretenden Verhältniße, alles bald möglichst in Gang zu setzen, um dieser Musik-Behörde die gehörige Wirksamkeit zu verschaffen.

Ich bemerke nur noch, dass der Zelter, welcher von wahrem und lebendigem Eifer für sein Fach beseelt ist, es sich gern gefallen lassen wird, wenn ihm auch sein Gehalt für jetzt nur bestimmt, aber erst in 3 bis 6 Monaten wirklich angewiesen werden könnte, und dass ich indess auf Mittel denken würde, daßelbe wo möglich auf eine Ew. Königlichen Majestät Kassen nicht zur Last fallende Weise auszumitteln.

Königsberg, den 14. Mai 1809. Humboldt.

XVII. Über die Königliche Bibliothek zu Berlin.

10. Juni 1809.

(Eigenhändiges Konzept in den Akten des Kultusministeriums.)

Die Königliche Bibliothek stand in engster Verbindung mit der Akademie der Wissenschaften; ihr Direktorium führte die Aufsicht darüber und erteilte die Erlaubnis zur Benutzung. Während der Verhandlungen über die Reorganisation der Akademie forderte das für diesen Zweck eingesetzte Comité im Februar 1808 den Bibliothekar Biester auf, eine Instruktion für den Vorsteher der Bibliothek zu entwerfen, und dieser ließ durch seinen Kollegen Buttmann ein neues Reglement ausarbeiten. Humboldt forderte dies ein, gab sein Votum über einige Punkte desselben, und erließ als vorläufige Maßregel die folgende Verfügung.

Königsberg, den 10ten Juny 1809.

An

den Königl. Staatsrath Herrn Uhden Hochwohlgeboren

zu Berlin.

Die Section des öffentlichen Unterrichts hat den von Ew. Hochwohlgeboren unterm 27ten v. M. eingereichten zwar nur fragmentarischen, aber in vielen Punkten sehr zweckmässigen Entwurf

zu einem neuen Bibliothekreglement mit Vergnügen gelesen, und findet, da sich mehrere Unordnungen bei der Bibliothek, wie die Bibliothekarien selbst klagen, und die von ihnen in die öffentlichen Blätter eingerückten Bekanntmachungen beweisen, eingeschlichen haben, für nöthig, noch vor der Prüfung und der Königl. Genehmigung des ganzen von dem Comité der Akademie entworfenen Plans, welcher bis jetzt ja noch nicht einmal vorgelegt ist, einige Verfügungen deshalb zu treffen. Freilich kann jetzt, wo die unterzeichnete Section noch nicht weiss, über welche Summen sie für die Bibliothek wird disponiren können, kein definitives Reglement gemacht werden; allein zwei Dinge nemlich

1. bestimmtere und die Integrität der Bibliothek mehr als die bisher hierin üblich gewesene Methode sichernde Regeln wegen des dem Publikum zu gestattenden Gebrauchs der Bibliothek und
2. an die Buchhändler zu erlassende Verfügungen, um zu bewürken, dass dieselben die Akademie nicht der ihr zukommenden Werke berauben,

scheint es gut festzusetzen und anzuordnen.

Ew. Hochwohlgeboren werden daher beauftragt, hierüber zuerst mit den Bibliothekarien zu konferiren, alsdann aber die Akademie der Wissenschaften aufzufordern, ein solches von jenen aufgesetztes intermistisches Reglement der Section zur Bestätigung vorzulegen. In Absicht des ersten Punktes scheint es nicht rathsam, dass die Akademie selbst denjenigen Personen, welche Bücher in ihre Wohnung geliehen zu bekommen wünschen, die Erlaubniss dazu ertheile. Eine Korporation ist hierzu am wenigsten geeignet, und der Bibliothekar kann nicht verantwortlich gemacht werden, wenn nicht diese Erlaubniss allein von ihm abhängt. Entstehen zwischen ihm und demjenigen, welcher die Erlaubniss nachsucht, Streitigkeiten, so ist die Section des öffentlichen Unterrichts, als Oberbehörde, natürlich Richter darin. Der Akademie allein kann die Kognition hierüber um so weniger überlassen werden, als sie die Bibliothek nie als ihr Privateigenthum behandeln kann, und nie vergessen darf, dass dieselbe zum Nutzen des ganzen Publikums bestimmt ist, — eine Betrachtung, die noch wichtiger wird, wenn würklich eine Universität in Berlin errichtet werden sollte. — Bei dem zweiten Punkt müssen zwar die Buchhändler streng zur Erfüllung ihrer Obliegenheiten angehalten werden; allein man muss sich doch auch gehörig von ihren gesetzlichen Verpflichtungen

unterrichten, um nicht Protestationen von ihrer Seite zu veranlassen, oder denselben, wenn es nöthig ist, wenigstens durch neue gesetzliche bei des Königs Majestät in Antrag zu bringende Maassregeln vorbeugen zu können.

Ausser diesem Reglement wünscht die Section noch, dass Ew. Hochwohlgeboren zugleich bei der Akademie auf eine entweder jährlich oder halbjährlich anzustellende Revision der Bibliothek dringen. Diese kann durch zwei dazu besonders zu deputirende Mitglieder, welchen ein Rath der Section zugeordnet werden soll, vorgenommen werden. Den Bibliothekarien muss eine solche Revision, da sie ihre Verantwortlichkeit vermindert, angenehm seyn, und gehörig eingerichtet, ist ihr Nutzen unbezweifelt. Zwar kann natürlich nicht jedes Buch controllirt werden, aber die Revision der Listen, die Prüfung der dabei vorgeschriebenen Formalien, die Durchsicht einiger Fächer, endlich gelegentliche an die Bibliothekarien zu machende Fragen, erhalten immer gegenseitig die Wachsamkeit und Aufmerksamkeit, und zugleich können diese Revisionen zu gemeinschaftlichen Berathschlagungen über Bedürfnisse der Bibliothek, Mängel im Reglement, die Aufführung der Unterbedienten pp. benutzt werden.

Endlich ist freilich vorauszusehen, dass jede auch nur interimistisch zu treffende bessere Einrichtung eine kleine Ausgabe mehr verursachen wird. Die unterzeichnete Section wird sich aber bemühen, sobald nur Vorschläge deshalb eingehen, das dazu nöthige Geld unabhängig von den Akademiefonds herbeizuschaffen.

Die Art, in welcher Ew. Hochwohlgeboren sich dieses ganzen Auftrags entledigen wollen, ob mehr durch mündliche Konferenzen, oder durch schriftliche Verfügungen, bleibt denenselben überlassen; nur setzt die Section das Vertrauen in Sie, dass Sie diejenige Einleitung wählen werden, welche sowohl der Akademie als den Bibliothekarien die am wenigsten auffallende und unangenehme sein wird, da die Section überzeugt ist, dass die Unregelmässigkeiten, welche sie bei der Bibliothek freilich bemerkt hat, weniger durch die Schuld der Aufseher, als durch den Mangel eines guten Reglements, durch ein zu geringes Personale, und durch den Umstand entstanden sind, dass die Bibliothekarien sich bisher in einer Lage befunden haben, welche ihnen nur den geringsten Theil ihrer Zeit der Bibliothek zu widmen, erlaubte.

Die Section des öffentlichen Unterrichts.
Humboldt.

XVIII. Antrag für Schleiermacher.

5. Juli 1809.

(Geheimes Staatsarchiv.)

Der Professor Schleiermacher gehört zu den Lehrern der Universität Halle, welche gleich, nachdem die Universität feindlich besetzt wurde, nach Berlin kamen, um nur in Ew. Königlichen Majestät Staaten ihre Dienste fortzusetzen. Es ist bei dem schon im Jahre 1807 gemachten Entwurf einer Universität in Berlin, und so oft nachher von demselben Entwurfe die Rede war, immer auch auf ihn vorzügliche Rücksicht genommen worden, und er hat, da dieser Entwurf bis jetzt nicht ausgeführt ist, ohne je Ew. Königlichen Majestät oder Allerhöchstdero Ministerien (wie auch noch jetzt der Fall ist) deshalb mit Bitten beschwerlich zu fallen, einige Male ausserordentliche Unterstützungen von Ew. Königlichen Majestät empfangen. Im gegenwärtigen Augenblick befindet er sich, da die vor kurzem von ihm erlangte Prediger-Stelle so gut als gar keine Einkünfte gewährt, in einer sehr bedrängten Lage und die Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts hält es, da der p. Schleiermacher sowohl einer der vorzüglichsten jetzt so seltenen theologischen Universitäts-Lehrer als auch einer der besten und beliebtesten Kanzelredner in Berlin und ein Mann von durchaus unbescholtenem Charakter ist, für ihre Pflicht, bei Ew. Königlichen Majestät allerunterthänigst darauf anzutragen,

> demselben, bis er bei der in Berlin zu errichtenden Universität in ein volles Gehalt eintreten kann, eine jährliche Entschädigung von 500 Thl. für sein in Halle verlorenes Gehalt, allergnädigst zu bewilligen.

Seine Hallische Besoldung bestand in 820 Thl., unter welchem 200 Thl. von der Dispositions-Kasse gezahlt wurden.

Königsberg, den 5ten July 1809.

Die Section im Ministerium des Jnnern für den Cultus und öffentlichen Unterricht.

Humboldt.

XIX. Gutachten über die Organisation der Ober-Examinations-Kommission.

8. Juli 1809.

(Eigenhändiger Entwurf und Abschrift in den Akten des Kultusministeriums; gedruckt in Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, N. F. 23, S. 1468ff.)

Am 4. Juni 1809 wandte sich die Sektion der allgemeinen Gesetzgebung (Klewiz) an die für den öffentlichen Unterricht und Kultus und legte ihr den Organisationsplan für die Ober-Examinations-Kommission nebst Gutachten der drei Staatsräte Friese, Hoffmann und Süvern, die interimistisch die Prüfungen abhielten, zur Begutachtung vor. Humboldt verfaßte die folgende Denkschrift; der eigenhändige Entwurf trägt das Datum 28. Juni 1809, die Abschrift 8. Juli 1809. An diesem Tage sandte er sie an Nicolovius, der sie dann an Süvern und Schmedding weiter gab; sie fand deren Zustimmung und ging am 3. Februar 1810 an die Sektion der allgemeinen Gesetzgebung ab.

Die vorliegenden [der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts mitgetheilten] Arbeiten über die Ober-Examinations-Commission sind so durchdacht und erschöpfend, dass ich denselben nur wenig hinzuzufügen weiss.

I.

1.

Die Vereinigung aller vier Civil-Ministerien in Einer und derselben Commission scheint mir schlechterdings nothwendig.

Dass diejenigen, die sich dem auswärtigen Departement widmeten, bisher gar keiner Prüfung bedurften, war ein überaus grosses Uebel.

Allerdings dürfte sich wohl das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten mit Recht weigern, niemanden anstellen zu können, der nicht die vorgeschriebenen Prüfungen durchgegangen wäre, da*) es sonst jetzt nur jüngere Männer brauchen könnte, und auch für die Folge Gesandtenposten oft aus so besonderen Rücksichten vergeben werden, dass die Regel immer viele Ausnahmen erleiden

*) *Statt des folgenden steht zuerst im Entwurf: „ältere Männer sich hierzu vielleicht nicht verstehen würden, und nicht lauter jüngere gebraucht werden können. Allein auch unter dieser Voraussetzung wäre es doch für die Zukunft nützlich, eine Anzahl wirklich geprüfter Männer aufzustellen, und schon für jetzt gut, dass eine nicht aus ihrer Mitte geschehende Wahl sich wenigstens in den Augen des Publicums durch andre besondere Vorzüge, als Ausnahme, rechtfertigen müsse.“*

würde. Allein es liesse sich doch eine Einrichtung denken, welche die hierin nothwendige Freiheit mit einer Möglichkeit, eine ordentliche Schule fähiger Männer zu erhalten, verbände. Der Titel Legations- und Geheimer Legations-Rath müsste nemlich schlechterdings von jetzt an keinem, welcher noch jetzt nicht Mitglied des Departements ist, ertheilt werden, als wenn er durch die allgemeine Raths-Prüfung gegangen wäre, und dagegen müsste jeder, der sich in diesem Falle befände, sobald er ein Amt erhielte, das mit ihm verträglich wäre, ihn führen.

Daraus würde entstehen, dass man mit der Zeit nur die Legations-Räthe als dauernd und wirklich zum Departement gehörig, alle übrigen aber, die ohne diesen Titel Gesandtschaften bekleideten, nur als solche ansähe, welche man wegen besondrer Rücksichten mit einzelnen Aufträgen versehen hätte. Die eigentlichen Departements-Mitglieder und die Gesandschaftssecretaire, bei denen selten solche Rücksichten eintreten, würden immer aus der Zahl der Geprüften gewählt werden, selbst bei den Gesandtschaften würden sich die Ausnahmen seltener finden und sich durch besondere Gründe rechtfertigen.

Da der gegenwärtige Plan höherer Prüfungen auf ein vorhergängiges Referendariatsexamen berechnet ist, Referendarien aber beim auswärtigen Departement selbst nie hinreichend beschäftigt werden können, so dürfte wohl die, wenn ich mich nicht irre, ehemals übliche Anordnung wiederhergestellt werden, nach welcher niemand zur Legations-Raths-Pépinière zugelassen wurde, der nicht Referendarius bei einer Justiz- oder Kameralbehörde gewesen war.

Bei beiden Prüfungen, welche diejenigen zu bestehen hätten, die sich dem auswärtigen Departement widmeten, müsste eine vollkommene Fertigkeit, gut Französisch zu schreiben und zu sprechen, unerlässliche Bedingung sein, und deshalb in diesen Fällen der Prüfungs-Commission ein geborener Franzose, wenigstens einer aus der Colonie, zugeordnet werden.

*) Es wäre sehr zu wünschen, dass sich das Justiz-Departement gleichfalls an die Examinations-Commission anschlösse. Die immer von beiden Seiten zu befürchtende Einseitigkeit wird durch die gänzliche Trennung des Justiz- und des staatswissenschaftlichen Ministeriums, ohne alle Verknüpfung, als etwa im Staatsrath, zu

---

*) *Gestrichen: „Das Justiz-Departement soll zwar nach der Verordnung vom 24. Nov. pr. eine eigene Examinations-Commission haben; allein."*

sehr befördert; und es ist sonderbar, dass, da das staatswissenschaftliche Examen zugleich durch Beiordnung eines Justitiarii juristisch sein soll, nicht ebenso, wenigstens durch Beiordnung eines Raths der anderen Ministerien, für eine Erweiterung der juristischen Prüfungen gesorgt ist. Die durch die allgemeinen Mitglieder der Ober-Examinations-Commission anzustellende Prüfung wäre aber gerade den angehenden Rechtsgelehrten so heilsam, da das Rechtsstudium sich, mehr wie jedes andre, auf linguistisches, historisches und philosophisches Studium gründet. Schon bei dem Examen zum Referendariat, das doch immer ausschliesslich den Justizcollegien verbleibt, sollte hierfür gesorgt sein, was leicht durch Zuordnung eines Mitglieds der geistlichen und Schul-Deputationen der Regierungen geschehen könnte.

Endlich müsste, auch wenn die Trennung nicht aufgehoben würde, der Chef der Unterrichtssection doch gleichfalls den juristischen Prüfungen beiwohnen können, wenn der Zweck dieser Anordnung nicht blos theilweise erreicht werden soll.

2.

Der staatswissenschaftlichen Examinations-Deputation (wie ich sie lieber nennen möchte, als polizeilich finanzistisch) würde noch ein weltliches Mitglied der Section des Cultus beizuordnen sein, theils weil unter den Examinanden ja auch solche vorkommen, die sich den geistlichen und Schuldeputationen widmen, theils weil die kirchlichen Staatsverhältnisse keinem Staatsbeamten unbekannt sein dürfen.

3.

Bei der Art der Prüfung ist gewiss vorzüglich der Gesichtspunkt festzuhalten, dass ebensowohl die natürlichen Anlagen, als die erlangte Bildung beurtheilt werden müssen, und dass es nicht allein darauf ankommt, über die Zulassung oder Abweisung zu entscheiden, sondern vorzüglich darauf, sich eine möglichst richtige und vollständige Anschauung der intellectuellen Kräfte des Geprüften und ihrer Richtung zu verschaffen. Daher wird es sehr zweckmässig sein, wenn die einzelnen Examinatoren, nach dem Vorschlage des Herrn Staatsraths Friese, ihr Urtheil über den Examinanden schriftlich, und in einiger Ausführlichkeit und gleich mit hierauf genommener Rücksicht aufsetzen, und je fähiger ein Subject ist, desto genauer wird die Sorgfalt hierin sein können.

Die Gutachten, welche die Section im Ganzen ertheilt, müssen natürlich nur kurz sein, und dürfen nicht einmal alles enthalten, was man über den Geprüften zu bemerken Gelegenheit gehabt hat. Sie sollen auch nur zu einer Beglaubigung für ihn selbst dienen; jene einzelnen bei den Acten bleibenden Urtheile hingegen könnten den Nutzen gewähren, diejenigen zu leiten, welche Stellen zu vergeben haben, um auf eine vollständigere Art, als es das Gutachten thun kann, dem bestimmten Talent auch seine bestimmte Stelle anzuweisen.

Um diesen Endzweck noch besser zu erreichen, könnte mit der Ober-Examinations-Commission oder höheren Prüfungs-Behörde zugleich eine Art von Censur auch der schon wirklich in ein Amt eingetretenen Personen verbunden werden. Wie nemlich jetzt die Collegien-Chefs Conduitenlisten einschicken, so können sie gehalten sein,*) jetzt zugleich einen jedes einzelne Mitglied ihres Collegii umfassenden Bericht an die Gesetzgebungssection einzusenden, worin vorzüglich auseinandergesetzt würde, in welcher Art von Arbeiten jeder sich am meisten hervorthut, und die einzelnen vorzüglich merkwürdigen von ihm in diesem Jahre gelieferten Arbeiten könnten beigelegt, oder wenigstens erwähnt werden.

Inwiefern diese Einrichtung zu einer wirklichen Censur oder Controlle zu benutzen wäre, gehört nicht hierher. Hier ist nur von dem Gebrauche die Rede, welcher davon für die, auch nach dem Examen oft nöthige Kenntniss der Subjecte gemacht werden könnte. Die Erfahrung zeigt, wie schwer es manchmal ist, auch bei Personen, von deren Fähigkeit im Ganzen man überzeugt ist, zu entscheiden, ob sie an dieser oder jener Stelle passend sein werden; und dies liesse sich nun wenigstens viel leichter beurtheilen, wenn bei der Gesetzgebungssection ein Archiv fortlaufender, mit Belegen versehener Urtheile über denselben Menschen vorhanden wäre, zu welchem jedem Chef, welcher Vorschläge zu Stellenvergebungen zu thun hat, der Zutritt frei stände. Missbrauch könnte, wenn Würde und Geheimniss bewahrt würde, um so weniger davon besorgt werden, als die Beurtheilung des Charakters und der Sitten von dieser Art der Censur ganz ausgeschlossen bliebe.

Diese Anordnung würde auch zu einem ganz andern Wett-

---

*) *Gestrichen: „entweder zugleich, oder da jene wirklich wenig Nutzen gewährten, statt derselben einen u. s. w.“*

eifer dienen, als die gewöhnlichen Conduiten-Listen thaten, auf denen die Pünktlichkeit und Menge der Arbeit die grösseste Rolle spielte. Der Gedanke, dass vorzügliche Arbeiten nun nicht in den Acten untergehen, sondern Männern vor die Augen kommen würden, die, geschieden von allem augenblicklichen Sachinteresse, dieselben rein als Früchte und Beweise der Geistesthätigkeit oder der Charakterenergie betrachteten, würde die Arbeit selbst beleben, und schon als Sammlung mehr oder minder musterhafter, und doch durchaus praktischer Arbeiten wäre dies Archiv schätzbar. Es versteht sich, dass nicht bloss hier von Ausarbeitungen, sondern ebensosehr und noch mehr von praktisch getroffenen Einrichtungen, die genau mit dem gehabten Erfolg und den überwundenen Schwierigkeiten geschildert würden, die Rede ist. Auch müsste in diesen Berichten nur von den vorzüglichern Männern ausführlich gesprochen werden. Wenig oder gar nicht darin vorzukommen, wäre schon ein hinreichend ungünstiges Zeichen.

Endlich diente diese Anordnung zugleich der oberen Prüfungs-Behörde zur Controlle ihrer eignen Arbeit. Sie würde manchmal Gelegenheit haben zu bemerken, wie sehr auch wenige Jahre dem Geist eine andere Richtung zu geben im Stande sind, manchmal aber auch in den eigenen Busen zu greifen, und ihre eigenen Urtheile zu berichtigen.

Jede Beförderung von den Regierungen und den ihnen gleichen Collegien in die höheren, oder jede Versetzung in einen andern Geschäftskreis an ein beifälliges Gutachten der Gesetzgebungssection zu knüpfen, dürfte nicht rathsam sein; allein wohl, meines Erachtens, jedem, welcher Vorschläge dazu macht, die Einholung eines solchen vorzuschreiben, wenn er sich auch hernach vielleicht veranlasst fände davon abzugehen.

4.

Der allgemeine Theil der Prüfungen wird, vorzüglich von Seiten des Examinators aus der Unterrichtssection zwar mit grosser Sorgfalt, aber auch mit grosser Behutsamkeit zu behandeln sein. Er wird oft nur Dinge anregen müssen, um zu sehen, ob der Geprüfte sich darauf einlässt, oder nicht, sich sehr in Acht nehmen, diese Prüfung nicht zu einer gelehrten, wie sie den wissenschaftlichen und den technischen Deputationen zukommt, oder gar zu einer Schulprüfung, wie sie auf Universitäten geschehen muss, zu machen, und im ganzen nicht sowohl nach positiven Kenntnissen,

die in diesem Kreise nur allgemeine Schulkenntnisse sein könnten, fragen, sondern das Formale der Intellectualität des Geprüften, seine Kraft und Manier, einen gegebenen Stoff raisonnirend und praktisch zu behandeln, zu beurtheilen suchen.

Ich zweifle daher, dass in einem Rathsexamen gewöhnlich nach allgemeinen Kenntnissen aus Mathematik, Statistik, Geschichte geradezu gefragt werden sollte.

Es wäre nur da vielleicht zu rechtfertigen, wo die specielle Bestimmung schlechterdings einige dieser Kenntnisse, wie die diplomatische, der Geschichte, voraussetzt; allein da würde es besser dem speciellen Examinator überlassen, seine speciellen Fragen, wo er Mängel in den allgemeinen Grundlagen bemerkt, bis zu diesen hinauf zu verfolgen. Sonst müssen diese Fragen in der Regel dem Referendariatsexamen überlassen bleiben, das den ersten Austritt aus der Schule ins Leben begleitet. Man macht sonst alles zu wissenschaftlich und theoretisch. Von dem, welcher schon Rath werden soll, kann man nur Rechenschaft von positiver Kenntniss der Gesetze, nach denen der Verfassung, in der er handeln soll, endlich des Stoffs, mit dem er unmittelbar zu thun hat, wie z. B. von einem Rath der Gewerbe-Polizei, der Fabriken und Manufacturen u. s. f., übrigens bloss von seinen Principien und Fertigkeiten verlangen. Zeigt sich hierin, dass das bloss historische Wissen seine Wirkung gethan hat, könnte es sogar im einzelnen Detail vergessen sein. Es kann jemand ein sehr guter Financier sein, ohne viel Statistik im Kopf zu haben, und ein guter Gesandter, selbst mit einiger Unwissenheit in der Geschichte. Indess werden solche immer sehr schlimme Mängel nie einmal gross sein können, wenn die Referendariatsprüfungen ihren Zweck erfüllen.

Wenn sich Examinanden einfinden, welche durch diese, nach ihrer neuen erst zu machenden Einrichtung noch nicht gegangen sind, oder die in diesen Prüfungen nach ihren Zeugnissen Mangel an allgemein wissenschaftlichen Vorkenntnissen gezeigt haben, so rechtfertigt sich nicht nur ein bestimmteres Eingehen in dieselben, sondern wird sogar schlechterdings erfordert.

Dagegen kann der Examinator der Unterrichtssection sich auf zwei sehr wichtige, nur schwerer zu behandelnde Gegenstände ausführlicher einlassen:

1. auf einen wirklich materialen, nämlich denjenigen Theil der allgemeinen praktischen Philosophie, welcher der Gesetzgebung

selbst zum Grunde liegt*), indem er den Zweck der Menschheit, welcher den Zweck des Staats zwar nicht geradezu bestimmt, aber doch modificirt, aufstellt, und zu den Ideen führt, die sowohl das Bestreben, als das Glauben und Ahnden des Menschen in Eins zusammenfassen.

Nichts ist so wichtig bei einem höheren Staatsbeamten, als welchen Begriff er eigentlich nach allen Richtungen hin von der Menschheit hat, worin er ihre Würde und ihr Ideal im Ganzen setzt, mit welchem Grade intellectueller Klarheit er es sich denkt, mit welcher Wärme er empfindet; welche Ausdehnung er dem Begriff der Bildung giebt, was er darin für nothwendig, was nur gewissermassen für Luxus hält; wie er sich die Menschheit in concreto vorstellt, welchen Grad der Achtung oder Nichtachtung er für die niederen Volksklassen hegt, wie er bürgerlich gesinnt ist, den Menschen mit Gleichgültigkeit in der Staatsform untergehen, oder im Gegentheil diese sich in der Freiheit der Individuen auflösen sieht,**) ob er Erziehung und Religion eine positive, bildende Kraft zutraut, oder sie nur für Stoffe hält, an denen der Mensch immer weiter gelangt, weil er sich an ihnen versucht, wie sie auch behandelt werden mögen; wie es endlich mit seinem Glauben an, und seiner Lust zur Umbildung seiner Nation steht, ob er den Feuereifer des Reformators, oder nur den starken Willen treuer Pflichterfüllung nach strengen Grundsätzen, oder Lust am Experimentieren hat, bei dem am meisten nur der Experimentator selbst gewinnt, wie endlich alle diese Ansichten in ihm zusammenhängen, ob sie auseinander selbst entstanden, oder zusammengerafft sind, als Maximen stehen geblieben, oder zu Principien erhoben, auch ausser der Anwendung klar gedacht, oder nur mit ihr zugleich angeschaut und empfunden? Dadurch bestimmt es sich, ob ein Mensch consequent oder inconsequent, hoher oder gemeiner Natur, bornirt oder liberal, einseitig oder vielseitig ist, und zuletzt, ob es ihm mehr auf den Gedanken, oder mehr auf die Wirklichkeit ankommt, oder ob er, was die Ansicht des grossen Staatsmannes ist, von der Ueberzeugung durchdrungen

*) *Im eigenhändigen Entwurf gestrichen: „von dessen Vorschriften sie sich nicht entfernen kann, ohne auf eine durchaus widersinnige Art den Staat, der nur Mittel zur Ausbildung der Menschheit ist, zum Selbstzweck zu machen."*

**) *Im Entwurf steht noch: „ob er im Staat mehr für Bürgergemeinschaft oder individuelles Vereinzeln ist."*

wird, dass das Ziel nur dann erreicht ist, wann der erstere der Stempel der letztern geworden ist. Dies alles nun zu erforschen giebt es tausend und abertausend Mittel. und fast kein denkbares Gespräch, von dem aus man nicht in wenig Wendungen dahin gelangen könnte, wo sich bereits ziemlich klar sehen lässt; die Kunst des Examinators wird nur darin bestehen müssen, fertig und gewandt im Gespräch zu sein, nicht mit einer vorbereiteten Ideenreihe zu kommen, die er verfolgen will, sondern sich vielmehr dem zu Prüfenden zu überlassen, und nur was er sagt, zu benutzen und weiter zu führen, und eben sowohl, wenn er ein weniger vorzügliches Subject vor sich hat, von den gemeinsten Gegenständen ausgehen, als wo es die Individualität erlaubt, zu den abstractesten Begriffen gelangen zu können. Wenn diese Prüfung, die, so im Allgemeinen dargestellt, sehr schwer und abstract aussieht, immer nur von da angefangen wird, wo das Subject, gleich nach dem Urtheil des ersten Anblicks, steht, und nie weiter fortgeführt, als höchstens einige Grade über seine Fassungskraft hinaus, wenn diese gering ist; so wird sie nie, selbst innerhalb des blossen Geschäftskreises, zu idealisch und unpassend für das wirkliche bürgerliche Leben erscheinen. Wo dies geschähe, wäre es nur durch einen Mangel an Tact im Prüfenden, der seine Unterredung nicht in richtiges Verhältniss zum Examinanden zu setzen verstände.

2. auf einen formalen. Man muss nemlich wissen, welche Fähigkeit und Fertigkeit der Examinand in den, besonders bei jedem höhern Amte, beständig vorkommenden allgemeinen Geistesthätigkeiten hat: im schnellen Auffassen der relevanten Punkte in einem mündlichen Vortrag; in diesem Vortrag selbst, wenn er ihn selbst machen soll; im Discutiren: im Zusammennehmen und Darstellen vieler verschiedener Meinungen, in dem Zurückführen einer Discussion zwischen Mehreren, die so leicht abschweift, auf den wahren Punkt der Untersuchung. Dadurch wird erforscht, wie klar oder verworren, bestimmt oder unbestimmt, theoretisch spitzfindig oder praktisch scharf der Kopf des Examinanden ist, und welchen Grad von gesundem Verstand, Einbildungskraft, Gewandtheit, Ruhe und Gegenwart des Geistes, endlich von Sprachfertigkeit er besitzt.

3. durch eine in der angegebenen zwiefachen Absicht angestellte Unterredung wird auch schon ein ziemlich richtiges Urtheil über das Mass der allgemeinen wissenschaftlichen Kenntnisse be-

gründet werden*), in die aber auch noch ausserdem direct eingegangen werden kann, wenn nur der Examinator sich immer, wie er auch die Prüfung selbst vornehmen möge, zugleich in den Stand setzt, den Examinanden nach den so eben angegebenen materialen und formalen Gesichtspunkten beurtheilen zu können.

Wenn das Geschäft des Examinators aus der Unterrichts-Section auf diese Weise richtig dargestellt ist, so hat derselbe mehr Versuche mit dem Examinanden anzustellen, als ihn gerade gewisse Dinge aufsagen zu lassen.**) Schon das blosse Anhören der übrigen Prüfung wird ihm viele Data zu seinem Urtheile liefern.**)

II.

Die besondern Fragen, welche die Gesetzgebungs-Section der unsrigen vorlegt, betreffend, so leidet es keinen Zweifel, dass

1.

die Unterrichts-Section den Nutzen ihrer allgemeinen Concurrenz zu den Prüfungen hinreichend anerkennt, um gern daran Theil zu nehmen, und vielmehr der Gesetzgebungs-Section für die Sanctionirung dieser Theilnahme verbunden zu sein. Sie muss sich aber noch vorbehalten, ob sie immer dasselbe Mitglied zuzuordnen, oder manchmal zu wechseln für rathsam erachten wird.***)

Dass die Mitglieder der obern Prüfungsbehörde ein für allemal ernannt, und diese Stellen als ein Amt angesehen würde, kann ich überhaupt nicht wünschen.

---

*) *Statt des folgenden steht im Entwurf zuerst: „In diese selbst durch direkte Fragen einzugehen ist gleichsam nur eine Zugabe dieser Prüfung, bei welcher der Prüfende nur durch ein wirklich vorzügliches Subject, dem man gern Gelegenheit giebt sich zu zeigen, oder durch offenbar sich zeigende Mängel, veranlasst werden kann.“*

**) *Gestrichen: „Es würde daher sein Geschäft sehr erleichtern, wenn ihm erlaubt wäre, immer der letzte bei der Prüfung zu seyn. Schon das blosse Anhören derselben würde ihm schon die meisten Data zu seinem Urtheile liefern, und ihm kurz zu sein erlauben; der Geprüfte, durch den schon gehabten Erfolg sicher gemacht, würde mit mehr Freiheit zu ihm reden; und die in der Prüfung abgehandelte Materie würde selbst den Stoff hergeben, über den sich das Gespräch enger anspinnen könnte.“*

***) *Der endgültigen Fassung setzte Humboldt an dieser Stelle die Worte zu: „Der Geschäftsgang, den sie dabei wünschen muss, ist daher der, dass jedes vorkommende Examen ihrem Chef angezeigt werde, und dieser dazu nach seinem Ermessen ein Mitglied seiner Section deputire.“*

Es ist zu wichtig, schlechterdings immer das tüchtigste Mitglied zu dem Geschäfte zu wählen, es ist bei der Wahl, selbst ganz ohne dem Manne Unrecht zu thun, so leicht Irrthum möglich, und ein einmal ertheiltes Amt wird nie, ohne Kränkung, entzogen. Es ist daher besser, dass die Sectionschefs zu jedem Examen deputiren, und die Prüfungen, wenn sie auch lange Zeit hindurch derselbe Mann vornimmt, was allerdings, wenn er sich einmal recht bewährt hat, auch grossen Nutzen mit sich führt, immer als einzelne Commissionen behandelt werden.

2.

Die Section des Cultus und des Unterrichts kann im Allgemeinen keinen Grund haben, von einer so zweckmässig angeordneten Prüfungsbehörde die höheren Stellen ihres Ressorts auszuschliessen.

Alle wirklich stimmfähigen Mitglieder der Section sowohl, als der geistlichen und Schuldeputationen, sie mögen Assessoren oder Räthe sein, werden daher, wenn sie nach vollendeter Einrichtung der obern Prüfungsbehörde angestellt werden, in derselben geprüft.

Zwar könnte es in Absicht der als Consistorial-Räthe anzustellenden Geistlichen oder zu Regierungsräthen zu ernennenden Schulmänner (obgleich hier nur äusserst selten) oder wegen zu berufender Männer aus dem Ausland wohl wünschenswerth sein, hier und da ein Subject von der Nothwendigkeit der Prüfung zu entbinden. Allein einzelne Dispensationen werden auch wohl nicht blos hier, sondern auch in andern Posten ertheilt werden müssen, da, wenn man gemachte Männer beruft, sie sich schwerlich einer Prüfung unterwerfen dürften. Um aber diese Dispensationen nicht der Willkühr zu überlassen, sondern ihnen eine gesetzliche Form zu geben, würde es rathsam sein, sie in den von der Gesetzgebungs-Section gemachten Entwurf mitaufzunehmen.

Meiner Meinung nach aber müsste auch in diesen Fällen doch der wirklichen Anstellung immer ein Gutachten der Gesetzgebungs-Section, und zwar nicht bloss über die Zulässigkeit der Dispensation, sondern auch über das Subject selbst vorangehen; und wenn nicht Local-Gründe die Anstellung nothwendig machen, wie z. B. bei den geistlichen Deputationen, wo man manchmal, ohne Wahl zu haben, einen der vorhandenen Geistlichen nehmen muss, dürfte dies Gutachten weniger eine Entbindung von der Prüfung, als eine Erklärung sein, dass dieselbe für überflüssig erachtet werde.

Ein so ehrenvolles Zeugniss könnte sich aber auch nur gründen

1. entweder auf besonders angefertigte schriftliche Aufsätze, in welchem Fall also nur von der mündlichen Prüfung dispensirt würde;

2. oder auf gedruckte Werke, einen öffentlichen Ruf, oder zwar nicht geflissentlich zur Prüfung, aber sonst gemachte, der Behörde mitgetheilte Arbeiten.

Allein auch so wäre die Dispensation immer nur seltene Ausnahme, und vom König selbst auf Vorschlag des Staatsraths zu verfügende Gnadensache.

Für die Mitglieder der geistlichen und Schuldeputationen und der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts gehören die Kenntnisse, welche bei andern Gegenstände der allgemeinen Prüfung sind, zugleich zur besondern, und diese muss daher eigen beurkunden, inwiefern sie mit Philosophie, Pädogogik, Philologie u. s. f. vertraut sind.

Bei den Mitgliedern der Section des Unterrichts, diejenigen ausgenommen, die nur juristische und finanzielle Gegenstände bearbeiten sollen, und bei denjenigen Räthen der Regierungen, denen die gelehrten Schulen zum Departement angewiesen worden, muss man noch weiter gehen. Sie müssen hinreichend genaue und gründliche Kenntniss der griechischen und lateinischen Sprache besitzen; die gesammte Litteratur muss ihnen bekannt sein, und mit irgend einem Zweige müssen sie sich näher beschäftigt haben. Man wird daher von ihnen verlangen, dass sie ausser dem Referendariatsexamen sich auch einem der wissenschaftlichen Deputation unterziehen, und nur auf die Zeugnisse beider können sie von der obern Prüfungsbehörde zur Prüfung für diese Stellen zugelassen werden.

3.

Dass auf einer gut und vollständig besetzten Universität alle Haupt-Hülfsdisciplinen im Laufe jedes Jahres gelesen werden müssen, ist einleuchtend, und die Section wird Sorge tragen, etwaige Lücken hierin nach Möglichkeit auszufüllen. Sehr beifallswürdig scheinen mir auch die übrigen im Gutachten des Herrn Staats-Raths Hoffmann*) in Beziehung auf die Universitäten gemachten Bestimmungen.

---

*) *In Hoffmanns Denkschrift heißt es:*

„Für ängstliche Studienpläne bin ich nicht, aber ich fordere:

Nur eine im Namen der Universität auszugebende Anweisung über die Ordnung der zu hörenden Collegien kann ich nicht billigen. Sie könnte die Universitäten mancher Gefahr, sich zu compromittiren aussetzen. Da es encyclopädische Bücher und Collegien giebt, und wohl auch selten ein Professor einem Studirenden mündlich seinen Rath versagt; so ist der Fehler, den junge Leute hierin begehen, wohl fast nie mit Unkunde, der nicht sehr leicht hätte abgeholfen werden können, zu entschuldigen. Sollte je eine solche Anweisung Statt finden, würde ich sie lieber dem Abiturienten von seinem Rector geben lassen.

Man wird vielleicht diesem ganzen Prüfungsplane, wie die Gesetzgebungs-Section ihn entworfen hat, den Vorwurf machen, dass er die Forderungen zu hoch spannt. Allein, wenn diejenigen, welche in höhern Staatsbedienungen stehen, sich als eine Corporation ansehen sollen, zu der nur Geist und Bildung den Weg bahnen können, so darf dies nicht anders sein. Auch treffen alle diese Prüfungen doch immer nur jüngere Leute, unter diesen aber ist überall jetzt ein lebendigerer Geist rege geworden, und man braucht nicht zu fürchten, dass sie vor strengen Forderungen erschrecken, oder rein wissenschaftliche zurückweisen werden.

Wenn die Gesetzgebungs-Section auf diese nach den gemeinschaftlichen Ansichten der Section zu modificirenden Ideen geantwortet haben wird, kann mit den Regierungen das Referendariatsexamen durch die geistlichen und Schuldeputationen angeordnet

---

a) dass auf den Universitäten alle Haupt- und Hülfsdisciplinen wenigstens im Laufe jedes Jahres einmal gelesen werden;

b) dass jedem Studirenden bei der Immatriculation eine gedruckte Anweisung, wie am zweckmässigsten die Folge des Unterrichts für jedes Hauptfach zu ordnen sey, gegeben werde;

c) dass eine theologische, eine juristische, eine kameralistische Encyclopädie halbjährig als ein stehendes Publicum gelesen werde; zwey Stunden wöchentlich sind dazu hinreichend;

d) dass kein Jüngling vor vollendetem 18. Jahre bei der Akademie aufgenommen werde;

e) dass man das Unwesen, welches jetzt mit dem Zeugniss der Reife getrieben wird, abschafft;

f) dass in der Regel auf Nachweisung eines wenigstens dreijährigen ununterbrochenen Besuchs der akademischen Vorlesungen gehalten werde;

g) dass Niemand vor erlangter Volljährigkeit Referendar bei einem Landes-Collegio werden dürfe. — Die jungen Leute können die Zeit vom 21. bis zum 24. Jahr durch Reisen, Erlernung der Wirthschaft oder als Auscultatoren und Expedienten vortheilhafter nutzen."

und mit dem Justiz-Departement eine Correspondenz über die Zuordnung eines Raths aus diesen Deputationen zu dem juristischen Referendariatsexamen bei den Ober-Landes-Gerichten eröffnet werden, wenn es nicht überhaupt vielleicht gut sein dürfte, zu den Referendariatsprüfungen ebenso die Ober-Landes-Gerichte und Regierungen, als zu den höhern alle Sectionen und Ministerien zu vereinigen.

Diese Idee über das Referendariatsexamen könnte der Gesetzgebungssection gleich jetzt vorläufig mitgetheilt werden.

Den 8. Julius 1809.

Humboldt.

XX. Über Kadettenhäuser.

9. Juli 1809.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums.)

Scharnhorst hatte umfassende Pläne zur Errichtung einer Militärakademie entworfen und überreichte seinen Entwurf vom 15. Mai auf Befehl des Königs der Unterrichtssektion zur Begutachtung (8. Juni 1809). In das Kadettenkorps, über dessen Gestaltung allein die Sektion urteilte, wollte er nur Offizierssöhne aufnehmen, deren Väter im Kriege gefallen waren, vermögenslose Waisen, Söhne von armen Offizieren und solche, deren Aufnahme durch die Gnade des Königs befohlen wurde. Das ganze Korps sollte aus 4 Kompagnien, jede zu 65 Unteroffizieren und Kadetten, bestehen; die ersteren müssen durch ein Examen die Kenntnisse eines Portepeefähnrichs nachweisen und empfangen den Unterricht in der ersten Klasse der Militärakademie. Mit Benutzung eines Gutachtens von Süvern (durch kleinen Druck bezeichnet) schrieb Humboldt sein Gutachten.

Der Gedanke einer höheren Militair-Akademie, die ihren Hauptsitz in Berlin hat, mit der aber zur Nachbildung schwächerer Subjecte noch eine untere Klasse, auch in Königsberg und Breslau verbunden seyn soll, ist sehr glücklich gefasst.

Sie wird eine Special-Schule seyn, welche die vollkommene Ausbildung zu einem bestimmten einzelnen Fache bezweckt, und da sie, als solche nur für das reifere Alter, in welchem Neigung und Beruf sich schon entschieden hat, bestimmt ist, nicht ein früheres in Anspruch nimmt, bevor in ihm die Anlage sich entwickelt hat, so kann die Section des öffentlichen Unterrichts dieselbe nicht anders als höchst zweckmässig finden.

Allein die Cadetten-Häuser sind auch Special-Schulen, die das frühe Alter schon für den Militairstand in Anspruch nehmen, lange zuvor ehe es den Weg allgemein-nothwendiger Bildung zurückgelegt hat und auf ihm so weit geführt ist, dass über seine Anlage und Neigung zu einem bestimmten Fache sich nicht mehr zweifeln lässt. Sie thun daher der menschlichen Natur eine Gewalt an, zu

welcher die Section des öffentlichen Unterrichts wohl aber so wenig gleichgültig seyn kann, als wenn der Kaufmannsstand merkantilische, oder der Oekonomie-Stand oekonomische Institute anlegte, in welchen schon vom Knaben an der Mensch an Leib und Seele zum Kaufmann oder zum Oekonom gebildet werden sollte.

Treten auf diese Weise allgemeine Gründe gegen die Cadetten-Häuser ein, so ist die Frage, ob auch nur der Armee selbst mit ihnen gedient ist. Wenn sie eine ansehnliche Zahl junger Leute enthalten sollen — und nur in diesem Fall wird die wohlthätige Absicht Sr. Majestät für Söhne bedürftiger Offizieren in einem weiten Wirkungskreise erfüllt — so liefern sie bei weitem den grössten Theil, ja bei der jetzigen Reduction der Armee, fast alle Offiziere derselben. Nun aber ist die Bildung in ihnen nothwendig einseitig; gewiße Lehrgegenstände, wie zum Beispiel alte Sprachen, werden, da der ganze Zuschnitt nach demjenigen gemacht wird, was ein Offizier nothwendig braucht, ganz ausgeschloßen, und wenn die Regimenter, welche Subjecte aus derselben bekommen, ungewiss sind, ob diese diejenigen Kenntniße besitzen, welche wirklich in den Lehrplan aufgenommen sind, so sind sie gewiss, dass keines sich solche erworben hat, die darüber hinausgehen. Daraus vermuthlich ist die Idee der Academie militaire (deren Aufhebung allein eine überaus wohlthätige Folge des neuen Plans ist) entstanden, um doch gewiss auf einige Offiziere rechnen zu können, die, auch abgesehen von eigentlich militairischen Kenntnissen, in den allgemeinen nach einem ausgedehnteren Lehrplane unterrichtet würden. Jetzt scheint es aber, da die Regimenter niemanden aufnehmen, der nicht ein gewisses Alter erreicht hat, und nicht eine vorgängige Prüfung besteht, da auch so noch durch die neue Militaire Academie Gelegenheit zur Fortbildung eröffnet ist, bei weitem beßer für die Armee, wenn sie, wie jeder andere Stand, ihre Zöglinge aus der ganzen Nation und aus allen Anstalten des Staats bekommt. Sie empfängt auf diese Weise junge Leute von mannigfaltigen Kenntnissen und vielseitiger Bildung, die, weil sie den Kriegsstand nicht als immer dazu bestimmt, sondern aus freyem Entschluss wählen, die militairische selbständiger und besser in sich aufnehmen. In seinem jetzigen Geiste sucht aber das Militaire vielmehr Kenntnisse und Bildung, als es, wie wohl sonst geschah, dieselben, als seiner eigentlichen Bestimmung entgegenlaufend, zurückstossen sollte.

Endlich ist wohl nicht mit Unrecht zu überlegen, ob durch eigentliche Cadetten-Häuser nicht ein den neuen Einrichtungen

und selbst der Conscription nachtheiliger und entgegenlaufender Kastengeist unterhalten wird, da sich alle darin erzogenen jungen Leute als vorzugsweise zu Offizierstellen berechtigt ansehen.

Auf diese Weise scheinen die Cadettenhäuser nunmehr bey zweckmässiger Organisation des öffentlichen Unterrichtswesens überflüßig. *Denn wenn die Klasse von Schulen, welche die allgemeine, jedem Menschen und Staatsbürger nothwendige Bildung bezweckt, gehörig eingerichtet ist, so ist durch sie für das allgemeine Bedürfniss aller Stände gesorgt, und die Cadettenhäuser werden für den Militairstand gar nichts besonderes mehr leisten können, was jene nicht in um so höherem Grade leisteten, auf je höherem Standpunkt sie beruhten.*

Erwägt man auch wodurch sich das Berlinische Cadettenhaus von andern niedern und höheren Schulen unterschied, so war es zwar negativ durch Ausschliessung mancher Lehrgegenstände, allein positiv bloss

durch eine nähere Anwendung der Mathematik und des Zeichnens auf die Kriegswissenschaft,

einen encyklopädischen Unterricht über das, was man zum künftigen Offizier-Dienst am nöthigsten braucht, und

die wirkliche Exercierübungen, und die militairische Disciplin.

In den beiden ersten Punkten herrschte eine gewiss nachtheilige Vermischung der Praxis mit der Theorie, und es ist unstreitig besser, wie es der neue Plan verlangt, mit gründlichem Studium allgemeiner Mathematik zur Taktik überzugehen, als in einem früheren Alter und bei noch schwachen Kenntnissen beide gleich zu verbinden. Das Zeichnen von Plänen, zweckmässig und nicht als Spielerei getrieben, ist gewiss auch früh nützlich, wird aber auf die allgemeinen Schulen übergetragen werden können und müßen, da es die ganz allgemeine nothwendige Kunst sich leicht und schnell in einem Hause, einer Stadt, einer Gegend orientiren zu können, so sehr befördert, und nur ein Theil des geographischen Unterrichts ist. Die Vorbereitung zum Offizierdienst konnte nur in einem sehr unvollkommenen Institut nützlich seyn. Denn sonst ist es gewiss hinreichend, nur überhaupt deutsch schreiben zu können, um einen Thorzettel oder Wachrapport zu machen, wozu es besondere Uebungen gab. Das Exercieren, das Wachebeziehen u. s. f. ist nach und nach eingegangen, und geschieht wenig mehr, weil man gesehen hat, dass es dem Unterricht, oft der Gesundheit schadete, ohne der künftigen Bestimmung zu nützen. Dasjenige,

was ein Militair-Institut vorzüglich auszeichnen sollte, müssten, wie man denken sollte, Leibesübungen seyn, um Stärke und Gewandtheit zu erlangen. Nun aber ist es ordentlich wunderbar, dass dazu bei dem Berlinischen Kadettenhause auch nicht einmal, den stäubigen, schattenlosen und gar nicht grossen Hof abgerechnet, der nöthige Raum vorhanden ist. Die einzigen Leibesübungen waren Exercieren und für Einige Reiten, also zwei, welche den Körper höchst einseitig ausbilden.*)

Es scheint daher unumgänglich nöthig, dass so wie Special-Schulen für das unreife Alter in keinem Fache Statt finden dürfen, so auch die Cadettenhäuser aufhören. Sie können mit allgemeinen Schulen verbunden (welches in Stolp sehr wohlthätig seyn würde) oder in solche verwandelt werden.

Es könnte vielleicht die dazu bestimmte Summe auf mehr als Eine Art verwendet werden. Allein sollte Eine grosse und eigne zugleich zur Erziehung und zum Unterricht bestimmte Anstalt davon unterhalten werden, so müsste, wenn die im vorigen gemachten Bemerkungen richtig sind,

1. die ganze militairische Gestalt, die Direction durch Offiziere u. s. f. wegfallen und die Anstalt bloss eine bürgerliche werden;

2. Unterricht und Erziehung ganz allgemein seyn, und jeder eine Bestimmung wählen können, welche er wollte.

Um nicht die Unterrichtsanstalten unnützer Weise zu häufen, und die Einkünfte der Anstalt nicht zugleich auf grosse Lehrerbesoldungen und Unterhaltung der jungen Leute zu zersplittern, könnte die Anstalt auch blos dazu dienen, dass die Pensionairs darin wohnten, ässen, Gymnastik übten und für sich arbeiteten. Zum Unterricht könnte man sie, wie so viele Kinder von Privatleuten thun, in die vier grossen Gymnasien Berlins gegen einfache Bezahlung des Schulgeldes vertheilen, und ihnen im Hause nur Inspectoren zur Aufsicht, und zur Leitung der eigenen Arbeiten halten. Eben diese könnten die neuen Ankömmlinge, die vielleicht noch sehr weit zurück wären, so weit bringen, dass sie nunmehr Gymnasien besuchen könnten. Auf diese Weise könnte die Königliche Milde mehreren Familien zur Unterstützung ge-

*) *Hier fügte Humboldt eine von Süvern verfaßte Stelle ein: „aber auch selbst die Gymnastik als einen allgemein-nothwendigen und insonderheit bei Einführung der Conscription zur kriegerischen Bildung der Jugend unerlässlichen Bestandtheil der Erziehung unter die öffentlichen Lehr- und Uebungsgegenstände aufzunehmen, müsse und werde die Section bedacht seyn, so dass auch von dieser Seite die Cadettenhäuser vor den allgemeinen Bildungsanstalten nichts voraus haben könnten.“*

reichen. Denn die Kosten würden nun geringer, und es fiele der jetzige Grund die Zahl zu beschränken hinweg, dass doch nur eine gewisse Anzahl von Offizieren in der Armee angestellt werden kann.

. . . .

Alles Uebrige liegt, als der Kriegskunst besonders angehörend, ausser der Competenz der Section, und selbst insofern es allgemeine, aber tiefere mathematische Kenntnisse zur Beurtheilung erfordert, ausser der der hier gegenwärtigen Mitglieder derselben.

XXI. Über den Entwurf zu einer neuen Konstitution für die Juden.

17. Juli 1809.

(Eigenhändiges Konzept in Tegel und Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Seitdem Dohm seine Schrift „Über die bürgerliche Verfassung der Juden" (1781) veröffentlicht hatte, war die ganze Frage in Fluß geraten. Schon Friedrich Wilhelm II. hatte eine königliche Kommission zur Beratung der Reform (1787) eingesetzt und den Juden mancherlei Erleichterungen gewährt. Die Städteordnung bot ihnen insoweit einen Vorteil, als sie ihnen die Möglichkeit, städtische Ämter zu bekleiden, öffnete. Aber der Anstoß, von neuem an die Frage heranzutreten, erfolgte aus den mißlichen Verhältnissen, die sich seit dem Kriege herausgebildet hatten. Damals strömten zahlreiche fremde Juden in Preußen zusammen, darunter viele unlautere Elemente, weil sie in den Rheinbundsländern zwar bürgerliche Rechte erhielten, aber auch der militärischen Konskription unterworfen wurden. Dieser Sachlage gegenüber beantragte Minister v. Schrötter 1808, daß eine neue Konstitution entworfen werde, um „die Juden mit der Zeit zu nützlichen Staatsbürgern zu machen". Unter Benutzung eines Entwurfs des Kriminalrates Brand arbeitete Schrötter ein Gesetz aus, das nach seinem Ausscheiden durch Dohna den verschiedenen Behörden zur Begutachtung vorgelegt wurde. Wir geben zum Verständnis von Humboldts Votum die entsprechenden Paragraphen des Schrötterschen Entwurfs in den Anmerkungen.

Die gegenwärtige Lage der Juden unter uns, welche aufzuheben das grosse Problem jeder Gesetzgebung über diese Nation ist, gründet sich auf Ursachen und steht mit Umständen in Verbindung, auf welche wesentlich und radical zu wirken ausser der Macht jedes einzelnen Staats liegt. Drei Merkmale zeichnen, vorzüglich in ihrer Verbindung, die Juden von allen Völkern des Alterthums aus:

ein ursprünglich nomadisches, aber auch nachher noch oft, bald aus Noth, bald freiwillig herumwanderndes und nicht selten fremder Herrschaft unterworfenes Leben,

eine kirchlich politische Verfassung, in welcher die Religion [in ihrer reinen Beschaffenheit] fast ganz als Null aufging, und

ein System der durch ein äusseres und zwar (wodurch sich die religiöse Verfassung als politisch charakterisirt) nur beim männlichen Geschlecht anzubringendes Zeichen beurkundeten Absonderung selbst von denjenigen, in deren Mitte sie lebten.

Diese drei Eigenschaften, verschmolzen in den, eigentlich alle Weltbegebenheiten leitenden und in sich nie ganz zu entziffernden Nationalcharakter, der bei den Juden vorzüglich in altväterlicher Beharrlichkeit an der Ursitte und merkwürdiger Kraft passiven Widerstandes besteht, und verbunden mit den christlichen Ideen, nach denen Judenthum und Christenthum von der einen Seite als zu Einer Klasse gehörig, von der andern als in zwei entgegengesetzte gespalten angesehen werden und wodurch das damals schon sehr unbedeutende Jüdische Volk eine unverhältnissmässige Wichtigkeit erhielt, haben die Juden zu dem gemacht, was sie noch jetzt unter uns sind. Ihre Lage ist daher eine kirchlich welthistorische und so merkwürdige Erscheinung, dass bereits von gewiss nicht schlechten Köpfen gezweifelt worden ist, ob sie sich überhaupt auf bloss menschliche Weise erklären lasse.

Die Mittel zu der Umwandlung dieser Lage sind nun freilich, wie man leicht einsieht, in Beziehung auf jene drei Hauptursachen:

Verschmelzung,
Zertrümmerung ihrer kirchlichen Form und
Ansiedelung;

allein so lange diese Mittel nur in einem einzelnen Staate versucht werden, wirkt die Verschmelzung nie kräftig genug, und in den religiösen Ideen wird der Contrast zwischen Christen und Juden nothwendig fortdauern, bis man überall aufhört, sich das Christenthum auf der untergeordneten Stufe des Gegensatzes zum Judenthum zu denken.

Hier sind also Schwierigkeiten, die keine Gesetzgebung, am wenigsten eine einzelne, ganz zu beseitigen im Stande ist.

Es bleibt jedoch immer klar und unleugbar, dass jede Gesetzgebung über die Juden in dem Grade besser ist als eine andre,

in dem sie die Absonderung unmerkbarer und die Verschmelzung inniger macht.

Allein hier gehen wieder zwei Systeme aus einander, das eine, das die Absonderung auf Einmal, das andre, das sie allmählig aufheben will.

Betrachtet man diese an sich, und ich möchte sagen rein logisch, so ist wohl nicht zu bestreiten, dass nur eine plötzliche Gleichstellung aller Rechte gerecht, politisch und consequent ist.

Gerecht; denn es lässt sich kein möglicher Rechtsgrund denken, warum der Jude, der alle Pflichten des Christen erfüllen will, nicht auch der Rechte theilhaftig sein soll? es müsste denn in einem Lande erweisbar sein, dass alle Juden darin nur gegen gewisse Concessionen hereingekommen, nicht, wie sie schon darin waren, bloss mit solchen Concessionen darin geduldet wären. Allein alsdann ist die politische Frage: ob man so geringer Rechte geniessende Fremde in einem Staate fortdauernd dulden soll? dagegen um so wichtiger.

Politisch; denn diejenigen, die nicht viritim und persönlich, sondern aus Vorurtheil und weil sie, als zu einer Kaste gehörig, die Schuld ihrer Mitbrüder tragen müssen, verachtet werden, zu der, selbst zur Moralität nöthigen Achtung zu bringen, ist ein Sprung, eine plötzliche Erklärung nöthig. Mag das Volk auch noch so viele gutgeartete Juden sehen; es wird nie leicht dadurch zu andern Meinungen über die Juden, als solche, selbst kommen, sondern die Einzelnen immer nur als Ausnahmen betrachten. Auch soll der Staat nicht gerade die Juden zu achten lehren, aber*) die inhumane und vorurtheilsvolle Denkungsart soll er aufheben, die einen Menschen nicht nach seinen eigenthümlichen Eigenschaften, sondern nach seiner Abstammung und Religion beurtheilt und ihn, gegen allen wahren Begriff von Menschenwürde, nicht wie ein Individuum, sondern wie zu einer Race gehörig und gewisse Eigenschaften gleichsam nothwendig mit ihr theilend ansieht. Dies aber kann der Staat nur, indem er laut und deutlich

---

*) *Im Konzept steht noch folgende Stelle: „Das sollte er und nicht der Juden, sondern der Moralität der Christen wegen lehren, dass es nie erlaubt ist, von einem Menschen, dem Gott Vernunft und ein Herz und einen freien Willen gab, wie von einem mit Instinkt begabten Thiergeschlecht zu sprechen und zu sagen: die Juden haben diese und diese Charakterfehler, sind betrügerisch, niederträchtig u. s. f. Dies aber thut er, wenn er öffentlich ausspricht."*

erklärt, dass er keinen Unterschied zwischen Juden und Christen mehr anerkennt.

Endlich consequent; denn eine allmählige Aufhebung bestätigt die Absonderung, die sie vernichten will, in allen nicht mit aufgehobenen Punkten, verdoppelt, gerade durch die neue grössere Freiheit, die Aufmerksamkeit auf die doch noch bestehende Beschränkung und arbeitet dadurch sich selbst entgegen.

Allein der ganze Grund, auf welchem das System der allmähligen Aufhebung beruht, ist, meines Erachtens, aus einer zwar ehemals angenommenen, aber auch schon längst mit Recht verworfenen Theorie der Gesetzgebung geschöpft.

Es ist nämlich dies diejenige, welche die Gesetzgebung zu einer Art Erziehung des Staatsbürgers macht;

wo sie nur immer die Mittel in Händen hat, positiv wirken will und,

von einem bestimmten Begriff des Charakters und der Cultur der Nation ausgehend, im Stande zu sein wähnt, den Fortschritt und sogar die Richtung zu einer andern Stufe leiten zu können:

da, wie es mir scheint,

der Staat nur durch Ertheilung und Beschränkung der Freiheit und dadurch hervorgebrachtes Gleichgewicht der Rechte die Bürger in Stand setzen muss, sich selbst zu erziehen;

nur dahin zu streben hat, bloss negativ zu wirken und das positive Wirken der freien Thätigkeit der Nation zu überlassen und

die Menschheit genug achten muss, um zu wissen, dass der moralische Standpunkt einer Nation sich nie genau berechnen, noch weniger aber die Entwickelung derselben sich mechanisch voraussehen lässt, indem sie vielmehr, und ganz aus innerer Kraft, wie die ganze Geschichte lehrt, oft plötzliche Impulse erhält, die, weit entfernt, sich durch die Gesetzgebung leiten zu lassen, dieselbe ihnen zu folgen zwingen;

kurz, da der Staat kein Erziehungs-, sondern ein Rechtsinstitut ist.

Um auf die Juden zurückzukommen, so geht man von einem gewissen Begriff von ihrem Charakter, in dem nun aber, genau genommen und dem Grade nach (und auf Genauigkeit und Gradbestimmung kommt es doch hier an) fast kein Staatsmann mit dem andern übereinkommt, aus; diesen Charakter will man durch künstliche Mittel verändern und, so wie man ihn nach und nach verändert bemerkt, ihnen mehr von den Bürgerrechten ein-

räumen, die sonst jeder, der sich im Staate niedergelassen hat, geniesst.

Wer nun je mit Ernst über Nationalcharaktere nachgedacht hat, der wird wissen, wie wenig bei ihrer Beurtheilung diejenige Erfahrung leistet, auf die man sich gewöhnlich beruft, und welch eine seltene Vereinigung von ächt philosophischem Sinn und schneller und feiner Beobachtungsgabe dazu gehört, wie aber, fast in gleichem Schritt mit der Grösse dieser Fähigkeiten, die Sicherheit der Ueberzeugung abnimmt, und wie endlich die Resultate so werden, dass ein vorsichtiger Mann selten allein danach Handlungsweisen bestimmen, ein gewissenhafter aber nie Ertheilung oder Verweigerung von Rechten daran knüpfen wird.

In die höchsten Schwierigkeiten verwickelt man sich nun aber gar, wenn man nun die Fortschritte der Nation zum Bessern beurtheilen will. Woran soll z. B. erkannt werden, dass die Juden der öffentlichen Achtung würdiger sind? Etwa an gesammelten einzelnen Handlungen? oder durch offizielle Rapporte von gewiss zu tausend Dingen, aber nur nicht zur Menschenbeobachtung tüchtigen Offizianten über einen Gegenstand, über den selbst das einsame Gespräch sich schwer verständigt? oder gar durch Tabellen, wie viele Juden dieses oder jenes Handwerk erlernt haben, Ackerbauer oder Soldaten geworden sind? Wenn nach solchen Aeusserlichkeiten die allgemeine Achtung einer ganzen, nur unglücklichen Nation abgewogen, nach ihnen bestimmt werden soll, ob der unbescholtenste Jude nun ein eben so gültiger Zeuge sein kann als der erste beste Christ? so ist das, glaube ich, auch mit den schlichtesten Gefühlen von Menschenwürde unverträglich.

Wollte ein Staat in diesem Punkt consequent sein, so müsste seine Gesetzgebung auch unter den Christen nach Massgabe der Cultur die Bürgerrechte ungleich vertheilen, was doch glücklicherweise noch niemand eingefallen ist.

Unstreitig würde man hierauf antworten, dass es nicht ein Unterschied in Cultur, nicht einmal in dem, was man Sitten nennt, sondern recht eigentlich in dem Punkte der Redlichkeit, dessen, was den Menschen zum Menschen macht, ist, was den Juden vom Christen auszeichnet. Allein reicht irgend eine Erfahrung hin, einer ganzen Nation ein solches Zeichen der Verwerfung aufzuheften? wäre nicht, wenn ein so widernatürlicher Zustand irgendwo existirte, das einzige Mittel, ihn zu heben, plötzliche Vertilgung dieser Meinung, da sonst der, was er auch thun möge, doch Ver-

achtete nothwendig auch verachtungswürdig bleibt? und muss nicht eine Regierung, die ein solches Anathem bei einer neuen Gesetzgebung*) ausspricht, nothwendig selbst bewirken, dass die Bessern der Nation auswandern, und nur der Abschaum zurückbleibt?

Der Punkt, wo die bei der Gesetzgebung gewiss äusserst nothwendige Kenntniss der Nation eintritt, ist, so viel ich einsehe, nicht bei dem Endzweck des Staats selbst, der Bestimmung der Rechte der Bürger, und der Grenzen seiner Wirksamkeit, sondern bei der Wahl der Mittel zur Ausführung seiner nach allgemeinen Begriffen entworfenen Pläne. Dazu reicht auch eine unvollkommene Charakterkenntniss (und eine andere ist nie möglich) hin. Denn mit den Mitteln kann man ohne Nachtheil wechseln und ihre Zweckmässigkeit nach ihrem Erfolge prüfen.

Meiner Ueberzeugung nach wird daher keine Gesetzgebung über die Juden ihren Endzweck erreichen, als nur diejenige, welche das Wort Jude in keiner andern Beziehung mehr auszusprechen nöthigt, als in der religiösen, und ich würde daher allein dafür stimmen, Juden und Christen vollkommen gleich zu stellen. Wollten die ersteren nicht zugleich die Pflichten, die alle Bürger tragen, übernehmen, so würde ich, wenn man alle Mittel, sie dazu zu bewegen, erschöpft hätte, sie lieber aus dem Lande verbannen. Denn Menschen im Staate zu dulden, die sich gefallen lassen, dass man ihnen wenig genug traut, um ihnen, auch bei höherer Cultur, die sonst gemeinsten Bürgerrechte zu versagen, ist für die Moralität der ganzen Nation im höchsten Grade bedenklich.

Was man einer völligen und plötzlichen Gleichstellung entgegensetzt, ist,

dass dies ein Sprung von einem Extrem in ein anderes sein würde, und

die Gefahr, die daraus für den Staat entstünde.

In dem Erstern liegt offenbar ein Missverständniss. Wenn ein widernatürlicher Zustand in einen naturgemässen übergeht, so ist kein Sprung, wenigstens gewiss kein bedenklicher vorhanden; diesen kann man nur da finden, wo ein widernatürlicher mit wirklicher Ueberspringung des natürlichen in einen widernatürlichen

---

*) *„selbst z. B. dadurch ausspricht, dass kein Jude soll ein gültiges Zeugniss ablegen können“ gestrichen.*

entgegengesetzter Art überginge. Wer vom Knecht zum Herrn wird, der macht einen Sprung; denn Herren und Knechte sind ungewöhnliche Erscheinungen. Aber wem man bloss die Hände losbindet, die erst gefesselt waren, der kommt nur dahin, wo alle Menschen von selbst sind.

Die Gefahr scheint wohl nur darum so gross, weil man sich auf einmal alle Juden im wirklichen Besitze der Vorzüge denkt, welche sie freilich erwerben können, aber der Natur der Sache nach doch nur einzeln und nach und nach, wie die Christen, wirklich erwerben würden.

Ich gestehe gern, dass ich die grosse Gefahr nicht einsehe. Was sie wenigstens in den Augen Aller vermindern muss, sind folgende Betrachtungen:

1. Der Staat übe eine genaue und strenge Polizeiaufsicht, und die nun gleich berechtigten Juden werden den Gesetzen, gerade wie die Christen, zu gehorsamen gezwungen sein, und dann ist keine Gefahr von ihnen zu besorgen.

2. Der Staat bestimme, wo die Beschaffenheit der Sache es erlaubt und erfordert, genau, unter welchen Bedingungen und innerhalb welcher Grenzen jedes Gewerbe getrieben werden soll, und der Jude wird, wie der Christ, gebunden sein, und kein Gewerbe wird, was doch der einzige Zweck ist, leiden können.

3. Wo der Jude ein Gewerbe zweckwidrig treibt, wie z. B. wenn er aus Ackerwirthschaft Handelswirthschaft macht, wird ihn sein eigener Vortheil bald eines Bessern belehren, und geschieht es nicht, so gehört das zu den einzelnen Fällen, die eine nicht furchtsame und kleinliche Gesetzgebung übersieht.

4. Zu Staatsämtern kann ja an sich nicht jeder Berechtigte gelangen, sondern es bedarf einer eignen Berufung des Staats. Hier hat derselbe also die Sache beständig in seiner Hand.

5. Die allgemeine Gefahr, dass die Juden die Christen verdrängen würden, ist an sich chimärisch, sie wird aber auch nur durch einen wahren Cirkel im Raisonnement zur Gefahr, indem man erst gern den Unterschied zwischen Juden und Christen politisch aufheben möchte, und dann wieder annimmt, dass es auch politisch dennoch nicht gleichgültig sei, ob ein Gewerbe, auch gleich gut, von einem Juden oder Christen getrieben werde?

Schiene indess auch so die Gefahr doch noch bedeutend, so muss man wohl bedenken,

dass dagegen diejenige, wirklich bedeutende, die jetzt aus dem

Druck und der dadurch bei mehreren Juden beförderten Immoralität entsteht, alsdann gänzlich wegfiele, und

dass die noch übrig bleibende mit jedem Tage geringer wird, da eine plötzliche Gleichstellung den Unterschied zwischen Juden und Christen sehr bald unmerklich machen würde, da hingegen bei einer allmähligen jene besorgte Gefahr nicht nur zum Theil auch vorhanden ist, sondern mit dem Unterschiede selbst, wenn nicht perpetuirlich, doch viel länger fortdauernd gemacht wird.

Wie man gegen die plötzliche Gleichstellung zu furchtsam ist, so scheint man mir bei der allmähligen, welche die doppelte Gefahr des alten und des neuen Zustandes zugleich bestehen lässt, indem man sie sich beide zu vermindern einbildet, in der That zu kühn.

Wendet man sich, nach der Darstellung dieser allgemeinen, von dem Geiste des gegenwärtigen Edicts sehr abweichenden Ansicht, zu der Beurtheilung dieses letztern innerhalb des Systems, auf das es sich gründet, so muss man gestehen, dass, einige sehr grelle und mit andern, gleichfalls in demselben enthaltenen Bestimmungen in directem Widerspruch stehende Ausnahmen abgerechnet, die Juden dadurch einen hohen und in mancher Rücksicht befriedigenden Grad der Freiheit erhalten, und, wenn sie von der moralischen Nichtachtung abzusehen im Stande sind, ihr physisches Wohlsein beträchtlich dadurch gewinnt.

Allein als allgemeine Mängel, glaube ich, kann man ihm mit Recht folgende vorwerfen:

1. bestätigt und vermehrt es durch die Anordnung, alle im Lande befindliche Juden in Verzeichnisse und Tabellen zu bringen, und durch kleinliche Aengstlichkeit, dass sich ja kein fremder ansiedele, die Absonderung zwischen Juden und Christen, welche gerade aufgehoben werden soll. § 75 verlangt die Beibringung des Beschneidungs-Attest, und § 98 werden (nicht bloss die Obrigkeiten, sondern) alle Gemeinen aufgefordert, auf die Niederlassung eines Juden unter ihnen ein wachsames Auge zu haben, da offenbar zur Erreichung des allgemeinen Zwecks es wünschenswerth wäre, dass jeder, der nicht in religiöser Hinsicht darnach zu fragen hat, ungewiss bleibe, ob jemand ein Jude sei oder nicht, wohin auch § 2 b,*) so viel sich sonst dagegen einwenden lässt, mit Recht zielt.

---

*) *§ 2 b verlangt, dass die Juden deutsche Kleidung tragen und sich den Bart scheren lassen.*

2. spricht es die moralische Herabwürdigung auf eine beinah empörende Weise aus. Denn indem es den Juden eine hohe Verstandescultur wenigstens als vollkommen möglich zuschreibt, beraubt es sie alles Vertrauens auf Rechtschaffenheit, Treue und Wahrheitsliebe. Man vergleiche hierüber die §§ 9, 10 und 30 nebst den Erläuterungen.*)

3. giebt es durch ausdrückliche Bestellung eines Ober-Rabbiners der kirchlichen Verfassung der Juden, die bei weitem mehr politisch als religiös und, wie gleich anfangs bemerkt worden, eins der grössesten Hindernisse der Verschmelzung ist, eine neue Stärke. Durch den Ober-Rabbiner, wie in den Erläuterungen gesagt ist, auf die allmählige Modificirung der Ritual-Gesetze wirken zu wollen, liegt wieder in dem System, dass der Staat überall positiv wirken soll. Man sorge, wie das Edict sehr gut thut, für aufgeklärte und gelehrte Rabbiner, bestelle ja keinen Ober-Rabbiner, als insofern es die Juden von selbst thun, mache die Bande zwischen den einzelnen jüdischen Kirchen recht locker, führe nicht eine eigne Orthodoxie unter den Juden ein, sondern befördere durch natürliche und billige Toleranz vielmehr Schismen, und die jüdische Hierarchie wird von selbst zerfallen. Die Individuen werden gewahr werden, dass sie nur ein Cärimonial-Gesetz und eigentlich keine Religion hatten, und werden, getrieben von dem angeborenen menschlichen Bedürfniss nach einem höhern Glauben, sich von selbst zu der christlichen wenden. Ihr Uebertritt, der jetzt, wo sie ihre unterdrückten Mitbrüder verlassen und die bis dahin mitgetragene Last auf sie abwerfen, um unter den vollberechtigten Christen mit dem Namen getaufter Juden belegt zu werden, nur unter besondern Umständen zu entschuldigen ist, wird alsdann wünschenswerth, erfreulich und wohlthätig sein,

*) § 9. *Insbesondere können selbige (alle inländischen Juden) alle akademischen Lehr- und Schul-, auch Gemeinde-Aemter verwalten, wie sie sich geschickt gemacht haben.*

§ 10. *Zur Verwaltung öffentlicher Staatsämter kann die jetzige Generation allgemein nicht zugelassen werden. Wir behalten Uns jedoch vor, bei vorzüglichen Fähigkeiten einzelner Subjekte, Ausnahmen von dieser Regel zu gestatten.*

§ 30. Auch bleiben die Vorschriften der Allg.Ger.Ord. Th. 1 Tit. 10 § 230 No. 12 noch für die erste Generation bestehen. —

Diese Stelle bestimmt, dass die Juden als Zeugen nicht die volle Glaubwürdigkeit der Christen haben. Die Beibehaltung dieser Vorschrift besonders für die erste Zeit ist wegen der besorglichen übeln Folgen bei der geringen Moralität, besonders der ärmern Klassen der Juden, wünschenswerth. (Aus den Erläuterungen.)

4. ist die Fassung des Edicts darin nicht zweckmässig, dass es eine so lange und zum Theil, wie in den §§ 8 und 29,*) wirklich illusorische Aufzählung der neuen Rechte der Juden macht. Soll auch jetzt und im Preussischen Staat noch der Zeitpunkt nicht gekommen sein, wo der Unterschied zwischen Juden und Christen aufhört, so ist es immer besser, zuerst kurz die Beschränkungen aufzuzählen und dann zu erklären, dass im Uebrigen Rechte und Pflichten vollkommen gleich sind. Der Jude, der vernünftiger Weise nichts als Gleichstellung der Rechte verlangen kann, erschrickt schon vor jedem langen Edict, da das, seiner Meinung nach, wahre nur wenige Zeilen enthalten könnte.

Dies vorausgeschickt, bemerke ich zu einigen einzelnen §§ noch folgendes:

§ 1—7.**)

Die von den Juden hier geforderten Bedingungen (von denen jedoch Kleidung und Bartscheeren ausgenommen werden müsste, da es jedem Bürger erlaubt sein muss, jede anständige Kleidung zu tragen, und die Juden diese Auszeichnung sehr bald von selbst

---

*) *§ 8. Alle inländische Juden geniessen gleiche bürgerliche Rechte mit den Christen, insofern diese Ordnung keine abweichende Bestimmung enthält.*

§ 29. Die Juden sind denselben bürgerlichen Gesetzen unterworfen, als christliche Glaubensgenossen und finden in Absicht ihrer bürgerlichen und rechtlichen Verhältnisse keine Abweichungen statt, als welche die jetzige Ordnung festsetzt.

**) *Diese §§ bestimmen: „Alle gegenwärtig in Preussen wohnenden, mit Schutzbriefen und Commissionen versehenen Juden und deren Familien sind als inländische Juden und preussische Staatsbürger zu betrachten (§ 1). Die Fortdauer ihrer bürgerlichen Existenz ist aber nur unter der Bedingung gestattet, dass sie sämmtlich einen festbestimmten Familiennamen führen, deutsche Kleidung tragen und den Bart scheeren lassen; bei Führung der Handlungsbücher, Unterschriften und andern zum öffentlichen Gebrauch bestimmten Schriften der deutschen Sprache und deutscher oder lateinischer Schriftzeichen sich bedienen (§ 2). Zur Erfüllung dieser Bedingungen wird ihnen eine Frist von 3 Monaten gegeben; die sie nicht erfüllen, werden als fremde Juden angesehen (§ 3). Den Familiennamen müssen sie innerhalb 6 Monaten vor der Polizeiobrigkeit erklären. Die Bekanntmachung durch die öffentlichen Blätter der Provinz auf Kosten der Interessenten (§ 4). Innerhalb der Frist wird die Polizeibehörde jedes Ortes ein namentliches Verzeichniss der geschützten und concessionirten Juden unter Beifügung der Schutzbriefe aufnehmen (§ 5). Die Provincialbehörden lassen Hauptverzeichnisse entwerfen und ertheilen jedem geschützten oder concessionirten Juden ein Zeugniss, dass er Inländer sei. Dieses Zeugniss gilt statt des Schutzbriefes (§ 6). Für die Verzeichnisse wird eine nähere Instruction vorbehalten" (§ 7).*

ablegen werden) müssten als allgemeine gesetzliche Bestimmungen nicht bedingungsweise, sondern unter Commination einer Strafe vorgeschrieben werden.

Verzeichnisse der Juden scheinen mir höchst unzweckmässig, insofern sie nemlich zur Bestimmung von Rechten und Pflichten dienen sollen. Dagegen giebt es ja Bürgerverzeichnisse und muss, dünkt mich, auch Verzeichnisse der Domicilianten und Gewerbfähigen geben, die nicht Bürger sind. Sobald eine Dorfpolizei organisirt sein wird, existirt auf dem Lande eine ähnliche Anstalt, und es werden also nun Juden eben so gut als Christen eingeschrieben. Der nicht Eingeschriebene ist bloss Reisender, Fremder, jeden Augenblick der Verweisung über die Grenze unterworfen, und daher nicht gefährlich.

Wo von einem Recht die Rede ist, das nur ein Christ ausüben kann, fordere man den Taufschein; so ist der Jude von selbst ausgeschlossen, ohne dass es eines Verzeichnisses bedarf. Nie aber müsste der Jude beweisen, dass er Jude ist. Denn wie nun, wenn ein Vater seine Söhne, auch ohne sie zu Christen zu machen, nicht beschneiden liesse? Würde der Staat ihn zwingen, sich zur Beschneidung oder Taufe zu bequemen?

Bei dieser Gelegenheit muss man, dünkt mich, den schon öfter gemachten Antrag wiederholen, die Geburten und Ehen, ausser den damit verbundenen kirchlichen Handlungen, auch durch Civil-Actus zu bezeichnen. Ueber die Unsicherheit und Unrichtigkeit der Kirchenbücher hat man oft Klage geführt, und auf jeden Fall wäre bei Ereignissen, die so wichtig für das bürgerliche Leben sind, eine doppelte Beglaubigung zuverlässiger.

§ 9. 10.*)

Diese §§ müssen, meines Bedünkens, schlechterdings umgeändert werden.

In dem Edict selbst liegt nur eine nicht recht geschickte Fassung. Der Verfasser hat gefühlt, dass eine durchgängige Ausschliessung von Staatsämtern ungerecht und unpolitisch zugleich sein würde, er hat Ausnahmen verstattet, und nur nicht bedacht, dass er auf diese Weise besser that, der Sache gar nicht zu erwähnen, da ja die Verleihung von Staats-Aemtern immer von der Wahl der Regierung abhängt.

---

*) *§ 9 u. 10 s. o. S. 105.*

Die Section der allgemeinen Polizei aber schliesst die Juden von allen öffentlichen Aemtern schlechterdings aus: dennoch lässt sie ihnen den Zutritt zu academischen, Lehr-, Schul- und Gemeine-Aemtern.

Hiergegen muss sich die Section des öffentlichen Unterrichts auf das feierlichste verwahren. Zu einem Lehrer gehört nicht bloss Talent und Wissen, sondern auch Moralität und Pflichtgefühl, und zum Wissen selbst, wenn es nicht ein auswendig gelerntes sein soll, dessen Schule und Universität besser entrathen, wird die eine und das andere erfordert. Die Section der Gewerbepolizei hat dies gefühlt, und der der allgemeinen Polizei muss der Zusammenhang beider §§ nur entgangen sein. Denn eine Nation, die man allgemein, aus Mistrauen in ihr Pflichtgefühl, von Staatsämtern ausschliesst, allgemein zu Lehrstellen zu berechtigen, heisst nicht die Nation ehren, sondern dies Lehramt herabwürdigen.

Die Section des öffentlichen Unterrichts hat nicht zu entscheiden, ob die Juden Staatsämter haben sollen oder nicht. Bleibt es aber bei der negativen Entscheidung, so muss sie darauf antragen und darauf bestehen, dass der § 9, so weit er die Schulämter betrifft, wegbleibe und auch ihr entweder die Ausschliessung der Juden zur Pflicht gemacht werde (was sie jedoch, wie keine aus einem schwankenden Urtheil über eine ganze Nation geschöpfte Beschränkung, nie gern sehen würde), oder ihr überlassen bleibe, in ihrem Kreise bloss auf individuelle Eigenschaften, ohne Rücksicht auf Abstammung und Religion, wo Religion nicht in Betrachtung kommt, zu achten. Allein eine, den ganzen Lehrstand beleidigende Aeusserung in einem öffentlichen Edict kann das Ministerium nicht stehen lassen wollen, und die Section ihrer Pflicht nach nicht übersehen.

Bei den Gemeine-Aemtern ist vielleicht auch nicht bedacht worden, dass nach gleichem Grundsatz die Juden auch in einer National-Repräsentation ihren Platz finden würden. Gewiss wäre es nun aber wunderbar, wenn der, welcher Repräsentant seiner Nation sein könnte, kein, vielleicht unbedeutendes öffentliches Amt bekleiden dürfte. Mit der von der Section der Gewerbepolizei hierin gemachten Distinction kann ich nicht einverstanden sein. Ein die Rechte vieler Mitglieder des Staats verletzendes Vorurtheil, wie das der Nichtachtung der Juden, muss der Staat nicht schonen, sondern sich geradezu gegen dasselbe erklären.

Meiner Meinung nach, müssten § 9 und 10 ganz wegfallen.

Die Berechtigung im Allgemeinen versteht sich von selbst, und der wirkliche Genuss dieser Vorzüge hängt von der Gemeine, den Behörden und dem Könige ab, und steht in ihrer Hand.

§ 12—15.*)

In Absicht der aufzuhebenden Beschränkung der ländlichen Niederlassung trete ich ganz H. St.-R. Köhler bei.

§ 18—20.**)

H. St.-R. Köhler bemerkt mit Recht, dass man den Unterschied, den man aufheben will, selbst bestätigt, wenn man die kirchliche Gemeine in politische Anordnungen mischt. Allein man thut dies auch dann, wenn man die Desertion eines Juden härter bestraft. Dass sie nicht häufig sei, dafür werden der Spott und die Vorwürfe der Christen sorgen; geschähen indess auch wirklich ein Paar Desertionsfälle mehr, muss denn der Staat jeder einzelnen Contravention so ängstlich vorbeugen?

§ 21. 22.***)

Stimme ich H. p. Köhler bei.

§ 23—26.†)

Wenn der Staat genau bestimmt, wer überhaupt fremder und wer gewerbfähiger und allen allgemeinen Lasten unterworfener

---

*) *Das Edikt will die Wohnsitze in der Regel auf die Städte beschränken; auf dem platten Lande dürfen sie nur als gemeine landwirtschaftliche Arbeiter oder als Land-Handwerker sich aufhalten und ländliche Grundstücke nur unter Bedingungen (§ 85) erwerben. Köhler will im Gegenteil den Aufenthalt auf dem platten Lande erleichtern, will sie auch dort jedes Grundstück erwerben und jedes erlaubte bürgerliche Gewerbe treiben lassen. (Köhler war Rat in der Sektion für Gewerbepolizei.)*

**) *§ 18 bestimmt: Der Militär-Conscription oder Cantonalpflicht sind die Juden ebenfalls und zwar im strengsten Sinne unterworfen. § 19. Nach Verlauf von 6 Monaten und nach Feststellung der Namen werden sie in Cantonbücher und Stammrollen eingetragen. § 20. Desertirt ein Jude, muss die Gemeinde 2 Mitglieder aus ihrer Mitte statt seiner stellen.*

***) *Während das Edikt das heiratsfähige Alter für Juden auf das 21., für Jüdinnen auf das 16. Jahr festsetzt (§ 21) und harte Strafen auf die Übertretung setzt (§ 22), will Köhler die Bestimmungen des Allg. Landrechts auch für die Juden gelten lassen.*

†) *§ 23 bestimmt: Ehebündnisse inländischer Juden bedürfen keiner Genehmigung; der Rabbiner muss sich das heiratsfähige Alter nachweisen lassen*

Einsaße sein soll, so bedarf es der Distinctionen zwischen Ein- und Ausländern bei Ehen nicht. Um von einem Fremden ein Einsaße zu werden, ist dann ein förmlicher Schritt bei Juden und Christen nöthig, der nicht ohne Vorwissen des Staats geschehen kann.

Auch tritt hier das oben über die Ehen als actus civiles Gesagte ein.

§ 30.*)

Die Abschaffung der hier allegirten Vorschriften und den Umstand, dass der Jude, auch gegen Christen, muss ein durchaus vollgültiges Zeugniss ablegen können, halte ich für das Fundament jeder irgend erträglichen Gesetzgebung über die Juden, und für die unerlässliche Bedingung jeder Reform dieser Nation. Weder in städtischen Versammlungen, noch in Schulen, noch im täglichen Leben können, ohne Veränderung aller Begriffe von Moralität, Menschen mit einander irgend menschlichen und über die blosse bürgerliche Handthierung hinausgehenden Verkehr haben, von denen die einen wegen ihrer Abstammung Misstrauen in die erste moralische Eigenschaft, die Wahrheitsliebe, gesetzlich dulden müssen, und die andern es zu hegen autorisirt sind. Viel besser bleibt es bei der alten Scheidung.

§ 36. 37.**)

Wenn die Erlangung des Staats-Bürgerrechts, welches immer verweigert werden kann, allgemein an eine ausdrückliche Autorisation durch den König gebunden würde, so bedürfte es dieser ausdrücklichen Gesetzesvorschriften nicht, da die Regierung von den Gründen, warum sie dasselbe verweigert, keine Rechenschaft zu geben schuldig ist.

---

und der Polizei anzeigen, ebenso dass die Eheschliessenden Inländer sind; § 24: Inländer können Ausländerinnen heirathen ohne Genehmigung, wenn das gesetzliche Alter nachgewiesen ist; § 25: durch Heirath mit einer Inländerin kann kein fremder Jude seine Niederlassung in Preussen begründen; § 26: Ausländische Juden sollen eigentlich im Lande nicht getraut werden; unter besondern Umständen kann eine Concession ertheilt werden.

*) *s. o. S. 105.*

**) *§ 36: Das Preussische Staatsbürgerrecht kann von fremden Juden nur mit Genehmigung des Ministers des Innern auf Antrag der Regierung gewonnen werden. § 37: Der Antrag wird begründet: durch besondere Verdienste um den Staat, ausgezeichnete Gelehrsamkeit, Unternehmung neuer, dem Ganzen wohlthätiger Anstalten. Andere Motive sind verwerflich.*

Uebrigens halte ich mit H. St.-R. Köhler die Einwanderung fremder Juden für so gefährlich nicht.

§ 38—40.*)

Der Verlust des Staats-Bürgerrechts müsste nur da Strafe des Juden sein, wo der Christ die gleiche zu erwarten hat. Das Gesetz, das den Unterschied beider Religionsparteien aufheben will, thut nicht gut, den Juden die Erlangung des Bürgerrechts als eine ausserordentliche Vergünstigung vorzustellen.

Was soll auch aus den so Bestraften werden? Sie aus dem Lande zu verweisen, ist schwierig, und sie, minder berechtigt, darin zu lassen, wie schon oben bemerkt worden, sehr bedenklich.

§ 43.**)

Scheint unnütz, da es auf dem Lande schwerlich eine zu einer kirchlichen Gemeine hinreichende Zahl jüdischer Familien geben wird. Wäre sie aber vorhanden, so ist kein Grund gegen eine Landsynagoge abzusehen.

§ 54.***)

Ist H. p. Köhlers Bemerkung sehr richtig.

§ 56.†)

Da diese Prüfung nur wissenschaftlich sein soll und ihr Zweck negativ: unaufgeklärte und unwissende Personen vom Rabbineramt auszuschliessen, nicht positiv: die Tauglichkeit zu diesem Amt zu erforschen, ist, so müssten diese Prüfungen nicht von den geistlichen und Schul-Deputationen, sondern von den wissenschaftlichen

---

*) *§ 38: Der Verlust des Staatsbürgerrechtes steht auf allen Verbrechen, die ein- oder mehrjährige Festungsstrafe nach sich ziehen; § 39: Ebenso bei Contrebande-Handel, muthwilligen Bankrott, Münzverbrechen, Einschleppen falscher Münzen, Schriftverfälschung, Diebstahl, Hehlerei, wenngleich geringere Strafe als vorgedachte darauf steht; § 40: Die Gerichtshöfe haben in allen solchen Fällen auf Verlust des Staatsbürgerrechts förmlich zu erkennen.*

**) *§ 43: Synagogen können nur in Städten errichtet werden.*

***) *§ 54: Jeder Candidat zum Rabbiner-Amt muss 3 Jahre auf einer Landes-Universität studirt haben und Zeugnisse über einen philosophischen Lehrgang und das Studium orientalischer Sprachen beibringen. Köhler will diese Bestimmung nur so lange gelten lassen, wie sie für die Christen besteht.*

†) *Die Prüfung zum Rabbiner-Amt in wissenschaftlicher Hinsicht und die Bestätigung hängt von der geistlichen Provinzial-Behörde ab.*

Deputationen geschehen, die dann gut thun würden, auch gelehrte Juden mit zuzuziehen

§ 59. 60.*)

Dass jüdische Gemeinen, die eine nur kirchliche Gesellschaft sind, einen christlichen Ober-Vorsteher haben und besolden sollen, scheint immer wunderbar. Ich glaube, es wäre genug, wenn die Wahl der Rabbiner immer nur auf ein bei der Prüfung gebilligtes Subject fallen und von der Regierung bestätigt werden müsste.

§ 66—68.**)

Ueber den Ober-Rabbiner habe ich mich schon oben erklärt. Wenn nicht die Gemeinen dessen Bestellung verlangen, müsste, glaube ich, keiner angeordnet werden.

Streitigkeiten der Gemeinen mit ihren Rabbinern entscheidet natürlich, wenn es nicht wahre Rechtsstreite sind, die Provincial-Regierung, und ist dabei Kenntniss der jüdischen Religion nöthig, so holt sie das Gutachten angesehener Rabbiner ein. In zweiter Instanz geht die Sache an die Section des Cultus. Eben diese Behörden verfügen auch über die Absetzung der Rabbiner, jedoch, wo nicht ein besonderes Staatsinteresse eintritt, mit Rücksicht auf den Willen der Gemeinen.

§ 69.***)

Das Lehrbuch für den Religions-Unterricht der Rabbiner muss allerdings vom Staate genehmigt werden. Indess muss er sich dabei in den Schranken der allgemeinen Censur halten, nicht in Religionsgegenstände eingehen wollen.

---

*) *§ 59. Der Vorstand besteht aus dem Obervorsteher, aus der Mitte des Stadt-Magistrats gewählt und 2 Vorstehern von den jüdischen Familienvätern gewählt; die Bestätigung liegt beim Magistrat. § 60. Sie müssen drei Jahre unentgeltlich dienen, ihre Wiederwahl ist gestattet. Für den Obervorsteher muss das Gehalt von den Juden aufgebracht werden.*

**) *§ 66: In Berlin wird ein Ober-Rabbiner zur Aufsicht über alle jüdischen Gemeinden der Monarchie eingesetzt; § 67: Zur Besoldung desselben tragen alle Gemeinden bei; § 68: Beschwerden der Gemeinden über ihre Rabbiner werden von ihm untersucht und geschlichtet. Die Berufungs-Instanzen sind die geistliche Provinzial-Behörde und die Section des Cultus.*

***) *§ 69: Den Religionsunterricht ertheilt der Rabbiner nach staatlich genehmigtem Lehrbuch.*

§ 70.*)

Ist sehr gut. Auch besondere katholische und wenigstens besondre reformirte Schulen sollte es nicht mehr geben.

§ 72. 73.**)

Besondre jüdische Krankenanstalten können allerdings geduldet werden. Aber die Juden müssten doch von den allgemeinen christlichen nicht ausgeschlossen sein, und eben darum ist es gut, dass sie zu der Erhaltung derselben beitragen.

§ 76—80.***)

Meiner Ansicht nach, geht diese Aufsicht des Staats, wie viele Juden oder Christen dieses oder jenes Gewerbe treiben sollen, viel zu sehr in ein kleinliches Detail. Allein da der Staat einmal öfter solche Bestimmungen macht und wenigstens bisher ja auch der Adel nicht bürgerliche Gewerbe treiben durfte, so lassen sich diese Beschränkungen allenfalls vertheidigen.

§ 81—93.†)

Trete ich H. p. Köhler bei.

---

*) *§ 70: Zum sonstigen Unterricht für ihre Kinder können sich die jüdischen Glaubensgenossen Hauslehrer oder der bestehenden öffentlichen Schulen bedienen. — Besondere jüdische Schulen werden nicht geduldet.*

**) *§ 72: Jüdische Kranken- und Armen-Anstalten sind nach den Vorschriften für Privatstiftungen zu behandeln; § 73: Ihr Dasein schliesst die Concurrenz zu den öffentlichen Anstalten dieser Art nicht aus.*

***) *§ 76: Handel in allen Städten der Monarchie ist erlaubt; § 77: Damit sie sich anderen Berufen zuwenden, soll in grossen Städten auf 10, in kleinen auf 6 christliche Kaufleute sich je 1 jüdischer in der Folge ansetzen dürfen; § 78: Dieser darf allen Handel, ausgeschlossen Trödelkram, welcher keinem Juden nachgelassen wird, treiben; § 79: Darf auch Mäkler werden; § 80: Sind in den Städten mehr vorhanden, wird keine neue Niederlassung gestattet, bis die Normalzahl erreicht ist.*

†) *§ 81: Bei der Ansiedelung ist das Gleiche wie bei christlichen Kaufleuten zu beobachten; auch haben sie gleiches Verhältniss zur kaufmännischen Corporation wie diese; § 82: Gleiches gilt für andere jüdische Gewerbetreibende; § 83: Ländliche Grundstücke dürfen sie nur mit polizeilicher Genehmigung erwerben; § 84: Die Genehmigung wird unter der Bedingung ertheilt, dass der jüdische Acquirent sich verpflichtet a) auf solchen landwirthschaftlichen Gütern, wozu keine Bauern gehören, binnen 6 Jahren den vierten Theil seiner Dienstleute aus Glaubensgenossen zu nehmen; b) bei Erwerbung von Gütern, zu denen Bauern gehören, sämmtliche Dienstbauern dienstfrei zu machen und alle Bauernhöfe binnen 3 Jahren Dienst-, Getränks- und Mühlenzwangsfrei erblich an die Inhaber aus-*

§ 94.*)

Ist der Ausdruck Geldgeschäft wohl zu unbestimmt.

§ 97.**)

Die Angeberei in den Verhältnissen der Juden zu den Christen zu befördern, dürfte wohl, bei dem noch an vielen Orten bestehenden Hass, sehr bedenklich sein und nicht zum gewünschten Zweck der Verbindung beider Religionsparteien führen.

§ 102—122.***)

Dass Juden, die nicht auf die vorhin gesagte Weise Staatsbürger geworden sind, kein bürgerliches Gewerbe treiben dürfen, ist sehr billig, sollte aber auch von den Christen gelten. Denn wer Gewerbe treiben will, muss auch die Lasten des Staats mit tragen helfen. Allein dass bloss reisende Juden Geleitsscheine haben, nur 24 Stunden bleiben sollen u. s. f., sind gehässige Maassregeln, welche die Trennung zwischen Juden und Christen perpetuirlich machen, und, wofern gehörige Polizei-Aufsicht beobachtet wird, nie nothwendig sein können.

Schliesslich dürfte vielleicht eine Bemerkung nicht am un-

zuthun; §§ 85—88: Strafen, wenn die Bedingungen nicht eingehalten werden; § 89: Mühlen, Krüge, Schänken u. s. w. dürfen in der Regel nicht von Juden besessen werden; § 90: Zur Anlegung von Fabriken auf dem Lande ist Erlaubniss nöthig; § 91: Juden dürfen auf dem Lande keinen Handel treiben; §§ 92 bis 93: Strafen bei Zuwiderhandeln. — Köhler will §§ 83—88 wegfallen lassen, bei §§ 89 und 90 will er Mühlen zulassen.

*) *§ 94: Geldgeschäfte mit den christlichen Insassen zu treiben oder an sie Waaren auszuborgen ist auf dem platten Lande verboten.*

**) *§ 97: Von allen diesen Strafen enthält der Angeber eine Hälfte, eine fromme Stiftung die andere.*

***) *§ 102: Als fremde Juden gelten Ausländer oder solche, die sich § 2 nicht unterwerfen; §§ 103—106: Ihnen ist die Niederlassung verboten; sie dürfen nicht Rabbiner oder Kirchenbediente werden, nicht Lehrburschen oder zu Gewerbezwecken verwendet werden; Strafen für die Gemeinden bei Zuwiderhandeln; §§ 107—122: Der Eintritt fremder Reisenden ist gestattet, doch müssen sie einen Pass haben und einen Geleitschein lösen; Strafen beim Unterlassen, beim Verlassen der Route, beim Betteln und Hausiren; sie dürfen in keinem Ort länger als 24 Stunden weilen, dann müssen sie der Polizei Anzeige machen und die Zustimmung zu längerem Aufenthalt erbitten; der Geleitschein für den Ort darf nicht über 14 Tage lauten, ausser bei Messen; im ganzen Vierwochenscheine für durchreisende fremde Juden.*

rechten Orte stehen, welche nothwendig die Behutsamkeit bei einem neuen Gesetz über die Juden verdoppeln muss.

Der jetzige Zustand dieser Nation führt allerdings sehr grosse äusserliche und gleichsam physische Nachtheile mit sich, allein moralisch wirkt die Nichtachtung, in welcher sie steht, weder auf sie selbst noch auf die Christen sehr stark. Denn man sieht diesen Zustand als ein Ueberbleibsel alter Barbarei und ehemaliger Vorurtheile an und setzt voraus, dass der Staat selbst ihn missbilligt, allein nur durch manche damit verknüpfte Schwierigkeit von der Abänderung desselben zurückgehalten wird.

Allein in einem neuen Gesetz spricht die Regierung die Meinung aus, welche sie jetzt von den Juden und der Möglichkeit ihrer bürgerlichen Verbesserung hegt, und diese Meinung muss nun nothwendig von der grössesten Wichtigkeit sein, zugleich die allgemeine der Nation zu bestimmen. Eine nicht ganz weise neue Gesetzgebung über die Juden hebt daher zwar vielleicht viele physische Nachtheile auf, läuft aber Gefahr, auch vielleicht noch grössere moralische, als selbst der jetzige Zustand (durch Misleitung der allgemeinen Meinung und Befestigung der alten Vorurtheile) nach sich zu ziehen.

17. Juli 1809.

Humboldt.

XXII., XXIII. Über städtische Schuldeputationen.

Ende Juli 1809.

(Eigenhändige Konzepte im Kultusministerium.)

Die Städteordnung setzte im § 179 fest, daß in jeder Stadt errichtet werden sollen a) eine Deputation für die äußern Angelegenheiten der städtischen Schul- und Erziehungs-Anstalten, gemischt aus dem Magistrat und den Stadtverordneten; b) eine Behörde für die innern Angelegenheiten des Schulwesens. Humboldt beauftragte Süvern mit dem Entwurf einer Verordnung zur Ausführung dieser Bestimmungen und schrieb selbst die beiden Gutachten darüber. Sie sind undatiert. Süverns Entwurf war am 23. Mai 1809 vollendet; das Votum von Nicolovius, das dem Humboldtschen folgte, ist vom 28. Juli datiert; in die Zwischenzeit fällt das Humboldtsche erste, während das zweite nach Lage der Akten Ende Juli verfaßt ist. Wir geben zur Erläuterung die entsprechenden Paragraphen des Süvernschen Entwurfes in den Anmerkungen.

XXII. Humboldts Votum zu dem von Süvern entworfenen Plan für städtische Schuldeputationen. Juni-Juli 1809.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums.)

§ 1.*)

Eine so strenge Trennung der Mitglieder für gelehrte und Bürgerschulen halte ich nicht zweckmässig.

Die höchste Zahl der Mitglieder würde ich auf 6, die geringste auf 2 setzen.

Eine eigene Direction für die Berlinischen 5 Gymnasien scheint mir, da die Section am Orte ist, durchaus überflüssig. Ein Mitglied der Section, wozu ich, sobald er als Director der wissenschaftlichen Deputation unter uns sitzt, Wolf bestimme, reicht vollkommen dazu hin, und bei Schul-Directionen ist das Homerische *εἱς κοιρανος ἐστω!* sehr gut.

Die beiden magistratischen Gymnasien müssten schon unter dem Stadt-Collegio stehen. Allein dies schadete auch nicht, da sie auch jetzt dem Ephorat des Magistrats unterworfen sind, und das Stadt-Collegium wieder unter der Section steht.

§ 2.**)

Die Hälfte der Mitglieder müsste aus Litteratis bestehen, und diese müssten von der Regierung aus 3 Vorgeschlagenen gewählt

---

*) *§ 1 in Süverns Entwurf lautet: Die Behörde für die innern Angelegenheiten des städtischen Schul- und Erziehungswesens, oder das städtische Schul-Collegium bestehet, je nachdem es in einer Stadt eine oder mehrere Gelehrten-Schulen giebt, aus einem oder verhältnissmässig mehreren sachverständigen Mitgliedern für diese, und in einer verhältnissmässigen Anzahl sachverständiger Mitglieder für die übrigen Schulen; in Städten, wo keine Gelehrten-Schule ist, aus den letzteren allein. Die Zahl der Mitglieder der Schul-Collegien nach dem Verhältniss der Einfachheit oder Weitläufigkeit des Schulwesens in verschiedenen Städten zu bestimmen, bleibt den Magistäten, unter Genehmigung der Regierungen, überlassen. Städte, die nach den Bestimmungen des § 10 der Städte-Ordnung unter die kleinen zu rechnen sind und wenig Schüler besitzen, haben gar kein Schul-Collegium, sondern in ihnen wird für die innern Angelegenheiten der Schulen ein sachverständiges Mitglied der Schul-Deputation der Stadtverordneten zugesellt. In Berlin, dessen fünf Gymnasien unmittelbar unter der Section des öffentlichen Unterrichts stehen, wird für diese eine besondere Direction und für alle übrigen Lehr- und Erziehungsanstalten ein besonderes Schul-Collegium formirt.*

**) *§ 2. Zu jeder Stelle im städtischen Schul-Collegio schlägt die Schul-Deputation*

werden. Die andre Hälfte wählten die Stadtverordneten frei und suchten bloss verständige, rechtliche und bei den Bürgern beliebte Leute.

Die Königlichen Institute gehören nur vermöge ausdrücklicher Bestimmung zur Aufsicht der Schul-Collegien; die Privat-Institute insofern sie der Polizei unterworfen sind.

§ 3.*)

Statt der Nothwendigkeit eines geistlichen Inspectors, als Mitgliedes, würde ich verordnen, dass der, oder die ersten Geistlichen der Stadt, nach ihren Sprengeln, das Recht und die Verbindlichkeit hätten, den Religions-Unterricht zu controlliren und darüber dem Schul-Collegio ihre Bemerkungen mitzutheilen, und jedoch nur für diesen Punkt, sich als Mitglieder desselben zu geriren.

§ 4.**)

Der Director muss immer wissenschaftlich gebildet seyn und also zu den von der Regierung gewählten Mitgliedern gehören.

§ 6.***)

Ausnahme der Königlichen Institute.

---

der Stadtverordneten gemeinschaftlich mit dem Magistrate der respectiven Regierung drei Subjecte vor, aus welchen diese eins ernennt. Ebendies geschieht in Ansehung des Mitgliedes der Schul-Deputation für die innern Angelegenheiten in kleinen Städten. Die Regierung behält sich diesen Antheil an der Besetzung der Schul-Collegien vor, weil ihre Aufsicht sich nicht nur auf die Institute, welche magistratualischen Patronats sind, sondern auch auf die königlichen und Privatinstitute erstrecken soll. Eingesetzt werden indess die Ernannten von den Magisträten.

**) § 3: Bei der Wahl der Mitglieder der Schul-Collegien kommt es hauptsächlich darauf an, dass sie des Schul- und Erziehungswesens kundig und wissenschaftlich gebildet sind. Es dürfen daher nicht gerade lauter Geistliche, sondern es können auch geschickte Männer andrer Stände, vorzüglich müssen praktische Pädogogen dazu gewählt, und wo Schulen verschiedener Confessionen in einer Stadt sind, muss bei der Formation des Schul-Collegii Rücksicht darauf genommen werden. Immer aber muss ein geistlicher Inspector Mitglied des Schul-Collegii seyn. Zu wichtigen allgemeinen Berathschlagungen kann dieses aber in grossen Städten sämtliche Schul-Directoren, -Inspectoren und -Rectoren, in kleinren sämtliche Prediger und erste Lehrer zusammenberufen.*

***) § 4. Jedes städtische Schul-Collegium hat einen Director, der in den Conferenzen den Vorsitz hat, die Deliberationen leitet, und die Geschäfte unter die Mitglieder vertheilt. Die Regierung bestimmt ihn aus den Mitgliedern des Collegii.*

****) § 6. Die Sphäre jedes städtischen Schul-Collegii erstreckt sich auf alle in der Stadt befindlichen pädagogischen Institute, sowohl auf die Erziehungs- als*

§ 7—10.*)

Diese §§ bestimmen, meines Erachtens, die Rechte viel zu weit, und beschränken dadurch die Wirksamkeit der Rectoren, die viel zu sehr untergeordnet werden. Mir scheint vielmehr das wahre Mittel die Schulen zu heben, gute Rectoren zu wählen, und diesen viel Freiheit zu lassen. Das Schul-Collegium muss mehr ein inspicirendes, als selbst befehlendes seyn. Ich würde es so bestimmen.

Den Gegenständen nach erstreckte sich die Aufsicht des Schul-Collegii auf alles was das Innere der Schule betrifft, also Unterricht und Erziehung ohne Ausnahme.

Allein bei diesen Gegenständen ist seine unmittelbare und eigentliche Bestimmung die Aufsicht auf die Beobachtung der allgemeinen Gesetze und die besondern Verfügungen der Oberbehörde, mit einem Worte auf die Pflichterfüllung.

Dadurch bestimmt sich nun auch die Gränze der Aufsicht auf öffentliche und Privatanstalten. Den letzten muss die Freiheit gelassen werden, welche der Staat ihnen zugesteht.

Innerhalb des Kreises, den die Oberbehörde und das Gesetz

---

auf die Lehr-Anstalten, ohne Unterschied, ob sie protestantisch oder katholisch, öffentliche oder Privatanstalten, Knaben- oder Mädchen-Institute, für Arme oder Bemittelte bestimmt sind; auch die königlichen Erziehungs- und Lehr-Anstalten werden zur Vereinfachung der Behörden ihnen untergeordnet.

*) *Süvern bestimmt in diesen §§: Gegenstand der Thätigkeit des Schul-Collegii ist die innere Verfassung der Anstalten: Erziehung, Unterricht, Disciplin etc., aber nicht eigentlich Besetzung der Stellen, Gehalt, Schulgeld, also die äussere Verfassung. Aber auch hinsichtlich der innern steht ihm nur die Ausführung von Massregeln, die höhern Ortes vorgeschrieben, und die Inspection über die Einrichtungen zu. Es erhält also die höheren Ortes ergangenen Verfügungen und sorgt für zweckmässige Ausführung. Es ist verpflichtet, sich in einer ununterbrochenen anschaulichen Kenntniss des gesamten ihm unterstellten Schulwesens zu erhalten durch die Berichte der Schulvorsteher und Inspektoren, durch die ihm vorzulegenden und von ihm zu approbirenden Lectionsverzeichnisse, durch Conferenzen mit den Lehrern der einzelnen Schulen, durch Revisionen und Visitationen und Beiwohnung der Prüfungen; nach solchen Prüfungen theilt das Collegium den Lehrern seine Bemerkungen mit. Alle Nachrichten an die Oberbehörden werden durch dieses ertheilt; es ist befugt, allen bei den Instituten für den innern Zustand angestellten Personen Erinnerungen und Anweisungen zu geben, denen Folge geleistet werden muss. Es ist die erste Behörde für Streitigkeiten der Lehrer untereinander, für Beschwerden der Schüler über Lehrer, die es gütlich auszutragen sich bemüht, und muss zu jeder Entfernung schlechter Subjecte aus den öffentlichen Instituten seine Genehmigung geben.*

frei lassen, darf die Stimme des Rectors nicht weniger, sondern muss mehr gelten, als die des Schul-Collegiums. Lehrbücher, Lehrmethode und Lectionsplan, ferner Methode der Disciplin, insofern nicht dadurch bestimmte Vorschriften überschritten werden, hängen lediglich vom Rector ab. Das Schul-Collegium kann und muss sich darum bekümmern, kann aber nur Rath ertheilen, und wo er nicht befolgt wird, sich an die Ober-Behörde wenden.

Dadurch bestimmt sich nun auch das Subordinationsverhältniss der Rectoren. Gehorchen dürfen sie bloss, wo sie zur Pflicht zurückgerufen werden; nicht aber, wo man ihnen innerhalb der Schranken ihrer gesetzmässigen Freiheit, andere Wege vorschreiben will.

Hierin erreicht das Schul-Collegium vielmehr nur dann seinen Endzweck, wenn es sich mit den Rectoren zusammen zum deliberations Collegium macht, gemeinschaftlich mit ihnen handelt, nicht vergisst, dass seine Pflicht nicht bloss ist, den Rector zu controlliren, sondern vielmehr ihn zu unterstützen, seinen Vorschlägen beim Collegium der Stadtverordneten, dem Magistrat und der Oberbehörde Eingang zu verschaffen, und seine Rechte zu vertreten. Denn dies Collegium soll ja vorzüglich dienen, die Bande zwischen Stadt und Schulen enger zu machen, wozu das der Stadtverordneten, etwa weil es sich nicht auf die Beurtheilung der innern Güte der letzteren einlassen kann, minder geschickt ist.

Die Oberbehörde wendet sich daher auch, wenn sie will, unmittelbar an die Rectoren, und diese ebenso an sie.

Die Stellenbesetzung gehört gewiss bei Schulen zu den Internis und also zum ressort des Schul-Collegii. Um aber die Stadtverordneten nicht auszuschliessen, so schlägt das Collegium diesen die 3 der Oberbehörde zu praesentirenden Mitglieder vor, und nur derjenige unter diesen fällt aus, der $^2/_3$ der Stimmen der Stadtverordneten gegen sich hat. Für den Ausfallenden schlägt das Collegium einen andern vor.

§ 11.*)

Sehr gut.

**) § 11 bestimmt, dass zu den Inspektionsgeschäften über weibliche Erziehungs- und Lehranstalten einige der achtbarsten und verständigsten Frauen der Stadt hinzuzuziehen und ihre Aufmerksamkeit nicht bloß auf die Handarbeiten, sondern auf die ganze Erziehung und Unterweisung der Mädchen zu lenken sei.*

§ 14.*)

Ist im vorigen schon mit bestimmt.

§ 17.**)

Fände nur noch statt, wenn Königliche Institute den Magisträten mit anvertraut würden.

§ 18.***)

Ist genau genommen schon in den vorigen allgemeinen Bestimmungen enthalten.

Humboldt.

XXIII. Über Schul-Kollegien. Ende Juli 1809.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums.)

Zur Erläuterung der inliegenden Entwürfe, die, wenn man einmal über die Grundsätze einig ist, einer noch sorgfältigeren Redaktion unterworfen werden sollen, können noch folgende Bemerkungen dienen.

Es scheint vielleicht, dass durch ein Schul-Collegium, das auch die innern Schulangelegenheiten in seinen Geschäftskreis zieht, eine überflüssige, hier und da vielleicht sogar hinderliche Zwischen-Instanz gebildet wird.

Allein für eine solche Einrichtung sprechen auf der andern Seite folgende Gründe:

1) Die St. O. setzt schon wirklich § 179 solche Behörden fest, und ihre Organisation wird hier vielmehr vereinfacht, da man die äussern und innern Angelegenheiten nur Einem und ebendemselben Collegio übergibt.

2) Da die Magisträte einmal eine gewisse Aufsicht auf die

---

*) *§ 14: Die Magistrate sollen bei den Wahlen der Lehrer das Gutachten des Schul-Collegii einholen und beachten.*

**) *§ 17: Anträge in Betreff der äussern Angelegenheiten Königlicher Institute können die Schulcollegien nur bei den vorgesetzten Königlichen Behörden machen.*

***) *§ 18: Die äussern Angelegenheiten der Privatinstitute gehen das Schulcollegium eigentlich nichts an, doch hat es darauf zu sehen, dass keiner ein solches anlegt, ohne königliche Approbation, und keine Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen annimmt, wenn sie solche nicht besitzen. Auch schädliche Einrichtungen und Missbräuche hat es zu moniren oder der höhern Behörde anzuzeigen.*

Schulen ausüben müssen und auch bis jetzt durch das Patronat und Ephorat wirklich ausübten, so ist es wichtig, für die Organisation eines Collegii zu sorgen, durch welches sie sich ausschliesslich diesem Geschäft unterziehen.

3) an denjenigen Orten, welche nicht selbst Regierungssitze sind, fehlt es, ohne ein solches Collegium, den geistlichen und Schul-Deputationen selbst an einem Organ auf die Schulen gehörig einzuwirken, und sogar nur ihren Zustand genau kennen zu lernen.

4) scheint es nicht einmal wünschenswürdig, den Magisträten, wenn es auch geschehen könnte, die Aufsicht auf das Schulwesen oder selbst das Patronatsrecht ganz zu entziehen. Es ist keine wahre Theilnahme der Bürgerschaft und der Stadtobrigkeit am Schulwesen denkbar, wenn ihnen nicht, sogar ein bedeutender Einfluss auf dasselbe verstattet wird: von einer solchen Theilnahme aber kann man sich mit Recht theils für die Unterstützung desselben, theils für die Benutzung der Anstalten und die eigene häusliche Erziehung grossen Gewinn versprechen; und ist diese Theilnahme einmal hervorgebracht und gehörig geleitet, so wirkt sie weniger unterbrochen und gleichmässiger als Staatsbehörden es thun können, die weit mehr dem Wechsel der Personen und Grundsätze und dem Einflusse politischer Ereignisse unterworfen sind.

Alle jetzt anzuordnenden Aufsichtsbehörden behalten aber auch einen hinlänglich geschiedenen Wirkungskreis. Es gibt nemlich nach dem gegenwärtigen Entwurfe für jede Schule folgende drei:

1) Die Directoren oder Rectoren,
2) das städtische Schul-Collegium,
3) die Staatsbehörden, nemlich die geistliche und Schul-Deputation der Provinz und die Section des öffentlichen Unterrichts.

1) Den Rectoren in allen Sachen des Unterrichts und der Disciplin, soviel als möglich, freie Hand zu lassen und ihnen in ihrem Wirkungskreis eine grosse Autorität zu erhalten, ist das kräftigste Mittel, die Schulen zu heben, und muss daher in dem künftigen Reglement als Grundsatz bestimmt ausgesprochen werden.

Der Rector ist also zwar der Aufsicht des städtischen Schul-Collegium insofern unterworfen, als dieses seine Schule revidiren und visitiren und von ihm Rechenschaft über die Erfüllung seiner Verbindlichkeiten und die Befolgung der in Schulsachen ergangenen

Verfügungen fordern kann; allein übrigens und in allem, was nicht gesetzlich bestimmt ist, bleibt er gänzlich frei und handelt nach eigener Einsicht. Wo er Unterstützung von der gesamten Bürgerschaft oder Schutz gegen einzelne Mitglieder derselben braucht, wendet er sich an das städtische Schul-Collegium; wo er gesetzlicher Vorschriften bedarf, an die geistliche und Schul-Deputation, bei der er auch Klage führt, wenn das städtische Schul-Collegium seine Gränzen überschreitet. Ausserdem bleibt ihm zugleich der Weg an die Section immer offen.

2) Das städtische Schul-Collegium hat eine dreifache Verbindlichkeit

a) die Schulen und ihre Rectoren zu unterstützen und ihr Bestes sowohl bei der Bürgerschaft, als bei den Staatsbehörden zu befördern.

b) mit den Rectoren und Lehrern, wo sich Gelegenheit dazu darbietet, über die zweckmässigsten Massregeln im Unterricht und Disciplin, da wo keine gesetzlichen Vorschriften bestimmte Gränzen ziehen, zu berathschlagen; und gemeinschaftlich, jedoch immer nur durch Vorschläge und Rath, nicht befehlend, zu einer Verbesserung der Schulen beizutragen.

c) eine zwar möglichst liberale, aber auch strenge und genaue Aufsicht auf die Schulen zu führen, um für die Erfüllung der Pflichten der Schulbedienten, und für die pünktliche Befolgung der besonderen Verfügungen der Oberbehörden verantwortlich seyn zu können.

3) Die Staatsbehörden endlich haben die gesetzliche Gewalt in Händen, und üben die oberste Controlle sowohl über die Schulen und ihre Lehrer und die städtischen Schul-Collegien selbst aus.

XXIV., XXV. Plan zur Organisierung der Medizinal-Sektion im Ministerium des Innern.

Juli-August 1809.

(*Konzept und Abschriften in den Akten des Kultusministeriums, Abschrift im Geh. Staatsarchiv.*)

Die Medizinalbehörde gehörte auf Grund der Verordnung vom 24. November 1808 ebenfalls zum Ministerium des Innern. Dohna faßte Humboldt als Chef auch dieser Sektion ins Auge und beauftragte ihn, einen Plan zu ihrer Organisation auszuarbeiten. Der erste Entwurf (No. XXIV) hat die Form einer Denk-

schrift an Dohna und ist Königsberg, den 26. Juli 1809, datiert (Konzept mit eigenhändigen Korrekturen und Abschrift in den Akten des Kultusministeriums); daraus wurden dann bestimmte Stellen herausgehoben und paragraphiert, und dieser Plan No. XXV) am 2. August an Dohna gesandt, der einige kleine Zusätze machte. Wir geben die Denkschrift ohne die in den Plan übergegangenen Stellen und den Plan mit den Varianten aus der Denkschrift.

XXIV. Denkschrift über die Organisation des Medizinalwesens. 26. Juli 1809.

Ew. Excellenz haben die Güte gehabt, mir aufzutragen, einen Plan für die neue Organisation der obern Medizinalbehörde aufzusetzen, und dabei von dem Gesichtspunkt auszugehen, dass dieselbe unter einem und eben demselben Chef mit der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts stehen solle. Ich habe mich zu diesem Behuf mit den wenigen hier vorhandenen Acten bekannt gemacht, auch mündlich mit sachkundigen Personen Rücksprache genommen, und wage es hiernach Ew. Excellenz, meine Ideen mitzutheilen; ich muss indess dabei vorläufig gestehen, dass es mir noch an gehöriger Lokalkenntniss fehlt, um vollkommen sicher zu seyn, nicht vielleicht in Personen und Sachen selbst nicht unwesentliche Verhältnisse übersehen zu haben.

Zur Grundlage der ganzen Organisation der obersten Medizinalbehörde habe ich natürlich die Verordnung vom 24. November 1808 genommen. Diese bestimmt ihre Gränzen und Verhältnisse zu andern Sectionen. Bloss das zur Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts wird noch einer genaueren Festsetzung bedürfen, wovon weiter unten bei den Bildungsanstalten Gelegenheit zu reden seyn wird.

Die obere Medizinalbehörde tritt im Ganzen in eben dasselbe Verhältniss zum Ministerio des Innern, in welchem alle andern Sectionen zu denselben stehen, und wenn sie auch Einen Chef mit der Section für den Cultus und öffentlichen Unterricht hat, so bilden doch beyde immer zwey verschiedene Collegia. Diese Bestimmung scheint mir nothwendig, weil die Führung der Geschäfte beyder doch nicht ganz dieselben Kenntnisse voraussetzt, und eine für die allgemeine Polizei so wichtige Branche, als das Medizinalwesen ist, leiden könnte, wenn sie nur als eine blosse Unterabtheilung jener Section angesehen würde. Die obere Medizinalbehörde heisst daher

Section für das Medizinalwesen im Ministerio des Innern.

Die Räthe dieser Section haben das Recht, den Sitzungen des Pleni des Ministerii des Innern beizuwohnen, die Section stattet monatlich, wie alle übrigen, einen Generalbericht an den Minister des Innern ab, und ihr Haupt-Etat wird von ihm vollzogen.

Gegen die in der Verordnung vom 24. November 1808 angegebene Zusammensetzung der Medizinal-Section lässt sich mit Grunde einwenden, dass sie unter 4 Personen nur 2 Aerzte zulässt, und wenn man annimmt, dass, bei Gleichheit der Stimmen, der Chef entscheidet, 3 Laienstimmen gegen 2 sachkundige aufstellt. Dies ist unstreitig zweckwidrig, die Ober-Medizinalbehörde muss, soviel möglich, bloss aus Aerzten bestehen; da es offenbar viel leichter ist, dass diese sich die nöthige Geschäftskenntniss erwerben, als dass Geschäftsleute mit Verstand über medizinische Gegenstände urtheilen, auch die Fehler, die aus dem Mangel der erstern entstehen können, bei weitem leichter zu heben, und minder gefährlich sind.

Meiner Meinung nach, muss alles, was irgend technisch ist, in diesem Collegio allein mit dem Chef durch Aerzte, und ausnahmsweise gegen den Geschäftsgang in den andern Sectionen, schlechterdings streng durch Stimmenmehrheit entschieden werden. Damit auch die Stimme des Chefs keinen Schaden thun könne, so muss die Zahl der Aerzte darin gleich seyn, und er bloss bei vollkommener Stimmengleichheit den Ausschlag geben. In diesem Fall, wo er zwei Aerzten gegen zwei Aerzte beitritt, ist niemals Gefahr zu besorgen.

[Es folgen § 3, 4, 5, 6 des endgültigen Planes mit den dort angegebenen Varianten.]

Ich kann nicht umhin, hier einen Gedanken zu äussern, der die Organisation aller wissenschaftlichen Anstalten betrifft, und mit Herrn Geheimen Staats-Rath v. Bosse näher zu überlegen seyn dürfte. Es giebt im Ministerium dreyerlei Arten der wissenschaftlichen Deputationen

die für die Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts
die für das Medizinalwesen, und
die im Plenum der technischen Deputation vereinigten.

Es ist wünschenswerth, dass jedes Fach in irgendeiner dieser Deputationen seine ihm angewiesene Stelle finde, allein es würde in der That nicht zweckmässig seyn, und die Kräfte des Staats übersteigen, wenn jede dieser Deputationen alle ihre Mitglieder besolden sollte. Auch zöge dann mancher Gelehrte bloss aus den Deputationen doppelte Besoldung. Dies könnte vermieden werden,

wenn jede Deputation besoldete und unbesoldete Mitglieder hätte, und wo es nöthig wäre, die Besoldeten der einen zugleich Unbesoldete der andern würden. Theilten sie sich alsdann in die verschiedenen Wissenschaften, so nähme:

die des öffentlichen Unterrichts die allgemeinen philosophischen, mathematischen und historischen Wissenschaften,

die für das Medizinalwesen bloss die eigentlich medizinischen,

die sogenannte technische aber alle auf den Universitäten uneigentlich zur philosophischen Facultät gerechneten auf, als die einzelnen vorzüglich die angewandten Theile der Mathematik, die speziellen Naturwissenschaften, Chemie u. s. f.

Würde dies ausgeführt, so verringerte sich die Zahl der besoldeten Mitglieder in der medizinischen Deputation schon von selbst um vieles.

Zweige in den Provinzen brauchte die medizinische Deputation ausser den Medizinal-Commissionen der Regierungen, nicht zu haben.

[Es folgen § 7 und 8 mit den Varianten.]

Dass endlich die Verbindung beider Sectionen unter Einem Chef, ohne Verschmelzung derselben in die nemliche Behörde, am besten sichert, dass jede, da ihre Tendenz in der That, indem die eine eine ganz allgemeine, fast durch nichts Positives bedingten, die andre grösstentheils zugleich einen politischen und sogar polizeilichen Zweck hat, doch sehr verschieden ist, ihre Selbständigkeit unvermischt bewahrt, und doch beide frei und ungehindert zum gemeinschaftlichen Staatszweck zusammen wirken, leuchtet von selbst in die Augen.

Die andern drei Gattungen der Bildungsanstalten hängen dagegen allein von der Medizinalsection ab, nur hat die Unterrichtssection eben den Einfluss auf dieselben, der im Vorhergehenden der Medizinal-Section auf die Universitäten eingerämt ist, nemlich durch die Beiordnung eines Mitgliedes, die Mitwirkung der wissenschaftlichen Deputation der Unterrichtssection, welcher sich die Medizinalsection zu allem, was nicht bloss medizinisch bey diesen Bildungsanstalten ist, bedient, und durch die freie, aber fortwährende Verbindung beider Sectionen mit einander.

Die zweite oben angegebene Gattung der Bildungsanstalten existirt eigentlich, soviel mir bekannt ist, nirgend. Denn die praktischen Anstalten der Universitäten selbst sind davon verschieden. Allein es könnte gewiss nicht ohne Nutzen, auch nach vollendeten

Universitätsstudio und geschehener Promotion, noch einen Unterricht am Krankenbett nun, wo nicht mehr zu fürchten ist, den Zögling zu zerstreuen, in einem grossen Hospital geben, da die Universität immer ein kleines vorziehen muss.

[Hier folgt § 9 und daran schließt sich folgende Ausführung über die vierte Gattung, d. h. Ärzte ohne wissenschaftliches Studium.]

Meine Meinung darüber ist folgende:

1) Das Vorurtheil, dass gar kein Arzt, wohl aber ein Wundarzt ein Unstudirter seyn könne, muss aufhören;

2) noch mehr, dass jeder Bader zum Wundarzt und dadurch auch zum Pfuscher als Arzt bestimmt sey;

3) ich halte es für unmöglich, dass es überall studirte d. h. wissenschaftlich gebildete Aerzte geben;

4) es scheint mir sehr bedenklich, Leute, die studirt haben, und doch in der Prüfung nicht so gut bestehen, dass man sie als Aerzte zulassen will, auch nur unter Aufsicht cursiren zu lassen. Sie werden immer arrogant bleiben und trotz aller Aufsicht doch eigenmächtig handeln, auch geht auf dem verunglückten Wege zur Wissenschaft meistentheils der gesunde bon sens mit verloren, und verwirrte Erinnerungen von Krankeitsfällen und Curmethoden verdunkeln die schlichte und reine Erfahrung.

5) es ist gewiss unzweckmässig, junge Leute, bei denen Universitätsstudium nicht unmöglich ist, gleichsam zu Routiniers zu prädestiniren.

6) Allein ich halte es für sehr möglich, solche, von denen nun einmal ausgemacht ist, dass sie die Universität nicht besuchen können, weil es ihnen an den nöthigen vorgängigen Schulkenntnissen fehlt, so weit zu bringen, dass sie den vom Staate bestellten Aerzten als Assistenten dienen, leichte Fälle in Chirurgie und Arzneiwissenschaft selbst und allein behandeln, und über schwere richtige und genaue Berichte machen können. Für solche Assistenten müssten die Bildungsanstalten eingerichtet seyn, von denen hier die Rede ist.

[Hier folgen die §§ 10. 11. 12 mit den Varianten; dann heißt es weiter:]

Besonderer Bildungsanstalten bedarf, wenn man unpartheiisch reden soll, das Militär für sein Medizinalwesen nicht. Seine wissenschaftlichen Aerzte können und sollten sich, ohne Ausnahme, wie jeder andere Arzt, auf der Universität bilden, und die nicht wissenschaftlichen, die nur Assistenten jener seyn können, würden ent-

weder in denselben für das Civil bestimmten Anstalten, oder durch die Militärärzte, bei denen sie angestellt sind, gebildet.

Bisher hat das Militär aber freilich etwas Andres verlangt. Es hat, mit Ueberspringung des Universitäts- und selbst des höhern Schulunterrichts, doch wissenschaftliche Aerzte bilden wollen, und daher philosophische Collegia und sogar Vorlesungen über die griechischen Kunstausdrücke mit seiner Pepiniere verbunden. Allein von dieser Forderung sollte es abstehen, und weder die Unterrichts- noch die Medizinalsection kann solche Anstalten begünstigen. Die Medizin ist einmal keine bloss technische Fähigkeit, wie z. B. die Pharmacie, sondern eine rationelle Wissenschaft, die also auch nur studirt werden kann im Zusammenhange mit den historischen, mathematischen und philosophischen Wissenschaften, welche die Propädeutik aller rationalen Bildung ausmachen, und die, seltene Ausnahmen abgerechnet, nur in Köpfen gedeiht, die durch die langen und mühsamen Uebungen der Schule und Universität durchgegangen sind. Nach allem, ohne Ausnahme, was der höchste medizinische Gebrauch erfordern kann, zu streben, sich aber bloss auf das isolirte Fach beschränken, und von den übrigen spät noch einige Kenntnisse, die man früh erlernen muss, damit sie den Kopf lange allein und ungestört beschäftigen, rhapsodisch nachholen zu wollen, und dabei vom ersten Anfang an Theorie und Praxis zu vermischen, und das zur Wissenschaft nöthige speculative Leben mit einem sehr drückenden ausübenden zu verbinden, heisst wenigstens einen sehr gefährlichen Weg der medizinischen Bildung einschlagen.

Besser also schiene es mir, von den höhern Militärärzten mehr, und den niedrigeren weniger zu fordern, die erstern ganz und die letztern, soviel möglich in den allgemeinen Anstalten bilden zu lassen. Sollten aber einmal die bisherigen medizinischen Bildungsanstalten für das Militär bestehen, so müssen sie für die Organisation des Unterrichts ganz der Medizinalsection untergeordnet werden.

Dasselbe gilt von Allem, was bei den Militär-Lazarethen allgemeine Einrichtung und medizinische Behandlung ist.

Denn die specielle Direktion und Controlle bleibt natürlich den Militärbehörden.

Eines eignen Subalternen-Personals bedarf die Medizinal-Section nicht; sie kann sich der Registratur und Kanzley der Section für den Cultus und öffentlichen Unterricht bedienen. Nur den Boten

könnte man beibehalten und den Secretair, welcher die Protocolle bei den Prüfungen führte, weil er einmal mit diesem Geschäfte bekannt ist, und nur eine geringe Besoldung bekommt.

[Hier folgen die §§ 13—17 und einige Vorschläge zu Pensionierungen und Gehältern.]

Königsberg, den 26. Julius 1809.

Humboldt.

An
den Königlich wirklichen Geheimen Staatsminister
des Innern Herrn Grafen zu Dohna Excellenz
hierselbst.

XXV. Plan zur Organisirung der Medicinal-Section im Ministerio des Innern.

§ 1.

Das Ressort und die Organisation der obersten Medicinal-Behörde wird durch die auszugsweise anliegenden §§ der Verordnung vom 24. November pr., des Publicandi vom 16. December ejusd. a. bestimmt.*)

§ 2.**)

Die Ober-Medicinalbehörde muss, so viel möglich, bloss aus Aerzten bestehen, welche sich die erforderliche staatswirthschaftliche Kenntnisse erworben haben. Alles, was irgend technisch ist, gehört vor die wissenschaftliche Deputation für das Medicinalwesen.

§ 3.

Da die Medicinal-Section auf der einen Seite mit der Section der allgemeinen Polizei, auf der andern mit der des öffentlichen Unterrichts in der genauesten Verbindung steht, und es wichtig ist, diese Verbindung so leicht und für die Geschäfte so nützlich als möglich zu machen, so würde ein Rath von jeder der beiden Sectionen der Medicinal-Section beizuordnen sein.***) Der Rath der

---

*) *Dieser § ist ein Zusatz Dohnas.*

**) *§ 2 entsprach ursprünglich genau den entsprechenden Sätzen der Denkschrift; wie die jetzige Fassung und die Einfügung der wissenschaftlichen Deputation zu stande kam, ist aus den Akten nicht zu ersehen.*

***) *Hier steht im ursprünglichen Entwurf: „Jeder hätte indess nur in Sachen seines Fachs eine Stimme, und bei den eigentlich ärztlichen Geschäften der Section enthielten sie sich alles Votirens.“*

Polizei-Section kann die ökonomischen und Rechnungsgeschäfte der Medicinal-Section zugleich mit besorgen. Es versteht sich übrigens, dass diese beiden gleichsam fremden Mitglieder, auch bei sie betreffenden Gegenständen nicht mehr Theil an der Discussion nehmen und nicht mehr Recht an der Entscheidung haben als jedes andere Mitglied, mithin nicht gleichsam ihre Section bei der Medicinal-Section vertreten, sondern bloss dienen, die vorkommenden Sachen mit ihren Kenntnissen und von ihren Standpunkten aus in ein helleres Licht zu setzen und dadurch die Sectionen selbst mehr in Uebereinstimmung zu bringen. Wo wirklich gemeinschaftliches Handeln einer von beiden Sectionen mit der Medicinal-Section nöthig ist, kommt es darnach immer noch auf eine anderweitige Mittheilung oder eine Discussion im Pleno des Ministerii des Innern an.

Die rechtlichen Angelegenheiten besorgt der Justitiarius des Ministers des Innern.*)

§ 4.

Hiernach bestände die Section für das Medicinalwesen aus

1. dem speciellen Chef;
2. einem Staatsrath,**) welcher einer der ausgezeichnetsten Aerzte, sowohl in Rücksicht auf wissenschaftliche Bildung als wie auf ausgebreitete Erfahrung, sein muss;**)
3. dem Director der wissenschaftlichen Deputation, dem man zu mehrerer Auszeichnung gleichfalls den Titel eines Staatsraths geben könnte;
4. und 5. zwei Geheimen Ober-Medicinalräthen.

   Alle diese 4 ärztlichen Mitglieder hätten vollkommen gleiches Stimmrecht und wären nur durch den Titel und die Besoldung unterschieden, da die beiden Staatsräthe respective 3000 Thlr. und 2000 Thlr., die Geheimen Ober-Medicinalräthe resp. nur 1500 und 1400 Thlr. erhalten.
6. dem Rath aus der Section der allgemeinen Polizei;
7. so oft von medicinischen Bildungsanstalten die Rede wäre, da seine beständige Gegenwart bei den Sitzungen unnütz

*) *Im ersten Entwurf heißt es: „Für jetzt könnte der Kammergerichtsrath Eimbeck, der doch wohl sonst entschädigt werden müsste, und nur eine geringe Besoldung bezieht, in Thätigkeit gelassen werden.“*

**) *Zusatz Dohnas.*

sein würde, dem Rathe der Section des öffentlichen Unterrichts.

Zu diesen 7 Mitgliedern käme endlich, allein ausschliessend für alle Gegenstände, welche mehr oder minder auf das Militair-Medicinalwesen Bezug haben, und daher auch nur, wenn er vom Chef wegen dieser eingeladen würde oder selbst etwas in derselben anzubringen für gut fände,

8. der Chef des Militair-Medicinalwesens.

Der Geschäftsgang wäre wie bei den andern Sectionen. Der Chef erbräche, vertheilte und unterzeichnete allein alle Sachen; indess würde es gut sein, dass die ärztlichen Mitglieder selbst unter sich übereinkämen, für welche Art von Geschäften jeder sich am meisten geeignet glaubte.*)

§ 5.

Unmittelbar unter der Section stehen nach der Verordnung:

1. Die wissenschaftliche Deputation für das Medicinalwesen,
2. die medicinischen Bildungsanstalten,
3. die grösseren Krankenanstalten.

Die wissenschaftliche Deputation hat ausser den ihr in der Verordnung zugetheilten Geschäften noch die Prüfung aller Aerzte, Wundärzte und Apotheker, die nach der jetzigen Verfassung cursiren müssen. Obgleich dieses in der Folge näher wird bestimmt werden müssen, so kann man im Voraus annehmen, dass diejenigen, welche vor diese Prüfungen gehören, die sind, welche auf einer Universität studirt oder**) sich sonst die vorgeschriebene Bildung, um heilen zu dürfen, erworben haben.**) Die Prüfung der übrigen Subjecte bleibt den Medicinal-Commissionen der Regierungen unter dem Vorsitz der Medicinalräthe überlassen.***)

---

*) *Im ersten Entwurf heißt es noch: „Der einzige Unterschied gegen die andern Sectionen wäre, dass man sich bei wirklich technischen Gegenständen streng an Stimmenmehrheit hielte, und wenigstens bei jedem wichtigern Decrete zugleich, wie sie ausgefallen wäre, bemerkt würde."*

**) *Im ersten Entwurf steht: „oder sich anderweitig eine höhere und wahrhaft wissenschaftliche Bildung erworben haben."*

***) *In der Denkschrift schließt sich noch folgender Passus an: „Da indess jetzt noch eine Prüfungskommission besteht, deren Mitglieder wohl nicht alle in die Deputation übergehen würden, so müsste diese vielleicht für's erste noch bestehen bleiben, und bis dahin die alte und neue Verfassung nur einigermassen in Uebereinstimmung gebracht werden."*

§ 6.

Da die Medicin mehrere Disciplinen unter sich begreift, welche sehr verschiedene Talente und Kenntnisse erfordern, und es für manche Fächer gut ist, mehr als einen Mann zu besitzen, so muss die wissenschaftliche Deputation aus einer ziemlichen Anzahl von Mitgliedern bestehen.*) Ihre Zahl wird auf 12 festzusetzen sein.**) Es würde in Rücksicht auf die Ernennung und Remuneration der Mitglieder der wissenschaftlichen Deputation für das Medicinalwesen ganz dieselbe Verfassung eintreten wie bei der wissenschaftlichen Deputation für die Geistlichen und Schulangelegenheiten; es fänden mithin nicht lebenswierige Anstellungen statt, sondern es würden jährlich vom Chef der Section, auf den Grund des Gutachtens der Mitglieder derselben, des Königs Majestät die ausgezeichnetsten Männer vorgeschlagen, welche aus Liebe zur Wissenschaft und reinem Eifer für die Beförderung des allgemeinen Besten gegen eine den individuellen Verhältnissen eines jeden angemessene Remuneration auf Ein Jahr es übernähmen, Mitarbeiter bei der wissenschaftlichen Deputation für die Medicinal-Angelegenheiten zu sein.

§ 7.

In Absicht der Bildungsanstalten ist es besonders nothwendig, die Grenzen der Unterrichts- und Medicinal-Section genau zu bestimmen. Vorausgesetzt, dass aller und jeder medicinische Unterricht vom Schulunterricht durchaus getrennt ist, so kann es viererlei Arten der medicinischen Unterrichts- und Bildungsanstalten geben:

1. die medicinischen Facultäten der Universitäten,
2. praktische Anstalten nach vollendetem Universitäts-Studio;
3. medicinische Specialschulen, und zwar eigentlich wissenschaftliche, oder
4. empirische für diejenigen, die nicht studiren können.

---

*) *Im ersten Entwurf: „und da mehrere unter ihnen oft und viel beschäftigt seyn werden, auch mehrere wirklich besolden können."*

**) *Im ersten Entwurf: „Ich glaube ihre Zahl auf 12, doch so, dass es verstattet bleibe, sie nach den Umständen bis auf 16 zu vermehren und die Besoldung für den Director auf 600 Thl. und für ein Mitglied auf 500 Thl. festsetzen zu müssen. Unbesoldete und nicht zu regelmässigen Arbeiten verpflichtete Mitglieder müsste es noch mehrere geben." Das übrige fehlt.*

Die Universitäten stehen allein unter der Section des öffentlichen Unterrichts und sind von der Medicinal-Section durchaus unabhängig. Dies setzt schon die Verordnung vom 24. November 1808, wenn man die verschiedenen hierher gehörigen Stellen genau vergleicht, fest. Es ist aber auch darum schlechterdings nothwendig, weil der Universitätsunterricht, auch in einer einzelnen Facultät, vorzugsweise theoretisch und auf das Allgemeine der Wissenschaft gerichtet sein muss und ja nicht isolirt und aus dem gemeinschaftlichen Bande der Wissenschaft herausgerissen werden darf; Bedingungen, welche alle bei der Unterordnung der medicinischen Facultäten der Universitäten unter die Medicinal-Section, die, ihrer Natur nach, eine mehr praktische, politische und selbst locale Tendenz hat, viel schwerer erfüllt werden würden. Ueberdies würde eine wirklich doppelte Unterordnung der Universitäten unter zwei Collegia, da sie schon an Einem beinahe zu viel haben, die ihnen so sehr zu gönnende Unabhängigkeit noch mehr stören, und endlich könnten die Tribunäle gleiche Ansprüche auf die juristische, die Section des Cultus auf die theologische Facultät machen, es bliebe der Unterrichts-Section nur die, auch noch vielleicht mit den staatswirthschaftlichen Behörden zu theilende philosophische übrig; es ginge alle Einheit in diesem Punkte verloren, und die Universitäten wären nicht mehr in Facultäten getheilt, sondern in Specialschulen zerrissen.

§ 8.

Damit es aber der Section des öffentlichen Unterrichts nicht an der nothwendigen medicinischen Kenntniss fehle, wird ein Mitglied der Medicinal-Section ihr zugeordnet. Von diesem Mitgliede gilt aber übrigens alles, was von dem der Unterrichts-Section in der Medicinal-Section gesagt ist. Es vertritt nicht die eine Section in der andern, sondern hat nur die Rechte jedes andern einfachen Mitgliedes, und nur in Sachen seiner Competenz; daher es denn auch nur den Sitzungen beiwohnt, wenn es vom Chef Nachricht erhält, dass eine medicinische Sache vorkommen wird, oder es eine solche selbst anbringen will.

*) Die wissenschaftliche Deputation für das Medicinalwesen

---

*) *Im ersten Entwurf steht für die folgenden 3 Absätze: „Uebrigens wählt der Chef der Section des Unterrichts, welches Mitglied der Medicinal-Section er zu haben wünscht, und ebenso der Chef dieser, welches Mitglied jener er seinem Collegio beiordnen will. Was das Mitglied der Section der allgemeinen Polizei*

unterstützt vorzüglich die Section des öffentlichen Unterrichts mit ihrem Gutachten über das Ob- und Subjective des Medicinal-Unterrichts auf Universitäten.

Uebrigens wählt der Chef der Section des Unterrichts, welches Mitglied der Medicinal-Section er zu haben wünscht, und ebenso der Chef dieser, welches Mitglied jener (er) seinem Collegio beiordnen will.

Die wissenschaftliche Deputation der Section des öffentlichen Unterrichts tritt mit der wissenschaftlichen Deputation für das Medicinalwesen zusammen, wo sie deren Beirath für erforderlich hält, oder wo solcher einzuholen vorgeschrieben ist.*)

Ausserdem communicirt auch die Unterrichts-Section mit der Medicinal-Section über medicinische Gegenstände, auch der Universitäten, und auch die letztere kann die erstere unaufgefordert dazu einladen. Nur handeln beide bei diesen Mittheilungen, wie überhaupt zwei Sectionen, frei und unabhängig von einander, vereinigen sich entweder oder bringen ihre Differenzen zur Entscheidung des Staatsraths**) oder im Pleno des Ministerii des Innern.**)

§ 9.

Die dritte Art ist nichts als eine isolirte medicinische Facultät und muss künftig durchaus ganz wegfallen. Nur so lange als noch keine Universität in Berlin errichtet ist, muss man die in Berlin existirende Anstalt dieser Art***) bestehen und der Aufsicht der Medicinal-Section anvertraut lassen.†) Statt solcher erhält die Medicinal-Section die Aufsicht auf die Bildungsanstalten ad 2.†)

Ob die vierte Gattung endlich existiren soll oder nicht? ††) und wie sie im ersten Fall zu modificiren und allgemein nützlich

---

betrifft, so muss, weil mit dieser Stelle ein Gehalt verknüpft ist, und das Mitglied wirklich Rath in der Medicinal-Section wird, deshalb immer auf den Vorschlag des Chefs der Medicinal-Section, ein Vortrag beim Könige geschehen."

*) *„Die wissenschaftliche Deputation der Section des öffentlichen Unterrichts hat auch keine ärztlichen Mitglieder, sondern bedient sich, wo sie medicinischer Arbeiter bedarf, der für das Medicinalwesen, die jedoch immer bloss der Medicinal-Section untergeordnet ist" (sic!).*

**) *Zusatz von Dohna.*

***) *Das Collegium medico-chirurgicum, das aber schon am 14. Dezember 1809 aufgelöst wurde.*

†) *Fehlt im ersten Entwurf.*

††) *Statt des Folgenden heißt es nur: „wird noch gestritten, und muss von Sachkundigen entschieden werden."*

zu machen, oder was ihr im letztern Fall zu substituiren sei, ist der wichtigste und erste Gegenstand der reiflichsten Prüfung der wissenschaftlichen Deputation für das Medicinalwesen.

§ 10.

Von Krankenanstalten müsste bloss die Charité in Berlin der Section unmittelbar untergeordnet bleiben. Dass diese aber geradezu unter ihr stehe, ist höchst nothwendig, weil die Section eine Krankenanstalt zu ihren Bildungs- und Prüfungsanstalten bedarf, sie auch, um das Hospitalwesen überhaupt zu verbessern, ein Hospital selbst dirigiren mufs, um*) ein Muster von Instituten dieser Art aufstellen zu können. Die nothwendige Verbindung der Charité mit den Berlinschen Armenanstalten wird dadurch erleichtert, dass ein Mitglied der Polizei-Section selbst der Medicinal-Section beigeordnet ist.

§ 11.**)

Das Verhältniss der Medicinalräthe und Commissionen bei den Regierungen, welche in die Stelle der Provinzial-Collegiorum medicorum treten, zur Section wird dasselbe, in welchem geistliche und Schul-Deputationen zur Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts stehen. Ueberhaupt ist die Section für alle Gegenstände ihres Ressorts zugleich Oberbehörde der Regierungen.†) Es bilden sich in den Provinzen die wissenschaftlichen Deputationen für das Medicinalwesen bei den Regierungen in ähnlicher Art wie die wissenschaftliche Deputation bei der Section.***)

Das Militair-Medicinalwesen steht zwar in Absicht seiner äussern Organisation unter den Militairbehörden, jedoch mit folgenden zwei Modificationen:

1. Wo und in wiefern Militair-Aerzte Civil-Praxis treiben, sind sie wie jeder andere Civil-Arzt zu betrachten und allein und ausschliesslich der Section unterworfen.

2. Insofern das Militair-Medicinalwesen in das wissenschaftliche eingreift, steht es unter der Section, der aus diesem Grunde

---

*) *Im ersten Entwurf steht noch: „hierin, nicht zwar mit den Kranken selbst, aber mit einzelnen Hospitaleinrichtungen Versuche machen und".*

**) *Die folgenden §§ sind zwar in der Denkschrift enthalten, fehlen aber im ersten Entwurf.*

***) *Das folgende fehlt in der Denkschrift.*

der Chef desselben als Mitglied zugeordnet ist, und die Section verfährt hier entscheidend, jedoch wo nur irgend der militairische Gesichtspunkt eintritt, immer mit Zuziehung der Militairbehörde.

§ 12.

In dieser letztern Hinsicht ist die wissenschaftliche Deputation, in welcher ohne Unterschied und nur mit Rücksicht auf ihre Geschicklichkeit Militair- und Civil-Aerzte Platz finden, ebenso wohl für das Militair- als Civil-Medicinalwesen geschäftig.

Diese Modificationen haben vorzüglich Einfluss auf die

1. Prüfung und
2. die Bildung der Militair-Aerzte und auf
3. die Militair-Hospitäler.

Die Prüfung geschieht, wie bei den Civil-Aerzten, durch die wissenschaftliche Deputation, der nur für den besondern Theil der Militair-Praxis, vorzüglich im Kriege, ein oder zwei Militair-Aerzte zu diesem Behuf zugeordnet werden.

Das Mass der Kenntnisse und Geschicklichkeit, welche die Reife bestimmen sollen, müsste von den Militair-Behörden und der Section gemeinschaftlich festgesetzt werden, da dasjenige, womit man sich begnügen muss, von den Mitteln und von dem Aufsichtsverhältniss abhängt, in welches die verschiedenen Arten der Militair-Aerzte gesetzt werden.*)

Im Civil und überhaupt im Ganzen muss es zwei Klassen von Aerzten geben, nämlich vollendet wissenschaftlich theoretisch und praktisch, und, zwar in minderm Grade theoretisch, aber vorzüglich praktisch gebildete Aerzte.

Die Aerzte von der ersten Klasse müssen auf einer Universität studiren und promovirt haben, und müssen vorher einen ganz vollständigen Schulunterricht durchgegangen sein.

) Die zweite Klasse der Aerzte hat wissenschaftliche Bildung bis auf einen gewissen Punkt, der ihrem beschränkteren Wirkungskreise angemessen ist.)

---

*) *Hier heißt es in der Denkschrift: „Im Allgemeinen muss ich hier bemerken, dass ein unrichtiger Weise angenommener Unterschied zwischen Wundärzten und Aerzten, und die Ascension von Compagnie-Chirurgus zum Regiments- und Stabchirurgus hierin, einzelne, nur durch individuelle hervorstechende Talente entstandenen Fälle ausgenommen, sehr beträchtliche Nachtheile hervorgebracht hat.*

Im Civil, und überhaupt im Ganzen muss es wissenschaftlich und empirisch gebildete Aerzte und Wundärzte geben.“

**) *Statt dieses Passus heißt es: „Die letztern werden nur als ein nothwendiges*

Um dem zur Schande unseres Medicinalwesens schon so lange geduldeten Badstubenunwesen ein Ende zu machen, muss man die zweite Klasse der Aerzte selbst bilden und organisiren, ihnen einen so hohen Grad von Vollkommenheit geben, als möglich ist, aber auch eine bestimmte Schranke ziehen und sich dieser Schranke bewusst bleiben.

Diesen Unterschied einmal festgesetzt, müssen die Militairbehörden überlegen, ob sie zu allen Militair-Aerzten oder zu welchen Gattungen derselben die der ersten oder zweiten Klasse fordern wollen und können.*)

Unter den obern Militair-Aerzten könnten die Aerzte der zweiten Klasse gebraucht werden, diese aber müssten nicht zu Regiments-Chirurgen ascendiren, sondern anderweitig im Civil zu gleichen, aber einträglichern oder weniger mühsamen Posten befördert oder sonst auf irgend eine Weise bei höhern Jahren besser gesetzt werden.

Dass indess es hier nicht gerade auf Schule, Universität und Doctor-Titel ankommt, versteht sich übrigens von selbst. Wenn also einer sich ohne diese Formen im Militair eine wirklich wissenschaftliche Bildung erworben hätte, so könnte auch er, nach gehörig bestandener Prüfung, jedoch nur ausnahmsweise, zu der höhern Klasse zugelassen werden.

Würde dieser Unterschied festgesetzt, so bestimmte sich hiernach nun auch die Prüfungsart bei der wissenschaftlichen Deputation.

§ 13.

Was nun die Stellenbesetzung nach diesem Plan betrifft, so wird für die Section zum Staatsrath der Geheime Rath Hufeland;

zum Geheimen Ober-Medicinalrath der vom p. Hufeland empfohlene und mit dem ganzen bisherigen Geschäftsgange genau bekannte Doctor Welper, der jedoch sein Physicat niederlegen müsste;

zum Mitglied für die Militair-Behörden der General-Stabs-Chirurgus Görcke;

Uebel geduldet, aber um der Halbwisserei, die, ohne sich eine Gränze zu ziehen, bis zu der sie bloss gehen will, doch nicht das Rechte erreichen kann, und um dem zur Schande u. s. w."

*) *Hier fügt er an: „Meines Erachtens sollte künftig ein Regimentschirurgus immer und ohne Ausnahme ein wissenschaftlich gebildeter Arzt seyn."*

zum Mitglied von Seiten der Section für den öffentlichen Unterricht der Staatsrath Süvern vorgeschlagen.*)

Die Stellen des andern Staats- und andern Geheimen Ober-Medicinalraths bleiben für jetzt unbesetzt.**)

Der p. Hufeland würde zugleich Mitglied der wissenschaftlichen Deputation für das Medicinalwesen sein und einen wesentlichen Antheil an den Prüfungen nehmen. Die übrigen Mitglieder der Deputation werden nach der Organisirung der Medicinal-Section von deren Chef sofort für das erste Jahr vorgeschlagen werden.

§ 14.

Bei diesem Punkte der Stellenbesetzung hat man geglaubt, dass es darauf ankomme, solche Vorschläge zu machen, von denen man eine zweckmässige Führung der Geschäfte erwarten kann, und die verschiedenen Stellen so zu dotiren, dass sich der Mann, dem sie übertragen werden, wirklich, auch seiner äussern Lage nach, ernstlich damit zu beschäftigen im Stande ist. Das alte System, lauter kleine, aber viele Gehälter zu geben, wenig auf das Verhältniss des Aufwandes zum Zweck, sondern nur auf die absolute Grösse des Aufwandes zu sehen, kann nicht gebilligt werden. Die wahre Oekonomie liegt nur in der richtigen Bestimmung der Mittel zum Zweck. Man glaubt jedoch auch die beiden andern Rücksichten, die bis jetzt angestellt gewesenen Personen mit Billigkeit zu behandeln und dem Staate in seiner gegenwärtigen Lage nur so wenig Kosten als möglich zu verursachen, mit den höheren auf die innere Güte der zu bildenden Collegien verbunden zu haben.***)

---

*) *„Zum Justitiarius der Herr Kammergerichtsrath Eimbeck. Das Mitglied der Section der Allgemeinen Polizei würde ich für diesmal Ew. Excellenz selbst zu bestimmen bitten.“*

**) *„um auswärtige dazu zu berufen, da man freimüthig gestehen muss, dass Berlin jetzt keinen andern berühmten und hinlänglich wissenschaftlich ausgebildeten Arzt besitzt.*

Als Mitglieder der wissenschaftlichen Deputation schlage ich vor von den bisherigen Mitgliedern der Ober-Collegii medici et sanitatis und Collegii medico-chirurgici die Herren Knape, Formey, Hermbstaedt, Klaproth und Wildenow; um herein zu nehmen die Herren Sick und Loder. Da jedoch dieser noch abwesend ist, so tritt er erst bei seiner Zurückkunft in Gehalt. Die Stellen der andern Mitglieder und des Directors blieben künftiger Besetzung offen.“ Dagegen fehlt der Schluß des §.“

***) *„Indess wird dieser Punkt der Besetzung der Stellen und der Bestimmung*

§ 15.

Das Ober-Collegium medicum et sanitatis und das Collegium medico-chirurgicum hörte sogleich auf und die Mitglieder würden theils mit, theils ohne Pension und Wartegelder entlassen.

Nur diejenigen, welche als Docenten angestellt sind, blieben auch jetzt bis zur Einrichtung der Universität in Berlin. Vielmehr würde dieser Unterricht noch vollständiger gemacht und verbessert.*) Bei Errichtung der Universität setzten diejenigen, die nicht zu Professoren derselben berufen würden, ihre Vorlesungen als Privat-Docenten fort.

Die neue Section**) träte sogleich ihre Geschäfte an.

§ 16.

So lange die Ministerien***) noch nicht in Berlin zurück sind, machten der Doctor Welper mit einem vom Geheimen Rath Hufeland zu ernennenden Bevollmächtigten unter dem Vorsitz des in Berlin befindlichen Bevollmächtigten des Chefs der Section des öffentlichen Unterrichts eine mit gehöriger Vollmacht versehene Commission der Section aus. Weniger wichtige oder dringende Geschäfte besorgten sie auf der Stelle, die andern schickten sie, gehörig vorbereitet, hierher an den Chef, der sie hier mit Geheimen Rath Hufeland, dem Mitglied der Section der allgemeinen Polizei und, wo es nöthig wäre, dem General-Stabs-Chirurgus Görcke und Staatsrath Süvern abmachte. Auf gleiche Weise würde die Correspondenz mit den Regierungen geführt.

§ 17.

Die wissenschaftliche Deputation hätte ihre Sitzungen abgesondert, und das älteste Mitglied führte, bis zur Ernennung eines wirklichen Directors, den Vorsitz in derselben.

---

des Quanti der Besoldungen und Zulagen vorzüglich Ew. Excellenz Aufmerksamkeit verdienen.“

*) *„und namentlich würde Herr Sick gleich Vorlesungen zu halten verpflichtet.“*

**) *„und wissenschaftliche Deputation.“*

***) *„und der Chef der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts.“*

XXVI.—XXXII. Zur Gründung der Universität Berlin.

Den ersten Antrag an den König, in Berlin eine Universität zu errichten, arbeitete Humboldt zwischen dem 12. und 14. Mai 1809 (No. XXVI) aus; er fügte ihm noch einige Ausführungen für den Kabinettsvortrag bei (No. XXVII). Beide Schriftstücke legte er aber beiseite und ging erst im Juli 1809 wieder an die Angelegenheit: er entwarf den Bericht, den der Finanzminister und der Minister des Innern abstatten sollten (No. XXVIII), und den Antrag namens der Sektion (No. XXIX), bei dem er das Konzept vom Mai zwar benutzte, aber doch so vielfach änderte, daß wir beide Schriftstücke mitteilen. Er übersandte ihn mit einem motivierenden Schreiben an Altenstein (No. XXX). In einer Darlegung an den Geh. Staatsrat v. Klewiz (No. XXXI) behandelte er die finanzielle Seite der Angelegenheit und entwarf „unmaßgebliche Vorschläge" (No. XXXII) für eine Konferenz, die am 28. August 1809 stattfand.

XXVI. Antrag auf Errichtung der Universität Berlin. 12—14. Mai 1809.

(Eigenhändiges Konzept und Abschrift in den Akten des Kultusministeriums mit dem Zusatz „Cassirt" versehen.)

Königsberg, den 12ten Mai 1809.

(Universität zu Berlin.)

Es wird befremdend erscheinen, dass ich im gegenwärtigen Augenblick einen Plan zur Sprache zu bringen wage, dessen Ausführung ruhigere und glücklichere Zeiten vorauszusetzen scheint. Allein Ew. Königl. Majestät haben auf eine so vielfache und einleuchtende Weise gezeigt, dass Sie, auch mitten im Drange beunruhigender Umstände, den wichtigen Punkt der National-Erziehung und Bildung nicht aus den Augen verlieren, dass mir diese ebenso erhabene als seltene Gesinnung den Muth zu dem folgenden Antrage einflösst.

Ew. Königl. Majestät geruhten durch eine Allerhöchste Kabinetsordre vom 4. Sept. 1807 die Einrichtung einer neuen Universität in Berlin zu genehmigen; seitdem ist bei verschiedenen Einrichtungen und Anstellungen darauf Rücksicht genommen worden; allein es wird zur wirklichen Ausführung noch immer ein zweiter entscheidender Schritt erfordert, und ich halte es aus einem doppelten Grunde für nothwendig, diesen im gegenwärtigen Moment zu thun.

Weit entfernt, dass das Vertrauen, welches ganz Deutschland

ehemals zu dem Einfluße Preussens auf wahre Aufklärung und höhere Geistesbildung hegte, durch die letzten unglücklichen Ereignisse gesunken sey; so ist es vielmehr gestiegen. Man hat gesehen, dass in allen neueren Staatseinrichtungen Ew. Königl. Majestät der Sinn herrscht, welcher in jenen wichtigsten aller Vorzüge auch den höchsten Zweck jeder Staatsvereinigung erkennt; man hat die Bereitwilligkeit bewundert, mit welcher auch in grossen Bedrängnissen wissenschaftliche Institute unterstützt und selbst ansehnlich verbessert worden sind. Ew. Königl. Majestät Staaten können und werden daher fortfahren von dieser Seite den ersten Rang in Deutschland zu behaupten, und auf seine intellectuelle und moralische Richtung den entscheidendsten Einfluss auszuüben.

Sehr viel hat zu jenem Vertrauen der Gedanke der Einrichtung einer Universität in Berlin beigetragen. Schulen und Gymnasien sind von dem wichtigsten Nutzen für das Land, in dem sie sich befinden. Allein nur Universitäten können demselben Einfluss auch über seine Gränzen hinaus zusichern, und auf die Bildung der ganzen, dieselbe Sprache redenden Nation einwirken. Wenn Ew. Königliche Majestät nunmehr diese Einrichtung förmlich bestätigten und die Ausführung sicherten, so würden Sie Sich aufs neue Alles, was sich in Deutschland für Bildung und Aufklärung interessirt, auf das festeste verbinden; einen neuen Eifer und neue Wärme für das Wiederaufblühen Ihrer Staaten erregen, und in einem Zeitpunkt, wo ein Theil Deutschlands vom Kriege verheert, ein andrer in fremder Sprache von fremden Gebietern beherrscht wird, der deutschen Wissenschaft eine vielleicht kaum jetzt noch gehofte Freistatt eröfnen.

Diese zusammentreffenden Umstände machen aber auch, und dies giebt einen zweiten wichtigen Grund ab, grade jetzt mehr Männer von entschiedenem Talent als sonst, geneigt, neue Verbindungen einzugehen.

* * *

Die schon bey Ew. Königlichen Majestät ersten Entschliessung hinlänglich gegen einander abgewogenen Vortheile und Nachtheile bei Errichtung einer Universität in Berlin, glaube ich nicht aufs neue berühren zu müssen. Wie brauchbare Landes-Universitäten Königsberg und Frankfurt theils schon jetzt sind, theils gewiss noch in der Folge werden sollen, so können sie doch nie, auch mit dem grössesten Aufwande, einen bedeutenden Einfluss auf

das Ausland gewinnen; die Wahl eines neuen Orts bietet noch mehr Schwierigkeiten dar, und es bleibt nur Eins von beiden übrig; man muss eine Universität in Berlin errichten, oder überhaupt auf eine glänzende, auch Ausländer anziehende Universität Verzicht thun.

Ausserdem aber sprechen noch zwei besondere Umstände für Berlin.

Es besitzt schon jetzt eine Menge grosser Institute und brauchbarer Männer, und ist bereits wirklich eine medicinische Universität. Jede Trennung von Facultaeten aber ist der nicht wissenschaftlichen Bildung, so wie man sie bisher wirklich nur in Deutschland recht kennt, verderblich.

Auch der Name: Universität wird, schmeichle ich mir, bei Ew. Königlichen Majestät keiner Entschuldigung bedürfen. Er soll nur anzeigen, dass keine Wissenschaft ausgeschlossen seyn, und dass die Lehr-Anstalt auch akademische Würden ertheilen wird.*) Alles sonst Veraltete und Nachtheilige fällt natürlich hinweg. Aber eine Lehranstalt gründen, die höhere, und doch nicht Universität sey, ist, wie anlockend auch den Gedanken die Neuheit und die gewissermassen leichtere Ausführung macht, misslich, da sich nicht einmal der Begriff eines solchen Instituts fest bestimmen lässt; eine bloss praktische Anstalt würde, weil Theorie und Praxis beym Unterricht nie so geschieden seyn darf, noch gefährlicher seyn. Wie man es überhaupt erwägen mag, so lässt sich zwischen die alten drei durch die Natur der Sache selbst bestimmten Gattungen wissenschaftlicher Institute und Schulen, Universitäten und Akademien, nie anders, als willkührlich, eine neue einschieben.

Allein nothwendig dürfte es seyn, zugleich einen Blick auf die andern Preussischen Universitäten zu werfen.

Königsberg bliebe, schon seiner entfernten Lage wegen, in seinen bisherigen Verhältnissen.

Frankfurt könnte ich Ew. Königlichen Majestät nicht rathen, gleich jetzt aufzuheben. Vielmehr dürfte es, jedoch nur durch Berufung neuer Lehrer, nicht durch Anlegung von Instituten, verbessert werden müssen. Das Alte zerstören, ehe das Neue die gehörige Haltbarkeit gewonnen hat, ist überaus misslich. Dann

---

*) *Gestrichen: „welche eine achtungswerthe ältere Sitte zur Ausübung gewisser Geschäfte erfordert.“*

geriethen auch bei einer Aufhebung Frankfurts die im Königreich Westphalen liegenden Güter dieser Universität in eine Gefahr, welche der gelindere Name der Verlegung schwerlich aufheben dürfte. Wäre aber Berlin emporgekommen, und könnten vielleicht die Westphälischen Güter vortheilhaft veräussert werden, so würde die Aufhebung alsdann zweckmässig seyn, da zwey Universitäten in den Preussischen Staaten vollkommen allen Bedürfnissen Genüge leisten.

Dass in Breslau eine bloss catholische Universität, und diese im Grunde eine blosse theologische Fakultät ist, hat so bedeutende Nachtheile, dass dies am stärkesten für die gleichfalls in Vorschlag gewesene Verlegung Frankfurts nach Breslau spricht. Allein pflichtmässig muss ich auch diese widerrathen. Jeder der drei Haupttheile der Monarchie hätte alsdann seine eigene Universität; die Einwohner eines jeden würden sich vorzugsweise zur ihrigen halten; was in Wissenschaft und Bildung das ganze Land vereinigen soll, trennte sich nach Provinzen und es entstände eine gewiss nachtheilige Einseitigkeit.*) Vielmehr würde es gut seyn, wenn die andern Universitäten auch catholisch-theologische Lehrstühle hätten, und die Catholiken sich nach und nach dergestalt auf Protestantischen Universitäten zu studiren gewöhnten, dass die jetzige Breslausche Universität in ein blosses Gymnasium verwandelt werden könnte.

Auf diese Weise würde es in der Folge von selbst dahin kommen, dass man nur zwey Universitäten, Berlin und Königsberg in Ew. Königliche Majestät Staaten übrig zu lassen brauchte.

Die Kosten der Errichtung einer Universität sind in Berlin bei weitem minder bedeutend als an einem andern Orte. Allein man darf sie sich dennoch nicht zu gering denken. Unter 60000 Thaler sicherer jährlicher Einkünfte würde ich nichts Bedeutendes zu unternehmen wagen. Vielmehr wenn einige sonst unmittelbar durch die Königlichen Kassen unterhaltene Institute, wie die medicinischen Bildungs-Anstalten, die Thierarzeneyschule u. s. f. ihre Einkünfte verlieren sollten, würde diese Summe keinesweges gross genannt werden können.

Ich bin weit entfernt Ew. Königliche Majestät zu bitten, eine solche Summe auf die Königlichen Cassen anzuweisen. Es wird

*) *Gestrichen: „Die den Schlesiern doppelt gefährlich wäre, weil grade sie leicht zu partheiisch an ihrem besondern Vaterlande hängen."*

vielmehr immer für mich ein Haupt-Grundsatz bei der Verwaltung des mir anvertrauten Amtes seyn:

> mich zu bemühen, es nach und nach (weil es auf einmal freylich unmöglich ist) dahin zu bringen, dass das gesammte Schul- und Erziehungswesen nicht mehr Ew. Königlichen Majestät Cassen zur Last fallen, sondern sich durch eignes Vermögen und durch die Beyträge der Nation erhalte.

Die Vortheile dabey sind mannigfaltig. Erziehung und Unterricht, die in stürmischen wie in ruhigen Zeiten gleich nothwendig sind, werden unabhängig von dem Wechsel, den Zahlungen des Staats so leicht durch die politische Lage und zufällige Umstände erfahren. Auch ein unbilliger Feind schont leichter das Eigenthum öffentlicher Anstalten. Die Nation endlich nimmt mehr Antheil an dem Schulwesen, wenn es auch in pecuniairer Hinsicht ihr Werk und ihr Eigenthum ist, und wird selbst aufgeklärter und gesitteter, wenn sie zur Begründung der Aufklärung und Sittlichkeit in der heranwachsenden Generation thätig mitwirkt.

Es würde daher am zweckmässigsten seyn, wenn die neue Universität ihr jährliches Einkommen durch Verleihung von Domänen-Gütern erhielte.

Die Nachtheile, welche man bei der Dotation öffentlicher Anstalten gewöhnlich von schlechter Verwaltung und von der durch die Veränderung der Preise entstehenden Veränderung des Quanti selbst besorgt, sind zwar nicht abzuläugnen, lassen sich aber durch mehrere Mittel bedeutend vermindern.

Ich wage es daher, bei Ew. Königlichen Majestät ehrerbietigst darauf anzutragen:

1. die Errichtung einer Universität in Berlin förmlich zu beschliessen und der Section des öffentlichen Unterrichts aufzugeben, sogleich zu derselben zu schreiten;

2. der neuen Universität durch eine feyerliche Urkunde allergnädigst so viele Domänen-Güter, als nöthig sind, ein sicheres und reichliches Einkommen von jährlich 60000 Thlr. zu bilden, dergestalt zu verleihen, dass die Revenüen vom Tage der Urkunde an zu laufen anfangen und zum Besten der Universität bis zu ihrer Verwendung aufgesammelt werden können; dabei aber festzusetzen, dass diese Güter auf ewige Zeiten hinaus, Eigenthum der Universität, und wenn sie einmal aufhöre, ein für die Unter-

haltung und Verbesserung des Schulwesens bestimmtes Eigenthum der Nation bleiben sollen;

3. der Section des öffentlichen Unterrichts zu erlauben, Ew. Königlichen Majestät einen Plan vorzulegen: die Akademien der Wissenschaften und Künste (die jedoch beide immer ihre Selbstständigkeit behalten müssen) und die mit der letztern zu vereinigende Bau-Akademie, die sämmtlichen Medizinischen Anstalten, jedoch so, dass ihr hauptsächlicher Zweck nur dabei gewinnen könne, und die übrigen wissenschaftlichen oder technischen Institute und Sammlungen, als den botanischen Garten, die Thier-Arzeney-Schule, die Bibliothek, die Sternwarte u. s. f. in angemessene Verbindung mit der Universität zu setzen, und diese Institute alsdann nach Maßgabe dieses Plans zu dieser Verbindung, die ihnen selbst nur vorteilhaft seyn kann, anzuweisen;

4. dem Grosscanzler und Finanz-Minister aufzugeben, mit dem Ministerium des Innern und der Section des öffentlichen Unterrichts in demselben die nötige Rücksprache zu nehmen, wie eine solche Domänen-Verleihung, auf die sicherste, der Landesverfassung angemessenste und der Universität vorteilhafteste Weise, eingeleitet werden könne;

5. endlich die 7000 Thlr. des ehemaligen Schlesischen Jesuiten-Fonds, von denen 5000 Thlr. Halle gehörten, 2000 Thlr. aber neuerlich von Ew. Königliche Majestät zur Verbesserung des Schul-Fonds bestimmt sind, von jetzt an zur Verbesserung der Universität Frankfurt zu bestimmen.

Wollten Ew. Königliche Majestät bey dieser Gelegenheit zugleich für die beiden Akademien der Wissenschaften und der Künste sorgen, deren Fortdauer sonst den Königlichen Cassen eine unaufhörlich wiederkehrende Last seyn wird, und deren gänzliche Aufhebung doch zu mannigfachen Schaden hervorbrächte; so wäre der angemessenste Weg dieser, jene Domänen-Verleihung noch auf 40000 Thlr. mehr auszudehnen.

Wenn Ew. Königliche Majestät erwägen, dass beyde Institute bisher über 20000 Thlr. aus Königlichen Cassen erhielten, die jetzt hinwegfielen, so wäre diese Summe, als eine Verbesserung betrachtet, in der That nicht gross zu nennen.

Geruheten Ew. Königliche Majestät indess diesen Vorschlag zu genehmigen; so würde ich allerunterthänigst bitten, in den deshalb zu erlassenden Verfügungen nur allgemein zu erklären, dass diese Summe beyden Akademien bestimmt seyn solle, übrigens

aber Allerhöchstdieselben Sich vorbehielten, die Vertheilung und Verwendung derselben zugleich mit einer vorzunehmenden Reorganisation beyder Akademien vorher zu bestimmen. Denn eine solche Reorganisation dieser Institute ist schlechterdings nothwendig, wenn dieselben der Wissenschaft und Kunst ernstlich und wahrhaft nützen sollen.

Königsberg, den 14. Mai 1809.

An
des Königs Majestät.

XXVII. Zum Kabinettsvortrag. 14. Mai 1809.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums.)

Ich halte es für nothwendig, dem inliegenden Bericht noch Folgendes zum Behuf des mündlichen Vortrags im Cabinet beizufügen.

Die politische Lage Europas im gegenwärtigen Augenblick erlaubt keinem Staate, sich der Fortdauer des Friedens versichert zu halten. Auch der unsrige kann auf eine oder die andere Weise in den jetzigen Krieg verwickelt werden.

Diese Betrachtung macht, dass ich mit dem inliegenden Antrag noch einen andern, zwar nicht wichtigeren, aber dringenderen Zweck verbinde.

Die meisten Schul- und Lehranstalten haben während des letzten Krieges unglaublich gelitten; einige sind ihrer Auflösung nahe gekommen. Ein neues Ereigniss ähnlicher Art würden viele nicht überleben; und es würde in der wichtigsten National-Angelegenheit eine verderbliche Stockung entstehen.

Diesem Uebel könnte durch die jetzt geschehende Anweisung einer sicheren Revenüe von 100000 Thlr.*) zum grossen Theile abgeholfen werden.

Denn bis die Ungewissheit über Krieg und Frieden, die höchstens bis gegen Ende des Sommers fortdauern kann, sich entschieden hat, wird noch nicht über einen grossen Theil jener Summe disponirt seyn.

---

*) *Im eigenhändigen Konzept heißt es hier noch: „die ich nur aus Schüchternheit nicht auf 120000 Thlr., da auch die Universität eigentlich 80000 Thlr. fordert, angesetzt habe.“*

Komme es nun zum Kriege, so erklärten Se. Majestät der König, dass die Errichtung der Universität zu Berlin und die Verwendung des Ueberrests der Gelder für die Akademien bis zum Frieden suspendirt bleibe; dass aber die verliehenen Domänen mit ihrem gesammten Einkommen immer ausschliessliches Eigenthum der Nation seyen, und autorisirte die Section des öffentlichen Unterrichts, von diesen Revenüen die hülfsbedürftigen Schulanstalten des ganzen Landes zu unterstützen.

Für das ganze Land sind allerdings 100000 Thlr. nicht ausserordentlich viel. Aber mit Sparsamkeit vertheilt, könnten sie etwas Bedeutendes ausrichten.

Man müsste nemlich denn vorzugsweise den mittleren Schulen, nemlich den höheren Bürger-Schulen und Gymnasien, da die Land- und blossen Elementarschulen sich durch den Beitrag der Gemeinden erhalten können, zu Hülfe kommen, jedoch schlechterdings nur:

1. wo ihre eignen Hülfsquellen und die Provinzialfonds nicht zureichten;

2. nur durch Unterstützung derjenigen Personen, welche wirklich bei dem Unterricht und der Erziehung selbst thätig sind;

3. auch diesen nur (da man im Fall des Kriegs auf allgemeinen Patriotismus rechnen müsste, und mit Sicherheit rechnen könnte) die höchst nöthigen Zuschüsse geben.

Was die höheren Institute betrifft, so müsste man sich bescheiden:

1. die wesentlich nützlichen, wie den botanischen Garten, die medicinischen u. s. f. da zu unterstützen, wo ihre gewöhnlichen Fonds nicht zureichten;

2. den Mitgliedern beider Academien, insoweit ihre Fonds nicht dazu hinlänglich sind, ihr Gehalt nach Massgabe des Bedürfnisses und der Beschaffenheit der Umstände ganz oder zum Theil zu sichern;

3. ebenso den Professoren beider Universitäten.

Bloss die Aufsicht führende Collegien, namentlich alle Mitglieder der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts, als solche, müßten von der Theilnahme an diesen Revenüen gänzlich ausgeschlossen seyn.

Unmittelbar nach wiederhergestelltem Frieden würde die Universität gestiftet, und beide Academien ständen neu organisirt wieder auf.

Verbindet man daher diesen Plan mit dem inliegenden Antrag, so erreichten Se. Majestät der König, wenn Sie den Antrag Allerhöchst genehmigten, aber auch unmittelbar vollzögen, einen dreifachen überaus wichtigen Zweck.

1. Gäben Sie einen öffentlichen Beweis, der gewiss überall den tiefsten Eindruck machen würde, Ihrer Liebe und Ihres Eifers für Wissenschaft und Kunst, und zeigten zugleich, welche Verwendung des Staatsvermögens, und welche Gegenstände der Regierungssorgfalt, wenn nicht höhere Gründe etwas Anderes gebieten, Ihrem Herzen die theuersten sind.

2. Sicherten Sie die Existenz sämmtlicher Schulanstalten des Landes in einer äusserst gefahrvollen Epoche.

3. Bereiteten Sie drei allgemein nützliche und selbst glänzende höhere wissenschaftliche Institute vor: Die Universität von Berlin, und zwei neu organisirte Academien für Wissenschaft und Kunst.

14. Mai 1809.

Humboldt.

XXVIII. Antrag namens der Minister von Altenstein und Graf Dohna. 19. Juli 1809.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums.)

Königsberg, den 19. Julius 1809.

Der inliegende Antrag der Section des ö. U. hat zum Zweck:

Die schon in Berlin vorhandenen höchsten wissenschaftlichen Anstalten durch die Verbindung einer Universität mit denselben vollständig zu machen; diesen vereinten Instituten ein abgesondertes und sicheres Eigenthum in liegenden Gründen zu verleihen; dies Eigenthum zwar für jetzt aus den Königlichen Domänen zu nehmen, allein dem Staate, sobald es nur immer geschehen kann, durch die Saecularisation gleichviel katholischer geistlicher Stiftungen zu ersetzen.

Wir halten uns, nach reiflicher Erwägung des ganzen Plans, überzeugt, dass die wirklich schon in Berlin vorhandenen wissenschaftlichen Institute in der That erst durch eine hinzukommende Lehranstalt vollkommen nützlich werden, und finden die übrigen Zweifel, welche man bisweilen gegen eine Universität in Berlin erhoben hat, schon dadurch beseitigt, dass auch Frankfurt und

Königsberg bestehen bleiben sollen; ich, der unterzeichnete Minister der Finanzen, glaube insbesondere, dass wissenschaftlichen Instituten liegende Gründe zu verleihen, sowohl für sie selbst, als den Staat vortheilhafter ist, als ihnen, wie bisher geschah, Zuschüsse aus Königlichen Cassen zu geben; und der auf 150000 Thlr. gemachte jährliche Umschlag scheint uns, wenn wir die Menge der dadurch versorgten Anstalten, und die Summe, welche sie, vor dem Kriege, vom Staate erhielten, erwägen, keineswegs zu hoch.

Die Section d. ö. U. bescheidet sich indess von selbst, dass diese Summe erst bei günstigeren Zeiten wirklich hinzugeschossen werden kann, und trägt für jetzt nur auf die wirkliche Verleihung der Güter durch Ausfertigung einer feierlichen Urkunde dergestalt an, dass die Einkünfte, bis auf einen kleinen, gleich zur Disposition zu stellenden Theil, dem Staate als Darlehen gelassen werden. Auf diese Weise entgehet nichts den Bedürfnissen des Augenblicks, und da übrigens durch die Sanctionirung des Plans ein nützliches, glänzendes u. E. K. M. und Ihrer grossmüthigen Unterstützung der Wissenschaft und Kunst würdiges Unternehmen gegründet wird, und es in vielem Betracht und auch in Absicht auf die öffentliche Meynung wichtig ist dasselbe nicht aufzuschieben, so wagen wir bei E. K. M. ehrfurchtsvoll darauf anzutragen:

den inliegenden Entwurf in allen seinen Punkten zu genehmigen und die zur Ausführung desselben nöthigen Befehle allergnädigst zu ertheilen.

Königsberg, den 19. Julius 1809.

Namens Ihrer Excellenzien des Herrn Staatsministers Frh. v. Altenstein und des Herrn Staatsministers Grafen zu Dohna.

XXIX. Antrag auf Errichtung der Universität Berlin. 24. Juli 1809.

(Eigenhändiger Entwurf und Abschrift in den Akten des Kultusministeriums, Abschrift im Geh. Staatsarchiv; gedruckt Werke V 325; Köpke, Die Gründung der Königlichen Friedrich-Wilhelms-Universität zu Berlin S. 189 No. 19.)

Königsberg, d. 24. Juli 1809.

An des Königs Majestät.

Es wird befremdend scheinen, dass die Section des öffentlichen Unterrichts im gegenwärtigen Augenblick einen Plan zur Sprache

zu bringen wagt, dessen Ausführung ruhigere und glücklichere Zeiten vorauszusetzen scheint.

Allein Ew. Königl. Majestät haben auf eine so vielfache und einleuchtende Weise gezeigt, dass Sie, auch mitten im Drange beunruhigender Umstände, den wichtigen Punkt der National-Erziehung und Bildung nicht aus den Augen verlieren, dass ihr diese ebenso erhabene als seltene Gesinnung den Muth zu dem folgenden Antrage einflösst.

Ew. Königl. Majestät geruheten durch eine Allerhöchste Cabinets-Ordre vom 4ten September 1807 die Einrichtung einer allgemeinen und höheren Lehranstalt in Berlin zu genehmigen; seitdem ist bei verschiednen Einrichtungen und Anstellungen darauf Rücksicht genommen worden; allein es wird zur wirklichen Ausführung noch immer ein zweiter entscheidender Schritt erfordert, und sie hält es aus einem doppelten Grunde für nothwendig, diesen im gegenwärtigen Moment zu thun.

Weit entfernt, dass das Vertrauen, welches ganz Deutschland ehemals zu dem Einflusse Preussens auf wahre Aufklärung und höhere Geistesbildung hegte, durch die letzten unglücklichen Ereigniße gesunken sey, so ist es vielmehr gestiegen. Man hat gesehen, welcher Geist in allen neueren Staats-Einrichtungen Ew. Königl. Majestät herrscht, und mit welcher Bereitwilligkeit, auch in grossen Bedrängnißen, wissenschaftliche Institute unterstützt und verbessert worden sind. Ew. Königl. Majestät Staaten können und werden daher fortfahren von dieser Seite den ersten Rang in Deutschland zu behaupten und auf seine intellectuelle und moralische Richtung den entschiedensten Einfluss auszuüben.

Sehr viel hat zu jenem Vertrauen der Gedanke der Errichtung einer allgemeinen Lehranstalt in Berlin beigetragen. Nur solche höhere Institute können ihren Einfluss auch über die Gränzen des Staates hinaus erstrecken. Wenn Ew. Königl. Majestät nunmehr diese Einrichtung feierlich bestätigten und die Ausführung sicherten; so würden Sie Sich auf's neue Alles, was sich in Deutschland für Bildung und Aufklärung interessirt, auf das Festeste verbinden; einen neuen Eifer und neue Wärme für das Wiederaufblühen Ihrer Staaten erregen, und in einem Zeitpunkte, wo ein Theil Deutschlands vom Kriege verheert, ein anderer in fremder Sprache von fremden Gebietern beherrscht wird, der deutschen Wissenschaft eine vielleicht kaum jetzt noch gehofte Freistatt eröfnen.

Diese zusammentreffenden Umstände machen dann auch, und

dies giebt einen zweiten wichtigen Grund ab, gerade jetzt mehr Männer von entschiedenem Talent, als sonst, geneigt, neue Verbindungen einzugehen.

Der erste Gedanke an eine allgemeine und höhere Lehranstalt in Berlin entstand unstreitig aus der Betrachtung, dass es schon jetzt in Berlin ausser den beiden Akademien, einer grossen Bibliothek, Sternwarte, einem botanischen Garten und vielen Sammlungen eine vollständige medicinische Fakultät wirklich giebt. Man fühlte, dass jede Trennung von Fakultäten der ächt wissenschaftlichen Bildung verderblich ist, dass Sammlungen und Institute, wie die oben genannten, nur erst dann recht nützlich werden, wenn vollständiger wissenschaftlicher Unterricht mit ihnen verbunden wird, und dass endlich, um zu diesen Bruchstücken dasjenige hinzuzusetzen, was zu einer allgemeinen Anstalt gehört, nur um einen einzigen Schritt weiter zu gehen nöthig war.

Auch die Section bleibt diesem Gesichtspunkte getreu. Ihr Wunsch geht dahin

die Akademie der Wissenschaften,
die der Künste,
die wissenschaftlichen Institute,

namentlich die klinischen, anatomischen und medicinischen, überhaupt in so fern sie rein wissenschaftlicher Natur sind, die Bibliothek, das Observatorium, den botanischen Garten, und die naturhistorischen und Kunst-Sammlungen

und die allgemeine Lehranstalt selbst dergestalt in Ein organisches Ganzes zu verbinden, dass jeder Theil, indem er eine angemessene Selbständigkeit erhält, doch gemeinschaftlich mit den andern zum allgemeinen Endzweck mitwirkt.

Aus dieser Ansicht der Sache ergiebt sich die örtliche Bestimmung, dass nämlich eine solche Anstalt nur in Berlin ihren Sitz haben könne, von selbst. Es würde, wenn nicht unmöglich sein, doch unglaubliche Kosten verursachen, die genannten Institute in einen andern Ort zu verlegen. Auch darf eine Anstalt, die Alles, was zur höhern Wissenschaft und Kunst gehört, wie in einen Brennpunkt vereinigt, sich nirgend anders, als an dem Sitz der Regierung befinden, wenn nicht sie sich der Mitwirkung vieler schätzbarer Männer, und beide sich gegenseitig des Beistandes berauben wollen, den sie einander zu leisten im Stande sind.

Die allgemeine Lehranstalt aber muss die unterzeichnete Section Ew. Königl. Majestät ehrfurchtsvoll um Erlaubniss bitten,

mit dem alten und hergebrachten Namen einer Universität belegen, und ihr, indem sie übrigens von allen veralteten Missbräuchen gereinigt wird, das Recht einräumen zu dürfen, akademische Würden zu ertheilen. In der That und Wirklichkeit müsste sie, welchen Titel man ihr auch beilegen möchte, doch alles enthalten, was der Begrif einer Universität mit sich bringt. Sie könnte, von richtigen Ansichten allgemeiner Bildung ausgehend, weder Fächer ausschliessen, noch von einem höhern Standpunkt, da die Universitäten schon den höchsten umfassen, beginnen, noch endlich sich bloss auf praktische Uebungen beschränken.

Ohne den Namen aber und ohne das Recht der Ertheilung akademischer Würden, würde sie immer nur wenig auswärtige Zöglinge zählen. Man würde im Auslande weder einen bestimmten Begriff von ihrer Beschaffenheit, noch eigentliches Vertrauen zu ihr haben, und sie mehr für einen wissenschaftlichen Luxus, als für ein ernstes und nützliches Institut halten.

Dagegen würde die Section bei Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst darauf antragen, Frankfurth und Königsberg bestehen zu lassen, damit jeder In- und Ausländer Freiheit behielte, Berlin entweder zu seiner ganzen, oder, wie es ehemals so häufig mit Göttingen geschah, nur, nachdem er eine andere Universität besucht hatte, bloss zu seiner höhern und letzten Ausbildung zu wählen.

Auch ist ausserdem die Beibehaltung Königsbergs wegen seiner Entfernung, und die von Frankfurth (wenigstens für jetzt) deswegen rathsam, weil es nie gut ist zu zerstören, ehe etwas Anderes völlig an die Seite getreten ist, und weil die ausländischen Besitzungen Frankfurths bei einer Aufhebung der Universität leicht eingezogen werden könnten. Wären indess diese Besitzungen einmal veräussert, und hätte sich Berlin auch als schlichte und einfache Universität bewährt; so könnte durch die Aufhebung Frankfurths alsdann das bewirkt werden, was allerdings das Wünschenswürdigste wäre, dass nämlich Berlin und Königsberg die beiden einzigen Universitäten der Preussischen Staaten blieben. Bis dahin müsste Frankfurth, jedoch nur mit wenig Aufwand, und bloss durch Berufung von immer und überall brauchbaren Männern, nicht durch Anlegung von Instituten verbessert werden.

Die Kosten der Unterhaltung und Vermehrung so vieler ansehnlichen Institute, als hier verbunden werden sollen, können nicht anders als sehr bedeutend seyn, und sind es, wenn man die

ehemals zersplittert und einzeln gezahlten Summen, welche auf beide Akademien, die Sammlungen und Halle verwendet wurden, berechnet, immer gewesen.

Nach einer zwar nur ungefähren, allein weder zu reichlichen, noch allzu sparsamen Berechnung, lassen sie sich zu 150000 Thlrn. jährlich anschlagen, wobei für die Akademie der Wissenschaften nur auf einen Zuschuss zu den ihr eigenthümlich zugehörenden Einkünften gerechnet ist.

Die Section des öffentlichen Unterrichts ist weit entfernt, Ew. Königl. Majestät zu bitten, eine solche Summe auf die Königlichen Cassen anzuweisen. Es wird vielmehr immer für dieselbe ein Hauptgrundsatz bei ihrer Verwaltung seyn:

> sich zu bemühen, es nach und nach (weil es auf einmal freilich unmöglich ist) dahin zu bringen, dass das gesammte Schul- und Erziehungswesen nicht mehr Ew. Königl. Majestät Cassen zur Last falle, sondern sich durch eignes Vermögen und durch die Beiträge der Nation erhalte.

Die Vortheile dabei sind mannigfaltig. Erziehung und Unterricht, die in stürmischen, wie in ruhigen Zeiten gleich nothwendig sind, werden unabhängig von dem Wechsel, den Zahlungen des Staates so leicht durch die politische Lage und zufällige Umstände erfahren. Auch ein unbilliger Feind schont leichter das Eigenthum öffentlicher Anstalten. Die Nation endlich nimmt mehr Antheil an dem Schulwesen, wenn es auch in pecuniairer Hinsicht ihr Werk und ihr Eigenthum ist, und wird selbst aufgeklärter und gesitteter, wenn sie zur Begründung der Aufklärung und Sittlichkeit in der heranwachsenden Generation thätig mitwirkt.

Es würde daher am zweckmässigsten seyn, wenn die Universität und die mit ihr verbundenen Institute ihr jährliches Einkommen durch Verleihung von Domainen-Gütern erhielten. Die Nachtheile, welche man bei der Dotation öffentlicher Anstalten gewöhnlich von schlechter Verwaltung und von der durch die Veränderung der Preise entstehenden Veränderung des Quanti selbst besorgt, sind zwar nicht abzuleugnen, lassen sich aber durch mehrere Mittel vermindern.

Damit jedoch der Staat nicht diese Domainen verliere, so könnte ein gleicher Betrag an katholisch geistlichen Gütern in Schlesien und Westpreussen säcularisirt und zu Domainen gemacht werden. Nur muss die unterzeichnete Section Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst bitten, sie nicht unmittelbar an diese

Güter zu verweisen. Denn ausserdem, dass es wünschenswerth ist, dass die Berlinischen wissenschaftlichen Institute, die, ihnen durch die Königliche Milde zu verleihenden Güter in der Nähe besitzen, um durch keinen Zufall von ihren Einkünften getrennt zu werden, ist es aus den vorhin ausgeführten Gründen, und bei der Ungewissheit aller Ereignisse in der That wichtig, dass dies Eigenthum der Nation für ihre höchsten wissenschaftlichen Bedürfnisse sobald als nur immer möglich zugesichert werde. Die Säkularisation jener Güter aber dürfte im gegenwärtigen Augenblick weder in politischer noch finanzieller Rücksicht rathsam sein.

Die Section wagt es daher, bei Ew. Königl. Majestät ehrerbietigst darauf anzutragen

1. Die Errichtung einer Universität in Berlin und die Verbindung der in Berlin bereits existirenden wissenschaftlichen Institute und Sammlungen, die medicinischen mit eingeschlossen, und der Akademie der Wissenschaften und Künste mit derselben förmlich zu beschliessen und der Section des öffentlichen Unterrichts aufzugeben, einen Plan dazu zu entwerfen, und sogleich nach und nach zur Ausführung desselben zu schreiten, als die Disposition über die Einkünfte möglich sein wird;

2. diesen sämmtlich unter der alleinigen Direction der Section des öffentlichen Unterrichts zu verbindenden Anstalten so viele Domainen-Güter, als nöthig sind, ein sicheres und reichliches Einkommen von jährlichen 150000 Reichsth. zu bilden, und das Prinz Heinrichssche Palais unter dem Namen des Universitäts-Gebäudes und den Ueberrest des grossen viereckigen Gebäudes, in welchem sich die Akademien jetzt befinden, das ihnen aber jetzt nicht ganz gehört, zu verleihen, und dabei festzusetzen, dass diese Güter und Gebäude auf ewige Zeiten hinaus Eigenthum dieser Anstalten, und wenn dieselben einmal aufhören sollten, ein für die Unterhaltung und Verbesserung des Schulwesens bestimmtes Eigenthum der Nation bleiben sollen;

3. den von der Section anzufertigenden Vertheilungsplan dieser Güter der allerhöchsten Genehmigung vorzubehalten;

4. festzusetzen, dass zwar die Einkünfte dieser Güter vom Tage der Urkunde an zu laufen anfangen, und zugleich Eigenthum der Anstalten seyn, jedoch bis zur wirklichen successive von Ew. Königl. Majestät allergnädigst nachzugebenden Verwendung als ein dem Staat gemachtes Darlehn zur Disposition des Finanz-Ministerii bleiben sollen;

5. wegen dieser Verwendung, dass für jetzt soviel disponible gemacht werde, als erforderlich ist, die etatsmässigen Ausgaben der Akademie der Wissenschaften zu leisten, die Mitglieder der Akademie der Künste wieder in ihre nun schon seit so langer Zeit entbehrten Besoldungen einzusetzen, der Königlichen Biblio thek einigen Zuschuss zu den nothwendigsten Ausgaben zu verleihen, einige schon für die Universität in Berlin bestimmte und jetzt auf andere Cassen angewiesene Gelehrte auf diesen Etat zu übernehmen, und einige andere, nur etwa drei oder vier, auswärtige vorzüglich wichtige sogleich zu berufen, ehe sie anderweitige Verbindungen eingehen, — der Ueberrest aber, sobald die Lage des Staats es erlaube, gleichfalls ganz, oder in zwei oder drei Theilen zur Disposition der Section gestellt werde;

6. dem Gross-Canzler und Finanz-Minister aufzugeben, mit dem Ministerium des Innern und der Section des öffentlichen Unterrichts in demselben die nöthige Rücksprache zu nehmen, wie eine solche Domainen-Verleihung auf die sicherste, der Landesverfassung angemessenste und der Universität vortheilhafteste Weise eingeleitet werden könne;

7. endlich die 7000 Thlr. des ehemaligen Schlesischen Jesuiten-Fonds, von denen 5000 Thlr. Halle gehörten, 2000 Thlr. aber neuerlich von Ew. Königl. Majestät zur Verbesserung des Schulfonds bestimmt sind, von jetzt an zur Verbesserung der Universität Frankfurth zu bestimmen, bis vielleicht auch für Frankfurth, Königsberg und die übrigen wissenschaftlichen Anstalten, welche jetzt Zuschüße aus Königlichen Cassen erhalten, statt dieser Zuschüße Domainen-Verleihung einzuführen für rathsam erachtet wird.

Königsberg, den (24) (10)ten Juli 1809.*)

Die Section des öf. Unterr.
Humboldt.

XXX. Über den Antrag zur Gründung der Universität Berlin. 20. Juli 1809.

(Schreiben im Geh. Staatsarchiv; gedruckt Historische Zeitschrift Bd. 65.)

An Altenstein.

Es würde mir schwer werden, Ew. Excellenz auszudrücken, mit welchen Empfindungen von Freude und wirklicher Dankbar-

---

*) *10 ist durchstrichen, 24 darüber gesetzt.*

keit ich die mir über den Plan zur Errichtung einer Universität in Berlin in Ihrem Schreiben vom 2. huj. gütigst mitgetheilten einsichtsvollen Bemerkungen gelesen habe. An den Gedanken, wie tröstend und beruhigend es für die Section des öffentlichen Unterrichts ist, sich bei dem Bedürfnisse der ihr anvertrauten Anstalten in den jetzigen bedrängten Zeiten an einen Mann von so liberalen Gesinnungen wenden zu dürfen, muss sich natürlich auch das Gefühl anknüpfen, wieviel in der ehemaligen glücklichen Periode hätte geschehen können, wenn auch damals die Finanzen Einem Manne übertragen gewesen wären und dieser in den Grundsätzen und Maximen Ew. Excellenz gehandelt hätte!

Ich gebe mir die Ehre, jetzt Ew. Excellenz meinen Bericht nebst dem schon, so wie Sie es wünschten, vom Herrn Grafen von Dohna Excellenz unterzeichneten Begleitungsbericht abermals vorzulegen. Wenn Ew. Excellenz ihn einer Durchsicht würdigen, werden Sie finden, dass ich ihn durchaus nach Ihren Ideen umgearbeitet habe, und dass besonders der Vorschlag mit der Berliner Universität danach eine ganz andere und in der That richtigere Stellung erhalten hat. Ueberhaupt schmeichle ich mir, dass auch in diesem Punkte meine Ansichten eigentlich wenig oder gar nicht von denen Ew. Excellenz abweichen. Auch in bin innig überzeugt, dass eine Universität in einem kleinen Orte unendlich besser und angemessener ist. Allein ich bin es auch ebenso sehr, dass die Anstalten in Berlin schon ehemals zu weit gediehen waren, um sie noch jetzt verlegen oder unvollständig lassen zu können, und dass eine höhere und allgemeine Lehranstalt, für deren Errichtung im Ganzen auch Ew. Excellenz zu stimmen scheinen, nur dadurch noch mit Ernst und Solidität einer gewissen in Berlin befürchteten Frivolität begegnen kann, wenn sie sich so streng, als es der Geist der Zeit erlaubt, an die Formen der bisherigen Universitäten bindet und diesem Namen getreu bleibt.

Sollten Ew. Excellenz noch jetzt einzelne Aenderungen nöthig finden, so ersuche ich Sie gehorsamst, sie mir anzuzeigen. Ich werde mit grösstem Vergnügen auf dieselben Rücksicht nehmen, und dasselbe wird gewiss auch Herr Graf v. Dohna in Absicht seines Begleitungsberichtes thun.

Die Summe habe ich nunmehr, da alle Institute mit in den Plan aufgenommen sind, auf 150000 Thaler gesetzt. (Die einzige Oper und Kapelle kosteten ehemals fast so viel.) Meinen Unteranschlag, von dem diese Summe das Resultat war, habe ich

natürlich nur sehr ungefähr machen können. Allein ich kann Ew. Excellenz wenigstens sagen, dass ich bloss auf die Sammlungen der leblosen (?) Institute 50000 Thaler, und unter diesen 15000 Thaler auf die medizinisch-wissenschaftlichen, 10000 Thaler auf die Bibliothek, 5000 Thaler auf den botanischen Garten gerechnet habe. Hoffen würde ich freilich allerdings, dass bei der wirklichen Anweisung der Domainen die Einkünfte dieser nur so, wie sie jetzt waren, nicht wie sie leicht höher ausgebracht werden können, angenommen würden, und auf Ew. Excellenz liberale Geneigtheit, wissenschaftlichen Instituten zu helfen, könnte ich hierin gewiss mit Zuversicht Rechnung machen.

Da die Staatskassen jetzt nur eine kleine Summe, die, zum Theil wenigstens, doch aufgewandt werden müsste, verlieren, so scheint es mir höchst wahrscheinlich, dass Se. Majestät der König auch jetzt gleich den von Ew. Excellenz unterstützten Antrag zu genehmigen geruhen dürften, und es scheint mir in der That von der äussersten Wichtigkeit, dass die Sache gleich jetzt so weit gediehe: 1. dass der Antrag durch eine Kabinets-Ordre sanktionirt werde: 2. dass die wirkliche namentliche Ausmittelung der anzuweisenden Domainenstücke erfolge; 3. dass die Einkünfte als Eigenthum der Anstalten und an den Staat gemachtes Darlehen betrachtet werden.

Ich wage es daher, Ew. Excellenz gehorsamst zu ersuchen, sobald es nur immer möglich ist, die Sache aufs neue Ihrer Aufmerksamkeit zu würdigen und mich durch Rücksendung des unterzeichneten oder auch zugleich abgeänderten Begleitungsberichts in Stand zu setzen, den Antrag wirklich an Se. Majestät gelangen zu lassen. Ew. Excellenz werden Sich in der That durch die Unterstützung dieses Unternehmens, das vorzüglich nur durch Ihre Zustimmung gelingen kann, ein neues Verdienst um den Staat und die Wissenschaft erwerben.

Königsberg, den 20. Juli 1809.

Humboldt.

XXXI. Über die finanzielle Dotierung der wissenschaftlichen Institute. 4. August 1809.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums; gedruckt bei Köpke a. a. O. S. 193 No. 20.)

Bei dem Mangel aller Acten hier und der Schwierigkeit Erkundigungen einzuziehen, befinde ich mich wirklich in einiger

Verlegenheit, Ew. Hochwohlgeboren die Summen anzuzeigen, welche ehemals von den Königlichen Cassen den höheren wissenschaftlichen Instituten in Berlin und der Universität Halle gezahlt wurden. Was ich indessen davon weiss, ist folgendes:

die Universität Halle empfing etatsmässig .	36000	Thlr.
die Akademie der Wissenschaften circa . .	3500	„
die Kunst-Akademie circa	17000	„
die Haupt-Kunstschul-Casse	1000	„
die Bau-Akademie circa	9000	„
das Walter'sche Museum circa	1500	„
die Thierarznei-Schule war so ausserordentlich reich dotirt, dass ich Einkünfte oft habe angeben hören auf	20000	„

Ausserdem waren eine Menge von Gehalten sowohl Hallischer als Berlinischer Gelehrten, wie ich mich täglich überzeuge, besonders und einzeln, und zum Theil mit sehr ansehnlichen Pensionen und Gehalten auf die Dispositions-, General-, Domainen- und extraordinarien Cassen angewiesen und man irrt sich wohl nicht, wenn man dies Quantum auf wenigstens 10 bis 15000 Thlr. anschlägt. Was endlich die medizinischen Anstalten gekostet haben, ist mir nicht bekannt.

Ew. Hochwohlgeboren sehen aber hieraus gewiss selbst, dass was mit mathematischer Gewissheit angenommen werden kann, das ist, dass auf bisherige Weise für diese Anstalten 100000 Thlr. ausgegeben wurden, und es war dabei eine wirklich erbärmliche Summe auf Vermehrung der Bibliothek und gar nichts auf Vermehrung der andern Sammlungen gerechnet. Es entstand hieraus nun, dass der König alljährlich ausserordentliche Ankäufe machen musste, oder einige weniger begünstigte Institute, wie z. B. die Bibliothek, wirklich in Verfall geriethen. Endlich wäre es wohl kein Wunder, wenn eine neue Universität, bei der die Professoren noch nicht viel auf Collegia rechnen können, theuerer wäre, als ehemals Halle, und wenn wirklich das wissenschaftliche Fach einen gewissen Schwung erhalten, und Preussen, statt dass es ehemals eine grosse politische Macht besass, jetzt eine moralische gewinnen soll, so darf man nicht von dem Grundsatze ausgehen, dass nur so viel als sonst, oder gar nach Maassgabe der Verringerung der Monarchie weniger dazu aufgewendet werden soll. Ew. Hochwohlgeboren sind, wie ich weiss, so sehr von derselben

Meinung durchdrungen, dass ich Ihnen wiederholentlich versichern kann, dass einer meiner grössten Beruhigungsgründe in meinem Geschäftskreise der ist, dass die wichtigen Angelegenheiten desselben sich Ihrer Vertretung zu erfreuen haben.

Königsberg, den 4. August 1809.

Humboldt.

An den Herrn Geheimen Staatsrath
von Klewitz, Hochwohlgeboren.

XXXII. „Unmaßgebliche Vorschläge zu der wegen Errichtung einer Universität in Berlin angesetzten Konferenz." 28. August 1809.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums.)

I.

§ 1. Es darf öffentlich bekannt gemacht werden:

1. Dass der König aufs neue den Entschluss, eine Universität in Berlin, dem Fortbestehen von Frankfurt und Königsberg unbeschadet, zu errichten, bestätigt hat.

§ 2. 2. Dass Se. Maj. befohlen, dazu alle vorläufig nothwendigen Schritte zu thun, damit die Universität, unmittelbar nach wiederhergestellter Ruhe in Deutschland, eröfnet werden könen.

§ 3. 3. Dass die Akademien der Wissenschaften und Künste mit der Universität und mit den wissenschaftlichen Instituten ein Ganzes bilden sollen, in welchem jedoch jeder einzelne der drei Theile seine Selbständigkeit erhält.

§ 4. 4. Dass folglich die bis jetzt mit der Akademie der Wissenschaften verbundenen Institute von derselben künftig getrennt werden, und zum gemeinschaftlichen Gebrauch der Universität und Akademien dienen sollen.

§ 5. 5. Dass Se. Majestät diesen höchsten wissenschaftlichen Anstalten, soviel als die gegenwärtige Lage des Staats erlaubt hat, eine ihrem Zweck angemessene Dotation verliehen, und ihnen das Prinz Heinrichsche Palais und das ganze Akademie-Gebäude eingeräumt haben.

§ 6. 6. Dass es für die Anstalten am nützlichsten, und für die Staats-Cassen am leichtesten geschienen hat, diese Dotation in Landeigenthum zu gewähren.

§ 7. 7. Dass Se. Maj. die Einkünfte von Frankfurt mit einem jährlichen Zuschuss von 7000 Thlr. zu vermehren geruhet haben.

§ 8. Diese Bekanntmachung müsste zugleich in einem officiellen Zeitungs-Artikel und in einer an beide Akademien von der Section zu erlassenden Verfügung geschehen. Nach der Redaction beider piècen legt die Section die Concepte sämmtlichen dir. Herrn Ministern Excellenzen zur Durchsicht vor.

II.

§ 9. Zur Vollziehung des Königlichen Willens dürfte jetzt Folgendes zu veranstalten seyn:

1. Die Domainen-Güter, welche das Einkommen gewähren sollen, zu bestimmen.

Dies Geschäft würde ich am liebsten dem Regierungs-Präsidenten von Vincke übertragen sehen.

§ 10. Bei der Bestimmung müsste ich bitten den jetzigen Ertrag, nicht die etwaige mögliche Melioration in Anschlag zu bringen. Eher liesse sich nach 30 Jahren eine Revision des Ertrages festsetzen.

§ 11. 2. Die Urkunde auszufertigen.

Weil es möglich wäre, dass man auf die Domainen einen früheren Anspruch geltend zu machen versuchte, so müssten wohl in dieser zugleich schon jetzt die geistlichen, zu saecularisirenden Güter festgesetzt werden, an welche sich die Anstalt alsdann halten sollte. Doch schlüge ich hierzu zwei Urkunden vor.

§ 12. 3. Die Administration anzuordnen.

Ich bitte die Anstalt und die Section der Administration zu überheben, und dieselbe Räthen der Kurmärkischen Regierung, welche mit Zuziehung des Praesidii den Namen einer Administrations-Commission führen, aber unter der obersten Leitung der Section stehen, zu überlassen.

§ 13. 4. Die Art des Darlehens zu bestimmen.

Ob und wie etwas über die Zahlung bestimmt werden soll?

III.

§ 14. Jetzt wünsche ich nur bewilligt:

1. Für die Akademie der Wissenschaften und mit ihr verbundene Institute	8700	Thlr.
2. Für die Bibliothek noch besonders . . .	1414	„
3. Für die Universität Frankfurt statt Wolfs (?)	2100	„
4. Für Schmalz	800	„
5. Für 3 neu zu berufende Subjecte . . .	8000	„
	21014	Thlr.

Ferner würden von den 150000 Thlr. abgerechnet

1. Die Zuschüsse zur Akademie der Künste	21554	Thlr.
2. Schleiermachers	500	„
3. Buttmanns Gehalt	1100	„
4. Die bisherigen Zuschüsse zur Akademie der Wissenschaften	3194	„
	26348	Thlr.
	47362	Thlr.

28. Aug. 1809.

Humboldt.

XXXIII. Über die Liegnitzer Ritterakademie.

7. September 1809.

(Eigenhändiges Konzept in den Akten des Kultusministeriums; gedruckt Werke V 344f.)

Die Liegnitzer Ritterakademie war aus einer vom Piastenherzog Georg Rudolf 1646 für evangelische Kirchen- und Schulzwecke begründeten Stiftung hervorgegangen und 1708 auf Betreiben der Jesuiten als paritätische Josephinische Ritterakademie eingerichtet worden. Der drohenden gänzlichen Katholisierung der ursprünglich rein lutherischen Stiftung wurde durch den Übergang Schlesiens an Preussen Einhalt gethan. Die innere Einrichtung war nach dem Muster der Universitäten gehalten, nur daß die körperlichen Übungen einen breiten Raum einnahmen und die alten Sprachen nur privatim getrieben wurden. Minister v. Zedlitz hatte den Unterricht im Lateinischen eingeführt und die Anstalt mehr dem Wesen der Schule genähert. Wöllner übergab sie einem adligen Kuratorium, wodurch der innere Betrieb litt. Minister v. Massow wollte ein Erziehungsinstitut für Zöglinge der Ökonomie und Forstkunde daraus machen, drang aber mit seinen Absichten nicht durch. So blieb die Anstalt in Verfall: 1809 gab es darin noch 7 Zöglinge, für die 11 Lehrer, 1 Stiftsschreiber und 15 Unterbeamte vorhanden waren. Schon Stein plante eine bessere Verwendung der nicht unbeträchtlichen Mittel, und Humboldt ging ernstlich an Reformen. Er zog die nötigen Erkundigungen ein und ließ von Süvern ein Gutachten ausarbeiten, an das er seine Denkschrift anschloß. Sie trägt in den Akten das Datum 7. September, während der Abdruck 17. September hat. Soweit es zum Verständnis nötig ist, teilen wir die einschlägigen Stellen aus Süverns Darlegungen in den Anmerkungen mit.

Herr Staatsrath Süvern hat diese Sache schon so sorgfältig bearbeitet, dass die Entscheidung darüber doch so schwer nicht fällt.

Durchaus einig sind wir, wie ich denke, darüber, dass die

Ritter-Akademie zugleich allgemeines Unterrichts und landwirthschaftliches Institut seyn soll.

Den letztern Gedanken aufzugeben, wäre bei den Landbesitzungen der Akademie und dem Bedürfniss einer solchen Anstalt Schade; das Erstere ist noch immer ausführbar, selbst wenn das landwirthschaftliche Institut eine noch so grosse Ausdehnung erhalten sollte.

Zweifelhaft bleibt also nur, ob auch das Alumnat fortbestehen, oder dem landwirthschaftlichen Institut, wenn dies mehr Einkünfte braucht, aufgeopfert werden soll.

Für Alumnate, wie man sie gewöhnlich, beim Joachimsthal, beim grauen Kloster u. s. f. hat, bin ich schlechterdings nicht. Allein in diesem Fall stimme ich gar sehr dafür, weil, nach Herrn p. Süverns sehr richtiger Bemerkung, Mangel an Erziehungs-Instituten ist, und die Ritter-Akademie durch ihre Gebäude, ihre Lage in einer kleinen Stadt, ihren Garten und ihre Landbesitzungen ein ausserordentlich gutes werden könnte. Allein dann müsste beim Director vorzüglich auf pädagogisches Talent, und mehr als auf Gelehrsamkeit gesehen werden, auch der Etat erlitte Abänderungen, da die Inspectoren, die nun Erzieher in höherem Verstande des Wortes würden, besser besoldet werden müssten.

Das Verhältniss dieser drei verschiedenen Zwecke ist nun von der Art, dass, wenn das landwirthschaftliche Institut eine recht grosse Ausdehnung haben, und eine Art landwirthschaftlicher Universität werden soll (von welcher Art Instituten es wohl der Mühe werth wäre, Eins in den Preussischen Staaten zu haben), das Erziehungs-Institut aufhören, und dem Unterricht, mit dem Gymnasium, nur ein Quantum von 5—6000 Thlr. (was auch, da einige der landwirthschaftlichen Lehrer auch auf dem Gymnasium unterrichten könnte, hinreichte) gelassen werden muss, wenn dagegen jenes Institut bloss hinreichend dotirt werden soll, die beiden andern Zwecke vereint füglich daneben bestehen können.

Denn wenn man den Etat nach anliegender Zusammenstellung der einzelnen Artikel durchgeht, so ergiebt sich folgende kurze Uebersicht.

Die Gesammteinnahme des Instituts ist	20800 Thlr.
davon gehen (an öffentlichen Lasten und fremden Abgaben) ab	1400 „
bleiben zur Disposition	19400 Thlr.

Von diesen werden verwandt:

1. zu unvermeidlichen Ausgaben (Officianten der Anstalt, Baukosten, Extraordinarien) .	2700	Thlr.
2. zu nützlichen (Unterricht, Gymnasium 7500 Thaler, Alumnat 5200 Thlr., landwirthschaftliches Institut 700 Thlr.)	13400	„
3. zu überflüssigen (Directorium, Curatorium, Pensionen, Manege)	3300	„
	19400	Thlr.

Die letztere muss man suchen, allmählig eingehen zu lassen.

Soll nun die Akademie Erziehungs- und Unterrichtsanstalt zugleich seyn, so muss das landwirthschaftliche Institut (das sich alsdann nur allmählig erweitern kann) vorzüglich auf diese verwiesen werden. Soll dasselbe hingegen vorherrschen, so muss das Alumnat auch eingehen.

Mit dem Gymnasium lässt sich, wie Herr p. Süvern sehr richtig ausführt, keine Vereinigung denken, als die eine Aufhebung des Gymnasii und Verwandlung in eine Elementarschule ist. Allein dieser ganze Punkt ist mehr für die Section in ihrem Gesichtspunkt, als für die Akademie wichtig. Diese könnte vermuthlich selbst nur einen Theil der 900 Thlr., die sie jetzt das Gymnasium kostet, sparen, und müsste auch künftig immer die Stadtschule in ihrer verkleinerten Gestalt unterhalten.

Die beiden zu entscheidenden Fragen sind daher:

1) welche Ausdehnung soll das landwirthschaftliche Institut erhalten?

2) soll das Gymnasium aufgehoben werden oder nicht?

Beide Fragen können wir jetzt nicht entscheiden, sondern müssen erst genauere Auskunft über die wahren Bedürfnisse eines landwirthschaftlichen Instituts, und die Passlichkeit des Schubertschen Vorwerks dazu, und über das ganze Liegnitzer Stadtschulwesen erhalten.

Auf keinen Fall aber, glaube ich, müssen wir den Plan des Herrn von Erdmannsdorff*) genehmigen. Er disponirt über alle Einkünfte, bindet uns für viele Jahre die Hände und macht doch aus der Anstalt nur ein gewöhnliches, mit Alumnat verbundenes Gymnasium.

Ich glaube daher, wir müssen jetzt zugleich an Herrn von

---

*) *Präsident der Liegnitzer Regierung.*

Erdmannsdorff über die ganze Angelegenheit, an Thaer über die Einrichtung eines landwirthschaftlichen Instituts, an Merkel*) über die Wahl eines Directors schreiben, da es gut wäre, einen Schlesier zu haben.

1.

An Hern. v. Erdmannsdorff: so sehr die Section auch gewünscht habe, ihm, seinem Verlangen gemäss, recht bald zu antworten, so sey sie noch jetzt nicht einmal dahin gekommen, einen durchaus festen Entschluss über die definitive Einrichtung der Ritter-Akademie zu fassen, sondern es fehle ihr hierzu noch an mehreren Datis. Sie müsse sich daher begnügen, ihm jetzt anzuzeigen, was für den Augenblick zu thun seyn werde, das Uebrige aber noch so lange anstehen zu lassen, bis sie ein vollständiges Urtheil fällen könne, wobei dann mit Ostern der wahrhaft umgeänderte Zustand der Akademie werde angehen können. Sie mache sich indess ein Vergnügen daraus, ihm auch ihre vorläufigen Ideen mitzutheilen. Er werde sich schon durch dieselben überzeugen, dass nur das lebhafte Gefühl, dass die Ritter-Akademie mehr Vorzüge, als irgend eine andre Schul-Anstalt in den Königlichen Staaten in sich vereinige, und die Furcht, mit schönen und bedeutenden Mitteln einen nicht hinlänglich grossen Zweck zu erreichen, sie so zögernd und vorsichtig in der Einrichtung dieser Anstalt mache.

Die Section gehe, wie der Hr. v. E., ganz davon aus, dass die Bedingungen der Stiftung aufrecht erhalten werden müssten, und dass die Anstalt, insofern sie wohlthätig sey, zuerst und zunächst dem Adel und der Provinz bestimmt bleiben solle. Allein in Ermangelung der Adlichen müssten auch Bürgerliche Theil nehmen können.

Ebenso sey gewiss auch der Hr. v. Erdmannsdorff der Meinung, dass die Spuren des ehemaligen Vorurtheils, dass eine adliche Erziehung von einer andern verschieden seyn müsse, die sich vielleicht noch in der Akademie finden möchten, vertilgt werden müssten, dass daher

1. der Unterricht so gut wie auf einem Gymnasium, auch ein gelehrter seyn, und auch innerhalb der Akademie gründliches Studium sowohl des Lateinischen als Griechischen umfassen müsse;

---

*) *Oberpräsident von Schlesien.*

2. die Uniformen der Zöglinge besser in eine einfache Kleidung nach eigener Wahl verwandelt würden;

3. wenn, wie es fast nach dem Etat scheine, die Bedienung in der Akademie zahlreicher und kostbarer sey, als die Nothwendigkeit es erheische, auch diese eine zweckmässige Abänderung erfahren könne.*)

Die von Hrn. v. E. auf das landwirthschaftliche Institut gerechnete Summe sey aber so unbedeutend, dass sich dafür nichts erhalten lasse.

Ein wirklich gutes landwirthschaftliches Institut setze nicht bloss einen tüchtigen theoretischen und praktischen Lehrer der Landwirthschaft, sondern auch Unterricht in den Anwendungen der Mathematik, Physik, Chemie und Naturgeschichte auf dieselbe, ferner einen Apparat von Ackerwerkzeugen, und endlich eine Summe zu Versuchen voraus.

Ein solches Institut, eigentlich ins Grosse getrieben, könnte, besonders in Schlesien, zu einer grossen Wichtigkeit gelangen, und von Einheimischen und Auswärtigen besucht werden. Allein alsdann würde dies Institut auch, wie die Section wohl einsehe, den grössten Theil der Einkünfte der Akademie absorbiren, das Alumnat würde alsdann höchstens noch in Stipendien für die Fundatisten verwandelt werden können, und es sey sehr zweifelhaft, ob der Provinz damit gedient seyn werde.

Allein immer werde doch, wenn es nicht besser seyn sollte, die Idee ganz aufzugeben, mehr und etwa noch eine Summe von 1000 Thlr., wovon die Section die Möglichkeit gleich anzeigen wolle, für dies Institut offen gehalten werden müssen, und in der Folge könne es dann durch die bei einigen gleich anzuzeigenden Ausgabe-Titeln zu machenden Ersparungen Zuwachs erhalten.

---

*) *Im Abdrucke fehlen folgende Worte: „Die Bestimmung der Academie im Allgemeinen wäre nach § 1. 2 des Aufsatzes A von Herrn p. Süvern anzugeben.“ Dieser § 1 lautet: „Sie soll zu einer Lehr- und Erziehungs-Anstalt organisirt werden, bestimmt, jungen Leuten die allgemeine Bildung zu geben, welche zur Vorbereitung auf die Universität sowohl als auch zum Eintritt in die gebildeten Stände der Gesellschaft erforderlich ist. § 2: Dieser allgemeine Zweck schliesst nicht aus die Verbindung mit einem speciellen, welchen besonders die öconomischen Verhältnisse des Instituts begünstigen, nehmlich jungen Leuten, die sich der Landwirthschaft widmen wollen, nachdem sie in den allgemein-bildenden Wissenschaften und Künsten und den Vorbereitungswissenschaften ihres Fachs hinlänglich unterrichtet sind, zur Oeconomie theoretische und practische Anleitung zu geben.*

Besitze es einen oder mehrere vorzügliche Lehrer, so werde es auch Zöglinge ausserhalb der Akademie finden und sich zum Theil durch sich selbst unterhalten können. Eben darauf müsse man auch bei der Akademie sehen, und es scheine daher wohl zu überlegen, ob nicht die Pension für bezahlende Zöglinge auf 300 Thaler oder wenigstens 250 Thlr. zu erhöhen seyn dürfte.

Unter diesen Umständen sey daher als entschieden anzusehen, und könne Hr. v. E. immer schon jetzt bekannt machen, dass die Liegnitzer Akademie ein Erziehungs- und Unterrichts-Institut zu seyn fortfahren, aber hiermit künftig, von Ostern an, ein landwirthschaftliches Institut verbunden werde.

Nur wenn sich bei dieser Bekanntmachung so viele Stimmen dafür erheben sollten, dass man diess Institut als den vorzüglichsten Zweck der Akademie ansehen, und ihm alles aufopfern solle, könnte man dahin gebracht werden, das Alumnat aufzugeben, und nur eine blosse Unterrichts-Anstalt bestehen zu lassen. Auf der andern Seite könne nur dann, wann sich finden sollte, dass ein landwirthschaftliches Institut mehr Unkosten erfordere, als die übrigen Zwecke verstatteten, gänzlich von demselben noch abgegangen werden.

Allein keins von beiden sey wahrscheinlich. Um aber jeden Missverstand zu verhüten, habe der Hr. v. Erdmannsdorff wohl einzuschärfen, dass auf keine Weise die Idee seyn könne, die ganze Erziehung in der Akademie nur auf Landwirthschaft zu lenken, und dadurch den Zöglingen eine einseitige Richtung zu geben, sondern dass das landwirthschaftliche Institut nur erst nach vollendeter früherer Erziehung im 17. oder 18. Jahre von denen benutzt werden könne, welche nicht die Universität besuchen wollten, oder schon von derselben zurückgekommen wären.

Hiernach hindre nun nichts, dass der Hr. v. E. nicht schon gleich von jetzt an neue Zöglinge ins Alumnat und den Unterricht aufnehmen könne, und hier treten nun mit den nach dem Vorigen sich von selbst ergebenden Abänderungen und mit ausdrücklicher Suspension der Zahlung der 600 Thlr. an sechs Königl. Fundatisten die §§ 3 bis 5 des Aufsatzes A*) des Herrn etc. Süvern ein.

---

*) *§ 3 lautet: „Das Institut ist im Allgemeinen bestimmt für anständige junge Leute aus allen Ständen. Auf das mit demselben verbundene Alumnat behält aber der Schlesische Adel die nächsten Ansprüche. Diesem bleiben die 12 Königlichen sowie die 2 Gräflich Kospothschen Freistellen ausschliesslich vorbe-*

Man stimme Hrn. v. E. ganz bei, dass für den Anfang der adliche Director beibehalten werden müsse, trage ihm dann aber auf, den Hrn. v. Schönaich*) entweder förmlich von aller Aufsicht auf Disciplin und Unterricht zu dispensiren, oder was besser seyn werde, ihn auf gute Manier, ohne förmliche Erklärung davon zu entfernen.

Die Pension des emeritirten Directors sey ohne Bedenken auf 250 Thlr. herabzusetzen.

Vollkommen trete die Section dem Hrn. v. E. in der Nothwendigkeit eines pädagogischen Directors bei. Sollte nun die Akademie das werden, wozu sie vor allen andern Anstalten in den Königlichen Staaten fähig und geeignet sey, — eine möglichst vollkommene Erziehungs-Anstalt, so müsse die Section pflichtmässig Hrn. v. E. eröffnen, dass sie, und namentlich ihr Chef, der den p. Wolfram**) persönlich kenne, in demselben weder die Gelehrsamkeit, noch die philosophisch-pädagogische Bildung, noch endlich die Energie des Charakters finde, welche ein Director

---

halten. Die übrigen Pensionärstellen stehen auch gesitteten jungen Leuten bürgerlicher Abkunft offen, und wenn die 12 adelichen unbesetzt sind, können sie auch in diese eintreten. Die Pension für adeliche und für bürgerliche bleibt auf 200 Thl. festgesetzt. § 4: Ausser den Alumnen, welche im Gebäude der Akademie wohnen, steht es gesitteten, ausserhalb derselben wohnenden jungen Leuten durch spezielle Erlaubniss der geistlichen und Schul-Deputation der Regierung frey, die öffentlichen Lehr- und Uebungsstunden in denselben zu besuchen. Dafür wird in den untern Klassen ein vierteljährliches Honorar von 6 Thl., in den beiden obern von 9 Thl. an die Stiftskasse gezahlt. Dürftigen, aber fleissigen Schülern kann es auch auf das Zeugniss des Studien-Direktors und der Lehrer, welche sie unterrichten, von der geistlichen oder Schul-Deputation der Provinzial-Regierung ganz oder zum Theil erlassen werden. Von dem Unterrichtsgelde wird die Hälfte unter die Professoren und diejenigen Collaboratoren, welche keine Wohnung in der Akademie haben, zu gleichen Raten jährlich vertheilt. Die andere Hälfte wird zum Extraordinarien-Fonds gezogen. § 5: Bei jedem bloss zum Unterricht oder auch ins Alumnat Aufzunehmenden, welcher von unten auf den Cursus durch das Institut machen will, wird vorausgesetzt, ausser untadelhaften Sitten, die Elementarbildung der Geisteskräfte und die Fertigkeit und Richtigkeit im mündlichen Ausdruck, im Lesen, Schreiben und Rechnen, wodurch sie sich äussert. Sind die Anfangskenntnisse der Naturgeschichte und Naturlehre, der Geographie und Geschichte damit verbunden, so kann das willkommen seyn, aber unerlässlich gefordert wird es nicht.

*) *Der bisherige Direktor der Ritterakademie.*

**) *Wolfram, bisher Direktor in Posen, jetzt Rat in der Liegnitzer Regierung und Professor der Geschichte an der Ritterakademie, bewarb sich, da Herr v. Schönaich abging, um das Direktorat, das er interimistisch verwaltete.*

einer solchen Anstalt besitzen müsse, so sehr man auch seine wirklich achtungswürdigen Eigenschaften anerkenne. Hätte die Section geglaubt, dass bei dem Wunsche, den etc. W. in die Regierung aufzunehmen, die Absicht sey, ihm auch die Direction zu übertragen, so würde sie gleich ihre Meinung unverholen hierüber geäussert haben.

Ausserdem sey wirklich der Posten eines Directors wegen der Vielfachheit seiner Geschäfte mit dem eines Regierungsraths unverträglich. Die Section werde sich daher alle ersinnliche Mühe geben, einen recht tüchtigen andern Director ausfindig zu machen, allein auf jeden Fall mit Hrn. v. E. über die Wahl vorher correspondiren.

In Ermangelung eines Directors übernehme W. sehr natürlich als Regierungsrath die Direction, gebe sie aber, wenn einer komme, als eine für ihn zu mühsame und specielle Verwaltung, eben so natürlich ab, und behalte bloss die Ertheilung des historischen Unterrichts. Hierin liege nicht das mindeste Anstössige, da öfters Subordinations-Verhältnisse, nach Verschiedenheit der Geschäfte, auch verschieden seyen.

Dass das Provincial-Curatorium jetzt durch die Aufsicht der Regierung mehr als hinlänglich ersetzt werde, darin werde Hr. v. E. mit der Section übereinstimmen, allein vermuthlich auch der Meinung seyn, dass den beiden jetzigen Curatoren ihr ohnehin kleines Gehalt gelassen werden müsse. Gehe künftig das adliche Directorium und Curatorium ein, so erspare der Etat 1166 Thlr. jährlich.

Was die Lehrer betreffe, so könne die Section die Ascension des etc. Gebauer nicht genehmigen. Hr. v. E. werde selbst fühlen, dass, ob man gleich den jetzigen Lehrern ihren Werth nicht absprechen wolle, doch keiner unter ihnen sey, der als Gelehrter im Mindesten einen Namen besitze, und dass auch der Zahl nach die Akademie, ungeachtet ihrer 20000 Thlr. Einkünfte, weniger gut als viele bei weitem ärmere Gymnasien bedacht sey. — —

Der etc. Rimay könne nur genommen werden, wenn er wirklich eine sehr schöne Hand (auf deren Erwerbung bei den Zöglingen vorzüglich zu sehen sey) schreibe. Dass er zugleich Secretair- oder Copisten-Geschäfte beim Director zu verrichten im Stande sey, verdiene keine Rücksicht. W. könne sich dazu eines Subalternen der Regierung bedienen und ein neuer Director habe mehr Zeit. Vorzüglich müsse beachtet werden, ob der calligra-

graphische Unterricht nicht durch einen in Liegnitz schon anwesenden Lehrer gleich gut und wohlfeiler ertheilt werden könne.

Die Zulage von 500 Thlr. für die 5 Lehrer sey noch zu suspendiren, um so mehr, als, wenn das landwirthschaftliche Institut in Flor komme, sie Verdienst durch Privat-Unterricht, vielleicht auch durch Pensionaire, erhalten könnten. Müssten Sie (sic!), nach dem neuen Lehr-Plan, mehr Stunden als bisher übernehmen, so könnten ihnen diese Stunden durch eine billige monatliche Zulage vergütigt werden.

Dem Institut gleich jetzt wenigstens Einen recht brauchbaren und hinlänglich gelehrten Lehrer mehr zu verschaffen, werde sich die Section unverzüglich bemühen.

Bei der Beurtheilung der Möglichkeit einer Erweiterung des Lehrer-Personals, sey der Punkt der Manege vorzüglich in Erwägung zu ziehen.

Es schmerze die Section in der That, dass sie, da Herr v. E. grossen Werth auf die Herstellung des Unterrichts im Reiten zu legen scheine, seine Vorschläge deshalb zu genehmigen, wenigstens in der gemachten Art und gleich, jetzt ausser Stande sey.

Allein es sey offenbar, dass gerade dieser Unterricht ehemals ausserordentlichen Nachtheil hervorgebracht habe, [wie der Section schon vor längerer Zeit schriftlich geklagt worden sey,]*) dass daher, wenn einige mit Abschaffung desselben unzufrieden seyn sollten, andre vielleicht auch gerade diese Abschaffung als ein Zeichen eines neu einzuführenden ernsteren Studirens ansehen möchten, dass das Verhältniss der Kosten des wissenschaftlichen und des gymnastischen Unterrichts ganz unverhältnissmässig wäre, und dass andere ganz nothwendige Ausgaben unumgänglich Ersparungen erforderten.

Der ganze Aufwand für den Unterricht betrage, die überaus reichlich gerechnete Vermehrung der Bücher- und Instrumenten-Sammlung [die Zulage von 500 Thlr. und das Director-Gehalt von 600 Thlr. mit eingeschlossen**)] 8345 Thlr. Davon nun koste der Fecht-, Tanz- und Reitunterricht, wenn man zum letzteren alles rechne, was in den verschiedenen Titeln des Etats dazu gehöre, 2474 Thlr., also nahe an $^1/_3$. Der Stallmeister habe mehr Einkünfte, als irgend ein Lehrer. Der Unterricht im Tanzen und

*) *Im Konzept fehlen diese Worte.*

**) *Die Worte fehlen im Konzept.*

Fechten koste bei 2 Personen über 700 Thlr. und der im Zeichnen und der Musik, zwei Künsten, welche offenbar mehr zur Bildung des jugendlichen Alters beitrügen, müsse in Einem einzigen Menschen, verbunden mit einem Inspectorat, für etwa 350 Thlr. zusammengedrängt werden. Hr. v. E. sey zu einsichtsvoll, um hierin nicht grosse Missverhältnisse zu finden. Was aber das Schlimmste sey, so zeige leider die Erfahrung in so manchen Anstalten, dass der Unterricht in diesen Exercitien bei weitem nicht so gut auf die Gesundheit und körperliche Ausbildung wirke, als fast ganz kostenlose, wahrhaft gymnastische Uebungen unter einem Lehrer, wie man sie z. B. in Schnepfenthal finde.

Die Section werde demohngeachtet sehr gern den Zöglingen der Akademie das Vergnügen und den Nutzen der Reitbahn wieder verschaffen. Allein dafür gleich 1600 Thlr. wegzugeben, eine Ausgabe von 870 Thlr. etatsmässig zu machen, und sich einer Mehrausgabe bei möglichen Unglücksfällen auszusetzen, sey in hohem Grade bedenklich: man müsse wenigstens erst vollkommen übersehen, ob andre, wirklich nothwendigere Ausgaben diesen Aufwand gestatteten, und es sey auch zu versuchen, ob dieser Unterricht nicht auf eine wohlfeilere Art zu erlangen sey. Da der Stallmeister so gut besoldet werde, und jetzt ein ganzes ansehnliches Regierungs-Collegium in Liegnitz anwesend sey, so entstehe die Frage, ob der Stallmeister nicht auf eigne Kosten und nur so, dass man den Unterricht der Akademie-Zöglinge bezahle (wie es z. B. in Züllichau sey, wo der Unterricht im Reiten das Pädagogium weiter gar nichts, als das von jedem Zöglinge selbst bezahlte Stundengeld koste) die Anschaffung und Unterhaltung der Pferde übernehmen könne. Man gewinne dadurch doch immer, dass man alsdann die Sache zu jeder Zeit abbrechen könne, und der Stall nicht so sehr zu einem integranten und für die Folge die Hände bindenden Theil der Anstalt werde. Es sey auch gewiss nicht nöthig, dass jeder Zögling täglich eine Reitstunde habe. Die Zöglinge der Ecole militaire in Berlin, die doch zum Kriegsdienst erzogen würden, nähmen nur drei wöchentlich. Man ersuche daher Hrn. v. E. noch erst nähere Auskunft zu geben:

ob nicht eine Einrichtung, wie eben erwähnt, getroffen werden könne und erspriesslicher sein werde?

ob im Fall man doch noch zur gänzlichen Abschaffung des Reitunterrichts komme, nicht die Unterhaltung der Reit- und

Sattelknechte gleich wegfallen, und mit der Besoldung des Stallmeisters irgend eine Modifikation getroffen werden könne?

ob endlich, wenn der Unterricht auch ganz wieder eingeführt werde, sich erwarten lasse, dass er seinen Zweck erfüllen könne, da sachkundige Männer dem Sectionschef versichert, dass, obgleich der Reit-Unterricht ehemals fast die Hauptsache der Erziehung in der Akademie gewesen sey, die Zöglinge doch nicht vorzügliche Fortschritte im Reiten gemacht hätten?

Nach dem Eingehen dieser Erläuterungen werde sich entscheiden lassen, ob dieser Unterricht gar nicht wieder einzuführen, oder bis Ostern, um zu sehen, ob bis dahin vielleicht eintretende grössere Frequenz ihn erleichtere? zu suspendiren, oder sogleich herzustellen sey?

Die andern so sehr nothwendigen Ausgaben seyen folgende:

1. Ein neuer Lehrer vorzüglich für einen gründlichen Unterricht in alten Sprachen.

2. Einer, wenn er auch nur ein Collaborator sey, für Mathematik und Naturwissenschaften, zwei auch für das landwirthschaftliche Institut so wichtige Zweige.

3. Der pädagogische Director, dessen Gehalt aber schon etatsmässig sey. Hrn. Wolfram hierzu zu nehmen, sey allerdings eine Ersparung, allein kein wahres Hülfsmittel, da offenbar nur mehrere neue Lehrer den Unterricht auch in neuen Schwung bringen, und ihm das wahre Leben ertheilen könnten.

4. Seyen die Inspectoren viel mehr als die Professoren, weil ihr Amt weniger Nebenarbeiten erlaube, einer Zulage bedürftig, und wenn die Anstalt, wie es so sehr wünschenswerth sey, ein wahres Erziehungs-Institut seyn solle, so sey ihr Amt aufs mindeste gleich wichtig, als das der Professoren.

5. Ein Englischer und Italienischer Sprachmeister, und die Trennung des Zeichen- und Musik-Unterrichts sey ein wahres Bedürfniss. Es sei durchaus Wunsch der Section, nicht jede Anstalt nach gleichen Grundsätzen zu behandeln, sondern auch zufällig entstandenen ihre Eigentümlichkeit zu lassen, und sie wolle daher gar nicht die Liegnitzer Ritter-Akademie (die sich immerfort auch durch diesen Namen auszeichnen möge) wie jede andere gymnasienartige Erziehungsanstalt behandeln, sondern ihr durch die Möglichkeit, sich darin eine dem Eintritt in die höhere und feinere Gesellschaft angemessene Bildung zu verschaffen, einen Vorzug gewähren. Dazu sey nun nichts so geeignet, als Vertrau-

lichkeit mit Gegenständen der Kunst, und Unterricht in fremden Sprachen, und nicht zwar bloss zur Erlangung grammatikalischer Correktheit, sondern auch zur Uebung in richtiger Aussprache und in wahrhaft eigenthümlichen Wendungen. Hr. v. E. sey gewiss selbst der Meinung, dass, wenn man auf das eine oder andre Verzicht leisten müsse, dieser Vorzug gewiss weit wichtiger sey, als der, welchen man bisher durch einen, vielleicht auch bessern, aber wenigstens weit kostbareren Unterricht im Reiten, Tanzen und Fechten gehabt habe, so wenig die Section diesen Uebungen ihren Werth abspreche. Aus eben diesem Gesichtspunkt werde die Section auch bei der Wahl der Lehrer immer auf Männer sehen, die, neben gründlichen Kenntnissen in Einem Fach, auch eine allgemeine Bildung besässen.

6. Das landwirthschaftliche Institut brauche nothwendig, ausser den blossen Lehrern der Landwirthschaft mehr Einrichtungen, zu denen man sich doch die Disposition über 600 bis 1000 Thlr. frei erhalten müsse. Was aber für dasselbe in Absicht auf mathematischen und naturhistorischen Unterricht und selbst auf Sammlungen und Instrumente geschehe, könne auch dem allgemeinen Unterricht zu Statten kommen, und auf diese Weise beide Anstalten einander wechselweis unterstützen.

Um nun diesen Mehrbedarf herauszubringen, sehe die Section bei der genauesten Prüfung des Etats (bei welcher sie freilich von der Voraussetzung ausgehe, dass Hr. v. F. schon dafür gesorgt haben werde, dass Alumnat, Bedienung und solche nur an Ort und Stelle zu beurtheilende Artikel nur den möglichst geringen Aufwand erforderten), nur allenfalls folgende Hülfsmittel vor sich:

1.	Die für den pädagogischen Director ausgesetzten und nunmehr nicht dem p. W., welcher seinen Hauptgehalt bei der Regierung bekomme, zu ertheilenden	600 Thlr.
2.	Die für die 5 Professoren vorgeschlagenen Zulagen Hiervon müsste indess denselben immer ein Theil für mehr zu übernehmende Stunden verabfolgt werden.	500 „
3.	Eine, bis etwa durch Absterben der Pensionaire oder des künftig eingehenden adlichen Directorats grössere Ersparungen möglich würden, zu machende Beschränkung des Quanti für Bücher und Instrumente mit	400 „

	Transport	1500 Thlr.
4. Die projectirten Geldunterstützungen der 6 Königlichen Fundatisten	600	„
5. Die für die Ober-Rechenkammer angesetzten . (Da bereits bei andern Schulanstalten angenommen sey, dass Königl. Collegia dergleichen Mühwaltungen unentgeldlich zu übernehmen verbunden seyen.)	30	„
6. werde Hr. v. E. am Besten ermessen, ob vielleicht bei den Extraordinarien ein geringeres Quantum als 950 Thlr., wie jetzt, etatsmässig gemacht werden könne, woran man jedoch, da Remissions-Fälle vorkommen könnten, zweifle	—	„
7. müsse die Folge lehren, ob vielleicht bei einer zu bewirkenden Verbindung des Gymnasii mit der Akademie eine Ersparniss an dem jetzigen Zuschuss von 900 Thlr. zu bewirken stehe.		
9. durch Abschaffung des Reitstalles, wodurch augenblicklich	870	„
und bei künftiger Versorgung, oder Abgang des Stallmeisters und der Knechte, 1750 Thlr. erspart werden.		
	Summa	3000 Thlr.

Von dieser Seite vorgestellt, lasse sich doch kaum bezweifeln, dass diejenigen Eltern, welche für die Erziehung ihrer Kinder vorzüglich Antheil an der Akademie nehmen, nicht selbst für die Suspension des Reitunterrichts, bis grössere Frequenz und somit vermehrtes Einkommen ihn minder schwierig mache, stimmen, und nicht einer Erweiterung des landwirthschaftlichen Instituts, und einer radikalen Verbesserung des wissenschaftlichen Unterrichts denselben gern aufopfern wollten.

Der Professor-Wittwe Schirch könne die Pension nicht verweigert werden, allein übrigens könne die Section nicht genehmigen, auch für künftig anzustellende Professoren Wittwen-Pensionen zu gestatten, da Pensionen nur sehr unzweckmässig auf Institute gegründet würden, die immer müssten einen sichern Etat machen können, und bei denen der Disposition über die Einkünfte zu ihrem wahren Nutzen nichts entzogen werden dürfe.

Die von Hrn. v. E. vorgeschlagene Verbindung des Gymnasiums mit der Akademie finde die Section nicht zweckmässig, da sie die Einheit des nun in zwei sehr verschiedene Institute getheilten Unterrichts verhindere, wobei die Gründe nach dem Aufsatz A*) auszuführen sind.

Die Section bleibe der Meinung, dass die einzige gute Art der Verbindung die sey, dass das Gymnasium nur als höhere Elementarschule fortdaure, und als Gymnasium ganz in die Akademie übergehe. Da in Breslau und andern Städten Schlesiens täglich Adliche und Bürgerliche, so wie auch in Berlin und hier, dieselben Gymnasien besuchen, so könne der Adel wohl hieran keinen Anstoss nehmen. Der Nutzen sey auch darin offenbar, dass eine grössere Frequenz sowohl die Nacheiferung der Schüler, als die Lehrer selbst belebe, und wirklich erst mit einer grösseren Anzahl von Zöglingen und Schülern, die, ohne auf der Akademie zu wohnen, die Lectionen besuchen, das ganze Institut recht in Schwung kommen könne.

Da indess eine solche Vereinigung vorbereitet werden müsse, und auch erst selbst die Reform der Akademie als vollendet voraussetze, so scheine es rathsam, für jetzt beide Anstalten noch in der alten Trennung zu belassen, wobei jedoch unbenommen bleibe, einzelnen Schülern des Gymnasiums, wann sich Gelegenheit dazu zeige, bei der Akademie, und einzelnen Zöglingen (dieser), wenn man ihnen gleich jetzt gelehrteren Sprachunterricht verschaffen wolle, im Gymnasium Zutritt zu erlauben.

Um aber eine künftige Umänderung vorzubereiten, ersuche man Hrn. v. E. um eine ausführliche und vollständige Darstellung des ganzen Liegnitzer Stadt-Schulwesens, vorzüglich auch in Hinsicht auf die Einkünfte und Hülfsmittel desselben, und auf Vorschläge wegen Professor Werdermann**), wenn derselbe vielleicht

---

*) *Dort führt Süvern die drei Vorschläge an, die für die Vereinigung der Ritterakademie mit dem Gymnasium gemacht wurden: 1. die Akademie aufzuheben und sie ganz mit dem Gymnasium zu vermischen; 2. beide Anstalten nebeneinander bestehen zu lassen, aber so, daß die Schüler der beiden oberen Klassen am Unterricht in gewissen Gegenständen wechselseitig teilnähmen; 3. die Akademie zu einem wahren Gymnasium einzurichten, das bisherige in eine Schule 2. Grades zu verwandeln. Die Möglichkeit und Nützlichkeit der Durchführung der beiden ersten Vorschläge widerlegt er; den dritten erklärt er für den Gedanken der Sektion.*

**) *Werdermann war Rektor der Stadtschule zu Liegnitz.*

sich weigere, sein Rectorat gegen eine blosse, auch verbesserte Professur zu vertauschen.

In Absicht des landwirthschaftlichen Instituts wolle man sich an Thaer, den wissenschaftlichsten Oeconomen Deutschlands, wenden, theils um seine Rathschläge wegen Einrichtung desselben zu erhalten, theils um ihn zu ersuchen, ein Subject zur jetzt offnen Lehrer- und Stiftsverwalterstelle vorzuschlagen. Man erbitte sich nur von Hrn. v. E. genaue Nachrichten über die Lage und Beschaffenheit des Schubert'schen Vorwerks*) und die genaue Angabe der Geschäfte eines Stiftsverwalters. Die Stiftsverwalterstelle müsse so lange interimistisch verwaltet werden. Die Dismembration des Vorwerks sey fürs Erste zu unterlassen oder anzugeben, wie das landwirthschaftliche Institut sonst Ackerstücke zu seinen Operationen erhalten könne.

Die Vollziehung des Etats wolle die Section nach von Hrn. v. E. erhaltener Antwort auf dies Schreiben bewirken. Stimme er in den einzelnen Puncten mit ihr überein, so könnte die noch unbestimmt bleibende Summe zu künftiger Verwendung reservirt werden. Da der Etat doch nur für das künftige Kalenderjahr dienen könne, so sey noch vollkommen Zeit dazu.

2.

Thaer wäre schon vorläufig immer zu befragen:

1. über die ganze Idee des Instituts, dem man jetzt nur 700 Thaler für den Lehrer, der noch die Stiftsverwalterstelle übernehmen muss, und etwa noch 1000 Thlr. widmen kann. Ueber das Vorwerk, das zum Institut dienen soll, ist die Bemerkung aus dem Etat abzuschreiben. Die Dismembration werde nun unterbleiben müssen;

2. um ein Subject, das er als Lehrer empfehlen könne;

3. um genaue Vorschläge wegen der Einrichtung des Instituts.

3.

Die Anfrage an Merkel wegen des Directors müsste vorzüglich auf einen recht pädagogisch gebildeten, und der sich Vertrauen in der Provinz zu verschaffen verstehe, gehen. Denn ohne gehörige Frequenz schlummert das Institut ewig.

Königsberg, den 7. Sept. 1809.

*) *„Wenn das Detail des zu wissen Nöthigen Herr v. Stein hierüber zu bemerken die Güte haben wollte“ steht noch im Konzept.*

XXXIV. Über den Unterricht im Zeichnen.

19. Oktober 1809.

(Eigenhändiges Konzept und Abschrift in den Akten des Kultusministeriums.)

An den Senat der Königlichen Akademie der Künste zu Berlin.

Wir bemerken nemlich, dass der Unterricht im Zeichnen theils auf den Gymnasien, theils aber auch auf den Provincial-Kunstschulen selbst sehr unvollkommen ertheilt würde, und es darin durchaus an einer sichern Methode, einer Vertheilung in Klassen, wo man schrittweise vom Leichteren zum Schwereren übergehet u. s. f. mangelt. Daher kommt denn natürlich, dass ein solcher Unterricht theils, indem er auch die wirklich in den Lehrlingen vorhandenen Talente wenig entwickelt, der Kunst, theils aber auch der allgemeinen Bildung wenig hilft, indem der Schüler selten dadurch die nothwendige Uebung des Anschauungs- und Darstellungsvermögens, richtige Kenntniss der Verhältnisse vorzüglich des menschlichen Körpers, die Fertigkeit, Gegenstände der Natur unmittelbar selbst auf das Papier überzutragen und sich also des Zeichnens als einer Art von Sprache zu bedienen (der Bildung des Schönheitsgefühls und Geschmacks gar nicht einmal zu gedenken) gewinnen, sondern höchstens eine Fertigkeit erlangen, nach Mustern sauber ausgeführte Zeichnungen zu entwerfen, welche ihnen theils wenig Nutzen gewährt, theils im Leben sehr bald wieder verloren geht. Liegt der Grund hiervon oft in der Mittelmässigkeit der Lehrer und selbst darin, dass die Aufseher der Schulen den Zeichenunterricht fälschlich wie eine Nebensache, und das Zeichnen selbst als eine gewissermassen nur zum Luxus der Erziehung gehörige Kunst ansehen, so ist die Hauptschuld doch dem Mangel an einer guten und festen Methode zuzuschreiben, die, wie jede Methode, auch den mittelmässigen Lehrer mehr zu leisten in Stand setzt, und deren Anwendung die Schul-Directoren bald überzeugen würde, dass der Zeichen-Unterricht keinem andern an Nothwendigkeit nachsteht. Die Section wünscht daher die Gedanken der Akademie über die Einrichtung des Zeichen-Unterrichts, seinen stufenweisen Fortgang von den ersten Anfängen bis zu den letzten Arbeiten derer, die sich ausschliessend der Kunst widmen, und die Behandlungen desselben auf den verschiedenen Schul-Anstalten, nemlich in den allgemeinen

öffentlichen Schulen, wo der Unterricht, wie es nothwendig der Fall seyn muss, noch ungeschieden sowohl auf die Bildung des Künstlers, als die des Menschen überhaupt geht, und wo es nur darauf ankommt, das jugendliche Gemüth überhaupt zur Auffassung, Darstellung und Erfindung von Formen überhaupt und von schönen insbesondere, allgemein zu bilden, und so die schwache natürliche Anlage zu stärken, der entschiedenen aber Freiheit zu gewähren, sich auszusprechen und zu entwickeln, als in den Gewerbs-Schulen, die eigne Specialschulen sind, und in denen der allgemeine Zeichen-Unterricht durch die künftige Bestimmung des Schülers bedingt, und also auf diese Rücksicht genommen wird, und endlich auf der Akademie, der wahren Schule der Kunst, die ausschliessend für den angehenden Künstler bestimmt ist, mitgetheilt zu erhalten.

Da dies indess kein Gegenstand gemeinschaftlicher Berathung seyn kann, so wird es nothwendig seyn, dass die Akademie diejenigen ihrer Mitglieder, welche hierüber vorzüglich schon jetzt nachgedacht haben möchten, auffordere, ihre Gedanken aufzusetzen, und solche alsdann, wenn auch die Meinungen Mehrerer weit auseinandergehen sollten, vollständig, allenfalls von allgemeinen Bemerkungen der Mitglieder begleitet, der Section einsende.

Königsberg, den 19. October 1809.

Section etc. f. d. öff. Unterricht.
Humboldt.

XXXV. Über die Patronatsrechte.

20. Oktober 1809.

(Eigenhändiges Konzept in den Akten des Kultusministeriums.)

Mißliche Vorkommnisse bei höheren Schulen städtischen Patronats in Frankfurt a. O. und Breslau veranlaßten Humboldt an eine Neuordnung dieser Angelegenheit zu gehen. Süvern verfaßte den grundlegenden Gesetzentwurf, und nachdem er den Voten Humboldts, Uhdens und Wolfs gemäß umgearbeitet war, ging er an die Sektion für die allgemeine Gesetzgebung. Das Gutachten dieser Behörde vom 23. September 1809 lautete stark ablehnend, und gegen dieses ist der folgende Aufsatz Humboldts gerichtet.

Der Entwurf zu einer neuen Verordnung über die Patronats-Rechte ändert in der bisherigen Verfassung zweierlei ab, nemlich

1) dass statt eines Wahl-Candidaten 3 von den Patronen vorgeschlagen werden sollen;

2) dass im Falle alle drei untüchtig befunden würden, die Behörde selbst ernennen kann.

Beide Einrichtungen können auch von einander getrennt werden, und hängen nicht nothwendig miteinander zusammen.

Es ist auffallend, dass sich die Gesetzgebungs-Section über die ersteren gar nicht erklärt. Es bleibt jetzt zweifelhaft, ob sie den Vorschlag von 3 Subjecten, statt eines Einzigen billigt, oder nicht. Allein die Section muss auf demselben beharren. Sie kann um so weniger eine Aufhebung des Patronats-Rechts genannt werden, als sie seit einer langen Reihe von Jahren bei einigen magistratischen Wahlen schon gesetzlich feststeht. Sie ist offener, besser und einem frommen Sinn angemessener, als wenn man, wo nur Einer vorgeschlagen werden darf, den Patron durch Staatsbehörden auf diesen oder jenen Mann zu lenken versucht. Die wichtigste, ja fast einzige Schwierigkeit ist dabei bloss, dass in sehr kleinen Orten und für sehr unbedeutende Stellen es schwer, ja manchmal unmöglich seyn kann, 3 Subjecte ausfindig zu machen, weshalb ich auch anheimstelle, ob nicht der Vorschlag von drei Candidaten nur bei Stellen, die 300 Thlr. jährlich und darüber tragen, anzuordnen, bei den andern aber es beim Alten zu lassen sey. Ein bedeutender Nutzen der Verpflichtung, drei Subjecte vorzuschlagen, ist es ferner, dass sodann das so schädliche ascendiren nur da statt finden kann, wo es durch die Fähigkeit des Subjects gerechtfertigt wird.

Die andere Einrichtung beurtheilt die Gesetzgebungs-Section sehr ungünstig. Wenn die Unterrichts-Section nur von wichtigen Verwerfungsgründen spricht, wenn sie sich selbst auferlegt diese Gründe den Patronen anzuzeigen, wenn den Regierungen ausdrücklich benommen wird, hierin je für sich, und ohne die Oberbehörde zu entscheiden, wenn endlich die Section sich in ihrer eigenen Verordnung anweisen lässt, immer behutsam und nur aus Rücksichten für das Beste der Sache zu handeln; so konnte sie wohl hoffen vom Vorwurf der Anmassung frei zu bleiben, so durfte sie voraussetzen, dass ein solcher Verwerfungsfall nur äusserst selten eintreten konnte, und so musste sie glauben, dass in dem Ausdruck: das Wahlrecht bleibe den Patronen unbenommen, kein Widerspruch angetroffen werden, und dasselbe nicht der Willkühr durchaus Preis gegeben scheinen würde. Indess ist dieser Punkt der Verordnung allerdings einem möglichen Missbrauch unterworfen, und er ist auch nur aus dem Bedenken ent-

standen, dass, wenn drei Subjecte verworfen sind, nur an wenigen Orten drei andere aufzufinden seyn dürften. Um nun auch dieser Schwierigkeit zu begegnen, könnte jetzt festgesetzt werden: dass, wenn die Oberbehörden keinen der drei Candidaten bestätigen können, es von den Patronen abhänge, entweder drei andere vorzuschlagen, oder die Oberbehörde um die eigene Ernennung zu ersuchen. Dies findet alsdann auch natürlich nur bei denjenigen Stellen statt, wo es drei Subjecte vorzuschlagen, zur Pflicht gemacht wird.

Die Behörde verbindlich machen zu wollen, jeden zu bestätigen, der einmal ein günstiges Zeugniss der wissenschaftlichen Deputationen hat, dürfte wohl nicht angehen, und es lässt sich wohl eben so wenig sagen, dass, wenn ein solcher verworfen wird, der Patron die Schuld der Nachlässigkeit dieser trägt. Denn der Candidat kann ja seit seinem Examen an Kenntnissen und Fähigkeiten abgenommen haben, und dann weiss auch jeder, dass selbst das beste Examen immer kein ganz zuverlässiger Massstab der Fähigkeiten ist. Wäre aber endlich auch Schuld der Deputationen dabei, so dürfte es immer besser seyn, diese die Patrone durch Verwerfung, als die Jugend durch Bestätigung der Wahl büssen zu lassen.

Die Wahl von Personen, die bei den wissenschaftlichen Deputationen examinirt sind, bloss anzurathen, würde die Absicht, diese Prüfungen ganz allgemein zu machen, und zu verhindern, dass sich irgend einer, der sich der Erziehung widmet, davon ausschliesse, entgegenlaufen. Allein allerdings müsste man solche, die aus dem Auslande her berufen werden oder schon vor dieser Einrichtung ins Schulamt getreten sind, ausnehmen.

Doch ist das erst dann nöthig, wenn die Verpflichtung, bloss Geprüfte vorzuschlagen, wirklich eintritt.

Die Bekanntmachung der Gründe, warum vorgeschlagene Candidaten nicht bestätigt würden, könnte als Regel allerdings unterbleiben. Meistentheils aber liegen dieselben in dem Ausfall der Prüfungen, und dann sind sie von selbst sichtbar. Wo das nicht wäre, müsste doch wohl wenigstens der Patron, die Behörde darum zu befragen, das Recht haben.

20. October 1809.

Humboldt.

XXXVI.—XXXIX. Die Errichtung einer wissenschaftlichen Deputation bei der Sektion des öffentlichen Unterrichts.

Oktober-November 1809.

Um die in der Verordnung vom 24. November 1808 vorgesehene wissenschaftliche Deputation ins Leben zu führen, entwarf Humboldt, wohl Anfang Oktober 1809, eine Denkschrift (No. XXXVI) und legte in einem ausführlichen, an Altenstein gerichteten Schreiben (No. XXXVII) besonders die finanzielle Seite der Angelegenheit dar. Nachdem dieser seine Zustimmung erklärt hatte, stellte er seinen Antrag beim Könige (No. XXXVIII). Inzwischen hatte Süvern im engsten Anschluß an Humboldts „Ideen" einen Entwurf zur Instruktion ausgearbeitet und sandte ihn am 14. November an diesen, der am folgenden Tage sein Votum (XXXIX) darüber abgab.

XXXVI. Ideen zu einer Instruktion für die wissenschaftliche Deputation bei der Sektion des öffentlichen Unterrichts.

(Konzept, zum Teil eigenhändig, in den Akten des Kultusministeriums, an der Spitze steht Königsberg, den 1. (wahrscheinlich Oktober); gedruckt Werke V 333ff.)

1.

Zweck der wissenschaftlichen Deputation im Allgemeinen.

Sie hält die allgemeinen wissenschaftlichen Grundsätze, aus welchen die einzelnen Verwaltungs-Maximen herfliessen, und nach denen sie beurtheilt werden müssen, unverrückt gegenwärtig, und dient daher der Section, ihr Verfahren im Einzelnen immer nach seinen allgemeinen Richtungen übersehen und gehörig würdigen zu können; sie verrichtet ausserdem diejenigen ihrer Arbeiten, welche eine freiere wissenschaftliche Musse erfordern, und mitten unter den Zerstreuungen der laufenden Geschäfte nicht gedeihen können. Es sind ihr endlich besonders alle Prüfungen übertragen, die nicht zur Competenz der geistlichen und Schul-Deputationen der Regierungen gehören.

2.

Organisation, Zahl und Classen der Mitglieder; gegenwärtige Verhältnisse derselben.

Die Deputation besteht aus ordentlichen und ausserordentlichen Mitgliedern und hat an ihrer Spitze einen Director.

Die ordentlichen Mitglieder wohnen allen Sitzungen bei und verrichten die hauptsächlichsten bei der Section vorkommenden Arbeiten.

Die ausserordentlichen Mitglieder erwarten, um den Sitzungen beizuwohnen, die Einladung des Directors, und übernehmen nur, wo die ordentlichen Mitglieder nicht zureichen, einzelne Arbeiten.

Ausserdem hat die Deputation auswärtige Correspondenten.

Die Zahl der ordentlichen Mitglieder ist bestimmt, es sind derselben 6 ohne den Director.

Jedes ordentliche und ausserordentliche Mitglied ist zu einem bei seiner Ernennung ausdrücklich namhaft zu machenden Fache vorzugsweise berufen.*)

Es wird soviel möglich dafür gesorgt, dass in der ganzen Zahl der ordentlichen und ausserordentlichen Mitglieder für kein bedeutendes Fach der Wissenschaften ein dasselbe vertretendes Subject fehle. Da aber die Section des öffentlichen Unterrichts hauptsächlich die Beförderung der allgemeinen Bildung im Auge hat, deren Erwerbung in den allgemeinen, keinem einzelnen Zweck besonders gewidmeten Schulanstalten beabsichtet wird, da sie ausserdem vorzugsweise bestimmt ist, soviel dies durch Staatsbehörden geschehen kann, dafür zu sorgen, dass die wissenschaftliche Bildung sich nicht, nach äussern Zwecken und Bedingungen, einzeln zersplittere, sondern vielmehr zur Erreichung des höchsten allgemein menschlichen in Einen Brennpunkt sammle, — so wählt sie zu ordentlichen Mitgliedern ihrer Deputation ausschliessend Männer, die sich dem philosophischen, mathematischen, philologischen und historischen Studium, mithin denjenigen Fächern widmen, welche alle formelle Wissenschaft umschliessen, durch welche die einzelnen Kenntnisse erst zur Wissenschaft erhoben werden können, und ohne welche keine, auf das Einzelne gerichtete Gelehrsamkeit in wahre intellectuelle Bildung übergehen und für den Geist fruchtbar werden kann. Wo für irgend ein Fach kein Mann in der Deputation vorhanden ist, hängt es, wie gleich weiter unten gesagt werden wird, vom Director ab, mit Zustimmung des Sectionschefs zu einer sich auf dasselbe beziehenden Berathschlagung oder Arbeit einen andern Gelehrten ausserhalb der Deputation einzuladen.

Die ordentlichen Mitglieder werden allemal nur auf Ein Jahr

---

*) *Im Konzept folgt vorstehender Passus dem folgenden Abschnitt.*

ernannt und ebenso übernimmt der Director seine Functionen nur auf die gleiche Zeit. Jedoch können dieser und jene, so lange als es gut scheint, in ihren Aemtern aufs neue bestätigt und gelassen werden.

Die austretenden ordentlichen Mitglieder gehen in die Zahl der ausserordentlichen über.

Am 1. Dezember jedes Jahres wird der Deputation die vom Könige bestätigte Liste der Mitglieder für das künftige Jahr von der Section zugefertigt.

Die Stellen bei der Deputation sind mit keiner fixen Besoldung verbunden. Allein jedes ordentliche Mitglied erhält, so lange es als solches in Thätigkeit ist, zur Entschädigung für die aufzuwendende Zeit, die jährliche Summe von 400 Thlr. und die gleiche Remuneration geniesst der Director.

Ausserdem erhalten sowohl die ordentlichen als ausserordentlichen Mitglieder einen Antheil an den Gebühren der Prüfungen, welche sie abhalten. Diese Gebühren werden nemlich aufgesammelt und vierteljährig unter diejenigen, welche dabei beschäftigt gewesen sind, dergestalt vertheilt, dass die ordentlichen Mitglieder einen einfachen, die ausserordentlichen Mitglieder einen doppelten Antheil geniessen.

3.

Arbeiten der Deputation.

Die Deputation hat derselben in drei verschiedenen Beziehungen:

1) insofern sie die Aufträge der Section besorgt.

2) insofern sie Pläne und Vorschläge, die ihr von einzelnen Personen aus dem Publicum mitgetheilt werden, ihrer Prüfung unterwirft und beantwortet.

3) insofern sie der Section unaufgefordert ihre Gedanken über bestehende Einrichtungen, vorhandene Misbräuche und mögliche Verbesserungen vorlegt.

Die Aufträge der Section können von so mannigfaltiger Art seyn, als die Fälle, in welchen dieselbe die Meinung der Deputation zu vernehmen für gut findet. Die Section ist indess hierin an keine Regel gebunden, sondern richtet sich sowohl in der Häufigkeit, als in der Art ihrer Aufträge lediglich nach den Umständen und den Männern, welche jedesmal die Deputation ausmachen. Nur wird billigerweise von ihr vorausgesetzt, dass sie

auf der einen Seite die Deputation über keinen wichtigen Gegenstand, der hauptsächlich wissenschaftliche Beurtheilung erfordert, unbefragt lasse, auf der andern aber dieselbe nicht mit Aufträgen belästigen wird, die mehr für eine Geschäfts- als eine wissenschaftliche Behörde geeignet sind. Vorzüglich gehören für die wissenschaftliche Deputation:

Prüfung neuer Unterrichtsmethoden, oder Erziehungssysteme;

Entwerfung neuer Lehrpläne und Beurtheilung schon vorhandener;

Auswahl von Lehrbüchern, insofern die Section solche vorschreibt oder genehmigt, und zweckmässige Veranstaltung zur Ausarbeitung von neuen;

Vorschläge zu Stellenbesetzungen, Beurtheilung von Schriften, welche der Section eingesendet werden;

Prüfungen, sowohl diejenigen, welche zur Besetzung der der Section vorbehaltenen Stellen erforderlich sind, als diejenigen, welchen alle, die künftig auf ein Schulamt Anspruch machen wollen, unterworfen werden sollen.

Da die wissenschaftliche Deputation eine öffentliche Behörde ist, so kann sich jeder in Angelegenheiten, die zu ihrer Competenz gehören, an sie wenden. Es hängt alsdann von ihrer Beurtheilung ab, ob sie diese Eingaben, als ganz unbedeutend, unbeantwortet lassen, oder kurz zurückweisen, oder endlich berücksichtigen und weiter zur Sprache bringen will. Nur ist es die Pflicht des Directors, genau dahin zu sehen, dass die Deputation in den ihr angewiesenen Schranken bleibe. Alle Eingaben also, die nicht zum Geschäftskreis der Deputation gehören, giebt er sogleich und ohne sie in der Deputation zur Sprache zu bringen, an die Section ab.

Der wichtigste Theil der Thätigkeit der wissenschaftlichen Deputation ist derjenige, den sie unaufgefordert ausübt. Um diese ganz auszufüllen, muss sie bemüht seyn, dasjenige, was für Unterricht und Erziehung in jedem einzelnen Theile geschehen sollte, immer gegenwärtig zu haben, und mit dem, was wirklich geschieht, zu vergleichen. Da aber die Frage, ob Verbesserungen in Rücksicht auf die vorhandenen Mittel und Personen wirklich ausführbar sind oder nicht? niemals zu ihrer Beurtheilung gehört, so hat sie der Section ihre Bedenken gegen gemachte Einrichtungen unverzüglich dann vorzulegen, wenn sie glaubt, dass wichtigen wissenschaftlichen Maximen entgegen gehandelt wird. Indess

bleibt es ihr unbenommen, ihre Meinung auch in andern Fällen zu äussern, und vorzüglich da, wo sie Grund hat zu glauben, dass Mängel, denen wirklich abgeholfen werden kann, nur übersehen werden. Es versteht sich aber von selbst, dass die Deputation sich immer bloss zu Einem und demselben Geschäft mit der Section, aber dergestalt berufen ansehen muss, dass sie, ohne je den Punkt der Ausführbarkeit aus dem Gesicht zu verlieren, mehr den rein wissenschaftlichen, die Section, ohne einen Augenblick dasjenige zu vergessen, was ohne alle Rücksicht auf Möglichkeit oder Unmöglichkeit der Anwendung geschehen müsste, mehr den praktischen Theil des Geschäfts betreibe. Bleibt sie diesem Gesichtspunkt gehörig treu; so wird sie von selbst fühlen, dass sie ihren Mittheilungen an die Section von dieser Art, die immer nur als Bedenken und Vorschläge betrachtet werden können, nur in dem Grade Nachdruck und Gewicht geben kann, in dem sie sich streng auf die ihr angewiesene Sphäre beschränkt.

4.

Geschäftsgang.

Der Geschäftsgang bei der Deputation muss so einfach, als möglich, und nur insofern es unvermeidlich ist, einer bestimmten Norm unterworfen seyn, sonst muss die Art der Besorgung der einzelnen Arbeiten soviel als möglich der Bestimmung des Directors und der Leitung der Section überlassen bleiben.

Um den Director nicht unnützer Weise mit mechanischer Arbeit zu beschweren, werden alle an die Deputation eingehenden Sachen bei der Section abgegeben, dort erbrochen, in ein eigenes Journal eingetragen, von welchem der Director der Deputation Abschrift erhält, und alsdann ungesäumt an denselben abgegeben.

Der Director verfügt hierauf nach Beschaffenheit der Umstände und beurtheilt, welche Sachen er bloss einzelnen Mitgliedern übergeben und welche er zum Vortrag bei der ganzen Deputation bringen will. Bei den von der Section selbst übertragenen Arbeiten hat er indess diese Freiheit nur alsdann, wenn die Section ihm keinen bestimmten Weg vorgezeichnet hat, auch versteht sich, dass in der Antwort an die Section allemal das beobachtete Verfahren angezeigt wird. Schul-Reform, Lections-Plane, Beurtheilung von Unterricht- und Erziehungs-Methoden, Vorschläge zu Stellenbesetzungen, und überhaupt alle Angelegenheiten, die ihrer Natur nach von mehreren Theilen der Wissenschaft aus beurtheilt werden

können, und wegen ihrer Wichtigkeit eine allgemeine Beurtheilung erfordern, müssen indess allemal bei der ganzen Deputation zum Vortrag gebracht werden.

Die Distribution der Sachen an die einzelnen Mitglieder geschieht durch den Director. Jeder Gegenstand fällt nun zwar von selbst demjenigen ordentlichen oder, wenn es ein Fach betrifft, für welches es ein solches nicht giebt, demjenigen ausserordentlichen Mitgliede zu, für dessen Competenz er gehört. Wenn aber ein solches Mitglied auch nicht übergangen werden kann, so hängt es doch allemal von dem Director ab, denselben Auftrag auch noch einem andern zu geben; ja er kann auch das Gutachten eines ausser der Deputation befindlichen Gelehrten einfordern, ohne demselben jedoch die Arbeit des Mitgliedes der Deputation, im Fall dies nicht ausdrücklich einwilligt, mitzutheilen.

Diese Bearbeitung durch einzelne Mitglieder ist vorzüglich zur Beurtheilung eingesandter Schriften und solcher Gegenstände geeignet, die nur ein einzelnes Fach der Wissenschaften angehen.

Was die ersteren betrifft, so versteht es sich von selbst, dass ganz unbedeutende gleich vom Director, mit zwei Worten, als solche, angedeutet werden können, und dass es überhaupt, mit Vermeidung aller Pedanterei und Weitläufigkeit, seiner Beurtheilung anheim gestellt wird, welche Wichtigkeit er der Prüfung jeder einzelnen beilegen will.

Sitzungen werden wöchentlich eine an einem bestimmten Tage gehalten. Jedoch bleibt es dem Director vorbehalten, wenn keine hinlängliche Zahl von Geschäften vorhanden ist, die Sitzung abzusagen. Indess muss er dies allemal zugleich dem Chef der Section anzeigen. Auch darf ohne Zustimmung dieses die Sitzung nicht von einem auf einen andern Tag verlegt werden.

Zu jeder Sitzung finden sich alle ordentlichen Mitglieder, sie müssten denn gültige Entschuldigungsgründe haben, ein, ob auch von den ausserordentlichen dieser oder jener eingeladen werden soll, bleibt lediglich der Beurtheilung des Directors überlassen. Dieser kann auch andere nicht in der Deputation befindliche Gelehrte zu den Sitzungen zuziehen, muss jedoch hierzu vorher die Genehmigung des Sections-Chefs nachsuchen.

In den Sitzungen führt, auch wenn der Chef der Section selbst zugegen seyn sollte, allein der Director das Präsidium. Wird er einer Sitzung beizuwohnen verhindert, so bestimmt der Chef der

Section, da Anciennetät hier nicht Statt finden kann, auf seine Anzeige, wer an seiner Stelle präsidiren soll.

Die Beschlüsse werden nach der Mehrheit der Stimmen abgefasst, und sogleich von demjenigen, der die Sache bearbeitet hat, aufgesetzt. Mitglieder, welche von der Stimmenmehrheit in ihrer Meynung abweichen, können ihre Gutachten besonders hinzufügen.

Wichtige Gegenstände und deren Bearbeitung eine grössere Ausführlichkeit erfordert, lässt der Director vor dem mündlichen Vortrag zum schriftlichen Gutachten circuliren. Die einzelnen Gutachten bleiben bei den Akten, und wenn die Sache an die Section zurückgeht, werden sie dieser in extenso mitgetheilt.

Alle Ausfertigungen und officielle Schreiben der Deputation unterzeichnet allein der Director.

Die Deputation hat kein eignes Subalternen-Personal, sondern bedient sich der Kanzlei- und Registratur-Bedienten und der expedirenden Secretaire der Section. Ueber die Art, die Prüfungen anzustellen, behält sich die Section vor, der Deputation noch eine eigne ausführliche Instruction zu ertheilen.

5.

Verhältnisse der Deputation zu andern Behörden.

1. Zur Section des öffentlichen Unterrichts.

Die wissenschaftliche Deputation steht unter der ausschliesslichen Leitung der Section.

Der Chef der Section wohnt den Sitzungen der Deputation so oft es seine Zeit erlaubt bei, und führt überhaupt die Oberaufsicht auf den ganzen Geschäftsgang bei der Deputation.

Er verbindet, wenn er es für nöthig findet, die ganze Deputation, oder einzelne Mitglieder mit der Section zu allgemeinen Conferenzen. und bringt auch, wo er es für rathsam hält, ein oder anderes Mitglied der Section zu den Sitzungen der Deputation mit.

Um aber auch dem Director der Deputation das gehörige Ansehn und Gewicht zu verleihen, und beide Behörden in so enge wechselseitige Verbindung, als möglich, zu setzen, ist der jedesmalige Director, so lange seine Functionen dauern, allemal zugleich Mitglied der Section, wohnt ihren Sitzungen bei, und nimmt an allen ihren Berathschlagungen Theil. Er hat hierin durchaus gleiche Rechte mit den Staatsräthen und rangirt mit ihnen lediglich nach der Anciennetät.

Es giebt zwischen der Section und Deputation durchaus keinen

Schriftwechsel, sondern die Decrete, Gutachten, Vorschläge u. s. f. der einen Behörde werden im Original mit den Akten selbst der andern vorgelegt, es müssten denn Umstände eintreten, welche den Sections-Chef hiervon in einzelnen Fällen abzugehen veranlassten.

2. Zum Plenum der wissenschaftlichen und technischen Deputationen.

Dies Verhältniss wird erst bei vollendeter Organisation dieses Pleni gehörig bestimmt werden können.

3. Zu den übrigen Staatsbehörden.

Mit diesen steht die Deputation in dem Verhältniss von einander unabhängigen Collegien, und keine, ausser der Section, kann befehlende Verfügungen an dieselbe ergehen lassen.

6.

Auswärtige Zweige der wissenschaftlichen Deputation.

Wie in Berlin, so werden auch in Königsberg und Breslau eigne wissenschaftliche Deputationen errichtet. Alle drei sind unabhängig von einander, setzen sich aber soviel als möglich zur Bewahrung der Einheit der Grundsätze in Verbindung mit einander. Aber die Königsbergische und Breslauische stehen unmittelbar unter den Regierungen beider Oerter, und ihr Verhältniss zu dieser ist wie das Verhältniss der Berlinischen zur Section. Was dort vom Sections-Chef gesagt ist, gilt hier vom Director der geistlichen und Schul-Deputation und dem Regierungs-Präsidenten. Jedoch schickt jede monatlich eine Liste der abgemachten Arbeiten und vorzüglich der abgehaltenen Prüfungen, letztere mit den Akten selbst, der Section ein.

Es wird den Regierungen zur besonderen Pflicht gemacht werden, die Deputationen weder bei Sachen ihrer Competenz zu übergehen, noch mit fremdartigen Geschäften zu beschweren. Wo die Deputationen Ursache zu haben glauben, sich über das eine oder das andere zu beklagen, wenden sie sich deshalb an die Section.

Von der Organisation, den Arbeiten und dem Geschäftsgange der Provinzial-Deputationen gilt alles von der in Berlin Gesagte, nur dass, da die Mitglieder offenbar weniger beschäftigt seyn werden, sie auch nur die Hälfte der Entschädigung und folglich nur 200 Thlr. geniessen. Die Directoren sind zugleich Mitglieder der geistlichen und Schul-Deputationen der Regierungen.

XXXVII. An Altenstein.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums.)

Königsberg, den 28ten October 1809.

Durch die von Ew. Excellenz mir theils in dem geehrtesten Schreiben vom 18ten August, welches mir der Herr Staatsminister Graf zu Dohna Excellenz mitgetheilt haben, theils aber mündlich gütigst gemachten Bemerkungen geleitet, habe ich meine vor einiger Zeit über die Organisation der wissenschaftlichen Deputation bei der Section des öffentlichen Unterrichts gemachten Vorschläge dergestalt abgeändert, dass ich mir gegenwärtig Ew. Excellenz geneigter Zustimmung zu denselben schmeicheln zu dürfen glaube.

Obgleich es auch früher bei dem Gedanken, der Deputation 2 Directoren zu geben, nie meine Absicht war, einen eigentlichen Unterschied zwischen Gelehrten und Geschäftsmännern zuzulassen, sondern ich immer darauf gesehen haben würde, nur solche Männer zu wählen, welche den Punkt zu finden verstehen, in welchem wissenschaftliche Grundsätze und Verwaltungs-Maximen mit einander in Uebereinstimmung gebracht werden können; so halte ich es doch, um auch die Möglichkeit des von Ew. Excellenz so scharfsinnig bemerkten Missbrauchs auszuschliessen, für besser, der Deputation nur Einen Director zu geben, wie dies auch mit der Verordnung vom 24ten November 1808 übereinstimmt, hierzu zwar einen Gelehrten zu wählen, wie dies, wenn das Institut nicht ausarten soll, schlechterdings nothwendig ist, aber, soviel als immer möglich, den Sitzungen selbst beizuwohnen, und sowohl in denselben als überhaupt die Oberaufsicht über die Geschäfte der Deputation zu führen. Da alsdann zugleich der Director der wissenschaftlichen Deputation Sitz und Stimme in der Section selbst haben wird; so glaube ich nicht, dass noch zu besorgen sein wird, dass jemals die wissenschaftlichen und Verwaltungsansichten zu weit auseinandergehen könnten. Es ist überdies zugleich meine Absicht, die Stelle des Directors nur immer auf ein Jahr zu vergeben, um zwar, wenn es rathsam scheint, den Gewählten aufs Neue bestätigen, aber auch im entgegengesetzten Falle, ohne Schwierigkeit, entfernen zu können. Es fällt mithin von dem neulich in Antrag gebrachten Etat der wissenschaftlichen Deputation die Summe von 600 Thlr. für den zweiten Director hinweg.

Der zweiten, von Ew. Excellenz geäusserten Bemerkung, dass ja verhindert werden müsse, dass die wissenschaftliche Deputation nicht gewissermassen zu einer Versorgungs-Anstalt herabsinke, und nicht ein den Gelehrten höchst unanständiges eigennütziges Streben nach Stellen in derselben entstehe, trete ich in vollstem Masse bei. Da ich auch gerne zugeben will, dass es doch vielleicht bedenklich sein könnte, die Verhütung dieses Missbrauchs bloss von der Sorgfalt bei der Wahl der Mitglieder zu erwarten; so stehe ich von dem Gedanken fixer und gewissermassen lebenslänglicher Besoldungen gänzlich ab. Dagegen kann ich mich nicht überzeugen, dass man die Arbeiten bei der Wissenschaftlichen Deputation, deren es vorzüglich in der ersten Zeit in Berlin sehr viele geben wird, von den bei denselben angestellten Gelehrten, selbst, wenn sie sonst anderweitige Einkünfte besitzen, ganz unentgeldlich verlangen könne. Die verfassungsmässig den Deputationen obliegenden Prüfungen erfordern sehr viel Zeit, und es kann auf die Gebühren dabei, da dieselben nie werden hoch sein dürfen, nicht sonderlich viel gerechnet werden. Auch diejenigen Gelehrten, welche ihrer Wissenschaft am eifrigsten ergeben sind (und vielleicht diesen gerade schätzbarsten unter allen am meisten) kann es lästig werden, sich von der Laune ihrer Wahl in Absicht des Gegenstandes scientifischer Thätigkeit auf einen vorgeschriebenen ablenken lassen zu müssen, wenn nicht ein besonderer Reiz ausserdem damit verbunden ist. Auch sind Ew. Excellenz selbst in Ihrem geehrtesten Schreiben für die Ertheilung billigerer Remunerationen. Diese aber bloss einigen, die derselben allenfalls mehr bedürfen und in verschiedenem Masse zuzutheilen, würde unfehlbar bei der Beurtheilung im Einzelnen sehr schwierig sein, und daher nie den Verdacht der Willkür ausschliessen, wodurch um so leichter Missgunst und Eifersucht unter den Mitgliedern entstehen würde, als man bei der Wahl der Mitglieder doch vorzüglich auf Kenntniss und Gelehrsamkeit Rücksicht nehmen müsste, und diese nicht immer in gleichem Verhältniss mit denjenigen Charakterseiten stehen können, welche jene Besorgnisse zu entfernen geeignet sind. Um daher zwischen lebenslänglichen Besoldungen und gewissermassen zufälligen Remunerationen einen Mittelweg einzuschlagen, halte ich es für zweckmässig, ohne den Director, nur 6 ordentliche Mitglieder der Deputation zu bestellen, jedem von diesen zwar, sowie auch dem Director, ein Jahrgehalt von 400 Thlr. auszusetzen, allein ihre Functionen als ordentliche

Mitglieder, und daher auch ihre Remuneration bloss auf 1 Jahr zu beschränken, an dessen jedesmaligem Schlusse des Königs Majestät eine Liste neuer Ernennungen, worin die vorigen Mitglieder aufs neue bestätigt oder mit andern vertauscht würden, zur Allerhöchsten Genehmigung vorzutragen. Die Austretenden gingen in die Classe der ausserordentlichen und unbesoldeten Mitglieder über, welche nicht zu regelmässiger Thätigkeit verpflichtet, nur in seltenen Fällen gebraucht würden. Wo die ausserordentlichen Mitglieder zu Prüfungen gebraucht würden, erhielten sie aber einen doppelten Antheil an den Prüfungsgebühren. Diese Einrichtung scheint mir auch ohne Rücksicht auf die Remuneration sehr zweckmässig, um die Mitglieder der wissenschaftlichen Deputation nicht allzulange ihren wissenschaftlichen Beschäftigungen zu entziehen und die Deputation nicht zu einer Geschäftsbehörde werden zu lassen. Die Möglichkeit, auch dasselbe Mitglied länger zu behalten, bleibt bei dem hier vorgeschlagenen Wege allemal, aber der Wechsel muss da heilsam sein, wo man Routine und Geschäftsgewohnheit gerade auszuschliessen wünscht, und wo es wichtig ist, auch an die Stelle guter Subjecte neue noch bessere zu setzen. Die angegebene Remuneration aber wird immer jedem auch als ausserordentliche und nicht bleibende Einnahme willkommen sein, und von Bemittelten gewiss oft wieder zu litterarischen Zwecken verwendet werden.

Zu den ordentlichen Mitgliedern würde ich allemal Gelehrte aus solchen Fächern nehmen, welche, indem sie zum allgemeinen Schulunterricht gehören, die Section des öffentlichen Unterrichts noch näher interessiren, und daher nicht in den Fall kommen, zu ordentlichen Mitgliedern auch anderer wissenschaftlicher oder technischer Deputationen gewählt zu werden, so dass derselbe Mann nie zwei solcher Remunerationen zugleich geniessen könnte.

Da die zu prüfenden Personen nicht aus der ganzen Monarchie nach Berlin zusammenkommen können, so ist die Errichtung von Nebenzweigen der wissenschaftlichen Deputation in Königsberg und Breslau unumgänglich nothwendig. Wenn Ew. Excellenz einmal im Ganzen mit dem Grundsatz einverstanden sind, dass eine gewisse Summe zum Behuf der wissenschaftlichen Deputation ausgesetzt werde, so dürften Ihnen 1400 Thlr. jährlich bei jeder dieser Nebendeputationen nicht zuviel scheinen. Nur der Umstand, dass diese Deputationen auch bei weitem weniger beschäf-

tigt sein werden, macht es möglich, mit einer so geringen Summe auszureichen.

Hiernach würde daher der jährliche Geldbedarf für die wissenschaftliche Deputation bei der Section des öffentlichen Unterrichts sich auf 5600 Thlr. belaufen, nämlich

1) für den Director derselben	400	Thlr.
2) 6 ordentliche Mitglieder der Deputation in Berlin	2400	„
3) für die Deputation in Königsberg	1400	„
4) für die Deputation in Breslau	1400	„
mithin zusammen	5600	Thlr.

Die jetzt zu ernennenden ordentlichen Mitglieder werde ich verbindlich machen, ihre Functionen bis zum 1ten Januar 1811 fortzusetzen; es kann indess auch der Fall eintreten, dass ich mich nicht gleich zur Besetzung aller Stellen in Berlin veranlasst finde, und in diesem Falle würde auch von der genannten Summe für jetzt soviel abgehen können, wenn nur die Möglichkeit, über das Ganze zu disponiren, sogleich offen wäre. Der Anstand könnte immer nur vom Mangel eines recht tauglichen Subjects herrühren, da die Zahl der Stellen in der That keine Beschränkung erlaubt.

So gewiss ich mir auch schmeichle, dass ich durch die sorgfältige Benutzung Ew. Excellenz einsichtsvoller Bemerkungen meine Vorschläge so eingerichtet habe, dass Ew. Excellenz mit denselben übereinzustimmen kein Bedenken finden werden, so würde es mir überaus erwünscht sein, dies recht bald von Ihnen Selbst zu erfahren. Sobald ich alsdann unterrichtet bin, dass Ew. Excellenz bei der Anweisung der obigen für einen so wichtigen Zweck nur wirklich gering scheinenden Summe keine Schwierigkeiten finden, so werde ich nicht verfehlen, sogleich die nöthigen Anträge deshalb bei des Königs Majestät zu machen. Ich darf mir aber bei Ew. Excellenz Eifer für alle wissenschaftlichen Institute die gehorsamste Bitte erlauben, diese Angelegenheit soviel wie möglich zu beschleunigen, da die Einrichtung der wissenschaftlichen Deputation in jetzigem Augenblick von dringender Nothwendigkeit ist. Vorzüglich durch Ew. Excellenz thätige Unterstützung ist es der Section gelungen, den meisten litterarischen und Unterrichtsinstituten die äussern Hülfsquellen wieder zu eröffnen; sie fühlt jetzt das Bedürfniss, ihre ungetheilte Aufmerksamkeit auf die innere Verbesserung zu wenden, und sie ist hierin schlechter-

dings gelähmt, so lange sie nicht auf die Mitwirkung der wissenschaftlichen Deputation durch Prüfungen und selbst durch Gutachten über Lehr-Methoden, Lections-Pläne, einzuführende Lehr-Bücher u. s. f. rechnen kann.

Humboldt.

An
den Königl. Wirkl. Geheimen Staats- u. Finanzminister Herrn Freiherrn von Altenstein Excellenz.

XXXVIII. Antrag an den König.

(Konzept, teilweise eigenhändig, und Abschrift mit dem Datum 4. November in den Akten des Kultusministeriums; Abschrift mit dem Datum 7. November im Geh. Staatsarchiv.)

Die Verordnung vom 24. November 1808, die veränderte Verfassung der obersten Verwaltungsbehörde betreffend, setzt eine wissenschaftliche Deputation für den öffentlichen Unterricht fest, welche unmittelbar der Section des öffentlichen Unterrichts untergeordnet sein soll.*) Diese Deputation ist unter andern auch bestimmt, die Prüfungen der höhern Schulbedienten, zu denen jetzt auch die zugleich zum Unterrichte der Porte d'épée-Fähnriche bestimmten Feldprediger kommen werden, zu übernehmen; und da die unterzeichnete Section die Absicht hat, diesen Prüfungen, um wo möglich alle kenntnisslose und unfähige Schullehrer künftig gänzlich auszuschliessen, eine weitere Ausdehnung zu geben, so ist ihr die Errichtung der wissenschaftlichen Deputation, welcher sie auch sonst zur innern Verbesserung des Schulwesens bedarf, schon hierzu schlechterdings nothwendig. Sie wagt es daher, bei Ew. Königl. Majestät folgende ehrerbietige Vorschläge deshalb zu machen.

An der Spitze der Deputation steht nach der schon vorher erwähnten Verordnung ein eigner Director. Da sehr viel darauf ankommt, die wissenschaftliche Deputation mit der Section in genaue Verbindung zu setzen, so scheint es gut, den Director der erstern, so lange er sein Amt bekleidet, auch zum Mitglied der

*) *Im Konzept gestrichen: „Die Ausführung dieser Anordnung wird in dem gegenwärtigen Augenblick, wo es Zeit ist, auf die innere Verbesserung des Schulwesens mit ungetheilter Aufmerksamkeit zu denken, zum dringenden Bedürfniss."*

letztern zu machen, ihm in dieser Hinsicht gleiche Rechte mit den Staatsräthen einzuräumen und ihn mit ihnen bloss nach der Anciennität rangiren zu lassen.

Die Mitglieder dürfte es zweckmässig sein, in ordentliche, zu regelmässiger Thätigkeit verpflichtete, und ausserordentliche, die nur in besondern Fällen zugezogen würden, abzutheilen. Zu den erstern würde die Section immer Gelehrte solcher Fächer wählen, welche wegen ihrer Beziehung auf allgemeine Bildung und den allgemeinen Schulunterricht ein besonderes Interesse für sie haben. Die Zahl derselben könnte auf Sechs beschränkt werden. Ausser diesen Mitgliedern soll schon der Verordnung vom 24. November 1808 gemäss die Deputation auch auswärtige Correspondenten mit sich verbinden können.

Die Betrachtung, dass es nicht gut sein würde, Gelehrte auf zu lange Zeit ihren wissenschaftlichen Arbeiten zu entziehen, und die gegründete Besorgniss, dass die wissenschaftliche Deputation mit der Zeit gegen ihren ursprünglichen Zweck zu einer Geschäftsbehörde werden könnte, machen es rathsam, die ordentlichen Mitglieder, welche allein in ununterbrochener Thätigkeit sein dürfen, immer nur auf Ein Jahr zu ernennen, nach dessen Ablauf sie entweder, was jedesmal freistehen müsste, aufs neue ernannt würden oder in die Klasse der ausserordentlichen Mitglieder übergingen. Mit dem Director hätte es dieselbe Bewandtniss. Genehmigten Ew. Königl. Majestät diese Anordnung, so würde die unterzeichnete Section mit dem 1. December jedes Jahrs Allerhöchstdenenselben die neue Liste der ordentlichen Mitglieder für das künftige zur Genehmigung ehrfurchtsvoll vorlegen.

Fixe Besoldungen für die Mitglieder der Deputation hält die unterzeichnete Section nicht für zweckmässig, weil auch die sorgfältigste Wahl kaum würde verhindern können, dass die Deputation nicht mehr oder weniger zu einer Versorgungsanstalt herabsänke. Dagegen wird es nicht vermieden werden können, dass nicht den ordentlichen Mitgliedern eine billige Entschädigung gewährt werden sollte, die, um von der einen Seite den Schein der Willkür, von der andern Eifersucht und Missgunst zu vermeiden, allgemein und gleich sein muss. Die Section des öffentlichen Unterrichts wagt es daher, für den Director und jedes ordentliche Mitglied die jährliche Summe von 400 Rthlr. allerunterthänigst in Vorschlag zu bringen. Auch verbliebe sowohl den ordentlichen als, insofern auch diese daran Theil nähmen, den

ausserordentlichen Mitgliedern ihr Antheil an den freilich nicht sehr bedeutenden Prüfungsgebühren.

Da auch diese Entschädigung immer nur sehr mässig ist, so würden Ew. Königl. Majestät vielleicht huldreichst zu erlauben geruhen, dass denjenigen Männern, welche der Deputation besonders wichtige Dienste geleistet hätten, oder öfter mit Erfolg bei ihr thätig gewesen wären, Hoffnung gemacht würde, bei vorkommenden Gelegenheiten vorzugsweise vor andern durch Beförderungen und Zulagen ausgezeichnet zu werden.

Ein eigenes Subaltern-Personale wird für die Deputation durch das der Section entbehrlich, und überhaupt wird diese letztere auf alle Weise dahin sehen, dass der Geschäftsgang so kurz und einfach als möglich bleibe. Der Chef der Section des öffentlichen Unterrichts wird es sich angelegen sein lassen, den Sitzungen der wissenschaftlichen Deputation, so oft als möglich, selbst beizuwohnen und ihre ganze Geschäftsführung unter diejenige oberste Aufsicht zu nehmen, welche vielleicht, wenigstens was das Detail betrifft, von dem Director, als eigentlichem Gelehrten, nicht immer erwartet werden dürfte.

Eine specielle Instruction für die Geschäftsführung der Deputation nach der Beschaffenheit der einzelnen Arbeiten derselben wird die unterzeichnete Section sogleich auszuarbeiten nicht verfehlen. Bei einer ganz neuen Einrichtung könnte aber die Erfahrung des ersten Jahres leicht die Abänderung eines oder andern Punkts rathsam machen, und die Section hält sich daher hierdurch zu der Bitte berechtigt, diese Instruction für jetzt nur als ein interimistisches Regulativ ansehen zu dürfen.

Da die Section des öffentlichen Unterrichts wünschte, unter Ew. Königl. Majestät Allerhöchsten Genehmigung allgemeine Prüfungen für alle diejenigen, welche sich dem Schulamte widmen, einzuführen, weil dies das einzige Mittel scheint, die Patronats-Rechte, vorzüglich der Magisträte, insofern sie noch künftig fortdauern sollen, unschädlich zu machen, und diese Prüfungen der wissenschaftlichen Deputation zu übergeben; so hält sie es für nothwendig, Ew. Königl. Majestät ehrfurchtsvoll um die Erlaubniss zu bitten, auch in Königsberg und Breslau eigne wissenschaftliche Deputationen errichten zu dürfen, damit jedes Ober-Präsidial-Departement eine solche Prüfungsbehörde in seinem Bezirke besitze. Diese Deputationen können zugleich von den Geistlichen und Schul-Deputationen der Regierungen des Departements ge-

braucht werden, ihnen über Angelegenheiten der innern Schulverfassung sachkundige Gutachten zu ertheilen.

Die Einrichtung dieser Provincial-Deputationen würde dieselbe sein als die der Berlinschen. Nur scheint, da der Arbeiten natürlich bei weitem weniger sein würden, eine jährliche Remuneration von 200 Rthlr. für jedes ordentliche Mitglied hinreichend. Auch dürfte es gut sein, diese Deputationen, ob sie gleich immer nur unter der Section ständen und von den Regierungen selbst unabhängig wären, doch mit dem Präsidio derjenigen Regierung, bei welcher sie sich befände, in dieselbe Verbindung zu setzen, in welcher die Berlinsche Deputation mit dem Sections-Chef steht, so dass die Regierungs-Präsidenten in Königsberg und Breslau die oberste Aufsicht über den Geschäftsgang der dort befindlichen Deputationen führten und Sorge trügen, dass dieselben sich der Registratur und Kanzlei der Regierungen bedienen könnten.

Was nun die Mitglieder dieser Deputationen betrifft, so wagt es die unterzeichnete Section Ew. Königl. Majestät folgende allerunterthänigste Vorschläge deshalb zu machen:

1. für die Deputation in Berlin:
Director — der Geheime Rath Wolf.

Ordentliche Mitglieder:
Professor Spalding,
" Tralles,
" Schleiermacher,
" Bernhardi.

Die Vorschläge zu den beiden noch fehlenden Stellen und zu den ausserordentlichen Mitgliedern bittet die Section Ew. Königl. Majestät ehrfurchtsvoll um Erlaubniss, sich für jetzt und vielleicht bis zu ihrer Rückkehr nach Berlin noch vorbehalten zu dürfen.

2. Für die Deputation in Königsberg:
Director — Professor Hüllmann.

Ordentliche Mitglieder:
Professor Vater,
" Herbart,
" Gaspari,
" Schweigger;

Prorector Gotthold, jetzt Prorector in Cüstrin, den die Section nach einem Ew. Königl. Majestät unmittelbar jetzt

vorzulegenden Antrag zum ausserordentlichen Professor und Director einer hiesigen Schulanstalt hierher zu berufen wünscht.

Die andern Stellen glaubt die Section, da ihr keine hinlänglich tüchtige Männer zu denselben bekannt sind, für's erste noch unbesetzt lassen zu müssen.

3. Für die Deputation in Breslau:

Director — Professor Manso.

Ihre Vorschläge über die Mitglieder muss die unterzeichnete Section Ew. Königl. Majestät ehrerbietigst bitten, nachträglich einreichen zu können, da es ihr im gegenwärtigen Augenblick noch an hinlänglicher Kenntniss der Breslauschen Gelehrten mangelt.

In Absicht des Geheimen Raths Wolf glaubt die Section noch bemerken zu müssen, dass sie es für ihre Pflicht gehalten hat, zum Director der wissenschaftlichen Deputation in Berlin keinen andern als den Mann vorzuschlagen, welcher, ihrem Urtheile nach, der ausgezeichnetste Gelehrte ist, den Ew. Königl. Majestät Staaten in irgend einem Fache der Wissenschaften gegenwärtig besitzen. Indem er als Director der Deputation zugleich an den Geschäften der Section Theil nimmt, ist es die Absicht dieser, ihm die specielle Aufsicht auf die ihr unmittelbar untergeordnete Berlinsche Gymnasien zu seinem besondern Geschäftskreis anzuweisen, und sie schmeichelt sich hierin Ew. Königl. Majestät allerhöchsten Genehmigung.

In Gemässheit der hier ehrerbietigst gemachten Vorschläge trägt nunmehr die Section des öffentlichen Unterrichts bei Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst darauf an:

1. die Errichtung der wissenschaftlichen Deputation in Berlin und der Provincial-Deputationen in Königsberg und Breslau auf die angegebene Weise allergnädigst zu genehmigen;
2. die von der Section vorgeschlagenen Mitglieder derselben huldreichst zu bestätigen;
3. das Finanz-Ministerium zu autorisiren, für die wissenschaftliche Deputation in Berlin die Summe von 2800 Rthlr. jährlich zur Disposition der Section, jedoch dergestalt zu stellen, dass davon nur nach und nach, so wie die einzelnen Mitglieder der Deputation ernannt sind, Gebrauch gemacht werde, und auf eben die Weise die Re-

gierungen in Königsberg und Breslau jede 1400 Rthlr. jährlich auf ihren Etat übernehmen zu lassen.

Königsberg, den 7ten November 1809.

Die Section im Ministerio des Innern
für den öffentlichen Unterricht.
Humboldt.

XXXIX. Votum zu Süverns Entwurf einer Instruktion für die wissenschaftliche Deputation.

15. November 1809.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums.)

Ich stimme mit dem, von Herrn Staatsrath Süvern gemachten Entwurf zu einer Instruction für die wissenschaftliche Deputation vollkommen, und auch da überein, wo derselbe von meinen früheren Ideen abweicht oder Zusätze zu ihnen enthält.

Im Einzelnen finde ich Folgendes zu bemerken:

ad § 1.*)

Da es in der That nicht richtig ist, dass die Verwaltungsmaximen der Section bloss aus den allgemeinen wissenschaftlichen Grundsätzen herfliessen, so würde ich diesen grösstentheils nach meinem eignen früheren Aufsatz gefassten Paragraphen folgendergestalt abändern:

Die wissenschaftliche Deputation ist bestimmt, diejenigen allgemeinen wissenschaftlichen Grundsätze, auf welche die Section des öffentlichen Unterrichts bei ihrer Verwaltung beständig Rücksicht nehmen muss, und welche in bloss theoretischer Hinsicht die höchste Norm ihres Verfahrens ausmachen, unverrückt gegenwärtig zu verhalten, und dient daher der Section

1) dasselbe im Ganzen sowohl als im Einzelnen, nach seinen allgemeinsten Beziehungen, und ohne die beständige Rücksicht

---

*) *§ 1 lautet bei Süvern: Die wissenschaftliche Deputation ist bestimmt zur Bewahrerin der allgemeinen wissenschaftlichen Grundsätze, aus welchen die einzelnen Verwaltungs-Maximen der Section des öffentlichen Unterrichts herfliessen, durch welche sie geregelt und nach welchen sie beurtheilt werden müssen. Diese hält sie der Section unverrückt gegenwärtig und dient ihr daher*

1) ihr Verfahren im Ganzen sowohl als im Einzelnen nach seinen allgemeinen Richtungen übersehen und gehörig würdigen zu können.

auf die Schwierigkeiten der Ausführung, welche die Geschäftsbetreibung nothwendig mit sich bringt, reiner zu übersehen und besser würdigen zu können u. s. f.

ad § 4.*)

Wie die Fächer in diesem Paragraph aufgestellt sind, bleibt eigentlich nichts ausgeschlossen. Es dürfte daher besser sein zu sagen:

> Männer, die sich den philosophischen, historischen und philologischen Studien, der reinen Mathematik und allgemeinen Naturwissenschaft widmen.

ad § 5.

Da voraus zu sehen ist, dass der Austritt übel empfunden werden wird, so muss zur Verminderung dieses Missbehagens hier hinzugefügt werden, dass der Grund des Wechsels vorzüglich der ist, die Gelehrten nicht auf allzu lange Zeit ihren rein wissenschaftlichen Studien zu entziehen.

ad § 8.**)

Obgleich dieser § gewissermassen durch den 13ten corrigirt wird, so bleibt er doch immer bedenklich, da er die wissenschaftliche Deputation gleichsam zu einer ewigen Controlle der Section auffordert. Es ist daher wohl nothwendig, ihn weniger stringent zu fassen, etwa so:

> in unablässlicher Beschäftigung — geschehen sollte und könnte, um das höhere Ideal, welches die reine Theorie

---

*) *Süvern schlägt in diesem § vor: Männer, die sich den philosophischen, mathematischen, naturwissenschaftlichen, historischen und philologischen Studien widmen, und einen wissenschaftlich gebildeten und kunstmässig geübten Pädagogen.*

**) *§ 8 lautet bei Süvern: Die Arbeiten der Deputation ergeben sich aus ihrem Zwecke und bestehen*

1) in Hinsicht auf die erste der § 1 angegebenen Bestimmungen desselben in unablässiger Beschäftigung mit dem, was sowohl für allgemeine, jedem Menschen nothwendige, als auch für höhere wissenschaftliche und Kunst-Bildung durch Erziehung und Unterricht im Ganzen wie in einzelnen Zweigen geschehen sollte, und dessen Vergleichung mit dem, was wirklich geschieht, mit einem höhern Ideal und reiner Theorie, folglich in steter Beschäftigung mit der ganzen Anlage des von der Section d. ö. U. im Preussischen Staate auszuführenden als ausgeführten Bildungssystems und fortgehende Communication über beydes mit der genannten Behörde. § 13 entspricht dem Abschnitt in Humboldts Ideen, der mit den Worten „der wichtigste Theil der Thätigkeit“ beginnt.

aufstellt, immer im Auge zu behalten und der Section Vorschläge zu möglichen Verbesserungen zu machen.

ad § 34.

Die Worte: und von diesem gilt alles — beigelegt ist, müssen wohl als zu beschränkend wegbleiben; da man nach der Person des Präsidenten grössere oder geringere Vollmacht zu geben wünschen könnte. Folgende Fassung würde mir daher besser scheinen.

Ihr Verhältniss zur wissenschaftlichen Deputation richtet sich alsdann nach dem Umfange und der Art des ihnen gegebenen Auftrages.

Dem Gedanken, den Ober-Präsidenten das Präsidium der wissenschaftlichen Deputation in Königsberg und Breslau zu übergeben, kann ich nicht beistimmen:

1) weil ihre Registratur und Canzley sehr beschränkt ist;
2) weil sie, ihrem Amte nach, sehr häufig abwesend seyn müssen;
3) weil sie unabhängig von der Section und daher schwerer als die Regierungs-Präsidenten zu leiten sind;
4) weil die Section sich des Vortheils berauben würde, in Schlesien den Vice-Präsidenten Merkel brauchen zu können, und wir auf Schlesien doppelte Aufmerksamkeit richten müssen, da auf das uns so sehr bekannte Königsberg immer leicht ein direkter und indirekter Einfluss ausgeübt werden kann.

Anspruch auf dieses Präsidium können übrigens die Ober-Präsidenten nicht machen, da die wissenschaftlichen Provincial-Deputationen immer allein unter der Section stehen, und diese Auftrag geben kann, wem sie will. In Königsberg könnte der Umstand, dass der Ober-Präsident zugleich Universitäts-Curator ist, durch eine grössere Abhängigkeit der Mitglieder der Wissenschaftlichen Deputation von ihm gerade schädlich werden.

Den 15ten November 1809.

Humboldt.

XL. Bericht der Sektion des Kultus und Unterrichts.

1. Dezember 1809.

(Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Welchen Anteil etwa Nicolovius und Süvern an dem folgenden Bericht haben, läßt sich bei dem Mangel eines Konzepts nicht feststellen.

Durch die Reise,*) die ich mich, wider meinen Willen, zu unternehmen genöthiget sehe, verhindert, Ew. Königl. Majestät beim Ende des Jahres nahe zu sein, wage ich es, Allerhöchstdieselben ehrfurchtsvoll um die Erlaubniss zu bitten, den General-Bericht über die Geschäftsführung der mir anvertrauten Section schon gegenwärtig abstatten zu dürfen.

Es ist jetzt etwa ein Jahr, dass die Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts ihre Thätigkeit begonnen hat, und ungefähr neun Monate, dass Ew. Königl. Majestät mir die Leitung derselben anzuvertrauen huldreichst geruhet haben.

Die Nothwendigkeit, eine neue, nur erst entworfene Organisation durchzuführen, vieles zu ändern, was nur die Form des Geschäftsganges betrifft, und endlich die durch den Krieg verstopften Hülfsquellen fast aller wissenschaftlichen Anstalten wieder zu eröffnen, hat die Section einen grossen Theil dieser Zeit über auf eine Weise beschäftigt, die in diesem Bericht nicht erwähnt zu werden verdient. Schwierigkeiten, die aus der Neuheit der Verfassung und der getheilten Lage zwischen Königsberg und Berlin entstanden, haben sie anderes auszuführen verhindert. Indess hat sie den ihr vorgeschriebenen Zweck nie aus den Augen verloren und schon jetzt für denselben zu thun versucht, was nur irgend möglich war, und nur hiervon glaubt sie Ew. Königlichen Majestät Rechenschaft ablegen zu müssen, wenn sie sich genöthiget sehen sollte, mehr von ihrem Willen und den Grundsätzen zu reden, die sie sich zur Richtschnur genommen, als von dem Wenigen, was sie bisher auszuführen im Stande gewesen ist.

Der Wirkungskreis der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts ist von einem ungemein grossen Umfang; er umfasst zugleich die sittliche Bildung der Nation, die Erziehung des Volks, den Unterricht, der zu den verschiedenen Gewerben des Landes geschickt macht, die Verfeinerung, welcher die höheren Stände

---

*) *Er war durch Ableben seines Schwiegervaters genöthigt, nach Thüringen zu reisen und kehrte erst am 26. Januar 1810 nach Berlin zurück.*

bedürfen, den Anbau der Gelehrsamkeit auf Universitäten und Akademien. Ich würde geglaubt haben, die Thätigkeit der Section nur auf eine nachtheilige Weise zu zerstreuen, wenn ich sie nach und nach auf alle diese Gegenstände einzeln gerichtet und nicht darüber gewacht hätte, immer mit derselben dasjenige im Auge zu behalten, wodurch alle jene einzelne Gegenstände von selbst gedeihen. Mein hauptsächlichstes Streben ist also nur, einfache Grundsätze aufzustellen, streng nach diesen zu handeln, nicht auf zu vielerlei Weise, aber bestimmt und kraftvoll zu wirken und das Uebrige der Natur zu überlassen, die nur eines Anstosses und einer ersten Richtung bedarf.

Die schwierige Aufgabe ist, die Nation geneigt zu machen und bei der Geneigtheit zu erhalten, den Gesetzen zu gehorchen, dem Landesherrn mit unverbrüchlich treuer Liebe anzuhängen, im Privatleben mässig, sittlich, religiös, zu Berufsgeschäften thätig zu sein und endlich sich gern, mit Verachtung kleinlicher und frivoler Vergnügungen, ernsthaften Beschäftigungen zu widmen.

Dahin aber gelangt die Nation nur dann, wenn sie auf der einen Seite klare und bestimmte Begriffe über ihre Pflichten hat und diese Begriffe, vorzüglich durch Religiosität, in Gefühl übergegangen sind. Aus dieser Grundlage, die auch dem gemeinsten Volke unentbehrlich ist, entwickelt sich hiernach zugleich das Höchste in Wissenschaft und Kunst, das, auf einem andern Wege befördert, leicht in unfruchtbare Gelehrsamkeit oder schwärmerische Träumerei ausartet.

Das hauptsächlichste Bemühen muss daher dahin gehen, durch die ganze Nation, nur nach Massgabe der Fassungskraft der verschiedenen Stände, die Empfindung nur auf klaren und bestimmten Begriffen beruhen zu lassen und die Begriffe so tief einzupflanzen, dass sie im Handeln und dem Charakter sichtbar werden, und nie zu vergessen, dass religiöse Gefühle dazu das sicherste und beste Bindungsmittel an die Hand geben.

Die wohlthätigen Folgen aufgeklärter Religiosität und gut geordneter Erziehung recht eng zu verbinden, hat die Section auch noch eine andere dringende Veranlassung in der Langsamkeit gefunden, in der sonst die Erziehung allein mehr für die künftige als die jetzige Generation wirkt. Es ist durchaus ein Irrthum, wenn man glaubt, auch der beste Unterricht könne auf die Jugend seine wahrhaft heilsamen Folgen ausüben, wenn Moralität und Religiosität der Erwachsenen vernachlässigt bleiben.

Soll das Verbesserungsgeschäft der Nation mit Erfolg angegriffen werden, muss man es zugleich von allen Seiten beginnen, und nicht glauben, die jüngere Hälfte dem Vordertheil*) der ältern entreissen zu können. Wie also die Erziehung auf die Jugend, muss der Gottesdienst auf die Erwachsenen wirken, und nur wenn beide sich vollkommen unterstützen, ist der Erfolg erst wahrhaft segensreich. Denn es ist unleugbar, dass jetzt auf dem Lande die geringe Sorgfalt für die Erziehung der Kinder nachtheilig auf die Moralität erst der soeben der Schule entgangenen jungen Leute und dann auch der vollkommen Erwachsenen wirkt, und dass von wirklich streng und sittlich erzogenen Kindern von selbst eine moralische Scheu erst auf die noch nicht verdorbenen, nur gleichgültigen Eltern und dann auch auf die andern übergehen würde.

Auf diese Weise glaube ich Ew. Königl. Majestät versichern zu können, dass die Section zunächst und zuerst auf dasjenige ausgeht, was die Grundfeste aller Staaten ausmacht, und dass sie sich überall der einfachsten und natürlichsten Mittel, mit Uebergehung aller künstlichen, bedient, dass sie nirgend einseitig Gelehrsamkeit oder Verfeinerung, sondern die Verbesserung des Charakters und der Gesinnungen, nirgend einzelne Theile der Nation, sondern ihre ganze ungetrennte Masse vor Augen hat.

Die Abtheilung der Section für den Cultus ist am wenigsten bis jetzt im Stande gewesen, etwas zu thun, das einzeln aufgezählt werden könnte. Einen grossen Nachtheil hat sie in dem Mangel aller geistlichen Mitglieder bei ihrem Aufenthalte in Königsberg erfahren. Allein es ist überhaupt auch schwer, Religiosität durch einzelne geflissentliche Anstalten geradezu zu befördern.

Man hat mannigfaltige Vorschläge dazu gemacht, dem Gottesdienst mit Veränderung der bisherigen Liturgie mehr Feierlichkeit zu geben, den Geistlichen mehr äussere Ehre zu ertheilen, ja endlich wohl gar, zwar nicht durch eigentlichen Zwang, aber wenigstens durch eine an indirecte Nöthigung grenzende dringende Empfehlung zum Besuche des Gottesdienstes dem Uebel abhelfen zu wollen. Allein der protestantische Gottesdienst ist in seiner Einfachheit so ehrwürdig, dass der von dieser Einfachheit durchdrungene Zuhörer nur durch eine ihm gewissermassen fremd angehängte Sinnlichkeit in seiner Rührung und Erbauung gestört

*) *So steht deutlich im Text.*

werden würde; der Geistliche, der eine andere Achtung suchen kann, als die unmittelbar aus der Würde seines Amtes herfliesst, zeigt schon dadurch, dass er seinen hohen Beruf verkennt, und alles endlich, was die Freiheit in Religionssachen im mindesten beschränkt, ist nicht nur Ew. Königl. Majestät billigen und toleranten Gesinnungen durchaus zuwider, sondern befördert auch unausbleiblich mehr oder minder versteckte Heuchelei und führt zu dem, alle ächte Religiosität untergrabenden Grundsatz, dass man nur erst den äussern Schein gewinnen müsse, um nach und nach auch zur innern Wahrheit zu gelangen.

Religiöse Gesinnungen allgemein zu verbreiten und in ihrer Reinheit zu erhalten, muss in einer Nation Vieles zusammenkommen, und die wichtigste Wirkung muss man von der Erziehung und der allgemeinen Bildung, vorzüglich von dem weiter oben erwähnten Bemühen, klare und bestimmte Begriffe so tief einzupflanzen, dass sie zugleich als Gefühle Triebfedern und als Grundsätze Richtschnur des Handelns werden, erwarten.

Denn ein natürliches, gesundes und sittlich reines Gefühl wird von selbst zu einem religiösen, und was der Religiosität entgegensteht, ist aus Verderbtheit des Herzens oder blossen Mangel an Ernst entspringende Unfähigkeit, sich zu höhern Ideen zu erheben, gleichgültige Gefühllosigkeit oder einseitige geistige philosophische oder gelehrte Bildung.

Geht eine solche Vorbereitung vorher, so muss allerdings nur wirkliche und unmittelbare Beförderung der Religiosität hinzutreten, und hier muss vorzüglich die Section für den Cultus geschäftig sein.

Allein hier ist, meiner Ueberzeugung nach, auch wieder, wenn nicht das Einzige, doch das Wichtigste, was sie thun kann, den geistlichen Stand in sich würdiger und auf seinem Standpunkt im Staat und in der Gesellschaft freier und angesehener zu machen. Der Erfolg hievon wird selbst nicht einmal so langsam sein, als es vielleicht scheinen könnte, da, sobald ein besserer Geist sich in einem Stande auch nur zu zeigen anfängt, er leicht und schnell sich allgemein verbreitet und die Verbesserung durch die Regierungen in allen Provinzen zugleich und durch Behörden, deren Aufmerksamkeit auf ein einzelnes, ihnen durchaus bekanntes Departement gerichtet ist, geschieht.

Man kann nicht läugnen, dass sich in die Besetzung der geistlichen Stellen und in den Gang der Consistorial-Geschäfte überhaupt eine Lauigkeit und eine oft sträfliche Nachsicht eingeschlichen

hatte, welche das Geistliche Departement nicht durchaus zu hindern im Stande war. Es war genöthiget, sich zu seinen Werkzeugen der so unzweckmässig mit den Justiz-Collegien verbundenen Consistorien zu bedienen, und konnte schon darum nicht immer wirksam handeln. Die blosse Verfassung hat hierin schon sehr viel abgeändert.

Die geistlichen und Schul-Deputationen sind dergestalt mit Geistlichen und wissenschaftlichen Männern als Schulräthen besetzt, dass ihre Bemühungen nothwendig auf das Wesen der religiösen Verfassung hingehen müssen, da die alten Consistorien sich immer fast nur auf das Aeusserliche beschränkten. Ihr Wirkungskreis umfasst ausserdem zugleich überall die Schulsachen und giebt ihnen dadurch ein wichtiges Mittel in die Hand, den Zweck auch von dieser Seite zu befördern; sie stehen endlich als Theile desselben Collegii unter demselben Präsidio mit den Finanz- und Polizeibehörden und können sich überall, statt die ehemals so oft schädliche Eifersucht zwischen Kammer- und Justiz-Collegien fürchten zu müssen, einer schnellen Mitwirkung erfreuen. Was aber am meisten wirkt, ist, dass diese Deputationen in Besetzung der geistlichen Stellen durchaus freie Hand haben und dass sie für dieselben allein verantwortlich sind. Vertraut mit den Bedürfnissen ihrer Provinz und bekannt mit den Candidaten in derselben, dürfen sie jetzt nur mit Eifer und Unparteilichkeit handeln, um des Erfolges gewiss zu sein. In den geistlichen Deputationen wird den Geistlichen, die sogar zum Theil Mit-Directoren sind, und in den Regierungen selbst den Deputationen auf alle Weise ihr Einfluss und ihr Ansehen von den Ober-Behörden erhalten, und noch neulich hat das Ministerium des Innern hievon durch eine nachdrückliche Verfügung gegen den Missbrauch, dass das Plenum der Regierungen sich einen unmittelbaren Einfluss auf die Predigerwahlen anmassen wollte, einen überzeugenden Beweis gegeben.

Auch werden bereits jetzt die Folgen dieser Einrichtungen sichtbar. Wenn ich Ew. Königl. Majestät in dieser Absicht die Geistlichen und Schul-Deputationen der Litthauischen und Kurmärkischen Regierungen mit Auszeichnung nennen muss, so hebe ich nur die heraus, die sich vorzüglich thätig beweisen, ohne dem Eifer der übrigen, bis jetzt organisirten zu nahe zu treten. Die der Litthauischen Regierung ist auf eine musterhafte Weise um die Beförderung der Religiösität und die Verbesserung des Schulwesens bemüht. Sie hat jetzt ohne Aufforderung eine Ermahnung

an die Geistlichkeit ihres Departements erlassen, die ich der Wichtigkeit ihres Inhalts und der Würde und Zweckmässigkeit der Fassung wegen abschriftlich diesem allerunterthänigsten Bericht beizulegen wage.

Die Deputation der Kurmärkischen Regierung, nur erst so wenige Monate organisirt, zeigt schon jetzt einen Ernst bei Beurtheilung der Amtsführung und des sittlichen Betragens der Geistlichen und eine Strenge bei der Auswahl von Subjecten zu neuen Besetzungen, welche die heilsamsten Folgen mit Gewissheit versprechen.

Es wird nunmehr die Bemühung der Section für den Cultus sein, den einzelnen Regierungen hierin durch allgemeine Verfügungen zu Hülfe zu kommen, und sie wird vorzüglich suchen, die Prüfungen der Candidaten zweckmässiger zu machen und ihnen, ehe ihnen ein Amt anvertraut wird, eine Lage anzuweisen, die eigentlich und mit Recht ein Vorbereitungszustand zu ihrem künftigen Beruf genannt werden kann. Allein sie ehrt zu sehr das Urtheil der Geistlichen selbst über Gegenstände dieser Art, als dass sie hierunter hätte eher vorschreiten mögen, als sie mit ihren geistlichen Mitgliedern verbunden ist.

Ausser denjenigen Veränderungen, welche allein eine Folge der neuen Verfassung waren, wie die Auflösung vieler einzelnen, der Freiheit der Verwaltung hinderlichen Behörden, ist die wichtigste diejenige, welche mit den Feldpredigern vorgenommen ist. Es ist offenbar äusserst zweckmässig gewesen, dieselben der gleichen Aufsicht mit den Civil-Geistlichen zu unterwerfen, sie zu hindern, Eingriffe in die Gerechtsame dieser zu machen und ihnen in dem den Porte d'épée-Fähnrichen zu ertheilenden Unterricht und der Aufsicht auf alle militairische Erziehungsanstalten überhaupt eine neue interessante Beschäftigung zu geben. Diese ganze Organisation ist nunmehr vollendet.

Ein äusserst dringendes Bedürfniss bleibt noch immer die Einrichtung der katholischen geistlichen Angelegenheiten Westpreussens, da der Tilsitsche Friede in dieser Provinz alle Diöcesangrenzen verändert hat. Weder die politische Lage zum Herzogthum Warschau noch die des Römischen Stuhls selbst haben erlaubt, hierin etwas Entscheidendes und Durchgreifendes zu thun; allein es sind wenigstens interimistisch solche Anordnungen getroffen, dass ich es glaube wagen zu können, Ew. Königl. Majestät zu versichern, dass der Einfluss auswärtiger Geistlichen jetzt keinen

irgend bedeutenden Nachtheil hervorbringen kann. Auch ist für eine neue Diöcesan-Einrichtung in der Zukunft so viel vorbereitet, als jetzt möglich war. Der Staatsrath Schmedding, dessen Thätigkeit, Einsichten und aufgeklärten Unparteilichkeit ich nicht genug Gerechtigkeit widerfahren lassen kann, hat hierin die wesentlichsten Dienste geleistet.

Die Section des öffentlichen Unterrichts hat die Grundsätze, die ihr zur Richtschnur bei ihrer Geschäftsführung gedient haben, und die sie mehr praktisch bis jetzt befolgt als nachdrücklich ausgesprochen hat, auf die im Eingange dieses Berichts entwickelten Ideen gegründet.

Sie berechnet ihren allgemeinen Schulplan auf die ganze Masse der Nation und sucht diejenige Entwickelung der menschlichen Kräfte zu befördern, welche allen Ständen gleich nothwendig ist und an welche die zu jedem einzelnen Beruf nöthigen Fertigkeiten und Kenntnisse leicht angeknüpft werden können. Ihr Bemühen ist daher, den stufenartig verschiedenen Schulen eine solche Einrichtung zu geben, dass jeder Unterthan Ew. Königl. Majestät darin zum sittlichen Menschen und guten Bürger gebildet werden könne, wie es ihm seine Verhältnisse erlauben, allein keiner den Unterricht, dem er sich widmet, auf eine Weise empfange, die ihm für sein übriges Leben unfruchtbar und unnöthig werde; welches dadurch zu erreichen steht, dass man bei der Methode des Unterrichts nicht sowohl darauf sehe, dass dieses oder jenes gelernt, sondern in dem Lernen das Gedächtniss geübt, der Verstand geschärft, das Urtheil berichtigt, das sittliche Gefühl verfeinert werde.

Auf diese Weise ist nun die Section zu einem viel einfachern Plan gelangt, als neuerlich in einigen deutschen Ländern beliebt worden ist. In diesen, namentlich in Bayern und Oestreich, hat man fast für jeden einzelnen Stand besonders zu sorgen gesucht. Meiner Ueberzeugung nach ist dies aber durchaus unrichtig und verfehlt selbst den Endzweck, den man dabei im Auge hat.

Es giebt schlechterdings gewisse Kenntnisse, die allgemein sein müssen, und noch mehr eine gewisse Bildung der Gesinnungen und des Charakters, die keinem fehlen darf. Jeder ist offenbar nur dann ein guter Handwerker, Kaufmann, Soldat und Geschäftsmann, wenn er an sich und ohne Hinsicht auf seinen besondern Beruf ein guter, anständiger, seinem Stande nach aufgeklärter Mensch und Bürger ist. Giebt ihm der Schulunterricht, was hiezu

erforderlich ist, so erwirbt er die besondere Fähigkeit seines Berufs nachher sehr leicht und behält immer die Freiheit, wie im Leben so oft geschiehet, von einem zum andern überzugehen.

Fängt man aber von dem besondern Berufe an, so macht man ihn einseitig, und er erlangt nie die Geschicklichkeit und Freiheit, die nothwendig ist, um auch in seinem Berufe allein nicht bloss mechanisch, was Andere vor ihm gethan, nachzuahmen, sondern selbst Erweiterungen und Verbesserungen vorzunehmen. Der Mensch verliert dadurch an Kraft und Selbständigkeit, und da mehrere Berufe, wie der des Soldaten und Geschäftsmannes, vom Staate abhängen, so ladet sich der Staat, wenn er Menschen ausschliessend zu diesen erzieht, die Last auf, diese auch dazu gebrauchen und versorgen zu müssen. Der Geschäftsdienst aber würde viel besser und Ew. Königl. Majestät weit erspriesslicher werden, wenn er gar nicht als eine Versorgung angesehen würde, wenn ihn jeder mehr aus Neigung zu einer wichtigern Thätigkeit als des Unterhalts wegen übernähme, und der Staat nicht, wenn er einen Menschen gern von seinem Posten entfernte, immer den leidigen Gedanken haben müsste, ihn um sein Brod zu bringen, sondern sich darauf verlassen könnte, dass ihm bei seinem Abgange ein anderer Erwerbzweig nicht fehlen würde.

Es tritt endlich die Schwierigkeit ein, dass sich der künftige Beruf oft nur sehr spät richtig bei einem Kinde oder jungen Menschen bestimmen lässt und dass sein natürliches Talent, das ihn vielleicht einem andern widmen würde, bald nicht erkannt, bald erstickt wird.

Die Section des öffentlichen Unterrichts lässt daher, so weit ihre Wirksamkeit reicht, die Special-Schulen für Handwerker, Kaufleute, Künstler u. s. f. überall dem allgemeinen Unterricht nachfolgen und hütet sich, die Berufsbildung mit der allgemeinen zu vermischen. Die allgemeinen Schulanstalten sieht sie als allein sich anvertraut an, über die Special-Schulen tritt sie mit den sich auf sie beziehenden andern Staatsbehörden in Verbindung.

Dem Plan der Section nach soll es daher auch in den Städten nur

Elementar- und gelehrte Schulen

geben. In den Elementar-Schulen soll nur gelehrt werden, was jeder als Mensch und Bürger nothwendig wissen muss; in den gelehrten sollen stufenweise diejenigen Kenntnisse beigebracht

werden, die zu jedem, auch dem höchsten Berufe nothwendig sind, und der Grad der Ausbildung, den jeder erlangt, muss nur von der Zeit abhängen, die er in der Schule zubringt, und der Classe, die er darin erreicht. Da aber nicht alle Schüler einer Stadt gleich sein können noch gleich sein sollen, so wird es Elementar-Schulen geben, die, weil reichere Leute in derselben ein höheres Schulgeld für ihre Kinder bezahlen, dem Unterricht mehr Ausdehnung und Vollständigkeit geben können. Auf der andern Seite werden kleinere Städte, die nicht grosse bis zur Universität führende gelehrte Schulen haben können, Anstalten besitzen, auf denen nur ein Theil des Unterrichts der eigentlich gelehrten Schulen ertheilt wird.

Auf diese Weise wird es auch an denjenigen Schulen nicht fehlen, die man sonst Mittel- und Bürgerschulen zu nennen pflegt, und keinem Stand wird es an einer zu seiner Ausbildung bestimmten Unterrichtsanstalt mangeln. Nun wird überall Einheit des Planes sein, so dass der Uebergang von einer Schule zur andern ohne Lücke geschehen kann.

Die gelehrten Schulen hatten bisher den Fehler, dass die gelehrten Sprachen zu ausschliessend auf denselben getrieben und auf eine Weise behandelt wurden, dass, wenn der Unterricht nicht bis zu Ende verfolgt wurde, die darauf gewandte Zeit fast gänzlich verloren war.

Beidem kann und wird die Section abhelfen. Sie wird auf jeder gelehrten Schule, und hat hiezu schon den Anfang gemacht, den mathematischen und historischen Unterricht gleich gut mit dem in den alten Sprachen einrichten, so dass jeder Schüler, ohne dass ihm gestattet werde, einen von diesen darin ganz zu vernachlässigen, sich nach seinem Talent einem wird vorzugsweise widmen können.

Bei dem Sprachunterricht aber wird die Section diejenige Methode immer allgemeiner machen, welche, wenn man auch die Sprache selbst wieder vergisst, doch ihre angefangene Erlernung, und nicht bloss als Gedächtnissübung, sondern auch zur Schärfung des Verstandes, zur Prüfung des Urtheils und zur Gewinnung allgemeiner Ansichten immer und auf die ganze Lebenszeit nützlich und schätzbar macht.

Ein besonderes Augenmerk richtet die Section darauf, dass Niemand von einer niedrigern Schule zu einer höhern und in dieser von einer Classe zur andern übergehe, ehe seine Fähigkeit

zu diesem Uebergange gehörig geprüft ist und der bisherige Lehrer den Schüler dem folgenden mit der lebendigen Ueberzeugung übergeben kann, dass er die bisherige Stufe erreicht hat und nun zur nächsten reif ist. Der Uebergang zur Universität soll schlechterdings nie vor vollendetem 18. Jahre erlaubt sein.

Die Unterhaltung und Verbesserung des städtischen Schulwesens wünscht die Section mit Beibehaltung der jetzt durch Ew. Königl. Majestät Huld aus Staatskassen bewilligten Summen vorzüglich den städtischen Communen zu übertragen. Obgleich ein erster Versuch hierin hieselbst misslungen ist, muss ich Ew. Königl. Majestät dringend bitten, die Sache im Allgemeinen nicht aufzugeben. Sie ist nicht nur den Schulen nothwendig, denen sonst nicht zu helfen steht, sondern auch den Bürgern heilsam, die mehr Bürgersinn gewinnen, wenn sie Schulverbesserung als ihr Werk ansehen, mehr Interesse am Unterricht selbst nehmen, die gewiss bessere öffentliche Erziehung der Privat-Erziehung vorziehen, wenn ihre öffentlichen Schulen ihnen selbst einige, wenn gleich mässige, Kosten machen, und endlich moralischer werden, wenn sie für die Moralität ihrer Kinder mit einiger Aufopferung Sorge tragen. Auch darf man bei hier und dort vielleicht entstehendem Widerspruch nicht übersehen, dass, ehe sich wirklicher Gemeingeist gebildet hat, was von der gewiss trefflichen Städteordnung in so kurzer Zeit mit Recht noch nicht erwartet werden kann, Corporationen oft widersprechen, wo die einzelnen Mitglieder ihre Einstimmung (?) geben würden, und dass unter diesen die Gutgesinnten sich freuen, wenn den andern abgenöthiget wird, wozu sie auch durch die überzeugendsten Gründe nicht bewogen werden können.

Für das Elementar Schulwesen, vorzüglich auf dem Lande, hat die Section für den öffentlichen Unterricht vor meinem Antritte meines Amtes, als der Staatsrath Nicolovius der Section unter der unmittelbaren Leitung des Ministers des Innern vorstand, eine Veranstaltung getroffen, die meiner innersten Ueberzeugung nach überaus wohlthätige Früchte verspricht; ich meine die Berufung des Regierungsraths Zeller, die Stiftung des Normal-Instituts im hiesigen Waisenhause und die planmässige Verbreitung einer bessern Unterrichts-Methode über das ganze Land. Obgleich der Regierungsrath Zeller einige bedeutende Verbesserungen in der Pestalozzischen Methode vorgenommen hat, so ist auch seine Lehrart doch dem Wesentlichen nach Pestalozzisch.

Da ich nun aus eigener Erfahrung weiss, wie schwer es ist, sich von dieser Methode einen bestimmten und deutlichen Begriff zu machen, so verzeihen mir Ew. Königl. Majestät vielleicht, wenn ich es wage, in wenigen Worten die Eigenthümlichkeiten der Zellerschen Erziehungs- und Lehrweise anzugeben, dieselbe sei nun Pestalozzisch oder nicht. Denn die Section und ich dürfen gewiss zu Ew. Königl. Majestät das sichere Vertrauen hegen, dass Sie nicht glauben werden, dass wir eine neue Methode als solche, gleichsam versuchsweise, in Allerhöchstihre Staaten einzuführen gesonnen wären, sondern dass wir zwar denjenigen, der eine neue Verbesserung unternimmt, mit nöthiger Freiheit handeln lassen, allein schrittweise sein Verfahren prüfen und ihm nur so weit vorzuschreiten gestatten, als wir es unserer innersten Ueberzeugung nach zu billigen im Stande sind.

Die Eigenthümlichkeiten des Zellerschen Instituts lassen sich in Absicht auf die Erziehung der Zöglinge, ihren Unterricht und endlich die Absicht, diese Erziehung und diesen Unterricht weiter zu verbreiten, beurtheilen.

In Betracht der Erziehung zeichnet sich das Institut dadurch aus, dass

1. Erziehung und Unterricht durchaus und schlechterdings immer mit einander verbunden sind. Es werden keine eigentliche Lehrstunden gegeben, auf welche nun Freistunden, wie in andern Schulen, folgen.

Die Kinder sind den ganzen Tag beschäftiget, immer unter den Augen eines Lehrers, immer so, dass sie deutlich wissen, was sie thun wollen und auf welche Weise sie es anfangen müssen. Der Unterricht ist also fortdauernd in ihr ganzes Leben verwebt.

2. Die Erziehung wird unmittelbar auf religiöse Gefühle gegründet. auf Furcht und Liebe zu einem immer allgegenwärtigen höhern Wesen.

Belohnungen und Bestrafungen werden dadurch fast unnütz, körperliche Strafen werden durchaus nicht geduldet. Das gemeinsame, regelmässige, durch Wohlwollen und Liebe geleitete Leben, verbunden mit einem Gottesdienst und Religionsunterricht, der ihnen nur die einfachsten Vorschriften der Religion, die zehn Gebote und die ersten Lehren des Christenthums, vorlegt, übrigens aber auf das Herz wirkt, bringt die Kinder meistentheils von selbst zum Selbstbekenntniss, zur Reue und Besserung.

3. Die Kinder erziehen sich unter einander selbst und führen gegenseitig die Aufsicht eins über das andere.

Es giebt mehrere von ihnen besorgte Aemter; sie wechseln darin mit einander ab und wählen sich selbst dazu, und dies ist so wenig ein Spielwerk, dass es ohne diese Einrichtung wohl schwer sein dürfte, 30 Kinder allein von zwei Lehrern unterrichten und in Aufsicht halten zu lassen. Durch die Rechte und Pflichten eines Amtes gewöhnen sich die Kinder an Ordnung, Strenge und Gerechtigkeit.

4. Zu gleicher Zeit flösst eine andere Einrichtung ihnen gegenseitige Liebe ein. Die ältern nämlich oder verständigern sind Lehrer und Vormünder der jüngern und schwächern. Sie kommen ihnen nicht von der Seite, sie sorgen in jeder Art für sie, und es entstehen auf diese Weise früh Bande auf Sorge und Dankbarkeit gegründeter Zuneigung, wie sie sonst nur spät das wirkliche Leben bildet.

5. Es herrscht im ganzen Hause ein durchgängiger ununterbrochener Ernst, alles, mancher neuern Erziehungs-Methode eigne, Spielende und Tändelnde ist verbannt, allein der Ernst kann nie zurückschreckend sein, da überall Wohlwollen herrscht und Furcht verscheucht ist und jedes Kind der Freiheit geniesst, die unter Beobachtung des allgemeinen Gesetzes möglich ist:

Bei dem Unterricht geht

1. der Gesichtspunkt nicht, wie bisher gewöhnlich, davon aus, dass das Kind nur lesen, schreiben, rechnen u. s. f. lernen, sondern dass alle Hauptfähigkeiten seines Körpers und seiner Seele in möglichster Zusammenstimmung entwickelt und geübt werden, wodurch denn jene Fertigkeiten von selbst entstehen.

Dies macht den Unterschied, dass man bei der bisherigen Methode nur kurz und oft ohne Anführung selbst der unmittelbarsten Gründe die Art angiebt, wie z. B. diese oder jene Rechnung gemacht werden soll, bei der neuen hingegen das Kind übt, die Zahlenverhältnisse überhaupt, durch welche hernach fast alle Rechnungen möglich sind, schnell und sicher aufzusuchen.

Bei jener Methode hat also der Schüler nur die wirklich erlernte Rechnung inne, kann sich, wenn ein etwas veränderter Fall kommt, nicht mehr helfen und vergisst ohne Uebung auch das Erlernte, hat überdies, ohne dass sein Verstand weiter an Kraft gewonnen hat, nur eine einzelne Fertigkeit erlangt. Der Schüler der neuen Lehrart hingegen weiss sich überall zu helfen

und kann nie vergessen, weil er nichts eigentlich auswendig gelernt, sondern die Kraft erlangt hat, die wirklichen Zahlenverhältnisse einzusehen.

2. Hierdurch bestimmen sich nun auch die Gegenstände des Unterrichts: der Körper wird durch Leibesübungen gestärkt und entwickelt, Auge und Ohr durch Zeichnen und Musik zur Richtigkeit und Freiheit gewöhnt, der Kopf durch die Zahlenverhältnisse (von denen das Rechnen ein Theil ist), durch die Grössenverhältnisse (wobei die Elemente der Mathematik vorkommen), durch eine richtige Kenntniss der Muttersprache, die vorzüglich darauf hingeht, dass das Kind bei jedem Wort einen bestimmten und klaren Begriff habe, Kopf und Herz endlich durch Religionsunterricht und die Entwickelung der natürlichsten sittlichen Gefühle gebildet. Lesen und Schreiben sind dann eine natürliche Zugabe theils zum Sprach-, theils zum Zeichenunterricht, und mit den Leibesübungen sind Arbeiten, Anweisungen zu einigen der nothwendigsten Handwerke, Schneidern, Schuhmachen, Weben u. s. w., zum Garten- und Ackerbau verbunden. So lernt auch der Bauer und niedrige Städter schlechterdings nichts, was über seinen Kreis hinausginge. Denn wollte man auch jede andere Rücksicht vergessen, so sind die Grundbegriffe der Mathematik dem künftigen Landmann, Handwerker und Soldaten äusserst nützlich, ebenso das Zeichnen, und ein richtiger Gesang dient zur erbaulichen Abwartung des öffentlichen Gottesdienstes.

3. Um in jedem dieser Gegenstände den beabsichtigten Zweck zu erreichen, muss alles nur irgend Mechanische entfernt werden, und es ist also der Hauptgrundsatz der ganzen Methode, dass das Kind immer das volle und deutliche Bewusstsein haben muss, was es in jedem Augenblick hört, sagt und thut, und warum so und nicht anders gehandelt wird.

Indem es so gezwungen und gewöhnt wird, von jeder, auch der kleinsten Sache Rechenschaft zu geben, lernt es zu gleicher Zeit klar denken, bestimmt wollen und vernehmlich sprechen.

Es entwickelt alle Begriffe aus sich selbst und erfindet sie gleichsam unter der Anleitung des Lehrers. Es lernt nichts auswendig und bedarf daher auch fast keiner Bücher und Unterrichtsmittel.

4. Es kommt also Alles darauf an, mit mathematischer Genauigkeit und Gewissheit angeben zu können, was das Kind wirklich gefasst hat und zum Begreifen von was es noch nicht

gelangt ist. Drum ist der ganze Unterricht jedes Gegenstandes in gewisse Stufen vertheilt, und der Lehrer geht nie zu einer folgenden über, wann er nicht unumstösslich aller vorigen bei dem Lehrling gewiss ist.

5. Dadurch endlich, dass, wie im Vorigen bemerkt worden, die weiter vorgerückten Kinder die schwächern selbst unterrichten, werden sie jedes Lehrgegenstandes mächtiger, da sie, um sich ihren kleinen Lehrlingen verständlich zu machen, oft das auf verschiedene Art selbst Gelernte anders und anders herumdrehen müssen.

Eine solche klare, bestimmte und selbstthätige Unterrichts-Methode wirkt auch im Charakter wieder nothwendig auf deutlich erkanntes, bestimmtes und entschiedenes Handeln zurück.

So beschaffen, bietet nun diese Methode weit mehr als jede andere eine grosse Leichtigkeit dar, ähnlich eingerichtete Schulen auch in kurzer Zeit allgemeiner zu verbreiten. Denn

1. macht die Festigkeit der Art und Weise, in welcher der Unterricht ertheilt wird, und sein Fortschreiten in bestimmter Stufenfolge das Gelingen desselben weit weniger von den besondern Fähigkeiten des Lehrers abhängig.

Fleiss und angestrengte Uebung, verbunden mit nur irgend gesundem Verstand und nur einigen natürlichen Anlagen, bringen sogar in kurzer Zeit dahin, wie man selbst gelehrt worden ist, wieder weiter zu unterrichten.

2. Die Landschullehrer-Stellen können, ihrer Natur nach, nicht einträglich sein, und daher ist das Zellersche Institut darauf berechnet, einmal die Kinder an genügsame Lebensweise und Entbehrungen zu gewöhnen, und dann, sie zu lehren, sich ihre Bedürfnisse zum Theil selbst zu verschaffen und ihre Einkünfte durch ächt landwirthschaftliche Benutzung ihres Gartens und Ackers, so viel möglich, zu vermehren. Die ganze Richtung des Instituts geht dahin, die Kinder so zu bilden, dass sie künftig ein Lehreramt auch unter ungünstigen Bedingungen gern annehmen, und auch in einer drückenden Lage mit Liebe darin verharren.

3. Da eine grosse Schwierigkeit beim Landschulwesen darin besteht, dass es fast unmöglich ist, allen dürftigen Kindern Lehrmittel in die Hände zu geben, so ist bei dieser Methode darauf gesehen, dieselben entbehrlich zu machen. Eine Schiefertafel ist fast das Einzige, was die Kinder in die Hände bekommen. Bücher

werden so gut als gar nicht, Papier, Feder und Dinte, genau genommen, schlechterdings nicht gebraucht.

Die Section glaubt mit Recht behaupten zu können, dass das Zellersche Normal-Institut der hier entworfenen kurzen Schilderung einer solchen Erziehungsanstalt zu entsprechen anfängt.

Gegen Ostern wird es nun seinen Nutzen weiter auch in der Provinz verbreiten.

Es werden zuerst drei Räthe der Preussischen Regierungen, dann 24 Superintendenten und Prediger, die freiwillig die Methode zu erlernen und zu prüfen Lust haben, und endlich 24 Landschullehrer einberufen und hier unterrichtet werden. Die Prediger vorzüglich werden sodann, jeder in seinem Pfarrdorf seine Schule in Absicht des Unterrichts auf ähnliche Weise einrichten, und in diese so eingerichteten Schulen werden die Landschullehrer aus der Nachbarschaft zu fernerm Unterricht berufen werden. Findet sich bei den einzuberufenden Predigern nur einigermassen Eifer und Talent, so können in Zeit eines Jahres 600 bis 1000 Schulmeister gebildet sein, die zwar nothwendig sehr ungleich an Fähigkeiten sein werden, allein alle eine Methode inne haben, die, an sich gut und zweckmässig, auch noch den Vortheil gewährt, dass selbst der Mittelmässige weniger darin irren kann.

Hat der Regierungsrath Zeller das hiesige Institut und die Verbreitung der in ihm angenommenen Methode in dieser Provinz so weit gebracht, dass beide seiner Gegenwart nicht mehr bedürfen, so ist der Plan der Section, ihn in einem andern Ober-Präsidialdepartement in Thätigkeit zu setzen.

Um die neue verbesserte Methode des Volksunterrichts aber auch von allen Seiten zu prüfen und jede Erfahrung zu benutzen, welche der heutige Zustand der Erziehungswissenschaft darbietet, sind noch 6 junge Leute zu Pestalozzi selbst gesandt, um einige Jahre dort zu verbleiben. Man wird daher bei ihrer Zurückkunft wieder vorzüglich brauchbare Subjecte haben, um auf dem im Lande indess angefangenen Wege weiter fortzugehen.

Auch ein in Berlin schon vorhandenes Lehr-Institut nach Pestalozzischer Methode, das des Doctor Plamann, ist dadurch unterstützt worden, dass man dem Vorsteher zwei junge Leute, welche die Methode bei ihm studiren sollen, zugeordnet hat.

Für die übrigen, noch auf altem Fuss eingerichteten Landschulen wird die Section gleichfalls so viel als möglich Sorge tragen, da es natürlich ihr Grundsatz sein muss, keine mögliche

Verbesserung erst auf die Vollendung einer andern, wenn gleich noch bedeutendern, warten zu lassen, sondern in allen Theilen und zu gleicher Zeit die möglichste Thätigkeit zu wecken. Allein es müsste hiezu die vollständigste Organisation der Regierungen abgewartet werden, welche theils noch jetzt nicht, theils erst seit wenigen Monaten zu Stande gekommen ist.

Um Ew. Königl. Majestät indess zu zeigen, in welchem verwahrlosten Zustande sich das Landschulwesen in einigen Theilen der Monarchie befand, muss ich anführen, dass in einigen Orten Pommerns, wo es keine Schulhäuser giebt, nur für den Winter vorübergehend ein Schulmeister angenommen und unter mehreren durch eine Art von Licitation der wenigst Fordernde gewählt wurde. Diesen fürchterlichen Missbrauch hat die Section natürlich sogleich abgestellt und auch zu Erbauung von Schulhäusern an diesen Orten Massregeln ergriffen.

Für die höhern oder sogenannten gelehrten Schulen hat die Section auch jetzt schon wirksamer sein können.

Ihr erstes Augenmerk ist dahin gegangen, das Eindrängen und Vorkommen mittelmässiger und schlechter Schullehrer oder wenigstens solcher, die, bei anderweitigem Verdienst, sich doch für diesen Beruf nicht schicken, zu verhindern und bessere an ihre Stelle zu setzen. Aus diesem Grunde hat sie geglaubt, bei Ew. Königl. Majestät auf die Cassation der Wahl des Professors Schummel*) am Elisabethanischen Gymnasium antragen zu müssen, und wird es für ihre Pflicht halten, auch künftig mit gleicher Strenge fortzufahren.

Von dem gleichen Gesichtspunkte ausgehend, hat sie verfügt, dass kein Schullehrer ohne eine neue Prüfung von einer Schule zu einer andern oder bei derselben von einem geringern Posten zu einem höhern übergehen soll, da es fast zu einem allgemeinen Missbrauch geworden war, beinahe ohne alle andere Rücksicht als die äussere Lage der vorher schlechter gesetzten Lehrer durch Vorrücken zu verbessern, an die Stelle des abgegangenen den ihm zunächst stehenden einrücken zu lassen.

---

*) *Schummel, der Herausgeber der Memoiren der Gräfin Lichtenau, war politisch und moralisch schlecht beleumundet; trotzdem war er im Mai 1809 zum Direktor des Elisabeth-Gymnasiums in Breslau gewählt worden. Nicht ohne Mühe setzte es Humboldt durch, dass der König die Bestätigung der Wahl versagte.*

Da Ew. Königl. Majestät nun auch die Errichtung der wissenschaftlichen Deputation huldreichst zu genehmigen geruhet haben, können auch diejenigen, welche sich erst dem Schulfache widmen, strengen Prüfungen unterworfen werden, und wenn, wie es geschehen soll, den Magisträten und andern Schul-Patronen alsdann zur Pflicht gemacht wird, nur solche Subjecte zu wählen, welche mit beifälligen Zeugnissen von der Deputation versehen sind, so werden die jetzt noch oft stattfindenden üblen Folgen der Patronats-Rechte gar sehr vermindert werden.

Vorzügliche Aufmerksamkeit hat die Section auf die eingesandten Lections-Pläne und die Prüfungen gewandt, welchen die zur Universität abgehenden Schüler in der Absicht unterworfen werden, um ihre Reife zum akademischen Studium zu beurtheilen. In jene, welche meistentheils den Fehler haben, zum Nachtheil wahrer Gründlichkeit zu viele Lehrgegenstände auf einander zu häufen, hat sie zweckmässigere Einfachheit und Ordnung zu bringen gesucht: bei diesen, die zum Theil mit grosser Sorglosigkeit gehalten wurden, hat sie unerlässlich auf Strenge gedrungen.

Schulen, welche sich, wie z. B. die in Angerburg, gelehrte nannten, ohne nur einmal der Anzahl ihrer Lehrer nach auf diesen Namen Anspruch machen zu können, hat die Section das Recht genommen, Schüler zur Universität zu entlassen, da bisher der doppelte Missbrauch entstand, dass sehr unwissende junge Leute der Universität als reif zugesandt wurden, und dass durch die Lehrer die Erziehung des grössern Theils der Schüler zu nützlichen Bürgern dem Bemühen aufgeopfert wurde, einige wenige Halbgelehrte zu bilden.

Einige dieser Provinzialschulen befanden sich noch vor kurzem, und befinden sich zum Theil noch in einem solchen Zustande, dass z. B. zwei und drei Classen zu gleicher Zeit bloss in verschiedenen Winkeln desselben Zimmers unterrichtet werden. So wie jetzt aber die Geistliche und Schul-Deputation einer Regierung gehörig organisirt ist, wird auch das Schulwesen der ganzen Provinz einer gänzlichen Reform unterworfen. Die Litthauische Regierung hat sich auch hierin vorzugsweise thätig bewiesen, und der von ihr entworfene Plan, welchen ich auf meiner neulichen Reise mit der Schul-Deputation ausführlich durchgegangen bin, bereitet dem Schulwesen der Provinz eine höchst zweckmässige Verbesserung vor, die doch weder den Staatskassen noch den städtischen Gemeinen lästig werden wird.

Von einigen wichtigen Schulanstalten hat die Section für folgende thätig sein zu können vorzüglich Gelegenheit gehabt.

In Berlin hat das Joachimsthalsche Gymnasium, bei welchem mehrere Lehrerstellen unbesetzt geblieben waren, durch die, wenn gleich jetzt nur interimistische Anstellung des Doctors Schneider, eines ganz vorzüglichen Schulmannes, und Professors Ideler*) eine ansehnliche Verbesserung erhalten, indem zugleich auch der Lectionsplan desselben zweckmässig abgeändert ist. Diese ganze Reform ist vorzüglich das Verdienst des als Visitator des Gymnasii angestellten Geheimen Raths Wolf. Zugleich gewährt die Aufhebung des Schul-Directorii der Kasse der Anstalt eine bedeutende Erleichterung, und die Uebertragung der Administration der Güter derselben an die Kurmärkische Regierung führt eine bisher nicht übliche, aber höchst angemessene Güterverwaltung milder Stiftungen ein.

In Königsberg hofft die Section nunmehr, wenn nicht einen so vollständigen und ganz durchgreifenden Verbesserungsplan, als sie anfangs im Sinne hatte, doch immer eine höchst bedeutende Reform zu Stande zu bringen. Sie hat von ihrer Seite alles dazu vorbereitet, und es kommt nur darauf an, dass sie durch Ew. Königl. Majestät allergnädigste Genehmigung mit den nöthigen Hülfsmitteln versehen werde.

In Liegnitz war die Ritter-Akademie in einen solchen Verfall gerathen, dass sie nur äusserst wenige Zöglinge zählte, die gröbsten Missbräuche darin herrschten und das Vertrauen der Provinz zu der Anstalt fast gänzlich gesunken war. Die Section hat die specielle Aufsicht über dieselbe der Liegnitzschen Regierung übergeben, das Studien-Directorat interimistisch dem Regierungsrath Wolfram, der schon in Posen mit glücklichem Erfolge ein Gymnasium dirigirt hatte, übertragen, die Grundzüge zu einer neuen Verfassung der Akademie, nach welcher sie zu einer Erziehungsanstalt für junge Leute der höhern Stände entweder zum Uebergang zur Universität oder zu andern Beschäftigungen bestimmt ist, entworfen, die sonderbare Unregelmässigkeit, dass dies Institut auf höchst zweckwidrige Weise ein Mittelding zwischen einem Gymnasium und einer Militair-Akademie war, so viel möglich auf-

*) *F. K. L. Schneider (1786—1821), klassischer Philologe, Verfasser der „Ausführlichen Grammatik der lateinischen Sprache“ 1819ff.; er blieb zeitlebens am Joachimthalschen Gymnasium; Ideler, der bekannte Astronom und Chronologe.*

gehoben, dem Missbrauch, dass dem Unterricht im Reiten ganz unverhältnissmässig viel Kosten und Zeit gewidmet war, gesteuert und den Lectionsplan zweckmässiger eingerichtet.

Diese Veränderungen haben bis jetzt schon die heilsame Folge gehabt, dass die Zahl der Zöglinge sich bis auf das dreifache vermehrt hat, Fleiss und Ordnung unter denselben herrscht und das Zutrauen der Provinz zu dem Institute von neuem zu wachsen anfängt.

Die Erziehungsanstalten in Züllichau und das Waisenhaus in Bunzlau bedürfen nach der Kenntniss, welche die Section von ihnen hat, einer Reform in ihrem Innern. Um diese mit gehöriger Sachkunde vornehmen zu können, hat sie der Neumärkschen und Liegnitzschen Regierung aufgetragen, eine Revision derselben anstellen zu lassen und ausführlichen Bericht darüber zu erstatten.

Das Taubstummen- und Blinden-Institut in Berlin hatten durch den Krieg ungemein gelitten. Das letztere ist nicht nur ganz wiederhergestellt, sondern so organisirt worden, dass sein Nutzen sich auf eine grössere Anzahl von Unglücklichen ausdehnt. Eine ähnliche Einrichtung auch dem erstern zu geben, ist, nach dem Auftrage der Section, die Geistliche und Schul-Deputation der Kurmärkischen Regierung beschäftigt.

In keiner Provinz liegt das höhere Schulwesen so darnieder als in Westpreussen. Ausser den Verheerungen des Krieges ist daran zum Theil der Verlust des Altschottländischen Instituts Schuld, wo der grösste Theil der jungen Geistlichkeit der Provinz gebildet wurde. So nachtheilig dies indess für den Augenblick ist, so darf man Alt-Schottland nicht bedauern. Der Geist, welcher zuletzt dort herrschte, war nicht der, welchen die Section wünschen muss, und mit den jetzt dort befindlichen Lehrern wäre ein besserer nicht zu bewirken gewesen. Die Section hat sich bereits mit einem vollständigen Plan für das gesammte Schulwesen dieser Provinz beschäftigt, und obgleich die Ausführung noch von den Fonds abhängt, deren man sich wird bedienen können und bei denen vorzüglich auf die Competenzen der auswärtigen Bischöfe wird gerechnet werden müssen, wenn die Frage: ob diese wirklich nicht ausgezahlt zu werden brauchen? vollständig entschieden sein wird, so soll dennoch mit Ostern in Conitz ein neues Gymnasium gestiftet werden, und die Section hat schon jetzt die Regierung beauftragt, die vorläufigen Anstalten zur Einrichtung des Schulgebäudes zu machen. Auf diesem Gymnasium sollen aber

nicht, wie auf andern katholischen Gymnasien der Fall zu sein pflegt, eigentliche Universitäts-Studien getrieben werden. Die Theologie Studirenden werden nach Breslau von der Section hingewiesen werden, wo sie unter mehreren aufgeklärten und gelehrten Lehrern eine bessere und von Vorurtheilen mehr gereinigte Bildung erhalten können.

Nur wird es nöthig sein, da die meisten angehenden katholischen Geistlichen sehr dürftig sind, aus dem Westpreussischen Schul-Fonds Stipendien in Breslau zu stiften.

Bei den beiden Universitäten Königsberg und Frankfurt waren bedeutende Lücken auszufüllen und ansehnliche Verbesserungen zu machen. Beiden haben Ew. Königl. Majestät, der erstern schon vor einiger Zeit, der letztern vor kurzem, Zuschüsse zu ihren bisherigen Einkünften zu ertheilen geruhet.

Königsberg hat durch die Professoren Vater, Renner, Herbart und Schweigger*) überaus brauchbare Männer für Theologie, Medicin, Philosophie und Naturgeschichte erhalten und erwartet für Philologie und Statistik noch die schon berufnen Erfurdt, Gotthold und Gaspari.**) Für die Astronomie ist man mit Bessel in Lilienthal, für Anatomie und Chirurgie mit Jörg***) in Leipzig in Unterhandlung. Eine klinische Anstalt ist bereits seit einigen Wochen in voller Thätigkeit; der botanische Garten ist beträchtlich erweitert worden, und seine Anlage wird im künftigen Frühjahr vollendet sein. Die verschiedenen Bibliotheken dieser Stadt sollen in einem eigenen Gebäude vereinigt werden, und es ist ein Fonds zu ihrer Vermehrung ausgesetzt.

Das Observatorium soll im künftigen Jahre gebaut und das schon in Verfall gerathene anatomische Theater wiederhergestellt werden. Ein theologisches, philologisches und pädagogisches Seminarium werden den Studirenden, ausser den gewöhnlichen Vorlesungen, noch besondere Gelegenheiten zu ihrer Ausbildung darbieten.

Frankfurt, wo sich die juristische Facultät schon in gutem

---

*) *Vater wurde aus Halle für Sprachwissenschaft, Renner aus Helmstädt als Kliniker berufen, Herbart übernahm das pädagogische Seminar, Schweigger die Direktion des botanischen Gartens.*

**) *Erfurdt wurde als Nachfolger Süverns für alte klassische Literatur aus Merseburg, Gotthold aus Küstrin als ausserordentlicher Professor und Gymnasialdirektor, Gaspari aus Dorpat für Geographie und Statistik berufen.*

***) *Jörg, Professor der Geburtshilfe in Leipzig, lehnte die Berufung ab.*

Zustand befand, hat durch die Professoren Bredow, Schulz und Spieker*) für Geschichte und Theologie gewonnen.

Da aber die Kasse der Universität durch den Krieg in Umstände gerathen ist, welche sie Schulden zu machen genöthigt haben, so werden die Zuschüsse nicht bloss zu neuen Verbesserungen verwandt werden können.

Von der Errichtung einer Universität in Berlin und der Verbindung beider Akademien damit lässt sich mit Recht etwas Glänzendes erwarten. Die Erhaltung des Geheimen Raths Wolf für Berlin ist, da sich in philologischer Gelehrsamkeit Niemand mit ihm messen kann, von sehr grosser Bedeutung. Ich werde darauf bedacht sein, auch für jedes der drei Fächer Theologie, Jurisprudenz und Medicin sogleich tüchtige Männer zu berufen, und alsdann wird mit ihrer Zuziehung die Wahl der übrigen Lehrer und die Entwerfung des Universitäts-Statuts geschehen können.

Im Prinz Heinrichschen Palais werden schon jetzt Vorlesungen gehalten, und die bedeutende Zahl von Zuhörern, welche Wolf bei einem lateinischen Collegio über einen griechischen Schriftsteller schon jetzt, wo noch keine Studirende da sind, hat, beweiset, dass es keinesweges an Lust auch zu ernsthaften und bloss gelehrten Studien fehlt.

Dies ist es, was für die Universitäten bis jetzt geleistet worden ist und noch künftig gethan werden soll. Da die meisten deutschen Universitäten jetzt in Verfall gerathen und doch nur durch die Universitäten der tiefe und gründliche Geist, welcher die deutsche Nation in Wissenschaft und Kunst vor andern auszeichnet, erhalten werden kann, so erwerben Sich Ew. Königl. Majestät durch die Vollendung der in Berlin beschlossenen Universität ein weit über die Grenze Allerhöchstihrer Staaten hinausgehendes Verdienst.

Wenn bis jetzt auch für Königsberg und Frankfurt nicht noch mehr neue Lehrer berufen sind, so lag es grösstentheils daran, dass bei der Ungewissheit der politischen Lage, ehe der Friede geschlossen war, nur wenige geneigt waren, neue Verbindungen einzugehen. Einige abgelehnte Berufungen haben mich hievon deutlich überzeugt.

Die Section darf mit Grunde hoffen, dass in kurzem der Zeit-

---

*) *Bredow kam aus Helmstädt, David Schulz aus Halle; Spieker war Feldprediger und übernahm eine unbesoldete außerordentliche Professur.*

punkt gekommen sein wird, wo das Studiren auf auswärtigen Universitäten nicht wird mehr aus dem Grunde der Unzulänglichkeit der inländischen erlaubt werden dürfen. Allein ich muss diese Gelegenheit benutzen, um Ew. Königl. Majestät zu äussern, dass ich dringend wünschte, dass, wenn die Universität in Berlin vollständig organisirt sein wird, also in dem Augenblick, wo man mit vollem Vertrauen Ausländer zu sich einladen kann, ein Verbot förmlich aufgehoben würde, was mit der Liberalität streitet, die in allen wissenschaftlichen Dingen herrschen sollte, die deutschen Staaten, die in Rücksicht auf Geistesbildung und Gelehrsamkeit nur Ein Ganzes ausmachen sollten, auf eine höchst nachtheilige Weise von einander absondert und gewöhnlich demjenigen Staate am meisten schadet, der es am strengsten bewachet, indem es durchaus zweckwidrig ist, dem Hange, durch Besuchen des Auslandes eine vielseitigere Bildung zu gewinnen, durch Verbote, die überdies beständig überschritten werden, entgegenzuarbeiten.

Wenn durch die Universitäten vorzüglich für die Verbreitung wissenschaftlicher Kenntnisse gesorgt wird, so darf die Erweiterung der Wissenschaft selbst sich von der Verbindung der Akademien und der wissenschaftlichen Institute mit der Universität in Berlin wichtige Vortheile versprechen.

Für die innere Verbesserung beider Akademien hat indess bis jetzt noch nichts geschehen können, und ich kann Ew. Königl. Majestät nicht bergen, dass beide sich in einem Zustande befinden, der eine durchgreifende Verbesserung nothwendig macht, wenn die Summen, welche auf sie verwandt werden, nicht bloss als Pensionen betrachtet werden sollen.

Ueber die Akademie der Wissenschaften, welche einen Plan zu einem neuen Reglement entworfen hat und einer Umänderung ihrer Organisation bedarf, werde ich im Fall sein, Ew. Königl. Majestät sogleich nach meiner Rückkunft einen ausführlichen Bericht abzustatten. Eine grosse Umformung derselben auch in Absicht der Mitglieder wird beinah unvermeidlich sein. Mehrere, man muss es frei gestehen, hätten nie zu Mitgliedern gewählt werden sollen, einige hat das Alter verhindert, mit ihrer Wissenschaft gleichen Schritt zu halten; diejenigen, auf welche man, ihrem Talent und ihrer Gelehrsamkeit nach, am meisten rechnen könnte, sind theils am schlechtesten, theils gar nicht besoldet und, was das Schlimmste ist, durch die Andern, welche kein gleich guter Geist beseelt, überstimmt und gehemmt. Nirgends aber ist es so

wichtig, dass überall und immer nur wahrhaft würdige den Zutritt erhalten, als in einer Akademie, welche die höchste und ehrenvollste Verbindung bloss der Wissenschaft lebender Männer sein soll. Es liegt daher nicht sowohl allein daran, dass die Akademie nicht hinlänglich dotirt wäre, sie besitzt vielleicht mehr Einkünfte als manche andere ähnliche Anstalt in andern Ländern, sondern allein daran, dass man die ihr zugewiesene Summe nicht zweckmässig verwandt hat, was auch jetzt, so lange die jetzt Besoldeten leben, nicht auf einmal zu ändern ist, und dann, dass die Curatoren der Akademie, so unangenehm es ist dies auszusprechen, in keiner Zeit nach Grundsätzen gehandelt haben, welche bewiesen, dass sie lebhaft von dem Gedanken durchdrungen waren, was eine Akademie eigentlich sein sollte und sein könnte. Die Ideen, nach welchen ich es wagen werde, Ew. Königl. Majestät Vorschläge zu einer neuen Organisation der Akademie zu machen, sind grösstentheils von meinem Bruder, noch ehe er Berlin zum letzten Mal verliess, entworfen.

Auch die Akademie der Künste ist viel zu sehr als Versorgungsanstalt betrachtet worden.

Wie Besoldungen eingehen, wird die Section auf zweckmässigere Verwendung bedacht sein. Schon jetzt ist sie für die Verbesserung des Unterrichts thätig gewesen und hat unter andern die seit längerer Zeit erledigte Professur der Perspective wieder mit einem geschickten Künstler, Hummel, besetzt. Auch ist die Bau-Akademie mit der Kunst-Akademie vereinigt und der letztern eine Professur der Musik zugeordnet worden.

In Absicht der Censur hat die Section gesucht, den möglichst hohen Grad der Liberalität mit den Rücksichten zu verbinden, welche vorzüglich die Sicherheit des Staats erfordert. Auch hat sich glücklicher Weise kein wichtiger Fall ereignet, wo sie entweder hätte die Freiheit der Schriftsteller beschränken oder diese gegen die bestellten Censoren in Schutz nehmen müssen. Am zuträglichsten und auch dem Beispiele, das neulich ein benachbarter Staat*) gegeben hat, angemessen würde ich es halten, wenn das jetzige Censur-Edict ganz abgeschafft, die Censur für wissenschaftliche Werke und eigentliche Bücher ganz aufgehoben und

---

*) *Das Königreich Westphalen; dort wurde auf Veranlassung von Johannes v. Müller durch ein Dekret vom 7. März 1809 die Zensur nur für politische Zeitschriften aufrecht erhalten, für alle sonstigen Schriften und Bücher beseitigt.*

bloss auf Zeitungen und diejenigen periodischen Schriften, die darauf berechnet sind, auf das Volk zu wirken, beschränkt würde. Ich habe nur in jeder Rücksicht ruhige Zeiten abwarten wollen, um einen Vorschlag zu wagen, welcher sich von Ew. Königl. Majestät gerechten, billigen und jeder gesetzmässigen Freiheit so günstigen Gesinnungen mit Recht eine huldreiche Aufnahme versprechen darf.

Dies wäre nunmehr ein kurzer Abriss dessen, was die Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts in dem ihr angewiesenen Wirkungskreis theils wirklich geleistet hat, theils zu leisten gewünscht hätte. Es hat mir nothwendig geschienen, die Absichten und Plane derselben ausführlicher anzudeuten, damit Ew. Königl. Majestät genau von den Grundsätzen unterrichtet sind, nach welchen Angelegenheiten, die durch ihren wichtigen Einfluss auf das Glück und den Werth der Nation Ihrem Herzen theuer sind, verwaltet werden. Die Section erwartet jetzt, um in denselben fortzufahren oder sie anders zu modificiren, Ew. Königl. Majestät allergnädigste Befehle.

Sie kann übrigens nunmehr als völlig organisirt betrachtet werden. Obgleich ihr nach der Verordnung vom 24. November 1808 noch zwei Staatsräthe fehlen, so werde ich Mittel finden, die Lücke interimistisch auszufüllen, bis ich im Stande bin, Ew. Köngl. Majestät zur Besetzung dieser Stellen durchaus zweckmässige Vorschläge zu machen.

Ich gestehe aber mit Freude, dass die vorzügliche Art, wie die Section gegenwärtig besetzt ist, mich schüchtern in der Wahl neuer Mitglieder macht. Auch für die Subalternen ist jetzt vollkommen gesorgt.

Die in Thätigkeit bleibenden erhalten ihre Gehalte wieder, den andern hat Ew. Königl. Majestät Huld Pension oder Wartegelder angewiesen.

Die wissenschaftliche Deputation wird mit Anfang des künftigen Jahres vollständig organisirt werden können. Für die Vereinigung der Registraturen der verschiedenen bisher die Geistlichen Angelegenheiten leitenden Behörden sind vorläufige Anstalten getroffen und die Organisation der Section und dessen, was zunächst zu ihr gehört, ist, mit einem Worte, vollendet.

Da die Thätigkeit der Section ohne die eifrige Unterstützung des Ministeriums der Finanzen durchaus gelähmt sein würde, so ist es eine Pflicht, die ich mit lebhafter Genugthuung erfülle, zu

erwähnen, mit welchem durchaus von der Wichtigkeit der Sache durchdrungenen Eifer Ew. Königl. Majestät Finanz-Ministerium den Bemühungen der Section zu Hülfe gekommen ist. Die den geistlichen und Schul-Anstalten ehemals aus Staatskassen bewilligten Zuschüsse sind grösstentheils wieder in Gang gebracht und die auf den Mitvortrag des Finanz-Ministerii gemachten allerhöchsten neuen Bewilligungen sind Ew. Königl. Majestät bekannt.

Von Seiten des Ministerii des Innern hat sich die Section kräftiger Mitwirkung und der vollen Freiheit zu erfreuen gehabt, welche die Verordnung vom 24. November 1808 den Sectionen zusichert.

Dennoch würde ich geradezu, was ich Ew. Königl. Majestät und meinem Amte schuldig bin, verletzen, wenn ich bei Abstattung eines General-Berichts, wo es meine Pflicht ist, Ew. Königl. Majestät freimüthig alles dasjenige vorzulegen, was dem Zwecke, auf den ich hinzuarbeiten bestimmt bin, beförderlich oder hinderlich sein kann, unerwähnt liesse, dass die Lage der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts in der gegenwärtigen Geschäftsverfassung noch in hohem Grade ungünstig bleiben wird, so lange nicht die Lücke ausgefüllt ist, welche der Mangel eines Staats-Raths allen obern Verwaltungsbehörden fühlbar macht.

Da jetzt noch kein Staatsrath existirt, so sehe ich mich, gerade in dem wichtigsten Augenblick, wo die Vorschläge der Section durch das Ministerium zu Ew. Königl. Majestät allerhöchsten Cabinets-Vorträgen gehen, gänzlich ausser Stande, noch auf sie einzuwirken, sie zu vertreten, zu erläutern, selbst nur Missverständnissen vorzubeugen; ich muss ausserdem die mir anvertrauete Partie einzeln, ohne Kenntniss der oft genau mit ihr zusammenhängenden andern und ohne irgend ein Mittel gemeinschaftlicher Berathung mit den ihnen vorstehenden Behörden, als was ausdrücklich angeknüpfte schriftliche Correspondenz über einzelne Gegenstände darbietet, verwalten; selbst die Freiheit, welcher die Section gegenwärtig geniesst und ohne die eine zweckmässige Administration unmöglich ist, beruht, wie die Verfassung gegenwärtig ist, nur auf persönlichen Verhältnissen und ist für die Zukunft ungewiss.

Wenn mich meine Ueberzeugung, dass dies wirkliche und bedenkliche Mängel sind, nicht täuscht, so kann ihnen nur durch einen Staatsrath, und zwar nur durch einen solchen, wie ihn die Verordnung vom 24. November 1808 aufstellt, abgeholfen werden.

Da jedoch diese im Publicandum vom 16. December 1808 nur suspendirt, nicht aufgehoben ist, so würde ich es für unbescheiden halten, meine Ideen hierüber schon jetzt weiter auszuführen, und nicht Ew. Königl. Majestät allerhöchste Beschlüsse in schuldiger Ehrfurcht abzuwarten.

Königsberg, den 1. December 1809.

Humboldt.

XLI. Antrag auf Berufung Reils.

5. Februar 1810.

(Zum größten Teil eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Ew. Königl. Majestät haben allergnädigst geruhet, mich zu auctorisiren, schon jetzt einige vorzügliche Gelehrte für die hier zu errichtende Universität zu berufen, und ich habe meine jetzige Reise zugleich dazu benutzt, deshalb dienliche Erkundigungen einzuziehen.

Der erste Mann, an den ich in dieser Hinsicht denken musste, war aus mehr als einem Grunde der Ober-Bergrath und Professor Reil in Halle, mit welchem zuerst in Unterhandlung zu treten, mir um so zweckmässiger schien, als eine medicinische Schule, welche nur freilich noch sehr bedeutender Verbesserungen bedarf, bereits wirklich hier besteht, und es immer gut ist, das Neue, so viel es geschehen kann, unmittelbar an das Alte anzuknüpfen.

Ueber den Ruf und die Geschicklichkeit des Professor Reil glaube ich Ew. Königl. Majestät nicht ausführlich reden zu dürfen. Es ist wohl nur eine Stimme darüber, dass er zu den ersten Aerzten Deutschlands gehört; er hat unleugbar, vorzüglich in den letzten Jahren, dem medicinischen Studio als Lehrer und als Schriftsteller eine entscheidende Richtung gegeben, und man darf mit Recht erwarten, dass sein Uebergang zur neuen Universität einen vortheilhaften Eindruck für dieselbe hervorbringen und ihr sogleich anfangs eine grössere Frequenz von Studierenden verschaffen werde. Er hat ausserdem über die Einrichtung der medicinischen Studien Ideen, welche es schon für sich sehr wünschenswerth machen würden, ihn für die neue Lehranstalt zu gewinnen, und er empfiehlt sich noch überdies durch seinen

moralischen Charakter und seine treue und feste Anhänglichkeit an Ew. Königl. Majestät und den Preussischen Staat, in dem er vor den letzten unglücklichen Ereignissen zu dienen das Glück hatte.

In der That ist es vorzüglich diese Anhänglichkeit und die Hoffnung, hier eine für das medicinische Studium wichtige Schule aufblühen zu sehen, welche ihn veranlassen kann, seine Lage in Halle zu verlassen, an die er nicht nur durch seine Lehrstelle, die ihm nahe an 2000 Rthlr. Gehalt bringt, und den Beifall seiner Zuhörer, sondern auch durch eine weitläuftige Praxis, den Besitz von Grundstücken und eine erst im vorigen Jahre gemachte Anlage von Bädern gebunden ist. Sein Einkommen beläuft sich, nach eingesammelten glaubwürdigen Zeugnissen wirklich gegenwärtig in Halle auf 5—6000 Thlr. Nach der mit ihm getroffenen Abrede habe ich indess Hoffnung, dass er gern in Ew. Königl. Majestät Staaten zurückkehren wird, wenn nur seine Existenz nach den Bedürfnissen seiner Familie gesichert ist; und da ich überzeugt bin, dass die medicinische Facultät der Universität nur durch ihn plötzlich einen bedeutenden Ruf in Deutschland gewinnen kann, so halte ich eine jährliche Besoldung von 3500 Thlr., die er für seine Entschädigung nothwendig glaubt, nicht für einen dem Nutzen, den man sich von der Berufung dieses Mannes versprechen kann, unangemessenen Aufwand. Ich würde indess Ew. Königl. Majestät ehrfurchtsvoll vorschlagen, nur 3000 Thlr. davon auf die Universitäts-, 500 Thlr. aber auf den Medicinal-Fonds übernehmen zu dürfen, da der Professor Reil bereits durch mehrere gedruckte, in Criminalfällen abgegebene Gutachten bewiesen hat, dass er auch für die gerichtliche und polizeiliche Medicin in hohem Grade brauchbar ist. Ich werde ihn alsdann zum Director der medicinischen wissenschaftlichen Deputation bestimmen, der ich in der Voraussetzung, dass sie vorzüglich solche Aerzte in sich vereinigen soll, die fortdauernd ihr Hauptgeschäft aus dem theoretischen und im praktischen Studium ihrer Wissenschaft machen, keinen würdigern Vorsteher zu geben wüsste. Nur müssten freilich bei der Amovibilität der Stellen in der Deputation die oberwähnten 500 Thlr. dem Professor Reil sicher bleiben.

Ich wage es daher, bei Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst dahin anzutragen:

mich allergnädigst zu autorisiren, den Professor Reil als Professor der Therapie bei der hier zu errichtenden Uni-

versität mit einem Jahrgehalt von 3000 Thlr. und als Director der medicinischen wissenschaftlichen Deputation mit 500 Rthlr. Gehalt jährlich zu berufen.

Die Erfüllung des mir vom Professor Reil geäusserten Wunsches, den ihm von Ew. Königl. Majestät früher ertheilten Titel eines Ober-Bergraths beibehalten zu können, dürfte wohl, da der p. Reil auf diese Sache Werth zu setzen scheint, keiner Schwierigkeit unterliegen.

Sobald alsdann die definitive Annahme des Professor Reil erfolgt sein wird, werde ich Ew. Königl. Majestät die für ihn auszufertigende Bestallung zur allerhöchsten Vollziehung vorzulegen nicht verfehlen.

Berlin, den 5. Februar 1810.

Humboldt.

An
Seine Majestät den König.

XLII. Antrag auf Berufung von J. Becker.

22. Februar 1810.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums, Abschrift im Geh. Staatsarchiv; auf Grund eines Entwurfs von Süvern von Humboldt überarbeitet.)

Unter den jungen Gelehrten des Preussischen Staats, von denen die Section des öffentlichen Unterrichts vorzügliche Wirksamkeit für ihre Zwecke erwarten darf, zeichnet sich ganz besonders der D. Becker aus, welcher in Halle studirt hat, Mitglied des dortigen philologischen Seminarii war, noch im Jahre 1806 von dem aufgelöseten Ober-Schulcollegio zum Inspicienten und Gehülfen an demselben auf sehr vortheilhafte Empfehlung des Directors dieses Instituts, Geheimen Raths Wolf, ernannt wurde und sich jetzt auf einem adelichen Landsitze unweit Berlin aufhält, wo er der Erziehung der Kinder des Gutsherrn und den Wissenschaften lebt. Er vereinigt eine für seine Jahre höchst seltene wissenschaftliche Tiefe mit aller Kunst und Gewandtheit der guten Methode im philologischen Unterricht, hat zwar, wiewohl es ihm an trefflichen Vorarbeiten nicht fehlt, noch nicht geeilt, ein grösseres Werk herauszugeben, aber doch schon durch mehrere der grössern und gelehrtern Recensionen in der Jenaer

Allg. Litteratur-Zeitung sich einen bedeutenden Namen und Achtung in der gelehrten Welt erworben. Die Section des öffentlichen Unterrichts rechnet auf ihn als einen der geistreichsten und thätigsten Mitarbeiter zur Bildung tüchtiger Schulmänner an der hier zu errichtenden Universität und wagt es, ihn Ew. Königl. Majestät zum ausserordentlichen Professor an derselben vorzuschlagen. Da er aber hier doch nicht unmittelbar in Thätigkeit kommen kann, so wünschte sie, dass er für jetzt auf einige Zeit ins Ausland und namentlich nach Paris reisen dürfte, um die dort vorhandenen Schätze der Litteratur und Kunst und vorzüglich die Handschriften der grossen Kaiserlichen Bibliothek benutzen zu können. Ausserdem, dass dieser Mann durch eine solche Reise seine eigne gelehrte Bildung vollendete, dürfte man sich von seinem Aufenthalte dort eine sehr reiche Ausbeute für das philologische Fach versprechen, und um seine Thätigkeit desto nützlicher zu machen, müsste er bestimmte Aufträge von der philologischen Klasse der Akademie der Wissenschaften erhalten und so lange als ihr Adjunct angesehen werden. Er würde auf diese Weise sich künftig für die Universität ungleich nutzbarer machen und jetzt der Akademie sehr erspriessliche Dienste leisten, da Akademien, wenn sie wahrhaft nützlich sein sollen, solcher jüngeren Männer bedürfen, um die Materialien zu sammeln, welche die eigentlichen Mitglieder nachher auf vielfache Weise bearbeiten. Gewiss aber würden nur sehr wenige im Stande sein, von den Handschriften der Pariser Bibliothek einen so zweckmässigen Gebrauch zu machen als der p. Becker.

Indem daher die Section des öffentlichen Unterrichts bei Ew. Königl. Majestät devotest darauf anträgt:

den D. Becker zum ausserordentlichen Professor für die hiesige Universität mit einem Jahrgehalte von 500 Thlr. gnädigst zu ernennen,

bittet sie zugleich ehrfurchtsvoll:

ihm die huldreiche Erlaubniss zu einem anderthalbjährigen Aufenthalte in Paris, wozu ihn das vorgeschlagene Gehalt in den Stand setzen würde, zu ertheilen, mit der Verbindlichkeit, die Aufträge der Section des öffentlichen Unterrichts und der philologischen Klasse der Akademie der Wissenschaften als einer von den Adjuncten der letztern auszurichten.

Die Section des öffentlichen Unterrichts ist versichert, dass er

der Regierung, welche ihn reisen lässt, im Auslande Ehre machen, und dem Staate, dessen Liberalität ihn zu seiner wissenschaftlichen Ausbildung unterstützt, wichtigen Nutzen stiften werde. Sie bemerkt schliesslich, dass die Summe der 500 Thlr. auf diejenigen 8000 Rthr. gerechnet werden können, welche Ew. Königl. Majestät zur Disposition derselben zur Berufung brauchbarer Lehrer für die Berliner Universität zu stellen allergnädigst geruhet haben.

Berlin, den 22. Februar 1810.

Section im Ministerio des Innern für den öffentlichen Unterricht.

Humboldt.

An
des Königs Majestät.

XLIII. Antrag auf Berufung Savignys.

1. März 1810.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums, Abschrift im Geh. Staatsarchiv.

Ew. Königl. Majestät haben allergnädigst zu genehmigen geruhet, einige vorzügliche Gelehrte gleich jetzt an die hiesige Universität zu berufen und mir zu diesem Zwecke die Disposition über 8000 Thlr. erlaubt.

Ich wage es nunmehr Ew. Königl. Majestät zum Professor des römischen Rechts und zum Director der künftigen juristischen Facultät allhier den Bayerischen Rath und Professor von Savigny in Landshut ehrfurchtsvoll vorzuschlagen. Dieser, durch mehrere allgemein geschätzte Schriften bekannte Mann muss mit Recht zu den vorzüglichsten jetzt lebenden deutschen Juristen gezählt werden, und ausser Hugo in Göttingen dürfte ihm niemand an die Seite gesetzt werden können, da er sich ebenso sehr durch philosophische Behandlung seiner Wissenschaft als durch echte und seltene Sprachgelehrsamkeit auszeichnet. Es lässt sich besonders von ihm eine richtige Behandlung und Leitung des ganzen Studiums der Jurisprudenz erwarten, welches gegenwärtig so oft auf eine so nachtheilige Weise zwischen der altrömischen und den neuern Gesetzgebungen schwankt. Hierin den wahren Standpunkt zu finden und dem juristischen Studio auf der hiesigen Universität

eine durchaus zweckmässigere und bessere Gestalt zu geben, ist der von Savigny vorzugsweise geeignet. Sein Gehalt bei der Universität dürfte, da er auch in Landshut, wo er mit ausgezeichnetem Beifall liest, ein beträchtliches Einkommen geniesst, auf 2500 Thlr. jährlich zu bestimmen sein, und zum Reisegelde würden ihm 500 Thlr. bewilligt werden können.

Auf diese Bedingungen hat sich der von Savigny bereits vorläufig und, wie ich pflichtmässig gestehen muss, da seine Lage in Landshut sehr gut ist, vorzüglich aus Neigung, sich in Ew. Königl. Majestät Staaten niederzulassen und bei einer Anstalt thätig zu sein, von welcher er sich bedeutenden Nutzen für die Wissenschaften verspricht, bereit erklärt, die Stelle anzunehmen, und er erwartet nur den officiellen Ruf, um seine Entlassung in München zu fordern.

Bloss in Absicht des Reisegeldes hätte er es vorgezogen, statt einer bestimmten Summe die Erstattung der Kosten zu erhalten. Da jedoch dies nicht füglich geschehen kann, so trage ich bei Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst darauf an:

> Den Rath und Professor von Savigny in Landshut zum Professor des römischen Rechts und Director der juristischen Facultät allhier mit einem jährlichen Gehalte von 2500 Thlr. und 500 Thlr. Reisegeld allergnädigst zu berufen und huldreichst zu verstatten, dass ihm sein Gehalt drei Monate vor seiner wirklichen Ankunft hieher ausgezahlet werde.

Berlin, den 1. März 1810.

Humboldt.

An
des Königs Majestät.

XLIV. Über die Berufung Reils, Rudolphis, Horkels, Illigers und den Erwerb einiger naturgeschichtlicher Sammlungen.

31. März 1810.

(Eigenhändiges Konzept in den Akten des Kultusministeriums, Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Ew. Königl. Majestät eilt die Section des öffentlichen Unterrichts allerunterthänigst anzuzeigen, dass der Ober-Bergrath Reil,

dessen Berufung Allerhöchstdieselben durch die Cabinets-Ordre vom 15. pr. zu genehmigen geruhet hatten, nicht nur diesen Ruf angenommen, sondern auch bereits seine Entlassung von der Westphälischen Regierung erhalten hat, und fügt eine Abschrift des Entlassungs-Decrets diesem Berichte ehrfurchtsvoll bei. Der Ober-Bergrath Reil wäre nun zwar hiernach im Stande, schon im nächsten Sommer seine Vorlesungen hier anzufangen, und dies würde in vieler Rücksicht wünschenswerth sein; er hat auch die Absicht, wirklich schon in wenig Wochen hier einzutreffen. Aber seine Regierung hat ihm den dringenden Wunsch geäussert, dass er noch im nächsten Sommerhalbenjahre dort lesen möchte. Die von ihm in Halle angelegte Badeanstalt fordert seine Gegenwart noch in diesem Jahr auf längere Zeit, und der Kanzler der Universität Dr. Niemeyer ersucht den unterzeichneten Sections-Chef in seinem und der Universität Namen, dem Ober-Bergrath Reil bei Ew. Königl. Majestät die Erlaubniss auszuwirken, sein hiesiges Amt erst im Herbst anzutreten. Da nun dies Gesuch billig scheint, die Vorlesungen des p. Reil hier, wo bis jetzt noch keine vollständige Einrichtung der Universität Statt finden kann, zu entbehren sind und das Westphälische Gouvernement der Verpflanzung dieses Mannes hierher, dessen fast unersetzlichen Werth für die Universität es doch lebhaft anerkennt, ob er gleich dort ansässig ist und seine Kinder der Conscription unterworfen bleiben, so wenig Schwierigkeiten in den Weg gestellt, dass es auch von hiesiger Seite einige Gefälligkeit verdient, so trägt die unterzeichnete Section bei Ew. Königl. Majestät alleruntertänigst dahin an:

> dem Ober-Bergrath Reil die Erlaubniss, sein Amt erst um Michaelis antreten zu dürfen, allergnädigst zu ertheilen, zugleich aber, da gar kein Reisegeld für ihn ausgesetzt ist, ihm seine Besoldung vom 1. August curr. an anweisen zu lassen.

Sie wird nach Genehmigung dieses Antrags zugleich die Bestallung für denselben zur allerhöchsten Vollziehung einreichen.

Die unterzeichnete Section muss übrigens noch hinzufügen, dass der Ober-Bergrath Reil durch die Annahme des an ihn ergangenen Rufes einen überaus schätzenswerthen Beweis seines Patriotismus und seiner Anhänglichkeit an Ew. Königl. Majestät gegeben hat, da es sichtbar ist, dass er für den Augenblick ein höheres Einkommen verlässt, durch seine Versetzung seinem Vermögen und vorzüglich der Badeanstalt, bei der er hauptsächlich

interessirt ist, Eintrag thut und endlich in einem Augenblick ging, wo er Zulage und Auszeichnung von seiner Regierung zu erwarten berechtigt war, indem er wirklich schon auf der Liste der zu Rittern des neuen Ordens bestimmten Personen stand. Er hat durchaus nicht versucht, seinen Ruf zu Sicherung dieser und anderer Vortheile zu benutzen, sondern hat gleich unbedingt seine Entlassung gefordert und ist allen Versprechungen und Vorstellungen ungeachtet fest dabei geblieben. Die unterzeichnete Section darf daher diesen Mann Ew. Königl. Majestät auch von Seiten seiner Denkungsart und seines Patriotismus vertrauensvoll empfehlen.

Sie wagt es, mit dieser Angelegenheit noch zwei andre, die hiesigen höhern gelehrten Anstalten betreffende Anträge zu verbinden.

Zunächst glaubt sie Ew. Königl. Majestät noch zwei Männer zu ordentlichen Professoren der hiesigen Universität vorschlagen zu müssen, von deren Annahme sie schon im Voraus gewiss ist, den Professor Rudolphi in Greifswalde zum Professor der vergleichenden Anatomie (oder Zootomie) und den Professor Horkel in Halle zum Professor der vergleichenden Physiologie. Beide sind verdiente Gelehrte, der erste durch Schriften bekannt, die allgemeinen Beifall erhalten haben, und wenn der letztere bisher wenig geschrieben hat, so verbindet er dennoch gründliche und ausgebreitete Kenntnisse mit einer umfassenden und philosophischen Ansicht seines Fachs. Den Rudolphi hatte der unterzeichnete Sections-Chef gedacht, vorzüglich auch bei der neuen Organisation der Thierarznei-Schule benutzen zu können, welche er in diesem Augenblick mit dem Oberstallmeister von Jagow bearbeitet, und Ew. Königl. Majestät ehrfurchtsvoll vorzulegen nicht verfehlen wird. Professor Rudolphi würde 1500 Thlr. jährliche Besoldung erhalten müssen, Professor Horkel hingegen, da er auch in Halle geringer besoldet war, mit 800 Thlr. zufrieden sein. Ebenso könnten dem erstern 300 Thlr., dem letztern 150 Thaler Reisegelder bewilligt werden. Die unterzeichnete Section trägt daher auf die allerhöchste Genehmigung der Berufung dieser beiden Gelehrten unter den angegebenen Bedingungen ehrfurchtsvoll an.

Ferner findet sich jetzt hier eine Gelegenheit, einen sehr guten Grund zu einer Sammlung aus dem Thierreich zu legen und eine der grössesten Insectensammlungen, welche in Europa existiren, ja, man kann wohl sagen, die reichste und vollständigste, zu freiem

Gebrauch hierher zu erhalten. Der Graf Hofmannsegg, der sich nicht bloss durch seine eigene gelehrten Bemühungen, sondern auch durch die Aufopferung eines grossen Theils seines Vermögens, das er auf die Herausgabe seines botanischen Werkes, seiner Portugiesischen Flora, wendet, bei dem er es wirklich dahin gebracht hat, dass hiesige Künstler mit den Parisern wetteifern, ohne ihnen nachzustehen, ein grosses Verdienst um die Wissenschaften erwirbt, besitzt diese beiden Sammlungen, und will sie beide dem öffentlichen Gebrauch hier widmen; er wünscht nur, dass der Professor Illiger in Braunschweig, der Aufseher der Insectensammlung ist, als Aufseher des hiesigen zoologischen Museums hierher berufen würde, und die unterzeichnete Section müsste auch ohne dies selbst den Wunsch hegen, diesen in diesem seinem Fache äusserst schätzbaren Gelehrten hier zu besitzen. Mit 1500 Thaler Gehalt, die er aber bitten würde, um auch eine kurze wissenschaftliche Reise nach Paris machen zu können, ihm vom 1. Juli c. ab anweisen zu lassen, würde er sich hierher verpflanzen und um Michaelis hier eintreffen. Was nun die Sammlungen betrifft, so will der Graf Hofmannsegg die zoologische, die mit vielen Doubletten, die verkauft und vertauscht werden könnten, aus einigen 40 Arten von Säugethieren, etwa 300 Arten Vögeln und einigen Amphibien, meist aus America, zusammen beinahe aus 1000 Stücken, besteht, ganz und gar und ohne allen Ersatz den hiesigen Anstalten schenken. Nur da die meisten dieser Thiere noch nicht ausgestopft sind, so würden diese Kosten von den Anstalten getragen werden müssen. Die Insectensammlung, die aus 19 bis 20000 Arten besteht, kann der Graf Hoffmannsegg nicht ganz überlassen, da sie dem schon siebzigjährigen Dr. Hellwig in Braunschweig gemeinschaftlich mit ihm gehört, und erst nach dessen Tode ganz an ihn fällt, er sie auch sonst gern als Privateigenthum erhalten möchte. Allein er will, wenn Ew. Königl. Majestät gestatten, sie im jetzigen Universitäts-Gebäude aufzustellen, sie mit zum öffentlichen Gebrauche lassen, und denkt sogar, sie durch eine fideicommissarische Einrichtung an Berlin für immer zu binden. Er bittet dabei allein, dass ihm die Transport-Kosten von Braunschweig bis hieher ersetzt werden möchten. Diese beiden Sammlungen, verbunden mit der Blochischen Fischsammlung, der Sammlung auf der Thierarzneischule und den Herbstischen Krebsen, die Ew. Königl. Majestät noch vielleicht anzukaufen geruhen, würden sogleich und noch in diesem Jahre im Univer-

sitätsgebäude aufgestellt werden können und augenblicklich ein sehr bedeutendes Museum für die Naturgeschichte abgeben, das hernach und allmählig vermehrt werden dürfte. Die Kosten aber des Ausstopfens und Transports könnten höchstens 1000 Thlr. zusammen betragen. Die Section wagt es daher, Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst vorzuschlagen:

die Berufung des Professors Illiger als Aufsehers des zoologischen Museums mit einem Jahrgehalt von 1500 Thlr., vom 1. Juli c. ab, und die Autorisation des Finanz-Ministerii, während des Laufes dieses Jahres bis auf 1000 Thaler nach und nach zum Behuf des Museums anzuweisen, allergnädigst zu genehmigen.

Schliesslich bemerkt die unterzeichnete Section noch, dass durch die Berufung des Professors Rudolphi und Illiger zugleich der Wunsch der Akademie der Wissenschaften erfüllt werden würde, welche diese beiden Männer zu ihren Mitgliedern zu wählen gewagt hat und sie hierher versetzt zu sehen wünscht. Die Section kann hiebei zur Empfehlung dieses Wunsches nicht unbemerkt lassen, dass es der beabsichteten Vereinigung der Akademie mit der Universität sehr vortheilhaft ist, wenn die durchaus freie Wahl der Akademie, wie die jetzige gewesen ist, auf Personen fällt, welche auch die Section von ihrem Gesichtspunkte aus Ew. Königl. Majestät ehrfurchtsvoll vorzuschlagen Veranlassung findet.

Berlin, den 31. März 1810.

Die Section für den öffentlichen Unterricht.
Humboldt.

An
des Königs Majestät.

XLV. Über die Berufung von Gauss und Oltmanns.

31. März 1810.

(Eigenhändiges Konzept in den Akten des Kultusministeriums, Abschrift dort und im Geh. Staatsarchiv.)

Die Akademie der Wissenschaften wird Ew. Königlichen Majestät ehrfurchtsvoll angezeigt haben, dass sie gewagt hat, unter mehreren andern Gelehrten, den Professor Gauss in Göttingen und den Astronomen Oltmanns, der sich gegenwärtig in Paris

aufhält, zu ihren ordentlichen Mitgliedern vorläufig und bis zu Ew. Königlichen Majestät Allerhöchsten Bestätigung zu wählen, und dass sie diese beiden Gelehrten nach Berlin versetzt zu sehen wünscht. Die Section des öffentlichen Unterrichts hält es daher um so mehr für ihre Pflicht, Ew. Königliche Majestät über die Zweckmässigkeit dieses Wunsches und die Möglichkeit seiner Erfüllung folgenden allerunterthänigsten Bericht abzustatten, als in der That ein disponibler Fonds in der Akademie-Kasse vorhanden ist.

Der Professor Gauss gehört so sehr zu den vorzüglichsten Mathematikern,*) dass man vielleicht nicht Anstand nehmen darf, ihn geradezu für den ersten jetzt in Deutschland lebenden zu erklären. Er geniesst desselben Rufs im Auslande. Der unterzeichnete Sections-Chef hat bereits darauf gedacht, ihn für die Universität zu gewinnen, und ihn auf eine indirecte Art über seine Neigung hierher zu kommen befragen lassen. Obgleich er nun zwar auf diesen Vorschlag nicht eingegangen ist, so hat sich aus seiner Antwort doch so viel ergeben, dass er, vorzüglich seiner Gesundheit wegen, nicht liebt, Vorlesungen zu halten, dass aber wohl Hoffnung ist, ihn hierher ziehen zu können, wenn man ihm eine Stelle in der Akademie, die ihm zu wissenschaftlichen Arbeiten, in denen er ungemein thätig ist, ungestörte Musse gäbe, mit einem Gehalte von 1500 Thlr. anträge, und da sein Besitz wirklich von ausserordentlicher Wichtigkeit für die Akademie wäre, die, wie sie ihren ehemaligen Ruf, vorzüglich im Auslande, am meisten Mathematikern dankt, so auch jetzt ihn am sichersten auf sie gründen kann; so kann die unterzeichnete Section einen neuen Versuch von Seiten der Akademie nichts anders als überaus zweckmässig halten.

Oltmanns würde vorzüglich für die astronomische Geographie nützlich sein, er ist neuerlich in einem öffentlich über den Zustand der Mathematik im Pariser Institut abgestatteten Bericht ausdrücklich als ein Astronom geschildert worden, der sich immer neue Bahnen zu eröffnen und verbesserte Methoden zu erfinden verstehe. Der unterzeichnete Sections-Chef kann überdies für ihn noch das Zeugniss seines Bruders anführen, dessen astronomische, auf Geographie Bezug habende Beobachtungen er berechnet, und mit seinen Berechnungen herausgegeben hat. Er wünscht hierher

*) *Gestrichen: „Deutschlands."*

zu kommen, und den Professor-Titel zu erhalten, und würde sich mit einem Gehalte von 500 Thlrn. begnügen.

Auf diese Weise würde die Berufung beider Männer eine jährliche Ausgabe von 2000 Thlr. verursachen. Hierzu sind nun 1100 Thlr. nach dem jetzigen Akademie-Etat wirklich frei und disponibel, nemlich

	400 Thlr.	durch die schon seit längerer Zeit reservirten Besoldungen zweier Directoren, welche nach der neuen Verfassung unnütz werden;
	300 „	durch den Tod des Mechanikus Ring, und
	400 „	durch den des Geheimen Ober-Tribunals-Rath Klein, da auch das Justitiariat, für welches derselbe 200 Thlr. genoss, nicht wieder besetzt zu werden braucht, folglich
Summa	1100 Thlr.	zusammen.

Von diesen würde nun die unterzeichnete Section vorzuschlagen wagen, 500 Thlr. dem Oltmanns zu geben, zu den übrigbleibenden 600 Thlr. aber für den Professor Gauss, wenn er, da dies freilich noch zweifelhaft ist, herzukommen geneigt sein sollte, auf die Fonds der Universität 900 Thlr. allergnädigst zuzulegen. Da die Section mit Ernst darauf bedacht ist, einige der Akademie durchaus unnütze Ausgaben aufzuheben, so darf sie mit Grund hoffen in nicht langer Zeit auch diese 900 Thlr. auf den Akademie-Fonds übernehmen zu können. Sie trägt daher aus diesen Gründen ehrfurchtsvoll darauf an:

> dass Ew. Königliche Majestät allergnädigst geruhen möchten, die Wahl des Gauss und Oltmanns zu bestätigen, und die Akademie und die Section des öffentlichen Unterrichts zu autorisiren, beide als ordentliche Mitglieder der Akademie und als Professoren bei der hier zu errichtenden Universität, den erstern mit 1500 Thlr., den andern mit 500 Thlr. Gehalt (von welchen 1100 Thlr. aus dem Akademiefonds flössen, 900 Thlr. aber für jetzt auf Rechnung der hiesigen wissenschaftlichen Anstalten aus Staatskassen genommen würden) hierher zu berufen, wobei aber der Gauss zum Lesen von Collegien nur eingeladen werden müsste, ohne ihm solches zur Pflicht zu machen.

Um gleich jetzt eine Ausgabe der Akademie namhaft zu machen, die derselben völlig unnütz ist, und füglich abgeschnitten werden könnte, muss die Section Ew. Königliche Majestät aller-

unterthänigst anzeigen, dass der Ober-Gerichts-Rath Bastide mit einem Gehalt von 300 Thlr. auf dem Etat der Akademie steht, und nicht allein niemals der Akademie einige Dienste geleistet hat, sondern sich auch schon seit Jahren*) in Paris aufhält. Dieser Mann wurde im Jahr 1792 durch einen Immediat-Befehl zum Academicien ernannt, und der damalige Staatsminister Graf von Herzberg erklärte schon damals in einem noch bei den Acten befindlichen Immediat-Bericht, dass, da er schlechterdings kein Gelehrter sey, er zwar aufgenommen worden sey, aber zu keiner Klasse der Akademie werde gerechnet werden können.

Im Jahre 1806 ging er nach Paris, und Ew. Königliche Majestät geruhten in einer Allerhöchsten Kabinets-Ordre vom 23. August 1806 zu befehlen, dass sein Rathsgehalt beim Französischen Obergericht von 500 Thlr., solange er sich in Paris aufhalte, dem Ober-Gerichts-Rath Jordan interimistisch gezahlt werden sollte. An die Akademie war eine gleiche Ordre nicht ergangen, und der p. Bastide hatte es nicht einmal der Mühe werth geachtet, der Akademie seine Abreise anzugeben. Demungeachtet hat er seine Besoldung beziehen wollen, ist aber von den Rendanten mit diesem Gesuch darum abgewiesen worden, weil er sich nicht über seine mit Ew. Königliche Majestäts Genehmigung erfolgte Abwesenheit legitimirt hat, so dass er seit den 1. Juni 1806 kein Gehalt bekommen hat.

Unter diesen Umständen glaubt die unterzeichnete Section den Antrag wagen zu dürfen:

> den p. Bastide mit seinem Gehalte von 300 Thlr. aus dem Etat der Akademie zu streichen, wenn Ew. Königliche Majestät nach Allerhöchstihrer Milde nicht vorziehen, dass ihm für jetzt nur erklärt werde, dass, wenn er nicht binnen 3 Monaten zurückkomme, er, als ein der Akademie durchaus unnützes Mitglied, als nicht mehr zu derselben gehörig angesehen, und aus der Liste der Akademiker ausgelassen würde.

Gewönne der Akademie-Fonds diese 300 Thlr. wieder, so könnten sie dem Gauss dergestalt gegeben werden, dass dieser nur noch 600 Thlr. anderweitig erhielte.

Endlich freut sich die unterzeichnete Section, Ew. Königlichen Majestät mit Grunde sagen zu können, dass die Ernennung von

---

*) *1806.*

vier Classen-Secretairen bereits sehr nützliche Folgen gehabt, und offenbar eine grössere Thätigkeit bei der Akademie bewirkt hat. Um diese Einrichtung ganz vollständig zu machen, hat die Section ihrem Eurer Königlichen Majestät gemachten Antrage, auf welchen Allerhöchstdieselben die Ernennung dieser Secretaire zu genehmigen geruhet haben, gemäss, jedem derselben 300 Thlr. jährlich zugebilligt, da diese Summe, vorzüglich von dem sonst zu den nunmehr abgeschafften Jettons bestimmten Gelde in der Akademie-Kasse vorhanden war.

Berlin, den 31. Maerz 1810.

Die Section für den öffentlichen Unterricht.
Humboldt.

An
des Königs Majestät.

XLVI. Über Aufhebung des Verbots, fremde Universitäten zu besuchen.

4. April 1810.

(Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Friedrich d. Gr. hatte im Jahre 1749 ein Edikt erlassen, das den Besuch ausländischer Schulen und Universitäten unbedingt bei „Verlust aller Beförderungen in den königlichen Staaten, für Adelige bei Vermögenskonfiskation" verbot; den steten Übertretungen gegenüber wurde es 1750 und 1751 erneuert; 1783 wurde auf seine genaue Befolgung gedrungen; 1795 gab Friedrich Wilhelm II. „dem officio fisci die Vigilanz gegen die Übertreter." Schon war am 1. März 1809 ein von Nicolovius gezeichneter Antrag, der die Aufhebung des Verbotes anregte, seitens der Sektion an den Grafen Dohna gerichtet worden, aber dieser hatte Bedenken, ihn dem Könige vorzulegen. Humboldts Ausführungen in dem folgenden Schriftstück veränderten seine Ansicht, so dass er den Antrag befürwortete, und nun erfolgte durch Kabinetsordre vom 13. April 1810 die Aufhebung des Verbots.

In der hiesigen Vossischen Zeitung vom 27. März d. J. befindet sich eine Anzeige aus dem Königreich Westphalen, welche unter mehrern Nachrichten über die mit den dortigen Universitäten vorgenommene Veränderungen auch die enthält:

> „dass dort keine Landeskinder mehr gezwungen werden sollen, bloss die Landesuniversitäten zu besuchen."

Da in den preussischen Staaten noch das Gesetz bestehet, dass niemand ohne Allerhöchste Erlaubniss auswärtige Schulen und Universitäten beziehen darf, wenn er nicht aller Hoffnung zu einer Anstellung in hiesigen Landen verlustig gehen will; so wagt die Section des öffentlichen Unterrichts es, Ew. Majestät unterthänigst anheimzustellen, ob nicht jenes Gesetz, dessen Aufhebung allgemein gewünscht wird, wenigstens allmählich und theilweise zu modificiren sein dürfte, wozu sich gleich jetzt eine Gelegenheit auf den Fall darbieten würde, wenn die oben angeführte Zeitungsnachricht, deren Gewissheit freilich nicht zu verbürgen ist, sich officiell bestätigen sollte.

Sollten Ew. Majestät dieser Meinung beizutreten geruhen, so würde die unterzeichnete Section Allerhöchstdero Auswärtiges Departement ersuchen, officielle Erkundigung hierüber anstellen zu lassen und, im Fall jene Nachricht wahr befunden würde, zu erklären, dass gegen das Königreich Westphalen dies Gesetz nicht mehr in Kraft sein solle. Eine solche zuerst zu Gunsten der westphälischen Regierung vorgenommene liberale Abänderung jenes Gesetzes würde gewiss bei den Bewohnern beiderseitiger Staaten eine sehr günstige Sensation machen und auch vielleicht andre deutsche Regierungen bewegen, das noch bei ihnen bestehende Verbot aufzuheben.

Es ist nicht zu besorgen, dass durch diese Modification des in Rede stehenden Gesetzes die diesseitigen Universitäten und Schulen auf die Dauer verlieren dürften, indem theils für die bestehenden durch Ew. Majestät Gnade schon so viel geschehen, dass die Landeskinder doch immer durch dieselben stärker werden angezogen werden, theils, wenn die Universität in Berlin erst zu Stande gekommen sein wird, der preussische Staat durch selbige in ein grosses Uebergewicht gegen die übrigen Universitäten, hauptsächlich des nördlichen Deutschlands, treten wird.

Ew. Majestät höhere Entschliessung über diesen Antrag erwartet die unterzeichnete Section in Ehrfurcht.

Berlin, den 4. April 1810.

Die Section für den öffentlichen Unterricht.

Humboldt.

An
des Königs Majestät.

XLVII. Über Prüfungen für das höhere Schulfach.

11. April 1810.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums.)

Wenn es auch in Preußen längst üblich war, Prüfungen für das höhere Schulfach abzuhalten, so wurden doch die darüber ergangenen Bestimmungen, trotz mehrfacher Erneuerung, nicht allseitig beobachtet, und zahlreiche Theologen und ungeprüfte Kandidaten walteten in Schulämtern, stiegen auch ohne weiteres bei Erledigung von Stellen in die höheren auf, ohne dass ihre Qualifikation besonders geprüft wurde. Diese der Verbesserung der Schulen hinderlichen Umstände wollte Humboldt beseitigen: er führte einerseits für die Ascension ein Kolloquium ein, und folgte anderseits der Anregung Wolfs, die Anstellung im höheren Schulfach durchaus von einer Staatsprüfung abhängig zu machen. Süvern entwarf (27. Februar 1810) ein Reglement dafür, und nachdem die Voten der Sektionsmitglieder, unter denen besonders Schmedding Bedenken laut werden ließ, eingegangen waren, schrieb Humboldt das folgende Gutachten.

Ich muss in meiner bisherigen Meynung beharren, dass ich die Verordnung heilsam und sogar nothwendig finde. Die blossen Prüfungen zu einer bestimmten Stelle sind ein viel zu geringes Sicherungsmittel gegen das Einschleichen mittelmässiger oder schlechter Lehrer, und es ist sowohl für die anstellende Behörde selbst, als für die Schulpatrone, die nur Vorschlags-Recht haben, äusserst wichtig, schon im Voraus einen bestimmteren Begriff von dem Subjecte fassen zu können. Eine solche Einrichtung ist ferner der einzige Damm, den man dem Missbrauch der Patronatsrechte entgegen setzen kann, da die bestätigende Behörde nun schon, ohne noch den Vorgeschlagenen weiter selbst geprüft zu haben, in seinem mehr oder minder guten Zeugniss ein, wenn nicht unfehlbares, doch ziemlich sicheres Mittel in Händen hat, auch die Güte der Wahl des Patrons zu beurtheilen, und ihm gegen eine unangemessene sogleich Vorstellungen zu machen. Endlich ehrt es das Bildungsgeschäft im Staate selbst, wenn jeder, welcher sich damit befasst, vorher Beweise seiner Tüchtigkeit dazu geben muss und mit der Zeit bildet sich auch unter denen, die sich diesem Geschäfte widmen, und durch die öffentliche Approbation gleichsam einen geschlossenen Kreis ausmachen, ein Geist, der ohne Zunftgeist zu seyn, eine feste und sicher zum gemeinschaftlichen Ziel hinstrebende Richtung hat. Es entsteht eine pädagogische Schule, und eine pädagogische Genossenschaft,

und wenn es wichtig ist, durch Zwang bewirkte Einheit der Ansichten zu verhüten, so ist es ebenso wichtig, durch eine gewisse Gemeinschaft (die nie ohne eine Absonderung des nicht zu ihr Gehörenden denkbar ist) eine Kraft und einen Enthusiasmus hervorzubringen, welche dem einzelnen und zerstreuten Wirken immer fehlen, welche den Schlechten von selbst entfernen, den Mittelmässigen heben und leiten, und die Fortschritte auch der Besten noch befestigen und beflügeln. Dieser letzte und wichtigste Zweck kann aber nur erreicht werden, wenn es dahin kommt, dass man die Prüfungen mit einer gewissen Freudigkeit ergreift, und sie als eine Gelegenheit, seine Kräfte zu üben und zu beweisen ansieht.

Um dies zu erreichen, wäre es vielleicht gut, der Verordnung zugleich einen befehlenden und einen bloss auffordernden und einladenden Theil zu geben; den Befehl auf die Anstellungen in öffentlichen Schulen zu beschränken, die blosse Aufforderung aber an diejenigen ergehen zu lassen, die Privat-Erziehungsanstalten anlegen, oder Hauslehrer werden wollen.

Zugleich halte ich es für gut, die schon in Absicht der Ascension ergangene Verfügung in diese allgemeine noch einmal mit aufzunehmen, und nun zugleich näher zu bestimmen.

Hiernach würden die einzelnen Bestimmungen der Verordnung also folgendergestalt theils nach dem ersten Project unverändert bleiben, theils anders bestimmt werden:

Es wird bei den wissenschaftlichen Deputationen gesetzlich eine Prüfung für alle, die sich dem Erziehungs- oder Lehrerfach widmen, festgesetzt, die, ohne Rücksicht auf eine besondere Stelle, nur um ihre Tauglichkeit zu den verschiedenen Arten von Lehr- und Erziehungsämtern im Allgemeinen zu bekunden bestimmt ist.

Von diesen Prüfungen sind nur diejenigen ausgeschlossen, welche sich einzig und allein dem Elementarunterricht widmen, es sey denn, dass sie in diesem mit neuer oder doch veränderter Methode auftreten wollten.

Unter Elementarunterricht wird Unterricht im Lesen, Schreiben, den einfachsten Zahl- und Massverhältnissen und den Grundregeln der Muttersprache verstanden.

Zu diesen Prüfungen kann sich jeder frei melden, ohne dass ihn die Deputationen zurückweisen dürfen; er kann auch selbst bestimmen, ob er nur in dieser oder jener Wissenschaft, oder in allen, welche den Kreis des Schulunterrichts ausmachen, geprüft

seyn will. Nur muss das ihm nach der Prüfung zu ertheilende Zeugniss nicht bloss diese Schranke der Prüfung angeben, sondern auch zugleich immer bestimmen, in welchen Grade der Geprüfte den übrigen Fächern, und welchen? fremd gewesen ist.

Die Zeugnisse der Deputationen könnten von dreifacher Art seyn.

Die erste bekundete einen gewissen Grad der Vollendung in der Wissenschaft; es würde dazu alles dasjenige zu leisten erfordert, was ein auf Universitäten rechtmässig erworbener Doctortitel voraussetzen sollte.

Die zweite spräche die Tauglichkeit zum Unterricht auf den oberen Klassen,

die dritte die zum Unterricht auf den unteren Klassen gelehrter Schulen aus.

Die verschiedenen Nuancen würden besonders angegeben.

Von Fähigkeit zum Directorate kann bei denen, die erst ins Erziehungsfach eintreten, nicht die Rede seyn.

Wer auf einer Universität nach vorhergängigem Examen eine akademische Würde erlangt hätte, würde mit allem mündlichen Examen verschont, und bedürfte zur Erlangung des Zeugnisses nur der Ausarbeitung schriftlicher Arbeiten und der Haltung von Probelectionen.

Gezwungen sich einer solchen Prüfung zu unterwerfen wären nur alle, die an öffentlichen Schul- oder Erziehungsanstalten angestellt sein wollten, und hier träten die Bestimmungen des Projects ein.

Hiervon dispensiren könnte bloss die Section.

Wer nur mit einem Zeugniss eines Unterlehrers angestellt worden wäre, müsste, wenn er zu obern Klassen gesetzt würde, aufs neue geprüft werden.

Wer von der Stelle eines Oberlehrers zu einem Rectorat erhoben würde, unterzöge sich bloss einem Gespräch über rein pädagogische Gegenstände, keiner Prüfung von Kenntnissen, und einer schriftlichen Arbeit über einen ähnlichen Gegenstand.

So hätte jeder immer nur aufs höchste und wenn er auch ganz stufenweise ginge, zwei Prüfungen und ein Colloquium zu bestehen.

Die Prediger, als solche, glaube ich, kann man nicht, wie das Projekt der Verordnung zu wollen scheint, zu einer Prüfung verbindlich machen. Sie können künftig nur als Mitglieder der

städtischen Schul-Commissionen Inspection über gelehrte oder höhere Bürgerschulen ausüben, und in diesen Commissionen werden doch immer mehrere sitzen, welche sich keiner Prüfung unterzogen haben.

Privaterzieher wären der Prüfung nicht unterworfen, als insofern sie es selbst wünschten.

Es ist in der That nicht ungegründet, dass bei Pensionsanstalten dem freien Unternehmungsgeist Raum gestattet und dies Beginnen nur nach seinen nachherigen Resultaten beurtheilt werden muss, und bei Hauslehrern ist die Controlle unmöglich.

Aber eingeladen, an den Prüfungen Theil zu nehmen, könnten auch diese werden, indem man in der Verordnung selbst sagt, dass diejenigen Pensionsanstalten, die nur geprüfte Lehrer besitzen, schon dadurch sich ein grösseres Vertrauen beim Staat erwerben würden, und dass von allen Geprüften Listen geführt werden sollten, welche zur Kenntniss der oberen Behörden kämen, und daher den auf ihnen Verzeichneten eine vorzügliche Hoffnung zur Berücksichtigung bei jeder sich ereignenden Gelegenheit gäben.

11. April 1810.

Humboldt.

XLVIII. Zur Einrichtung eines Museums in Berlin.

24. April 1810.

(Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Die erste Anregung zur Gründung eines Museums fällt schon in das Jahr 1805, aber erst 1810 ging man ernstlich daran. Der Bericht des Potsdamer Gallerieinspektors Puhlmann veranlaßte den König, den Kupferstecher v. Mechel, der Mitglied der Akademie der Künste war und als „Bibliothekar der Königin" eine kleine Pension bezog, mit der Ordnung der Sammlungen zu beauftragen. Mechel übernahm es, beantragte aber zugleich, „dem stillen Wunsch wahrer Kunst- und Vaterlandsfreunde, einmal im schönen Berlin eine öffentliche und gutgewählte Kunstsammlung zu sehen", jetzt, da so viel für die Wissenschaft geschehe, der Erfüllung näher zu führen. Der König stimmte zu und beauftragte den Grafen Dohna mit Humboldt und Mechel darüber zu konferieren. Jener erstattete den vorliegenden Bericht, worauf die Inventarisierung durch das Hofmarschallamt begann.

Ew. Majestät haben auf Veranlassung einer Anzeige des von Mechel mittelst Cabinets-Ordre vom 29. v. M. Allerhöchstdero

Absicht: in Berlin eine öffentliche gutgewählte Kunstsammlung anzulegen, zu erklären und die Einreichung eines Planes, nach vorgängiger Berathung mit dem von Mechel, zu befehlen allergnädigst geruhet.

Die Section für den öffentlichen Unterricht hat, zufolge der früheren Aeusserungen Ew. Majestät, hierauf bereits gedacht und es ist auch im Universitätsgebäude schon der erforderliche Raum zu einer Gallerie ausgewählter Bilder ausgemittelt worden; die Section würde sich auch schon erlaubt haben, Ew. Majestät ihre Anträge deshalb unterthänigst vorzulegen, wenn sie nicht gewünscht hätte, Allerhöchstderoselben weitere Beschlüsse über die noch in Königsberg aufbewahrten Kunstsachen, Gemählde und Antiken, zuvor zu erfahren, um auch diese bei ihren Vorschlägen mit berücksichtigen zu können.

Zur Erreichung Ew. Königlichen Majestät Absicht für jetzt schon eine öffentliche ausgewählte Gemählde und Kunst-Sammlung zu bilden, scheint es der Section nöthig zu seyn, dass zuvörderst ein Inventarium von sämtlichen gegenwärtig in Allerhöchstdero Schlössern befindlichen Gemählden, Statuen, Büsten und dergleichen mit der grössten Genauigkeit angefertigt werde und sie ist daher wegen Aufnahme eines solchen Inventarii mit Ew. Majestät Hofmarschallamte in Correspondenz getreten, um sodann eine Auswahl aus den vorhandenen Kunstsachen zu einem öffentlichen Museum treffen zu können.

Bei dieser künftigen Auswahl wird die Section gewiss gern von den praktischen Kenntnissen des von Mechel Gebrauch machen, nur muss sie ehrerbietigst anheimstellen: ob nicht, zur Vermeidung mancherley unangenehmer Collisionen der von Mechel anzuweisen seyn dürfte, das ihm aufgetragene Geschäft unter der unmittelbaren Aufsicht der Section auszuführen.

Berlin, den 24. April 1810.

Section im Ministerio des Innern für den öffentlichen Unterricht.

Humboldt.

An

des Königs Majestät.

XLIX. Entlassungsgesuch.

29. April 1810.

(Eigenhändig im Geh. Staatsarchiv, Abschrift in Tegel.)

Allerdurchlauchtigster Grossmächtigster König
Allergnädigster König und Herr.

Ew. Königlichen Majestät wagte ich im verwichenen Herbst in Königsberg mündlich meinen Wunsch zu äussern, aus meinem jetzigen Geschäftskreise in eine andere Laufbahn versetzt zu werden. Ew. Königliche Majestät geruhten mich damals mit Herablassung anzuhören und mir huldreichst zu versprechen auf mein Gesuch Rücksicht zu nehmen. Die Gründe, welche dasselbe zu jener Zeit veranlassten, haben sich seitdem in steigendem Masse vermehrt und jetzt sind Umstände eingetreten, welche mich zu dem schmerzlichen Schritte nöthigen, Ew. Königliche Majestät ehrfurchtsvoll um die Erlaubniss zu bitten, mein gegenwärtiges Amt als Chef der Sectionen für den Cultus, öffentlichen Unterricht und das Medicinal-Wesen völlig niederlegen zu können.

Dasselbe ehrerbietige Vertrauen, das mich damals leitete, macht mich auch jetzt so dreist, Ew. Königlichen Majestät die Gründe auseinander zu setzen, welche mich zu einem Entschlusse bringen, der meinem Herzen, wie ich mit voller Wahrheit versichern kann, unendlich schwer wird.

In einem mir von Ew. Königlichen Majestät Staats-Ministerio offiziell angekündigten interimistischen Staats-Rathe sollen die Geheimen Staats-Räthe zwar in Angelegenheiten ihres besonderen Ressorts ein volles Votum, übrigens aber (nach den ausdrücklichen Worten der Verfügung) gleich den Staats- und Geheimen Ober-Justiz-Räthen nur ein Votum consultativum haben.

Die unerwartete Anordnung ändert meine ganzen bisherigen Verhältnisse dergestalt ab, und setzt den mir von Ew. Königlichen Majestät allergnädigst anvertrauten Posten zu so etwas Anderem herunter, als er bei meinem Antritt desselben war, dass es mir unmöglich ist, ihn ferner beizubehalten. Ich fühle lebhaft wie wenig es fruchten kann, wenn bei Einrichtungen, welche Ew. Königliche Majestät auf Antrag Ihres Staats-Ministerii Allerhöchstselbst zu billigen geruht haben, ein Einzelner sich über erlittenes

Unrecht beklagt; allein ich hege zu Ew. Königlichen Majestät so oft bewiesene Gerechtigkeits-Liebe das sichere Vertrauen, dass Sie diesem alsdann nicht übel deuten werden, wenn er bescheiden das einzige ihm übrig bleibende Mittel, das Zurücktreten aus dem umgeänderten Verhältniss, ergreift, und mein gegenwärtiger Entschluss wird, meiner innersten Ueberzeugung nach, durch die triftigsten, mit Ew. Königlichen Majestät Dienst selbst in der nächsten Verbindung stehende Gründe gerechtfertiget.

Ich kann einen Staats-Rath, wie der beschlossene ist, nicht für denjenigen halten, dessen die allerdings noch sehr mangelhafte Verwaltung des Staats schon seit lange bedurfte, und welcher den Erwartungen der Nation und den Hoffnungen des Bessren, die man noch allgemein auch von Preussens innerer Verwaltung hegt, entsprechen könnte; ich bin in meinem Innersten überzeugt, dass die veränderte Stellung der Geheimen Staats-Räthe im Staatsrath, auch ihre Wirksamkeit als Sections-Chefs vernichtet; und ich fühle mich endlich, wie ich freimüthig eingestehe, tief gekränkt, durch die Herabsetzung, mit welcher die Geheimen Staatsräthe auf einmal im Staatsrath denjenigen gleich gesetzt werden, welche, der bisherigen Verfassung gemäss, keine Ansprüche auf eine regelmässige und wirksame Theilnahme an denselben machen konnten, und die in allen andern Hinsichten den Sections-Chefs untergeordnet sind.

Der Staatsrath, welchen die Verordnung vom 24. November 1808 festsetzte, und dessen Suspension im Publicando vom 16. Dezember ejusd. gewiss von höchst nachtheiligen Folgen gewesen ist, hatte offenbar zum Zweck, Einheit in die Maschine der Staats-Verwaltung zu bringen und Ew. Königlichen Majestät über diejenigen Angelegenheiten, welche zu Allerhöchstihrer eigenen Entscheidung gelangen, mit der Pluralität der Meinungen derer bekannt zu machen, welchen diese Verwaltung anvertrauet ist. Es waren daher, nach einem einfachen, aber festen Prinzip, die Staatsräthe, welchen in der That in der Verwaltung keine selbständige Leitung eingeräumt ist, davon ausgeschlossen; die Sections-Chefs hingegen hatten, da sie nach dieser Verordnung und auch nach dem bestehenden Gebrauch wahrhaft selbständige Administratoren, nur unter der Controlle der Minister, sind, völlig gleiches Stimmrecht mit diesen darin. Zu dem nunmehr angeordneten Staatsrath sollen, ausser sämtlichen Geheimen Staatsräthen, noch Staatsräthe, wie es scheint, in unbestimmter Anzahl, entweder bloss aus den Ministerien,

oder auch den Sectionen, zugezogen werden, alle aber nur berathende Stimme haben.

Der eine Zweck, Ew. Königliche Majestät mit der Meinung aller Administratoren bekannt zu machen, fällt daher von selbst hinweg, der andere der Einheit findet, (auch vorausgesetzt, dass alle wichtige Angelegenheiten wirklich vor den Staatsrath gebracht würden) nur insofern Statt, als freilich alle Administratoren von jeder Sache Kenntniss empfingen, auch über jede, jedoch ohne weitere Wirksamkeit, ihre Meinung sagen könnten, womit sicherlich bei weitem nicht dasjenige erreicht wird, was man unter administrativer Einheit verstehen muss. Auch kommt noch überdiess hinzu, dass es, ausser dem Staatsrath, über viele Gegenstände der Administration Ministerial-Konferenzen geben soll, bei welchen die Geheimen Staatsräthe nur einzeln und bisweilen zugezogen werden. Dieser Staatsrath kann daher höchstens soviel erreichen, dass bei mehr regelmässiger mündlicher Berathung der Schriftwechsel vermindert wird und dass Ew. Königlichen Majestät Staats-Ministerium die Vorschläge und Erinnerungen einer grösseren Anzahl von Personen, als jetzt officieller Weise vernimmt. Allein dies letztere wird auch schwerlich völlig erreicht werden, da sich nicht erwarten lässt, dass diejenigen, die mit dem Bewusstsein reden, dass ihre Meinung ebenso gut verworfen als angenommen werden kann, mit Freimüthigkeit und dem wahren lebhaften Interesse sprechen werden, ohne welche nichts recht Gutes zu Stande kommt. Ein solcher Staatsrath kann, meiner Ueberzeugung nach, nicht viel mehr als ein blosser Name seyn, wohl aber dadurch noch schädlich werden, dass er den Beschlüssen einiger Weniger scheinbar ein grösseres Gewicht beileget. Ich empfinde es tief wie viel ich wage, mich gegen eine Anordnung zu äussern, welche Ew. Königliche Majestät zu sanctioniren einmal geruhet haben. Ich fühle aber auch ebenso lebhaft, dass es nur aus Eifer für Ew. Königlichen Majestät Allerhöchsten Dienst geschieht. Vielleicht reicht auch dieser kaum hin, eine solche Freiheit zu rechtfertigen; allein gewiss würde ich nichts von allem diesen zu erwähnen wagen, wenn es nicht meinem Herzen zugleich Pflicht und Bedürfniss wäre, mein Entlassungsgesuch in Ew. Königlichen Majestät Augen aus den Gründen zu rechtfertigen, aus welchen es herfliesst.

Ich habe übrigens die obigen Behauptungen mit um so grösserer Zuversicht gewagt, als auch bei den allgemeinen Vorträgen welche im Jahre 1808 vor Einführung der jetzigen Verfassung

Statt fanden, ausser den Ministern noch damals Geheime Finanz-Räthe gegenwärtig waren, und die Frage ausdrücklich debattirt ward, ob dieselben eine bloss berathende oder entscheidende Stimme haben sollten? Mit Unterstützung der Minister selbst wurde damals für das Letztere aus dem Grunde entschieden, dass die volle Verantwortlichkeit auch volles Interesse und daher volle Theilnahme voraussetze und es ist niemals ein Nachtheil dieser Anordnung bemerkt worden. Es würde tief kränkend für diejenigen seyn, welche, der bisherigen Verfassung nach, jetzt Mitglieder des Staatsraths seyn sollten, wenn man ihrer Freimüthigkeit nicht die Bescheidenheit und Mässigung zutraute, welche die damaligen Mitglieder bewiesen, und welche in jeder deliberirenden Versammlung gleich anständig und nothwendig ist.

Will ich aber auch nur streng auf die Erfüllung meiner Pflichten als Sections-Chef sehen; so fühle ich mich auch in dieser durch die neue Anordnung gänzlich gehemmt. Denn wenn auch wirklich geäussert ist, dass die Sectionen in ihren übrigen Verhältnissen wie bisher, verbleiben sollen; so ist dies, wenn man den Geist der Verordnung vom 24. November 1808 erwägt, doch in sich unmöglich; die gemachte Abänderung greift weit tiefer ein, als es beim ersten Anblick scheint; sie vernichtet nicht bloss die Vorrechte der Geheimen Staatsräthe im Staatsrath, sondern sie untergräbt dieselben auch in den Sectionen, und zerstört in der That das Wesen des durch jene Verordnung eingeführten Verwaltungs-Systems. Es ist nämlich eine Eigenthümlichkeit von diesem, dass die Chefs der Sectionen wichtigen Parthien der Administration nicht als blosse Organe der Minister, sondern selbständig und so vorstehen, dass sie nur der Controlle der Minister unterworfen sind, allein nur zu äusserst wenigen Dingen ihrer Zustimmung bedürfen. Diese Selbständigkeit ist mit dem vollen Antheil derselben am Staatsrath in so enger wechselseitiger Verbindung, dass die erstere nicht mehr mit Nutzen ohne den letztern bestehen kann. Werden dieselben nun im Staatsrath den blossen Staatsräthen gleich gesetzt, so verlieren sie nothwendig und ohne dass man es hindern kann, auch als Sections-Chefs alles Ansehen und alles Gewicht; die Minister müssen mehr in ihre Verwaltung eingreifen und da sie dieselbe doch nicht ganz übernehmen und nicht von jedem Détail unterrichtet seyn können, so muss die Sache darunter leiden; es findet weder wahres gemeinschaftliches Handeln, noch abgesondertes in rein geschiedenen Grenzen Statt, und die

wahre Verantwortlichkeit, an welcher allein Ew. Königlichen Majestät gelegen sein kann, und die unmöglich darin bestehen darf, dass jeder seine einzelnen beschränkten Maassregeln vertritt, sondern darin, dass er für eine mit Freiheit verwaltete Parthie einsteht, fällt von selbst hinweg. Fühlten daher die Sectionen in ihrer Wirksamkeit bisher den Mangel eines Staatsrathes; so werden sie noch weit nachtheiliger den Einfluss eines solchen empfinden, in welchem ihre Vorsteher eine ihnen gänzlich unangemessene Stelle einnehmen. Die volle Stimme der Geheimen Staatsräthe in ihren eigenen Angelegenheiten kann diesen Schaden nicht aufheben. Denn wenn damit auch eine wirklich entscheidende gemeint seyn sollte; so ist sie immer nur eine einzelne, auch besitzen die Sections-Chefs diese von selbst dadurch, dass ihre Berichte Ew. Königlichen Majestät vor Augen gelegt werden.

Ich wage noch hinzuzufügen, dass die hier angeführten Nachtheile meine Parthie doppelt treffen, da die Ueberzeugungen von den in sie einschlagenden Gegenständen nur bei anhaltender Beschäftigung mit denselben richtig entstehen, und sich abändern können, da es nicht immer möglich ist, sich mit Personen, die einmal von Grund aus andere Ansichten hegen, darüber durch blosse Gründe zu verständigen, auch die mit auswärtigen Gelehrten anzuknüpfenden Verhältnisse nur dann gelingen können, wenn den Chef der Section das gehörige Gewicht zugetraut werden kann. Ich würde daher durchaus gegen meine Pflicht handeln, wenn ich Ew. Königlichen Majestät nicht freimüthig erklärte, dass ich ausser Stande bin, Geschäften ferner vorzustehen, die nach dieser Abänderung, nur von dem Minister selbst mit Fortgang geleitet werden können.

Freilich ist die neue Anordnung nur interimistisch; allein sollte den Geheimen Staatsräthen künftig zugestanden werden, was ihnen jetzt versagt wird? auf jeden Fall würde auch selbst in kurzer Zeit der Nachtheil der Schwächung ihres Ansehens immer fühlbar seyn, und endlich wird die Zurücksetzung durch den interimistischen Zustand um nichts weniger empfindlich und kränkend.

Denn ich scheue mich nicht, vor Ew. Königlichen Majestät, deren unpartheiische Gerechtigkeits-Liebe eine sichere Zuflucht für jeden Ihrer Unterthanen ist, auch diesen Punkt zu berühren. Er bezieht sich allerdings auf etwas Persönliches. Allein es giebt bei dem Dienste im Staate ein Ehrgefühl, das mit dem Pflichtgefühl so enge verbunden ist, dass sich nicht das eine ohne das

andre abstumpfen lässt, und wem Ew. Königliche Majestät einmal einen Posten zu ertheilen geruhet haben, der würde Ew. Königlichen Majestät huldreiches Vertrauen nicht ehren, wenn er sich mit Gleichgültigkeit plötzlich die wichtigsten Vorzüge desselben entreissen, und sich denen gleichsetzen liesse, welche bis dahin unter ihm standen. Als Ew. Königliche Majestät die Gnade hatten, mir meinen jetzigen Posten zu verleihen, musste ich mit Recht diejenigen Vorrechte damit verknüpft glauben, welche die Verordnung vom 24. November 1808 ihm zusichert. Ew. Königliche Majestät hatten diese Verordnung Allerhöchstselbst vollzogen, das Publicandum vom 16. Dezember ejd. war nur ein Auszug daraus; der Staatsrath war freilich suspendirt, allein nirgends verlautete, dass er überhaupt, geschweige denn in seinen wesentlichsten Bestimmungen, geändert werden sollte.

Jetzt verliere ich auf einmal das wichtigste Vorrecht meines Amtes; es bleibt nunmehr nichts als der blosse Vorsitz in der Section, den auch Staatsräthe haben können, und wirklich haben, übrig. Ew. Königliche Majestät sind zu gerecht, als dass Sie es ungnädig aufnehmen sollten, wenn ich unter diesen Umständen nicht weiter fortdienen kann, sondern um die Erlaubniss bitte, meinen Posten Ew. Königlichen Majestät ehrfurchtsvoll zu Füssen legen zu dürfen.

Ich kann zwar, da Ew. Königliche Majestät geruhet haben, mich unverdienterweise immer persönlich einer Gnade zu würdigen, für welche meine tiefe Dankbarkeit unauslöschlich bleiben wird, nicht das Gefühl unterdrücken, dass der Ausgang meiner Dienstlaufbahn jetzt überaus traurig für mich ist. Ew. Königliche Majestät geruhen sich zu erinnern, dass ich meinen jetzigen Posten keinesweges suchte, ich wagte vielmehr die Bitte, mich in meinem alten Verhältnisse zu lassen. Die Gewährung dieses Wunsches hätte mir die Collisionen erspart, die mich jetzt gänzlich aus dem Dienst zu treten nöthigen.

Zwar dürfte ich es vielleicht wagen, Ew. Königliche Majestät jetzt an Ihr mir huldreichst gegebenes bestimmtes Versprechen zu erinnern, mich, wenn meine jetzige Lage meiner Neigung nicht angemessen seyn sollte, in dem Auswärtigen Departement in meine vorige zurückzuversetzen. Allein es ist meinem Herzen zu wichtig Ew. Königl. Majestät auf keine Weise über die wahren Gründe meines jetzigen Entschlusses zweifelhaft zu lassen, als dass ich auf diese Allerhöchste Gunst gegenwärtig Anspruch machen sollte.

Ich bescheide mich daher gern, mich in die Einsamkeit zurückzuziehen. Da ich meine Kräfte immer nur habe ausschliesslich Ew. Königlichen Majestät und meinem Vaterlande widmen wollen; so wird meine Treue an Allerhöchst Ihre Person unerschütterlich dieselbe bleiben, und ich werde es zu meinem grössten Glücke rechnen, wenn Ew. Königliche Majestät diese Gesinnungen anzuerkennen geruhen wollen. Ich darf mir alsdann mit der sicheren Hoffnung schmeicheln, dass Ew. Königliche Majestät huldreichst verzeihen werden, wenn ich meine ehrfurchtsvolle Bitte wiederhohle, mich nicht länger in einer Lage zu lassen, in der ich an sich den Geschäften nicht mehr nützlich werden kann, in der es mir ausserdem nicht mehr möglich ist, mit Muth und Freudigkeit zu arbeiten, und die aus diesen beiden Gründen mein Leben nothwendig verbittern müsste.

Ich ersterbe in tiefster Ehrfurcht

Ew. Königlichen Majestät

allerunterthänigster

Humboldt.

Berlin, den 29ten April 1810.

An

Seine Königliche Majestät.

L. „Über die innere und äussere Organisation der höheren wissenschaftlichen Anstalten in Berlin.“

1810?

(Eigenhändiger Entwurf im Archiv der Akademie der Wissenschaften; gedruckt bei Gebhardt, Wilhelm v. Humboldt als Staatsmann I 118ff., und bei Harnack, Geschichte der Königl. preußischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin II 361ff. No. 193.)

Diese unvollendete Denkschrift läßt sich nicht genau datieren; Harnack hält es für wahrscheinlich, daß das Exemplar, welches uns erhalten ist, erst nach dem Sommer 1810 niedergeschrieben ist, da es mit derselben Tinte geschrieben auf der ersten Seite den Vermerk von Humboldts Hand enthält: „Herrn p. Uhden brevi manu vorzulegen (. . .) er vielleicht von diesem Bruchstücke Gebrauch zu machen im Stande sei“. „Uhden hatte also bereits,“ sagt Harnack, „die Durchführung der Reorganisation der Akademie ins Auge gefaßt.“ Doch ist es möglich, daß die Arbeit früher entstanden ist, da die Akademie ihren Entwurf am

18. September 1809 überreicht, also Humboldt von diesem Zeitpunkt an Veranlassung hatte, sich mit dem Gegenstand zu beschäftigen. Die Übersendung an Uhden erfolgte auf Aufforderung von Nicolovius allerdings erst im November 1810; doch erwähnt er in seinem Bericht an Dohna vom 9. Mai 1810 einen „ausgearbeiteten Organisations-Plan“, mit dem wahrscheinlich der vorliegende Aufsatz gemeint ist.

Der Begriff der höheren wissenschaftlichen Anstalten, als des Gipfels, in dem alles, was unmittelbar für die moralische Cultur der Nation geschieht, zusammenkommt, beruht darauf, dass dieselben bestimmt sind, die Wissenschaft im tiefsten und weitesten Sinne des Wortes zu bearbeiten, und als einen nicht absichtlich, aber von selbst zweckmässig vorbereiteten Stoff der geistigen und sittlichen Bildung zu seiner Benutzung hinzugeben.

Ihr Wesen besteht daher darin, innerlich die objective Wissenschaft mit der subjectiven Bildung, äusserlich den vollendeten Schulunterricht mit dem beginnenden Studium unter eigener Leitung zu verknüpfen, oder vielmehr den Uebergang von dem einen zum anderen zu bewirken. Allein der Hauptgesichtspunkt bleibt die Wissenschaft. Denn sowie diese rein dasteht, wird sie von selbst und im Ganzen, wenn auch einzelne Abschweifungen vorkommen, richtig ergriffen.

Da diese Anstalten ihren Zweck indess nur erreichen können, wenn jede, soviel als immer möglich, der reinen Idee der Wissenschaft gegenübersteht, so sind Einsamkeit und Freiheit die in ihrem Kreise vorwaltenden Principien. Da aber auch das geistige Wirken in der Menschheit nur als Zusammenwirken gedeiht, und zwar nicht bloss, damit Einer ersetze, was dem Anderen mangelt, sondern damit die gelingende Thätigkeit des Einen den Anderen begeistere und Allen die allgemeine, ursprüngliche, in den Einzelnen nur einzeln oder abgeleitet hervorstrahlende Kraft sichtbar werde, so muss die innere Organisation dieser Anstalten ein ununterbrochenes, sich immer selbst wieder belebendes, aber ungezwungenes und absichtsloses Zusammenwirken hervorbringen und unterhalten.

Es ist ferner eine Eigenthümlichkeit der höheren wissenschaftlichen Anstalten, dass sie die Wissenschaft immer als ein noch nicht ganz aufgelöstes Problem behandeln und daher immer im Forschen bleiben, da die Schule es nur mit fertigen und abgemachten Kenntnissen zu thun hat und lernt. Das Verhältniss zwischen Lehrer und Schüler wird daher durchaus ein anderes

als vorher. Der erstere ist nicht für die letzteren, Beide sind für die Wissenschaft da; sein Geschäft hängt mit an ihrer Gegenwart und würde, ohne sie, nicht gleich glücklich von statten gehen; er würde, wenn sie sich nicht von selbst um ihn versammelten, sie aufsuchen, um seinem Ziele näher zu kommen durch die Verbindung der geübten, aber eben darum auch leichter einseitigen und schon weniger lebhaften Kraft mit der schwächeren und noch parteiloser nach allen Richtungen muthig hinstrebenden.

Was man daher höhere wissenschaftliche Anstalten nennt, ist, von aller Form im Staate losgemacht, nichts Anderes als das geistige Leben der Menschen, die äussere Musse oder inneres Streben zur Wissenschaft und Forschung hinführt. Auch so würde Einer für sich grübeln und sammeln, ein anderer sich mit Männern gleichen Alters verbinden, ein Dritter einen Kreis von Jüngern um sich versammeln. Diesem Bilde muss auch der Staat treu bleiben, wenn er das in sich unbestimmte und gewissermassen zufällige Wirken in eine festere Form zusammenfassen will. Er muss dahin sehen,

1. die Thätigkeit immer in der regsten und stärksten Lebendigkeit zu erhalten;
2. sie nicht herabsinken zu lassen, die Trennung der höheren Anstalt von der Schule (nicht bloss der allgemeinen theoretischen, sondern auch der mannigfaltigen praktischen besonders) rein und fest zu erhalten.

Er muss sich eben immer bewusst bleiben, dass er nicht eigentlich dies bewirkt noch bewirken kann, ja, dass er vielmehr immer hinderlich ist, sobald er sich hineinmischt, dass die Sache an sich ohne ihn unendlich besser gehen würde, und dass es sich eigentlich nur so damit verhält:

dass, da es nun einmal in der positiven Gesellschaft äussere Formen und Mittel für jedes irgend ausgebreitete Wirken geben muss, er die Pflicht hat, diese auch für die Bearbeitung der Wissenschaft herbeizuschaffen;

dass etwa nicht bloss die Art, wie er diese Formen und Mittel beschafft, dem Wesen der Sache schädlich werden kann, sondern der Umstand selbst, dass es überhaupt solche äussere Formen und Mittel für etwas ganz Fremdes giebt, immer nothwendig nachtheilig einwirkt und das Geistige und Hohe in die materielle und niedere Wirklichkeit herabzieht;

und dass er daher nur darum vorzüglich wieder das innere Wesen vor Augen haben muss, um gut zu machen, was er selbst, wenngleich ohne seine Schuld, verdirbt oder gehindert hat.

Ist dies auch nichts als eine andere Ansicht desselben Verfahrens, so muss sich doch der Vortheil dann auch im Resultat ausweisen, da der Staat, wenn er die Sache von dieser Seite betrachtet, immer bescheidener eingreifen wird, und im praktischen Wirken im Staat auch überhaupt eine theoretisch unrichtige Ansicht, was man immer sagen möge, nie ungestraft bleibt, da kein Wirken im Staat bloss mechanisch ist.

Dies vorausgeschickt, sieht man leicht, dass bei der inneren Organisation der höheren wissenschaftlichen Anstalten Alles darauf beruht, das Princip zu erhalten, die Wissenschaft als etwas noch nicht ganz Gefundenes und nie ganz Aufzufindendes zu betrachten, und unablässig sie als solche zu suchen.

Sobald man aufhört, eigentlich Wissenschaft zu suchen, oder sich einbildet, sie brauche nicht aus der Tiefe des Geistes heraus geschaffen, sondern könne durch Sammeln extensiv aneinandergereiht werden, so ist Alles unwiederbringlich und auf ewig verloren; verloren für die Wissenschaft, die, wenn dies lange fortgesetzt wird, dergestalt entflieht, dass sie selbst die Sprache wie eine leere Hülse zurücklässt, und verloren für den Staat. Denn nur die Wissenschaft, die aus dem Innern stammt und in's Innere gepflanzt werden kann, bildet auch den Charakter um, und dem Staat ist es ebenso wenig als der Menschheit um Wissen und Reden, sondern um Charakter und Handeln zu thun.

Um nun auf immer diesen Abweg zu verhüten, braucht man nur ein dreifaches Streben des Geistes rege und lebendig zu erhalten:

einmal Alles aus einem ursprünglichen Princip abzuleiten (wodurch die Naturerklärungen z. B. von mechanischen zu dynamischen, organischen und endlich psychischen im weitesten Verstande gesteigert werden);

ferner Alles einem Ideal zuzubilden;

endlich jenes Princip und dies Ideal in Eine Idee zu verknüpfen.

Allerdings lässt sich das geradezu nicht befördern, es wird aber auch Niemand einfallen, dass unter Deutschen dies erst befördert zu werden brauchte. Der intellectuelle Nationalcharakter

der Deutschen hat von selbst diese Tendenz, und man braucht nur zu verhüten, dass sie nicht, sei es mit Gewalt oder durch einen sich freilich auch findenden Antagonismus, unterdrückt werde.

Da jede Einseitigkeit aus den höheren wissenschaftlichen Anstalten verbannt sein muss, so werden natürlich auch viele in denselben thätig sein können, denen dies Streben fremd, einige, denen es zuwider ist; in voller und reiner Kraft kann es überhaupt nur in wenigen sein; und es braucht nur selten und nur hier und da wahrhaft hervorzutreten, um weit umher und lange nachher zu wirken; was aber schlechterdings immer herrschend sein muss, ist Achtung für dasselbe bei denen, die es ahnen, und Scheu bei denen, die es zerstören möchten.

Philosophie und Kunst sind es, in welchen sich ein solches Streben am meisten und abgesondertsten ausspricht. Allein nicht bloss dass sie selbst leicht entarten, so ist auch von ihnen nur wenig zu hoffen, wenn ihr Geist nicht gehörig oder nur auf logisch oder mathematisch formale Art in die anderen Zweige der Erkenntniss und Gattungen der Forschung übergeht.

Wird aber endlich in höheren wissenschaftlichen Anstalten das Princip herrschend: Wissenschaft als solche zu suchen, so braucht nicht mehr für irgend etwas Anderes einzeln gesorgt zu werden. Es fehlt alsdann weder an Einheit noch Vollständigkeit, die eine sucht die andere von selbst und beide setzen sich von selbst, worin das Geheimniss jeder guten wissenschaftlichen Methode besteht, in die richtige Wechselwirkung.

Für das Innere ist alsdann jede Forderung befriedigt.

Was nun aber das Aeussere des Verhältnisses zum Staat und seine Thätigkeit dabei betrifft, so hat er nur zu sorgen für Reichthum (Stärke und Mannigfaltigkeit) an geistiger Kraft durch die Wahl der zu versammelnden Männer und für Freiheit in ihrer Wirksamkeit. Der Freiheit droht aber nicht bloss Gefahr von ihm, sondern auch von den Anstalten selbst, die, wie sie beginnen, einen gewissen Geist annehmen und gern das Aufkommen eines anderen ersticken. Auch den hieraus möglicherweise entstammenden Nachtheilen muss er vorbeugen.

Die Hauptsache beruht auf der Wahl der in Thätigkeit zu setzenden Männer. Bei diesen wird sich ein Correctiv, eine mangelhafte zu verhüten, erst bei der Eintheilung der Gesammtanstalt in ihre einzelnen Theile angeben lassen.

Nach ihr kommt es am meisten auf wenige und einfache, aber tiefer als gewöhnlich eingreifende Organisationsgesetze an, von denen eben wiederum nur bei den einzelnen Theilen die Rede sein kann.

Endlich müssen die Hülfsmittel in Betracht gezogen werden, wobei nur im Allgemeinen zu bemerken ist, dass ja nicht die Anhäufung todter Sammlungen für die Hauptsache zu halten, vielmehr ja nicht zu vergessen ist, dass sie sogar leicht beitragen, den Geist abzustumpfen und herabzuziehen, weshalb auch ganz und gar nicht die reichsten Akademien und Universitäten immer diejenigen gewesen sind, wo die Wissenschaften sich der tiefsten und geistvollsten Behandlung erfreuten. Was aber in Absicht der Thätigkeit des Staates von den höheren wissenschaftlichen Anstalten auch in ihrer Gesammtheit gesagt werden kann, betrifft ihr Verhältniss als höhere Anstalten zur Schule und als wissenschaftliche zum praktischen Leben.

Der Staat muss seine Universitäten weder als Gymnasien noch als Specialschulen behandeln, und sich seiner Akademie nicht als einer technischen oder wissenschaftlichen Deputation bedienen. Er muss im Ganzen (denn welche einzelnen Ausnahmen hiervon bei den Universitäten stattfinden müssen, kommt weiter unten vor) von ihnen nichts fordern, was sich unmittelbar und geradezu auf ihn bezieht, sondern die innere Ueberzeugung hegen, dass, wenn sie ihren Endzweck erreichen, sie auch seine Zwecke und zwar von einem viel höheren Gesichtspunkte aus erfüllen, von einem, von dem sich viel mehr zusammenfassen lässt und ganz andere Kräfte und Hebel angebracht werden können, als er in Bewegung zu setzen vermag.

Auf der anderen Seite aber ist es hauptsächlich Pflicht des Staates, seine Schulen so anzuordnen, dass sie den höheren wissenschaftlichen Anstalten gehörig in die Hände arbeiten. Dies beruht vorzüglich auf einer richtigen Einsicht ihres Verhältnisses zu denselben und der fruchtbar werdenden Ueberzeugung, dass nicht sie als Schulen berufen sind, schon den Unterricht der Universitäten zu anticipiren, noch die Universitäten ein blosses, übrigens gleichartiges Complement zu ihnen, nur eine höhere Schulklasse sind, sondern dass der Uebertritt von der Schule zur Universität ein Abschnitt im jugendlichen Leben ist, auf den die Schule im Falle des Gelingens den Zögling so rein hinstellt, dass er physisch, sittlich und intellectuell der Freiheit und Selbstthätigkeit überlassen

werden kann und, vom Zwange entbunden, nicht zu Müssiggang oder zum praktischen Leben übergehen, sondern eine Sehnsucht in sich tragen wird, sich zur Wissenschaft zu erheben, die ihm bis dahin nur gleichsam von fern gezeigt war.

Ihr Weg, dahin zu gelangen, ist einfach und sicher. Sie muss nur auf harmonische Ausbildung aller Fähigkeiten in ihren Zöglingen sinnen; nur seine*) Kraft in einer möglichst geringen Anzahl von Gegenständen an, so viel möglich, allen Seiten üben, und alle Kenntnisse dem Gemüth nur so einpflanzen, dass das Verstehen, Wissen und geistige Schaffen nicht durch äussere Umstände, sondern durch seine innere Präcision, Harmonie und Schönheit Reiz gewinnt. Dazu und zur Vorübung des Kopfes zur reinen Wissenschaft muss vorzüglich die Mathematik und zwar von den ersten Uebungen des Denkvermögens an gebraucht werden.

Ein so vorbereitetes Gemüth nun ergreift die Wissenschaft von selbst, da gleicher Fleiss und gleiches Talent bei anderer Vorbereitung sich entweder augenblicklich oder vor vollendeter Bildung in praktisches Treiben vergraben und sich dadurch auch für dieses unbrauchbar machen, oder sich, ohne das höhere wissenschaftliche Streben, mit einzelnen Kenntnissen zerstreuen.

Von dem Eintheilungsgrunde der höheren wissenschaftlichen Anstalten und den verschiedenen Arten derselben.

Gewöhnlich versteht man unter höheren wissenschaftlichen Anstalten die Universitäten und Akademieen der Wissenschaften und Künste. Es ist nicht schwer, diese zufällig entstandenen Institute wie aus der Idee entstanden abzuleiten; allein theils bleibt in solchen seit Kant sehr beliebten Ableitungen immer etwas Schiefes zurück, theils ist das Unternehmen selbst unnütz.

Sehr wichtig dagegen ist die Frage: ob es wirklich noch der Mühe werth ist, neben einer Universität eine Akademie zu errichten oder zu erhalten? und welchen Wirkungskreis man jeder abgesondert und beiden gemeinschaftlich anweisen muss, um jede auf eine, nur ihr mögliche Art in Thätigkeit zu setzen?

Wenn man die Universität nur dem Unterricht und der Verbreitung der Wissenschaft, die Akademie aber ihrer Erweiterung bestimmt erklärt, so thut man der ersteren offenbar Unrecht. Die

---

*) *So.*

Wissenschaften sind gewiss ebenso sehr und in Deutschland mehr durch die Universitätslehrer, als durch die Akademiker erweitert worden, und diese Männer sind gerade durch ihr Lehramt zu diesen Fortschritten in ihren Fächern gekommen. Denn der freie mündliche Vortrag vor Zuhörern, unter denen doch immer eine bedeutende Zahl selbst mitdenkender Köpfe ist, feuert denjenigen, der einmal an diese Art des Studiums gewöhnt ist, sicherlich ebenso sehr an, als die einsame Musse des Schriftstellerlebens oder die lose Verbindung einer akademischen Genossenschaft. Der Gang der Wissenschaft ist offenbar auf einer Universität, wo sie immerfort in einer grossen Menge und zwar kräftiger, rüstiger und jugendlicher Köpfe herumgewälzt wird, rascher und lebendiger. Ueberhaupt lässt sich die Wissenschaft als Wissenschaft nicht wahrhaft vortragen, ohne sie jedesmal wieder selbstthätig aufzufassen, und es wäre unbegreiflich, wenn man nicht hier, sogar oft, auf Entdeckungen stossen sollte. Das Universitätslehren ist ferner kein so mühevolles Geschäft, dass es als eine Unterbrechung der Musse zum Studium und nicht vielmehr als ein Hülfsmittel zu demselben gelten müsste. Auch giebt es auf jeder grossen Universität immer Männer, die, indem sie wenig oder gar nicht lesen, nur einsam für sich studiren und forschen. Sicherlich könnte man daher die Erweiterung der Wissenschaften den blossen Universitäten, wenn diese nur gehörig angeordnet wären, anvertrauen, und zu diesem Endzweck der Akademien entrathen.

Der gesellschaftliche Verein, der allerdings unter Universitätslehrern als solchen nicht nothwendig gleich regelmässig vorhanden ist, dürfte auch schwerlich ein hinreichender Grund sein, so kostbare Institute zu gründen. Denn einestheils ist dieser Verein auch auf den Akademien selbst locker genug, anderntheils dient er nur vorzüglich in denjenigen Beobachtungs- und Experimentalwissenschaften, wo schnelle Mittheilung einzelner Thatsachen nützlich ist. Endlich entstehen in diesen Fächern, ohne Schwierigkeit, immer auch ohne Zuthun des Staats Privatgesellschaften.

Geht man der Sache genauer nach, so haben Akademien vorzüglich im Auslande geblüht, wo man die Wohlthat deutscher Universitäten noch jetzt entbehrt, und kaum nur anerkennt, in Deutschland aber vorzugsweise an Orten, denen Universitäten mangelten, und in Zeiten, wo es diesen noch an einem liberaleren und vielseitigeren Geiste fehlte. In neueren Zeiten hat sich keine sonderlich ausgezeichnet, und an dem eigentlichen Emporkommen

deutscher Wissenschaft und Kunst haben die Akademien wenig oder gar keinen Antheil gehabt.

Um daher beide Institute in lebendiger Thätigkeit zu erhalten, ist es nothwendig, sie dergestalt mit einander zu verbinden, dass, obgleich ihre Thätigkeit abgesondert bleibt, doch die einzelnen Mitglieder nicht immer bloss ausschliessend der einen oder andern gehören. In dieser Verbindung lässt sich nun das abgesonderte Bestehen beider auf eine neue und treffliche Art benutzen.

Dieser Nutzen beruht aber alsdann viel weniger auf der Eigenthümlichkeit der Thätigkeit beider Institute (denn in der That kann durch Universitätslehrer, ohne Einrichtung einer eigenen Akademie, vollkommen erreicht werden, was man durch diese bezweckt, vorzüglich da, was noch immer sehr verschieden von einer eigentlichen Akademie ist, diese letzteren wieder, wie in Göttingen, eine eigne gelehrte Gesellschaft bilden können), sondern auf der Eigenthümlichkeit ihrer Form und ihrem Verhältniss zum Staate.

Die Universität nemlich steht immer in engerer Beziehung auf das praktische Leben und die Bedürfnisse des Staates, da sie sich immer praktischen Geschäften für ihn, der Leitung der Jugend, unterzieht; die Akademie aber hat es rein nur mit der Wissenschaft an sich zu thun. Die Lehrer der Universität stehen unter einander in bloss allgemeiner Verbindung über Punkte der äusseren und inneren Ordnung der Disciplin; allein über ihr eigentliches Geschäft theilen sie sich gegenseitig nur insofern sie eigene Neigung dazu führet, mit; indem sonst jeder seinen eigenen Weg geht. Die Akademie dagegen ist eine Gesellschaft, wahrhaft dazu bestimmt, die Arbeit eines Jeden der Beurtheilung Aller zu unterwerfen.

Auf diese Weise muss die Idee einer Akademie als die höchste und letzte Freistätte*) der Wissenschaft und die vom Staat am meisten unabhängige Corporation festgehalten werden, und man muss es einmal auf die Gefahr ankommen lassen, ob eine solche Corporation durch zu geringe oder einseitige Thätigkeit beweisen wird, dass das Rechte nicht immer am leichtesten unter den günstigsten äusseren Bedingungen zu Stande kommt oder nicht. Ich sage, man muss es darauf ankommen lassen, weil die Idee in sich schön und wohlthätig ist, und immer ein Augenblick eintreten kann, wo sie auch auf eine würdige Weise ausgefüllt wird.

---

*) *Ursprünglich „Zufluchtsort“.*

Dabei entsteht nunmehr zwischen der Universität und Akademie ein Wetteifer und Antagonismus und eine solche Wechselwirkung, dass, wenn man in ihnen einen Excess und einen Mangel an Thätigkeit besorgen muss, sie sich gegenseitig von selbst in's Gleichgewicht bringen werden.

Zuerst bezieht sich dieser Antagonismus auf die Wahl der Mitglieder beider Corporationen. Jeder Akademiker muss nemlich das Recht haben, auch ohne weitere Habilitation Vorlesungen zu halten, ohne jedoch dadurch Mitglied der Universität zu werden. Mehrere Gelehrte müssen füglich Universitätslehrer und Akademiker sein, aber beide Institute müssen auch andere besitzen, die nur jedem allein angehören.

Die Ernennung der Universitätslehrer muss dem Staat ausschliesslich vorbehalten bleiben, und es ist gewiss keine gute Einrichtung, den Facultäten darauf mehr Einfluss zu verstatten, als ein verständiges und billiges Curatorium von selbst thun wird. Denn auf der Universität ist Antagonismus und Reibung heilsam und nothwendig, und die Collision, die zwischen den Lehrern durch ihr Geschäft selbst entsteht, kann auch unwillkührlich ihren Gesichtspunkt verrücken. Auch ist die Beschaffenheit der Universitäten zu eng mit dem unmittelbaren Interesse des Staats verbunden.

Die Wahl der Mitglieder der Akademie aber muss ihr selbst überlassen und nur an die Bestätigung des Königs gebunden sein, die nicht leicht entsteht.*) Denn die Akademie ist eine Gesellschaft, in der das Princip der Einheit bei weitem wichtiger ist, und ihr rein wissenschaftlicher Zweck liegt dem Staat als Staat weniger nahe.

Hieraus entsteht nun aber das oben erwähnte Correctiv bei den Wahlen zu den höheren wissenschaftlichen Anstalten. Denn da der Staat und die Akademie ungefähr gleichen Antheil daran nehmen, so wird sich bald der Geist zeigen, in welchem beide handeln, und die öffentliche Meinung selbst wird beide, wo sie sich verirren sollten, auf der Stelle unparteiisch richten. Da aber nicht leicht beide zugleich, wenigstens nicht auf dieselbe Weise fehlen werden, so droht wenigstens nicht allen Wahlen zugleich Gefahr, und das Gesammtinstitut ist vor Einseitigkeit sicher.

Vielmehr muss die Mannigfaltigkeit der bei demselben in

*) = *entfällt, fehlt.*

Thätigkeit kommenden Kräfte gross sein, da zu den beiden Klassen der vom Staate Ernannten und der von der Akademie Gewählten, noch die Privatdocenten hinzukommen, welche wenigstens Anfangs bloss der Beifall ihrer Zuhörer hebt und trägt.

Eine ihr ganz eigenthümliche Thätigkeit ausser ihren akademischen Arbeiten aber kann die Akademie auch durch Beobachtungen und Versuche gewinnen, welche sie in systematischer Reihe anstellt. Von diesen müssten einige ihr freigestellt sein, andere aber ihr aufgetragen werden, und auf diese aufgetragenen müsste wiederum die Universität Einfluss ausüben, so dass dadurch eine neue Wechselwirkung entstände.

Ausser der Akademie und der Universität gehören zu den höheren wissenschaftlichen Anstalten noch die leblosen Institute.

Diese müssen abgesondert zwischen beiden, unmittelbar unter Aufsicht des Staates stehen. Allein beide, Akademie und Universität, müssen nicht bloss, nur unter gewissen Modificationen, die Benutzung, sondern auch die Controlle darüber haben.

Jedoch können sie die letztern nur dergestalt üben, dass sie ihre Erinnerungen und ihre Verbesserungsvorschläge nicht unmittelbar, sondern beim Staate anbringen.

Die Akademie gewinnt bei den Instituten durch die Universität, dass sie nun auch solche benutzen kann, die, wie das anatomische und zootomische Theater, sonst mit keiner Akademie verbunden waren, weil man dieselben von dem beschränkten Gesichtspunkte der Medizin und nicht von dem weiteren der Naturwissenschaft aus ansah.

Akademie, Universität und Hülfsinstitute sind also drei gleich unabhängige und integrante Theile der Gesamtanstalt.

Alle stehen, allein die beiden letzteren mehr, die erstern weniger, unter Leitung und Oberaufsicht des Staates.

Akademie und Universität sind beide gleich selbständig; allein insofern verbunden, dass sie gemeinsame Mitglieder haben, dass die Universität alle Akademiker zu dem Recht Vorlesungen zu halten zulässt, und die Akademie diejenigen Reihen von Beobachtungen und Versuchen veranstaltet, welche die Universität in Vorschlag bringt.

Die Hülfsinstitute benutzen und beaufsichtigen beide, jedoch das letztere, wo es auf die Ausübung ankommt, nur mittelbar durch den Staat.

Von der Akademie.*)

---

*) *Hier bricht das Manuscript ab.*

LI. Über die Organisation der Sektion und die Stellung ihrer Mitglieder.

14. Mai 1810.

(Abschrift im Geh. Staatsarchiv.)

Die Regulirung der Etats für das nächstfolgende Jahr scheint es mir nothwendig zu machen, unmittelbar bei Ew. Excellenzien einen Punkt zur Sprache zu bringen, welcher nicht recht für die gemeinschaftliche Berathung der Staatsräthe geeignet ist, da er die Organisation der Section und diese ihre Mitglieder selbst betrifft.

Ich glaube nemlich, dass es unumgänglich nothwendig seyn wird, für den Etat der Section eine, jedoch nicht bedeutende Erhöhung wenigstens vorläufig gleich jetzt vorzubehalten.

Nach der Verordnung vom 24. November 1808 sollen die Sectionen des öffentlichen Unterrichts und des Cultus, ausser den geistlichen Mitgliedern zum Vortrag über eigentlich kirchliche Angelegenheiten, zusammen Sieben Staats-Räthe haben. Ich habe dagegen nur viere, und wann auch hierzu noch der Geh. Rath v. Lancizolle hinzukommt, so ist dieser verdienstvolle, aber jetzt schon alte, und überdies nur mit den französischen Angelegenheiten bekannte Mann nur aus Achtung für ihn und die Colonie, nicht aber eigentlich zu einer irgend wesentlichen Hülfe bei den Arbeiten der Section derselben beigeordnet worden.

Um dem Staat nicht neue Ausgaben zu verursachen, habe ich, da ich überdies gerade bis jetzt keinen Mann fand, welchem ich gern eine Rathsstelle in der Section anvertraut gewusst hätte, indess immer die Arbeiten der Section auch mit dem kleinen Personal besorgt. Allein auf die Länge würden die Geschäfte unausbleiblich dabei leiden. Denn einestheils ist es unleugbar, dass diejenigen Räthe vorzüglich, welche mit den Internis des Schulwesens beschäftigt sind, nicht so sehr mit Arbeiten überladen werden müssen, dass ihnen, wie jetzt in der That der Fall ist, die Zeit und Musse zum eigenen Fortstudium mangelt; und anderntheils muss auch unvermeidlich jetzt Verlegenheit entstehen, sobald einmal einer der Räthe verreist, was doch, wenn die Section mit der Beschaffenheit des Schulwesens im Lande nicht ganz unbekannt bleiben soll, schlechterdings nothwendig ist, oder einer

durch Krankheit behindert wird, oder beide Fälle gar zusammen eintreten. Auch hat die Section noch kein Mitglied, das sich mit vorzüglicher Sachkenntniss und Lust der Bearbeitung ökonomischer und finanzieller Gegenstände, deren doch viele vorkommen, widmete.

Ich muss daher bei Ew. Excellenzien gehorsamst darauf antragen, dass wenigstens Ein neues Staats-Raths-Gehalt im Laufe dieses Jahres, wenn es mir einen tüchtigen Mann zu einer solchen Stelle zu finden gelänge, vorbehalten bleibe.

Einen zweiten Antrag muss ich mir in Absicht der Herren Staats-Räthe Süvern, Uhden und Schmedding erlauben. Jeder dieser drei durch Talent und Kenntnisse ebenso ausgezeichneten als durch fleissiges und treues Arbeiten verdienten Männer haben nur 2200 Thl. jährliche Besoldung. Man muss aber offenherzig gestehen: dass dies für das Leben mit Familie in Berlin, in einem so angesehenen Posten, welcher dem Präsidenten-Posten aufs mindeste gleich zu achten ist, gewiss nur eine geringe Besoldung genannt werden kann. Auch haben wohl die meisten Staats-Räthe in den anderen Sectionen die ursprünglich allen bestimmte von 2500 Thl. und sehr viele eine bedeutend höhere, auch einige Erleichterung durch Dienstwohnungen. Alle die bei meiner Section Angestellten, befinden sich überdies in keiner günstigen eigenen Vermögenslage. Herrn p. Süvern ist von Seiten des Ministerii des Innern ausdrücklich der geringere Gehalt, den er damals zuerst erhielt, nur desshalb gegeben worden, weil er in der Folge bei der hiesigen Universität lesen sollte. Ew. Excellenzien sehen indess gewiss ein, dass, so schätzbar Herrn Süverns Thätigkeit bei der Universität seyn würde, es doch nicht gut wäre, wenn ein Staats-Rath auf einem Nebenposten, der sich hier, wo das Lehramt auf einer Universität, die sich auszeichnen soll, ungetheilte Kräfte erheischt, sogar nur als sehr ungewiss ansehen lässt, in Rücksicht seines Einkommens verwiesen würde. Herr p. Schmedding hat durch mehrmalige, ohne alles sein Verschulden veranlasste Wechsel seines Aufenthalts beträchtliche Verluste erlitten, und Herr p. Uhden ist durch eine starke Familie und die Kriegsjahre in eine wenig erfreuliche Vermögenslage gekommen. Ich kann daher nicht umhin, bei Ew. Excellenzien dringendst darauf anzutragen, diesen drei verdienten Männern ihre Besoldungen bis auf 2500 Thl. für jeden zu erhöhen. Endlich ist bei Organisation der Section festgesetzt worden, dass ich mich bis zu definitiven Organisationen der andern Sectionen des Ministerii des Innern

mit dem beschränkten ehemaligen Subaltern-Personale in seinem vorigen Besoldungsverhältnisse begnügen wolle, um, wenn dieser Punkt bei den andern Sectionen regulirt würde, diesen gleich gesetzt zu werden. Billigkeit und Pflicht aber gegen die Subalternen meiner Sectionen, unter welchen vorzüglich die Canzellisten mit musterhafter Arbeitsamkeit bei einem sehr beschränkten Personale sogar den grössten Theil der Arbeiten der Medicinal-Section mit besorgen, nöthigen mich Ew. Excellenz zu ersuchen: meine Section hierin nicht andern Sectionen nachstehen, sondern sie, wenn die Angelegenheit bei den andern Sectionen schon in Richtigkeit gebracht und neue Besoldungssätze eingeführt seyn sollten, in die gleichen Vortheile geneigtest eintreten zu lassen.

Berlin, den 14ten May 1810.

v. Humboldt.

An die
Königl. Wirkl. Geheimen Staatsminister Herren
Freiherrn v. Altenstein und Grafen zu Dohna
Excellenzien.

LII.—LVIII. *Zur Gründung der Universität Berlin.*

In seinem Berichte an den König vom 24. Juli 1809 (s. o. No. XXIX) hatte Humboldt schließlich den Vorschlag gemacht, das jährliche Einkommen der Universität durch Verleihung von Domänengütern zu sichern und den Ausfall durch Einziehung katholisch-geistlicher Güter in Schlesien und Westpreußen zu decken. Durch die Cabinettsordre vom 16. August 1809 wurden seine Anträge bewilligt: Den vereinigten Anstalten soll „an benachbarten Domainen-Gütern so viel verliehen werden, als erforderlich ist, um ein reines Einkommen von 150000 Thlrn. jährlich zu gewähren“; der Vertheilungsplan der Güter wird vorbehalten; die Minister haben mit einander zu erwägen, „wie eine solche Domainen-Verleihung auf die sicherste, der Landesverfassung angemessenste und der Universität vortheilhafteste Weise eingeleitet werden kann“; dann ist die Urkunde auf bestimmte Domainen auszufertigen und deren Administration anzuordnen. — Zur Durchführung der Kabinettsordre traten Altenstein, Beyme, Humboldt, die Staatsräte Wilkens und Friese und der Geheime Justizrat Albrecht am 28. August 1809 zu einer Konferenz zusammen; sie beschloß: die Domainensektion wählt die Güter aus der Zahl der den Ständen nicht verpfändeten kurmärkischen Ämter; insofern die zu säkularisierenden Güter an Stelle der Domänen treten, soll die Überlassungsurkunde ausgefertigt werden; auf die geistlichen Güter selbst soll die Anstalt unmittelbar nicht verwiesen werden, da die Einziehung derselben schwierig ist; die Oberadministration wird von der Sektion für Domänen geleitet, das Dar-

lehen als Staatsschuld behandelt, die Berechnung mit dem 1. September begonnen; wegen der Säkularisation bleibt das weitere vorbehalten. Durch diese Beschlüsse waren Humboldts Anträge eingeengt, fast beseitigt, denn sie verkürzten die Einkünfte, beschränkten die freie Verfügung, und vernichteten den Dotationsentwurf, insofern die geistlichen Güter nicht wirklich eingezogen wurden. Der Geh. Staatsrat Stägemann, der Geh. Legationsrat v. Raumer, der Geh. Justizrat Albrecht sahen in der Bewilligung eine Verletzung des neuen Hausgesetzes, nach dem Domänen nur im Fall der Not und zur Schuldentilgung veräußert werden sollten. Gegen diese Einwände richtete Humboldt am 9. Mai 1810 eine Denkschrift an Dohna (Nr. LII). Am 14. Mai 1810 trat das Staatsministerium zusammen und beschloß, als der Großkanzler v. Beyme hervorhob, da keiner von den im Domänengesetz bezeichneten Fällen eingetreten sei, könne die Bewilligung von Domänen nur bei Änderung des Gesetzes erfolgen und diese nur mit Genehmigung der Stände vor sich gehen; der Universität zwar kurmärkische Domänen mit den beantragten Einkünften zu überlassen, doch so, daß sie Domänen bleiben, die Ausführung aber vorzubehalten, bis der Ersatz aus geistlichen Gütern nachgewiesen sei. Dieser Beschluß gab Humboldt Anlaß zur Denkschrift vom 21. Mai (No. LIII). Blieb die finanzielle Frage vorläufig noch offen, so drängte er doch auf Eröffnung zum Michaelistermin 1810 und richtete deshalb am 23. Mai 1810 seinen Generalbericht an den König mit einem Begleitschreiben an Dohna (No. LIV und LV). Das letzte, was er vor seinem Ausscheiden aus diesem Amte für die Universität noch tun konnte, war die Einsetzung einer Kommission für ihre Einrichtung (No. LVI) und die Abfassung zweier Schreiben an Hardenberg (No. LVII und LVIII), dem er seine Schöpfung ans Herz legte.

LII. Denkschrift an Dohna zur Widerlegung der Einwände gegen die Dotation. 9. Mai 1810.

(Eigenhändiges Konzept in den Akten des Kultusministeriums, oben das Datum 10. Mai, bei der Unterschrift 9. Mai; gedruckt bei Köpke, Die Gründung der Königlichen Friedrich-Wilhelm-Universität zu Berlin, S. 199f., No. 26.)

An den p. Grafen zu Dohna Excellenz.

Aus dem Ew. Excellenz verehrlichem Schreiben vom 8. huj. beigefügten und anbei zurückerfolgenden pièçen habe ich mit lebhaftem Vergnügen die Theilnahme ersehen, welche ausser Ew. Exc. auch des Hrn. Finanz-Ministers und Grosskanzlers Excellenzien an der Realisirung der von Sr. Königlichen Majestät den hiesigen wissenschaftlichen Anstalten verheissenen Dotation in Grundeigenthum geneigtest bewiesen haben.

Des Herrn St.Min. Frh. von Altenstein Excellenz bemerken sehr richtig, dass in dem Gutachten des Hrn. G. St.R. Staegemann wohl nur der rechtliche Gesichtspunkt grössere Aufmerksamkeit verdient. Der Vortheil, wissenschaftlichen Instituten Grundeigen-

thum zu geben, ist evident und bei der Abtragung der Staatsschulden können die wahrlich dafür sehr unbedeutenden katholisch-geistlichen Güter auch nicht in Betrachtung kommen.

Nach angestellter reiflicher Ueberlegung möchte ich jedoch auch behaupten, dass selbst die rechtliche Seite noch eine Ansicht erlaubt, die, wie es scheint, weder Hr. G. O.J.R. Albrecht noch Hr. v. Raumer gefasst haben.

Der Vorschlag, die Domainen bloss für das Quantum der von der Akademie der Wissenschaften abgetretenen eignen Einkünfte zu bestimmen, und gegen Ueberweisung derselben an den Staat zu überlassen, halte auch ich für rechtlich unstatthaft. Die Masse der Königlichen Domainen wird dadurch wirklich verringert und das Geld, um welches sie verringert wird, erhält nicht die Bestimmung der Abtragung der Staatsschuld. Die Summe dagegen, welche der Staat empfängt, kann nicht als Capital-Eigenthum desselben gelten und z. B. hypothekarische Sicherheit gewähren.

Dagegen kann ich nicht der Meinung seyn, dass der § 3 c. des Hausgesetzes (das ich indess freilich nur aus den Allegaten, da ich es selbst nicht gesehen, beurtheilen kann) auch dem Vorschlag entgegenstehe, an die Stelle der den Instituten zu gebenden Domainen gleich viel geistliche Güter zu setzen.

Hr. v. Raumer und Albrecht scheinen in ihrem Raisonnement von der Idee ausgegangen zu seyn, dass dies ein Tausch, ein Tausch aber eine Veräusserung und eine Veräusserung im Hausgesetz nur zu dem einzigen hier nicht eintretenden Zwecke verstattet sey.

Alleln die von des Hrn. Grosskanzlers Excellenz persönlich im Anhang-Protocoll vom 28. Aug. pr. § II geäusserte Ansicht der Sache, dass

> die zu saecularisirenden geistlichen Güter an die Stelle der Domainen treten, scheint mir bei weitem die richtigere, und diesem kann das Hausgesetz nicht entgegen seyn. Das Hausgesetz will bloss, dass die Masse der Domainen nicht verringert werde. Eingezogne geistliche Güter sind nichts anderes als Domainen. Die Absicht des Hausgesetzes wird also ebensowohl erreicht, wenn man ein Aequivalent schon jetziger Domainen, als wenn man die saecularisirten Güter weggiebt. Denn nur der complexus aller Domainen hat Interesse für das Hausgesetz, nicht ob dieses oder jenes Gut darin begriffen sey.

Es liegt auch am Tage, dass bei Abfassung jenes Paragraphen des Hausgesetzes an diesen Fall gar nicht gedacht worden ist, und dieser auch mithin durch denselben nicht ausgeschlossen genannt werden kann. Denn der cit. § spricht gleich von der Verwendung des Kaufgeldes, und man hat also nur dabei eine Veräusserung gegen Geld im Sinn gehabt. Hier aber, wo eine Domaine (die erst ein geistliches Gut war, und also nicht zu dem gehörte, von dem das Hausgesetz redet) an die Stelle einer andern tritt, ist gar nicht von Kaufgeld und nicht von Verwendung desselben die Rede. Es geht eigentlich gar keine Veräusserung am Domainen-Vermögen des Staates vor, und wird nur ein Gut einem andern substituirt, um Domaine zu sein.

Das Einzige, worauf es hier noch ankommen könnte, wäre nur, dass vollkommenes Aequivalent da wäre, und hier freilich muss man gestehen, dass dies solange wenigstens als die Saecularisation nur projectirt, nicht vollzogen ist, nicht der Fall ist.

Wären also wirklich so viel saecularisirte Güter vorhanden, als die Revenuen von 150000 Thlrn. betragen, so würde mir das Hausgesetz nicht entgegen zu stehen scheinen.

Wie aber die Lage der Sache ist, so sind sie für den Augenblick wirklich nicht vorhanden, denn die Schlesischen allein geben diesen Ertrag nicht, und die protestantischen, wenn man auch voraussetzen darf, dass Se. Majestät der König dieselben mit zu diesem Endzweck zu bestimmen geruhen wollten, sind wenigstens nur, wenn ihre jetzigen Nutzniesser nach und nach abgehen, erst disponible.

Bei dieser Lage der Umstände scheint mir noch ein von Hrn. G. O.J.R. Albrecht angedeutetes Hülfsmittel vorhanden zu seyn.

Es kann wohl keinem Zweifel unterworfen seyn, dass Se. Majestät der König, so wie Sie die Unveräusserlichkeit der Domainen haben aufheben können, ebenso auch durch ein neues Familiengesetz in dem jetzigen Abänderungen auf eine ihren Thronfolger bindende Weise vornehmen können.

Würde die Schenkungsurkunde mit allen schon beim Hausgesetz beobachteten Förmlichkeiten vollzogen, so wäre sie selbst dadurch ein neues Hausgesetz.

Durch eine solche mit solchen Förmlichkeiten vollzogne Schenkung könnten wohl die Domainen auch pure und ohne Substitution von andern Gütern veräussert werden.

Hielte man es aber der Würde des Königs und dem Credit des Landes unangemessen, das jetzige Hausgesetz gleich wieder zu verändern, so könnten auch Se. Majestät die allmählige Einziehung so vieler geistlicher Güter als die Revenue beträgt und die Verwandlung derselben in Domainen in der Urkunde selbst festsetzen. Die Bestimmungen des Hausgesetzes litten alsdann nur in der Zwischenzeit, und dass auch von dieser Seite die Urkunde nicht angegriffen werden könnte, davor würde dieselbe durch ihre dem Hausgesetze selbst gleiche Förmlichkeiten geschützt.

Was aber die katholisch-geistlichen Güter, und namentlich die Schlesischen betrifft, so muss ich frei gestehen, dass ich selbst nicht wünschen kann, dass die Dotation auf diese Weise, besonders allein aus ihnen geschehe. Grade im Universitäts-Wesen werden Katholiken und Protestanten noch sehr lange geschieden bleiben, und es ist nicht zu leugnen, dass das katholische Schulwesen und namentlich die Universität Breslau über Ungerechtigkeit klagen könnte, wenn diese Güter mit Vorübergehung ihrer, auschliesslich auf Berlin verwendet würden. Auf keinen Fall aber müsste mehr als ein geringer Theil, höchstens nach Verhältniss der Provinz zum ganzen Staat, davon genommen werden.

In Rücksicht der protestantischen Stifter und des Johanniter-Ordens sey es mir, da man einmal dies zur Sprache gebracht hat, erlaubt, noch eine Bemerkung zu machen. Wenn diese Institute dem Staate die Summe von 150000 Thlr., die er sonst auf wissenschaftliche Institute verwenden würde, abnähmen, so könnte hinwiederum der Staat dieselbe Summe, wenn er sie für nöthig hielte, auf Belohnung des Verdienstes durch Gnadengehalt wenden, und die Grossmuth Sr. Majestät des Königs könnte weit freier und ungebundener diese Gnadenbezeugungen austheilen als jetzt.

Auf jeden Fall käme es ja denn auch jetzt nur auf die Beschliessung der Einziehung an. Die Einziehung selbst hinge immer von Sr. Majestät dem Könige ab, und käme auch rechtlich nur dann erst in Betracht, wenn es einmal wichtig wäre, die ganze Masse der Domainen disponible zu haben.

Ich kann diesen Gegenstand nicht verlassen, ohne Ew. Ex. und durch dieselben dem ganzen Staats-Ministerio die Universität in Berlin noch einmal auf das allerdringendste zu empfehlen.

Ich bin in mir lebendig überzeugt, dass das hiesige wissenschaftliche Gesammt-Institut, nicht bloss in sich vortrefflich sondern einzig in seiner Art werden, und dass es in der jetzigen auch für

die Wissenschaften gefährlichen Zeit die deutsche Litteratur für sich allein zu erhalten vermag. Schon die Eigenthümlichkeiten, eine Universität mit einer Akademie zu verbinden, die ich in dem ausgearbeiteten Organisations-Plan vorzüglich zu benutzen gesucht habe, zeichnet es auf eine merkwürdige Weise aus. Es kommt nur darauf an, es wirklich nunmehr zu gründen und zu sichern.

Zur Sicherung kann der Staat nichts besseres thun, als ihm seine Einkünfte in Grundeigenthum anzuweisen. Nicht bloss in Hinsicht auf Fälle, die auch nur als möglich gedacht, jeden irgend patriotisch Gesinnten so tief ergreifen müssen, dass er selbst gegen bloss literarische Institute und gegen diese gleichgültig werden könnte, sondern auch an sich ist eine vom Staat herrührende, aber von den Gesinnungen der jedesmaligen Regierenden unabhängige Dotation eines wissenschaftlichen Institutes im höchsten Grade erspriesslich. Sie giebt ihm mehr Selbstständigkeit, mehr innere Würde, und grösseres Vertrauen beim Ausland.

Eine andere innere Sicherung wird sich das Institut selbst schaffen, und ich kann behaupten, dass hierzu schon jetzt ein Grund gelegt ist. Es wird nämlich von seinem ersten Anfange an eine hinreichende Anzahl von Männern umfassen, die mit vorzüglicher Liebe für ihre Wissenschaft arbeiten, mit grossen Hofnungen sich dieser Anstalt widmen, und eine ehrenvolle Freude darin finden, sich, wie sie es in der That sind, mit als Gründer derselben zu betrachten. An diese werden sich bald andere anschliessen, und da keine Regierung so sehr als die Preussische, Gelehrte immer mit ächter nicht geheuchelter Liberalität behandelt hat, so wird man anderwärts selbst glänzendere Aussichten verschmähen, um hierher zu kommen.

Allein es ist auch unumgänglich nothwendig, die Universität nun wirklich zu eröfnen, und um Michaelis die Vorlesungen beginnen zu lassen. Dass dies mit der medicinischen, juristischen und philosophischen Facultät möglich ist, dafür stehe ich Ew. Exc., wenn ich die Disposition über die noch nöthigen Mittel erhalte, ein. Mit der theologischen Facultät und den kameralistischen Wissenschaften könnte es eher schwierig seyn.

Die Nothwendigkeit des Anfangs liegt am Tage. Im gegenwärtigen Augenblick ist die Aufmerksamkeit Deutschlands auf das Institut gerichtet. Studirende fragen an, ob sie kommen können, oder weilen bereits hier. Dieser Eifer erkaltet, man hält das

Ganze für ein aufgegebnes Project, wenn länger gezögert wird. Selbst ein unvollkommener Anfang wäre besser als Aufschub.

Auch ist nie ein Zeitpunkt der Gründung einer neuen Universität so günstig gewesen. Alle Universitäten haben gegenwärtig gelitten: kaum Eine hat über 600 Studirende; Lehrer und Schüler sind bereiter als je sich nach einem neuen Sitze des höhern Unterrichts zu wenden. Im Königreich Westphalen ist man allgemein zu der Ueberzeugung gekommen, dass die Regierung niemals den wahren deutschen Begriff einer Universität hinlänglich auffassen wird, um diesen Instituten Genüge zu leisten. In Baiern zerstören alberne Zänkereien das wenige kaum gestiftete Gute. Oesterreich und Sachsen haben gezeigt, dass sie diesen Zeitpunkt für ihre Universitäten zu benutzen weder Geschick noch Lust haben. Ueberdies sind in Göttingen, Kiel und Heidelberg aus verschiedenen Ursachen Unzufriedenheiten unter den Studierenden entstanden; Jena kann nicht aufkommen, da der Herzog von Weimar alles Interesse daran verloren hat; Halle ist durch Reils Abgang in der einzigen Fakultät zersört, die noch da einigermassen blühte.

Ich würde durchaus meiner Pflicht entgegenhandeln, wenn ich einen solchen Moment versäumte, und nicht Sr. Majestät dem König dringend vorstellte, was jetzt zu thun ist.

Ich kann und muss es um so mehr, als ich im Stande bin, mit Thatsachen zu beweisen, dass das noch nicht einmal gegründete Institut grosses Vertrauen in Deutschland gewinnt. Noch keiner, an den der Ruf hierher ergangen ist, hat ihn ausgeschlagen; Reil und Savigny haben sehr gute Lagen verlassen, und allen Anerbietungen ihrer Regierung widerstanden. Mehrere Gelehrte, die ich jetzt nicht zu berufen rathsam finde, haben mir selbst erklärt, dass sie gern kommen würden, und unter diesen einige, die nachher an sie für Halle ergangene Rufe ausgeschlagen haben. Hugo kommt nach seinen letzten Aeusserungen höchst wahrscheinlich, wenn er sich irgend vor Verlust in Einkünften gedeckt halten kann. Kielmeyer in Tübingen, von dem fast alle guten neuen physiologischen Ideen herstammen, und der seit Jahren Rufe nach fast allen grossen Universitäten, neuerlich auch nach Halle ausgeschlagen hat, hat sich in Absicht Berlins, ohne noch einmal officiell befragt zu seyn, so erklärt, dass sein Kommen sehr wahrscheinlich wird. Schon jetzt denn hat die noch nicht gegründete Universität an Wildenow, Klaproth, Karsten, Rudolphi,

Reil, Hufeland, Fichte, Tralles, Eytelwein, Oltmann, Erman, Wolf, Savigny eine Anzahl von Männern, die man billigerweise wenigstens den Ersten ihrer Fächer beizählen muss, wie kaum eine andere Universität aufweisen kann.

Es wird aber allerdings nothwendig seyn, noch eine nicht unbeträchtliche Summe zur Disposition zu stellen, wenn die Eröfnung der Universität wirklich geschehen soll, und ich fühle, wie peinlich es ist, diese in den gegenwärtigen Umständen in Antrag zu bringen.

Allein man muss auch nicht vergessen, selbst nach aussen die innere Wichtigkeit des Institus in Erwägung zu ziehen:

> dass der Preussische Staat jetzt wirklich keine Universität hat, die allgemein, zugleich gern und mit Vertrauen besucht würde, da Königsberg zu entfernt ist, und Frankfurth immer grosse Mängel behalten wird, dass also immer viele junge Leute regelmässig in's Ausland gehen, wenige aber von dort hierher kommen werden, mithin eine neue Universität nicht Luxus, sondern Bedürfniss ist;
>
> dass das auf die Universität gewendete Geld sämmtlich wieder im Lande verzehrt wird, und der grössere Verkehr durch dieselbe in Berlin, da man gewiss ohne Irrthum auf 1000 und lauter nicht ganz unvermögende Studierende zählen kann, selbst für die Stadt in allem Betracht wohlthätig ist;
>
> dass gegen die anderen Bedürfnisse des Staates selbst die ganze Summe von 150000 Thlrn., geschweige denn die jetzt vielleicht nothwendige von 25000 Thlrn. nicht so gross zu nennen ist, dass wenn jene befriedigt werden, diese nicht aufzubringen wäre;
>
> und endlich dass der Preussische Staat kein anderes Mittel mehr hat, und kein Staat ein edleres haben kann, sich auszuzeichnen und hervorzuthun, als liebevolle Beförderung der Wissenschaft und Kunst, und dass daher selbst politisch, da Achtung beim Auslande das ist, worauf ein Staat immer zuerst zu sehen hat, auch eine unverhältnissmässige Verwendung der Staats-Kräfte auf diesen Endzweck gerechtfertigt werden kann. Es kommt nur immer darauf an, nichts unnütz zu verwenden, und dafür glaube ich dem König in meiner Parthie bei den neuen Ver-

wendungen (denn die alten lassen sich nicht immer gleich weder übersehen noch abändern) einstehen zu können.

Indem ich Ew. Exc. wegen der Weitläufigkeit dieses Schreibens recht sehr um Verzeihung bitte, muss ich dieselben gehorsamst ersuchen, dasselbe schleunigst auch zur Kenntniss des Hrn. Finanz Ministers und Grosskanzlers Excellenzen zu bringen.

Berlin, d. 9. Mai 1810.

Humboldt.

LIII. Gegenvorstellung an Dohna gegen den Beschluss des Staatsministeriums über die Dotation der Universität Berlin. 21. Mai 1810.

(Konzept in den Akten des Kultusministeriums, gedruckt bei Köpke a. a. O. S. 204f. No. 28.)

An des Herrn Grafen zu Dohna Excellenz.

Aus dem mir durch Ew. E. unterm 16. huj. geneigtest mitgetheilten Conferenz-Protokolle des Staats-Ministeriums vom 14. huj. habe ich ersehen, dass mein in Absicht der Dotation der hiesigen Universität gemachter Vorschlag darum Schwierigkeit gefunden hat, weil bei einer Schenkungs-Urkunde, welche dem Hausgesetze an Kraft gleich seyn sollte, ebenso wie bei diesem auch die Stände zugezogen werden müssten. Dieser Umstand war mir zwar gleichfalls nicht entgangen, allein ich hielt ihn durch die im Voto des Herrn G. O. J. R. Albrecht enthaltene Bemerkung, dass die Zu ziehung der Stände nicht nothwendig sey, für beseitigt. Bei der jetzigen Lage der Sache scheint in der That nichts übrig zu bleiben, als entweder die Stände wieder zuzuziehen (eine Massregel die ich selbst nur bei Benutzung eines günstigen Zeitpunkts rathsam halten kann) oder darauf Verzicht zu thun, die Königliche Zu sicherung, die hiesigen wissenschaftlichen Anstalten mit wahrem Eigenthum in Landgütern zu dotiren, zu erfüllen.

Jedoch kann ich nicht umhin Ew. E. und des Herrn Grosskanzlers Excellenz noch einmal die Untersuchung des Punktes dringend zu empfehlen, ob wirklich, wie mir nicht scheint, nach den Grundsätzen des Preussischen Staats-Rechts, die Zuziehung der Stände durchaus nothwendig seyn sollte. Wäre die Entscheidung auch nur zweifelhaft, so wären doch diese Anstalten immer mehr durch eine Schenkungs-Urkunde, gegen die auch künftig

einmal allenfalls dieser Einwand erhoben werden könnte, gesichert, als wenn sie schlechterdings keine Urkunde aufzuweisen haben. Auch könnte die Zuziehung der Stände immer nachträglich geschehen.

Was für die Universität wichtig ist, sind offenbar die zwei Punkte:

1. dass die Güter, aus welchen ihre Einkünfte fliessen, wirklich ihr rechtmässiges und völliges Eigenthum seyen;

2. dass die Einkünfte unmittelbar von den Domainen-Pächtern in die Universitäts-Casse gezahlt werden.

So wohlthätig schon, wenn je ungünstige Ereignisse eintreten sollten, die letztere Einrichtung für sich seyn würde, so bleibt es immer gewiss, dass um ein wichtiges und grosses Institut gänzlich sicher zu stellen, die erstere hinzukommen muss.

Wäre es indess unvermeidlich von diesem Punkte für jetzt abstrahiren zu müssen, so würde ich im Gefolge des Antrags Sr. Excellenz des Hrn. Gross-Kanzlers folgende jetzt zu treffende Modalitäten vorschlagen:

1. Se. Maj. der König bestimmten die Domainen-Güter von dem reinen Ertrage von 150000 Thlrn., welche den wissenschaftlichen Anstalten angewiesen werden sollen;

2. Allerhöchstdieselben verfügten, dass die Verwaltung dieser Güter durch die Kurmärkische Regierung unter den im Conferenz-Protocoll vom 28. Aug. pr. angegebnen Bestimmungen besorgt, allein

3. die nun schon baar angewiesenen und noch anzuweisenden (und nicht als Staats-Schuld behandelten) Einkünfte unmittelbar von den Domainen an den Rendanten der Institute, Kriegsrath Schröder, gezahlt werden sollen;

4. S. K. Maj. setzten die Art fest, wie der nicht baar angewiesene Theil der Einkünfte als Staats-Schuld einzuzeichnen seyn wird.

5. Allerhöchstdieselben stellten eine von dem gesammten Staats-Ministerio contrasignirte, mit den möglichsten Förmlichkeiten versehene Erklärung aus, dass Sie den hiesigen, wissenschaftlichen Anstalten die ausgewählten Domainen-Güter zu ihrer Dotation anwiesen, die erwähnten Bestimmungen über die Verwaltung und Zahlung unabänderlich festsetzten, und ausdrücklich versprächen, sobald der schickliche Zeitpunkt dazu einträfe, über die genannten Güter eine allen Bedingungen, unter denen Domainen veräussert

werden können, Genüge leistende Schenkungs-Urkunde wirklich auszustellen.

Nach Massgabe der Umstände könnte alsdann diese Urkunde früher oder später in der That ausgefertigt werden.

Mehr wüsste ich in der jetzigen Lage der Sache, und nach den mir von Ew. E. mitgetheilten Umständen nicht zur Sicherung der hiesigen, wissenschaftlichen Anstalten zu thun.

Meinen Bericht an Se. Maj. den König über die Eröfnung der Universität zu Michaelis werden Ew. E. in wenigen Tagen empfangen.

Berlin, d. 21. Mai 1810.

Humboldt.

LIV. Generalbericht an den König. 23. Mai 1810.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums, Abschrift im Geh. Staatsarchiv; gedruckt bei Köpke a. a. O. S. 205ff. Nr. 29.)

Die mir im verwichnen Herbst von E. K. M. aufgetragnen, vorläufigen Veranstaltungen zur Errichtung der hiesigen Universität sind gegenwärtig so weit gediehen, dass ich es wagen darf, Allerhöchstdenselben von dem Geschehenen Rechenschaft abzulegen und genöthigt bin, E. K. M. höchste Autorisation zu den fernern noch nöthigen Schritten erfurchtsvoll zu erbitten.

Die hiesigen höheren wissenschaftlichen Anstalten sollen aus drei selbständigen Theilen, den Akademien, der Universität und den Hülfs-Instituten bestehen, und es kam also zuerst darauf an einen Plan zu ihrer zweckmässigen Verbindung zu entwerfen. Dieser ist, seinen Hauptideen nach, angefertigt, und erwartet nur noch in seinen einzelnen Theilen von den vorzüglichsten Gelehrten, welche bis zur Eröfnung der Universität hier gegenwärtig seyn werden, geprüft und berichtigt zu werden, um ihn E. K. M. in seiner Vollständigkeit vorzulegen.

Bei der Verbindung der Akademie der Wissenschaften mit der Universität kam es vorüglich darauf an, jedes dieser beiden Institute auf die ihm eigenthümliche Weise zu einem gemeinschaftlichen Zwecke wirken zu lassen und sie dadurch, verbunden, zu einer Anstalt zu machen, wie man gegenwärtig keine andere aufweisen kann. Dies darf man zu erreichen hoffen, wenn beide Institute zwar mehrere gemeinschaftliche, aber auch einige be-

sondere Mitglieder haben, wenn, indem die Akademie ihre neuen Mitglieder E. K. M. nach freier Wahl zur Bestätigung vorschlägt, und die Universität die ihrigen auf Vorschlag der Section des öffentlichen Unterrichts erhält, alle Partheilichkeit und Einseitigkeit in den Anstellungen bei den wissenschaftlichen Instituten vermieden wird, wenn die Akademie ihre Zwecke vorzüglich als Gesellschaft verfolgt, indess die Lehrer der Universität mehr jeder ihren Weg für sich gehen, und endlich die Akademie ganze Reihen wissenschaftlicher Untersuchungen, zu welchen es den Universitätslehrern an Zeit und freier Musse fehlt, theils durch besondere Adjuncten nach Aufträgen, bei denen auch die Universität concurrirt, über nimmt.

Die Akademie der Wissenschaften hat einen ausführlichen Plan zu ihrer neuen Organisation entworfen, welchen die Section des öffentl. Unterr. E. K. M. mit ihren Bemerkungen vorlegen wird. Es wird dabei vorzüglich darauf ankommen, die eigentlich organischen Gesetze mehr zu vereinfachen, und von ihnen dasjenige zu trennen, was mehr in ein blosses inneres Reglement gehört. Durch die Ernennung von vier Classen-Sekretairen hat die Akademie schon jetzt beträchtlich an Thätigkeit und innerm Leben gewonnen; durch die Wahl von den Professoren Illiger, Rudolphi, Oltmanns und Gauss, die bis auf den letzteren, bereits alle die erhaltene Berufung angenommen haben, wird ihre Wirksamkeit noch mehr wachsen, und vielleicht wird es dann möglich seyn einige Mitglieder, welche ihr Alter oder eine einmal entschieden genommene Richtung ihrer Studien in die gemeinsame Thätigkeit gehörig einzugreifen hindert, ohne Verlust an äussern Vortheilen, in den verdienten Ruhestand zu versetzen.

Für die innere Einrichtung der einzelnen Fakultäten der Universität habe ich durch Gelehrte aus denselben bereits zum Theil Aufsätze ausarbeiten lassen und fahre damit noch jetzt fort. Bei dem eigentlichen Statute derselben wird es gut seyn, die Erfahrungen der Männer zu benutzen, die bis zur Bekanntmachung desselben sich noch hier einfinden werden.

Die wissenschaftlichen Institute werden dergestalt unter die Aufsicht der Section gestellt, dass dieselbe sie der Benutzung der Akademie und Universität offen halten, und die Rathschläge beider zu ihrer Verbesserung benutzen kann. Die Reglements für jedes einzelne müssen zunächst ihre besonderen Aufseher entwerfen. Durch die Sammlungen, welche E. K. M. bereits besassen, und

den neulich gewonnenen Zuwachs ist übrigens ein schöner Grund zu diesen Instituten gelegt, und sie können nun allmählig und grossentheils ohne Ankauf, bloss durch eignes Sammeln und Arbeiten erweitert werden.

Auf diese Weise lässt sich mit Recht hoffen, dass diese Institute, vereinigt nach einem Plane, bei dem in jedem einzelnen Theile eigenthümliche Kenntnisse von Einem Gesichtspunkte aus benutzt werden, ein grosses und schönes Ganzes bilden werden.

Allein der Mittelpunkt desselben, dasjenige, von dem eigentlich Alles abhängt, ist die Universität und ihr Emporkommen. Unmittelbar dem Unterricht und der Bildung der Jugend gewidmet, giebt sie auch erst den Arbeiten der Akademie das wahre Leben und die gehörige Brauchbarkeit, und die wissenschaftlichen Institute gewähren nur, von Vielen besucht, bedeutenden Nutzen.

Mit Vertrauen nun darf ich behaupten, dass mich Alles zu der Hofnung berechtigt, dass dieselbe, so wie E. K. M. mir zu befehlen geruhen, in den Einrichtungen zu derselben fortzufahren, bald und glücklich zu Stande kommen wird. E. K. M. sind die Männer bekannt, die bis jetzt den Ruf hierher angenommen haben, und zu denen ich nunmehr noch den v. Savigny, der gegenwärtig seinen Abschied in Baiern erhalten hat, rechnen kann. Von den andern Gelehrten, die man zu den ersten ihres Fachs in Deutschland rechnen kann, dem Theologen Schmidt in Giessen, dem Juristen Hugo in Göttingen und dem Mediziner Kielmeyer in Tübingen, ist es nach ihren Briefen wahrscheinlich, dass sie, wenn ein Ruf an sie ergeht, demselben folgen werden. Dies verbunden mit mehreren andern Umständen beweist, dass die Ueberzeugung in Deutschland herrschend ist, dass Wissenschaft und Kunst, und diejenigen, welche sich ihnen widmen, nirgend mit einem so liberalen und humanen Geist behandelt werden, als von E. K. M., dass man gern jeden andern Wohnort mit E. K. M. Staaten vertauscht, und schon darum zu einer neuen, von E. K. M. errichteten Anstalt festes und unbedingtes Vertrauen hegt.

Sind die Aussichten von Seiten zu berufender Lehrer schon aus diesem Grunde erwünscht, so kommt noch hinzu, dass vielleicht in keinem Augenblick zufällige Umstände so sehr die Errichtung einer neuen Universität begünstigten, als in dem jetzigen. Denn fast alle Universitäten haben mehr oder weniger gelitten. Im Königreich Westphalen ist die grösstentheils französische Regierung zu wenig mit dem Geist dieser ächt deutschen Anstalten

vertraut, als dass sie unter ihr gedeihen könnten; in Baiern haben unglückliche Religions- und National-Streitigkeiten das angefangne Gute wieder unterdrückt, und in Sachsen ist man nicht thätig genug, um etwas Bedeutendes zu wirken. Auch Studierende sind daher mehr, wie sonst, geneigt, diese Universität mit einer neuen zu vertauschen.

Soll indess dieser seltene Zeitpunkt nicht unbenutzt verstreichen, soll der Antheil, welchen man jetzt an der zu errichtenden Universität nimmt, nicht erkalten, soll sie nicht wie ein blosses Project betrachtet werden, dessen Ausführung noch immer zweifelhaft bleibt, so ist es dringend nothwendig ihre Eröfnung sobald als möglich, und schon um Michaelis dieses Jahres zu veranstalten. Denn es ist wirklich alsdann schon ein Jahr verflossen, seitdem E. K. M. die Errichtung auf's Neue zu beschliessen geruhten.

Allerdings zwar würde dieser Zeitpunkt zu kurz seyn, wenn von der feierlichen Einrichtung, welche die Vollendung der ganzen Anstalt voraussetzt, die Rede wäre. Allein es ist hinreichend, wenn in diesem Zeitpunkte nur Promotionen vorgenommen, ja wenn nur in allen vier Fakultäten eine hinreichende Anzahl von Vorlesungen eröfnet und in der Form eines akademischen Lections-Cataloges bekannt gemacht werden können, und dies ist ohne Bedenken möglich, wenn E. K. M. mir neue Vollmacht zu ertheilen geruhen, dazu die nöthigen Schritte zu thun.

Freilich werden diese Schritte einigen neuen Aufwand voraussetzen. Allein E. K. M. haben bereits die Gnade gehabt den hiesigen wissenschaftlichen Anstalten eine in jeder Hinsicht hinreichende Summe auszusetzen, die schon jetzt als Staatsschuld behandelt wird, und es kommt nun darauf an, dasjenige davon, dessen man nach und nach bedarf, wirklich auszahlen zu lassen, und nur wenige Ausgaben dürften sich von Seiten ihrer Nützlichkeit und Wichtigkeit so sehr wie diese, rechtfertigen.

Denn sollen nicht die meisten Unterthanen E. K. M. gezwungen seyn, auswärtige Universitäten zu besuchen, so ist die Errichtung einer neuen inländischen unumgänglich nothwendig, da Königsberg, so sehr es sich schon gehoben hat, und durch Fremde aus Russland noch heben kann, doch zu entfernt liegt und Frankfurth in wahrhaft glänzenden Zustand zu bringen, wenn es auch möglich wäre, viel grösseren Aufwand als Berlin erfordern würde.

Nach der Grossmuth, mit welcher E. K. M. die hiesige Universität sowohl mit Fonds, als mit Gebäuden ausgestattet haben,

nach dem Reichthum der schon hier vorhandnen Sammlungen, nach der Lage des Ortes selbst, endlich bei der Verbindung einer Universität mit einer Akademie ist es Pflicht der Unterrichtsbehörde, dahin zu streben, dass die hiesige Anstalt durchaus etwas Anderes, als eine blosse Landes-Universität werde. Ihr ganzer Zuschnitt muss sich von Anfang an darnach richten, und es ist*) alsdann wohl zu hoffen, dass die Anzahl der Studierenden hier bedeutend werden wird.*) Geht diese Hofnung endlich in Erfüllung, so muss die neue Lehranstalt nothwendig auch den Wohlstand Berlins bedeutend vermehren; vom ersten Anfange an thut sie dies in einigem Maasse, und immer kehrt alles Geld, was auf dieselbe verwandt wird, beständig in die Circulation zurück und wird ausschliesslich im Lande verzehrt.

Der höheren und wichtigeren wohlthätigen Folgen der hiesigen Universität, der durch sie noch mehr zu verbreitenden geistigen und sittlichen Bildung, des Einflusses, den sie auf das ganze Gebiet der Wissenschaften gewinnen kann, der Achtung die sie dem preussischen Staate fortdauernd erhalten muss, des Schutzes endlich, welchen E. K. M. durch sie der gesammten deutschen Sprache und Litteratur gewähren, deren Erhalter E. K. M. in einem Zeitpunkte werden, wo Vieles ihr unausbleibliches Verderben droht, brauche ich vor E. K. M. nicht ausführlicher zu erwähnen. Nur die einzige Bemerkung sey mir erlaubt, dass ein Staat wie ein Privatmann immer gut und politisch zugleich handelt, wenn er in einem Augenblick, wo ungünstige Ereignisse ihn betroffen haben, seine Kräfte anstrengt irgend etwas bedeutend Wohlthätiges dauernd für die Zukunft zu stiften, und es an seinen Namen anzuknüpfen.

Diese Gründe und die ganze hier geschilderte Lage der Umstände rechtfertigen, wie ich mir schmeichle, meinen ehrfurchtsvollen Antrag,

> dass E. K. M. geruhen mögen mir zu erlauben, in der Organisation der hiesigen Universität mit Berufung neuer Lehrer und Einrichtung der nothwendigen Anstalten weiter

---

**) Gestrichen: „mit Grund vorauszusetzen, dass sie mit der Zeit, und für die medicinische Facultät in sehr kurzer Zeit der Sammelplatz aller derer werden wird, die auf ihre wissenschaftliche Bildung irgend mehr Mittel anwenden können. Russen, Franzosen, und wenn die Communication wieder hergestellt ist, vorzüglich Engländer, die sonst sämtlich Göttingen zu besuchen pflegten, werden jetzt unstreitig Berlin den Vorzug geben.“*

und dergestalt vorzugehen, dass die Eröfnung der Universität in der angegebnen Art um Michaelis dieses Jahr Statt finden könne.

Ich wage es mit diesem allgemeinen Antrage noch in dem jetzigen Augenblick einige andere einzelne zu verbinden.

Die medicinische Facultät ist diejenige, welche hier am leichtesten zu einem gewissen Grade der Vollständigkeit gebracht werden kann, und es ist daher nothwendig, auch ihr zuerst die meiste Aufmerksamkeit zu widmen.

Das Wichtige zur Bildung angehender Aerzte ist nun die Anlegung von Kranken-Anstalten, in welchen dieselben zur wissenschaftlichen Kenntniss und Heilung der Krankheiten praktische Anleitung erhalten. In ihrem vollständigen Zustand würde die Universität deren viere, nemlich

ein medicinisches,
ein chirurgisches,
eins für Gemüthskranke,
eins für Gebährerinnen

bedürfen. Jetzt aber können die beiden ersteren genügen.

Die Charité taugt zu diesem Behufe nicht. Die Menge der Kranken zerstreut den Anfänger, und macht es dem Lehrer unmöglich bei einem Einzelnen gehörig zu verweilen. Wollte man aber eine kleine Zahl im Gebäude selbst absondern, so würden dadurch die Kosten nicht viel geringer, als in einem eignen Local werden, auch, da die Kranken, an welchen der Studierende geübt werden soll, alle mögliche, körperliche Pflege und Sorgfalt geniessen, und daher weit besser gehalten werden müssen, als es in einem Hospital möglich ist, eine ungleiche Wirthschaft und eine Menge von Collisionen entstehen. Endlich ist die Charité zu weit von der Stadt entfernt.

Es wird daher nothwendig zwei kleine Krankenhäuser, ein medicinisches und ein chirurgisches, jedes zu zwölf Betten anzulegen. Das erste würde dem Ober-Bergrath Reil, das letzte dem noch zu berufenden Professor der Chirurgie übergeben. Jedes würde wie auch das Königsbergische und zwei in Halle ausgestattet sind, jährlich 3000 Reichsthlr. brauchen, die von dem Januar c. an bezahlt, zugleich zu den Kosten der ersten Einrichtung und der Anschaffung der Utensilien hinreichen würden.

Das Local für diese Anstalten müsste für jetzt nur gemiethet werden, künftig aber würde, da dieselben auch gleich im ersten

Bau eine eigne Einrichtung erfordern, es nothwendig seyn eigene Gebäude für dieselben, dicht bei einander, aufzuführen, wozu auch der von E. K. M. Allerhöchster Gnade den hiesigen wissenschaftlichen Anstalten bestimmte Fonds hinreichen wird.

Ferner halte ich es theils um der Universität einige neue Lehrer mehr zu gewinnen, theils um einigen verdienten Männern hier eine Auszeichnung zu gewähren, für gut einige hiesige Gelehrte gleich jetzt mit der Universität zu verbinden. Es bewährt sich hierbei der Vortheil der Wahl eines Ortes, wie Berlin, zur Universität, da hier mit kleinen Zulagen Männer in Thätigkeit gesetzt werden können, die man an einem andern Ort mit grossem Aufwande berufen müsste.

Ich wage es daher E. K. M. in dieser Rücksicht allerunterthänigst vorzuschlagen:

1. zum ordentlichen Professor der Botanik den Professor Wildenow mit einer Zulage von 500 Thlrn.

2. zum ordentlichen Professor der Physik den Professor Erman mit einem Gehalt von 500 Thlrn.

3. zum ordentlichen Professor der Philosophie den Professor Fichte mit einer Zulage von 1200 Thlrn.

Er hat jetzt nur 800 Thlr. und man mag auf sein durch Erfahrung erprobtes Talent die Köpfe seiner Zuhörer zu bilden, und sie mit Eifer für alles Wissenschaftliche zu erfüllen, auf seinen wohlbegründeten Ruf in seinem Fach, auf seinen streng moralischen Charakter, oder auf die Anhänglichkeit, mit der er, seit dem Anfange der unglücklichen Ereignisse, immer, und ohne E. K. M. je mit einer Bitte zu behelligen, ausgeharrt hat, sehen, so verdient er gewiss über die Nahrungssorgen hinweg gehoben zu werden, in welche ihn eine schwächliche Gesundheit und Mangel aller andern Hülfsquellen jetzt oft versetzen.

4. Zum ordentlichen Professor der Mathematik den Professor Tralles. Dieser würde für den Augenblick keiner Zulage bedürfen. Dagegen bitte ich E. K. M. ihm eine Dienstwohnung im obersten Stock des Universitäts-Gebäudes zuzusichern. Ich betrachte dies weniger wie eine Vergünstigung für ihn, als wie einen Vortheil für die Wissenschaft, da er erst, wenn er nicht mehr dem Wechsel gewöhnlicher Miethen ausgesetzt ist, seine sehr schätzbaren Instrumente sicher aufstellen, und auch in dem oben erwähnten Local astronomische Beobachtungen anstellen kann. Wieviel er durch

diese zu leisten vermag, hat er noch neuerlich bewiesen, da er erst die Polhöhe von Berlin genau und richtig bestimmt hat.

5. Zum ausserordentlichen Professor*) den Ober-Medicinal-Rath Hermbstaedt mit einer Zulage von 300 Thlrn. Dieser Mann beschäftigt sich auch in der Chemie grösstentheils nur mit dem technischen Theile, und ich würde ihn daher vorzüglich für Technologie bestimmen.

Ich wage es bei dieser Gelegenheit zu bemerken, dass ich meine vorzüglichste Sorgfalt auf die baldige Beförderung des Kameralistischen Studiums hin richten werde, da Berlin auch ausser den gelehrten Anstalten so schon viele Hülfsmittel dafür darbietet, und zu erwarten ist, dass selbst junge Leute, die jetzt oft gar keine Universität besuchen, weil sie auf den gewöhnlichen hierfür nicht hinlänglich Befriedigung finden, diese Studien in Berlin verfolgen werden.

6. Endlich zum ausserordentlichen Professor den Professor Fischer mit einem Gehalt von 300 Thlrn., der mehr als irgend ein anderer der hiesigen Mathematiker, für optische Wissenschaften, so wie auch für andere Zweige der Mathematik und Physik brauchbar ist. Die Zahlung der hier genannten Gelehrten könnte von 1. Jun. c. ihren Anfang nehmen.

Endlich muss ich E. K. M. allerunterthänigst anzeigen, dass der mit 800 Thlrn. berufene Professor Horkel zwar den Ruf anzunehmen bereit ist, aber mit 200 Thlrn. verbessert zu werden wünscht. Da nun das Gesuch nicht unbillig ist, so wage ich es, bei E. K. M. auf die Vermehrung der ihm bestimmten Besoldung um diese Summe erfurchtsvoll anzutragen.

Geruhen nun E. K. M. diese Anträge huldreichst zu genehmigen und mich zu ferneren Schritten allergnädigst zu autori siren; so würde ich sogleich alles ferner Nothwendige einleiten.

Berlin, den 23. Mai 1810.

Humboldt.

LV. Begleitschreiben zum Generalbericht o. D., am Rande mundiert den 23. Mai 1810.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums.)

An den p. Hr. Grafen zu Dohna Excellenz.

Ich gebe mir die Ehre, Ew. Excellenz den inliegenden Bericht zu überreichen. Er bedarf weder bei Ew. Exc. noch bei den

*) *Gestrichen: der Technologie.*

übrigen Mitgliedern des Staats-Ministerii, im Fall Ew. Exc. ihn zu weiterer Kenntniss bringen sollten, einer besondern Empfehlung. Diese sowohl als Ew. Exc. haben hinlänglich Ihren Eifer für diese Sache bewiesen, und mich in Ihrem geehrtesten Schreiben vom 16. huj. noch ausdrücklich aufgefordert, das zur Eröfnung der Universität um Michaelis Nothwendige einzuleiten.

Nur die Umstände könnten der Genehmigung meiner Anträge entgegenstehen, und in diese muss ich mich fügen. Allein meine Pflicht verlangte, Sr. Majestät dem König zu sagen, dass der Zeitpunkt jetzt günstig ist, und dass es Unrecht seyn würde, ihn zu versäumen. Se. Königliche Majestät hätten sonst mich selbst mit Recht der Nachlässigkeit zeihen können.

Aus gleichem Grunde fühle ich mich gedrungen, auch Ew. Exc. noch einmal zu wiederholen

> dass, wenn aus der Universität etwas werden soll, ihre Eröfnung nicht über Michaelis hinausgeschoben werden darf, und dass, um sie zu diesem Termin zu eröfnen, neue Zuschüsse nöthig sind.

Die Mittel, deren ich bedarf, sind, nach meiner ungefähren Berechnung, etwa 25 bis 26000 Thlr. Indess ist diese Berechnung nur ungefähr, da die auswärtigen Berufungen wohlfeiler und theurer seyn, schneller und langsamer gelingen können. Die Anweisung des grossen Theils würde erst um Michaelis und immer nur nach und nach nothwendig seyn. Ich denke noch 8—9 fremde Gelehrte zu berufen, und wenn ich dann von den hiesigen, ausser den wirklich schon angestellten und den in diesem Bericht genannten, auch nur noch 4—5 nehme, könnten die Vorlesungen mit einem Lehr-Personal von einigen dreissig Professoren anfangen.

Ich bitte übrigens Ew. Excellenz überzeugt zu seyn, und auch des Herrn Finanz-Ministers Excellenz zu versichern, dass ich überall mit der grösstmöglichen Sparsamkeit verfahren werde.

Was endlich die Fassung des Berichts betrift, so habe ich nicht geglaubt, Sr. Majestät dem König jetzt eine Summe bestimmt nennen zu müssen, da das Bedürfniss sich wirklich nur ungefähr angeben lässt. Sollten Ew. Exc. etwa in diesem oder irgend einem andern Punkt den Antrag anders gefasst wünschen, so ersuche ich Sie, es mir geneigtest anzuzeigen, da es uns beiden ja auf nichts Anderes ankommt, als eine gute und grosse Sache zu befördern und gelingen zu machen.

Berlin, den Mai 1810. Humboldt.

LVI. Verfügung über die Bildung einer Kommission für Einrichtung der Universität. 3. Juni 1810.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums; gedruckt bei Köpke a. a. O. S. 216 No. 33.)

Die der Section des öffentlichen Unterrichts in der anliegenden Allerhöchsten Cabinets-Ordre vom 30. pr., welcher der Immediat-Begleitungs-Bericht der Ministerien des Innern und der Finanzen beigefügt ist, aufgetragene Einrichtung der hiesigen Universität zu bevorstehendem Michaelis macht eine vorzüglich sorgfältige und schnelle Betreibung dieser Angelegenheit nothwendig. Es scheint mir daher gut, zu diesem Geschäft eine eigne Commission in der Section zu ernennen, welche sich demselben vorzugsweise widme, abgesonderte Conferenzen darüber bei mir halte, und hernach die Resultate ihrer Berathschlagungen der Section vorlege. Es wird dadurch noch ausserdem der doppelte Vortheil erreicht werden, auch andere sachkundige Männer über die Organisation der Universität bequemer und vollständiger zu Rathe zu ziehen, und diesem Organisations-Geschäft mehr Zeit widmen zu können, als die gewöhnlichen Sitzungen der Section erlauben würden.

Im festen Vertrauen zu dem Eifer, welchen Ew. Hochwohlgeboren und Hochwürden immer für die zu errichtende Anstalt bewiesen haben, bestimme ich Sie für diese Commission und ersuche Sie, sich Mittwoch Nachmittag um 5 Uhr gefälligst deshalb bei mir einzufinden.

In dieser ersten Zusammenkunft wird es vorzüglich nur darauf ankommen, den Plan zu der ganzen Arbeit der Commission zu verabreden, die einzelnen Gegenstände, welche er umfassen muss, zu überschlagen und sie unter die Mitglieder der Commission zu vertheilen. In dieser Hinsicht ersuche ich Ew. Hochwohlgeboren und Hochwürden, Sich auf die Conferenz gefälligst vorzubereiten.

Berlin, d. 3. Juni 1810.

Humboldt.

An die
Königlichen Staatsräthe Herrn Süvern und Uhden
Hochwohlgeboren und den Herrn Professor und
Prediger Dr. Schleiermacher Hochwürden.

LVII. An Hardenberg.

(Eigenhändiger Entwurf in den Akten des Kultusministeriums.)

An den p. v. Hardenberg Excellenz.

Den lebhaften Antheil, welchen Ew. Excellenz mir neulich mündlich an der Errichtung der hiesigen Universität und der von Sr. Majestät dem König intendirten Eröfnung derselben zu Michaelis zu äussern die Güte hatten, überhebt mich jeder Entschuldigung, wenn ich mir die Freiheit nehme, Ew. p. noch im Augenblicke meines Abganges von meinem bisherigen Posten, einige Worte über die Dotation dieses so wichtigen und bei der Entfernung Königsbergs und der nicht leicht ganz zu hebenden Mangelhaftigkeit Frankfurts, selbst für das gewöhnliche Bedürfniss der inländischen Studirenden so äusserst nothwendigen Instituts zu sagen.

Ew. p. ist vermuthlich schon bekannt, dass diese Dotation durch Anweisung von Domainen-Gütern geschehen soll. Das vormalige Justiz-Ministerium hielt aber, um diese, eine Veräusserung von Domainen involvirende Dotation giltig zu machen, für nothwendig, den Domainen geistliche Güter eventualiter zu substituiren. Diese Substitution fand Schwierigkeiten, weil sich nicht gleich eine hinreichende Anzahl solcher Güter anweisen liess. Es wurde nun über die giltige Ausfertigung einer Schenkungs-Urkunde der Domainen (deren Einkünfte jedoch nicht gleich jetzt sämtlich, sondern nur so wie des Königs Majestät sie nach und nach disponibel zu machen geruhen würden, an die wissenschaftlichen Anstalten hier übergehen sollten) im Staats-Ministerio mehrmals discutirt, auch ein Gutachten eingezogen. Die Angelegenheit ist indess noch immer nicht zur Entscheidung gediehen, und die Urkunde nicht ausgefertigt.

Meine ganz ergebenste Bitte an Ew. p. ginge daher nun dahin dass Sie geruhten, Sich die über diese Sache verhandelten Acten geneigtest vorlegen zu lassen und dieselbe alsdann so einzuleiten, dass die noch vorhandenen Schwierigkeiten möglichst bald beseitigt, und der Universität wirklich die einmal durch die Allerhöchste Bestimmung zugetheilten Domainen-Güter als Eigenthum versichert würden.

Mit der successiven Anweisung der Einkünfte, so wie die Kräfte des Staates es erlaubten, bliebe es übrigens ganz bei den bisherigen Bestimmungen. Wenn die neue Anstalt vollkommenes

Vertrauen einflössen, und auf künftige nie vorherzusehende Fälle gesichert werden sollte, ist ihre Dotation in Land-Eigenthum, so wie Se. Majestät der König ihr solche zu versprechen die Gnade gehabt haben, eine überaus wesentliche Sache, und auch für den Staat dürfte diese Art, derselben ihre Einkünfte anzuweisen die angemessenste seyn.

Schliesslich glaube ich noch bemerken zu müssen, dass Se. Königl. Majestät in der Allerhöchsten Cabinetts-Ordre vom 30. Mai c. die Eröfnung der Universität auf Michaelis dieses Jahres zu befehlen und die dazu nöthigen Mittel, welche in dem Immediatberichte, mit dem das Staats-Ministerium den Antrag der Section d. ö. U. begleitet hatte, auf 26000 Thlr. angegeben sind, zu bewilligen geruhet haben. Die Section wird sich daher jetzt, so wie diese Summe nach und nach nothwendig zu werden anfangen wird, deshalb nur an die Königliche Immediat-Finanz-Commission wenden dürfen, um auf diese Weise ein Institut in Gang zu bringen, dass ich Ew. p. Sorgfalt und Schutz noch einmal auf das dringendste zu empfehlen wagen würde, wenn ich nicht wüsste, dass es sich desselben schon ohnehin zu erfreuen hat.

Berlin, den 22. Junius 1810.

Humboldt.

LVIII. An Hardenberg.

(Gedruckt bei Köpke a. a. O. S. 217 Nr. 35.)

Berlin, d. 12t. August 1810.

An des Königl. Staats-Canzlers
Herrn Freyherrn von Hardenberg Excellenz.

Ew. Excellenz mir gütigst geäusserten Wunsch von den finanziellen Verhältnissen der hiesigen wissenschaftlichen Anstalten genauere Kenntniss zu erlangen zu genügen, glaube ich das, was Ew. Exc. dabei interessiren kann, zu leichterer Uebersicht so kurz als möglich zusammenfassen zu müssen.

Die hiesigen höheren wissenschaftlichen Anstalten sollen ein aus folgenden 3 Theilen,

den Akademien der Wissenschaften und Künste,
der Universität und
den Hülfs-Instituten, als Bibliothek, Observatorium u. s. f.

zusammengesetztes organisches Ganze unter der alleinigen Leitung der Section des öffentlichen Unterrichts bilden.

Se. Majestät der König haben geruhet diesen Anstalten eine so grosse Anzahl von Domainen-Gütern als Eigenthum zu versprechen, als zu einem jährlichen Einkommen von 150000 Thlrn. nothwendig seyn würden.

Bei der jetzigen Lage des Staates soll jedoch von diesem Einkommen nur ein Theil, jedesmal durch besondere Königliche Bewilligung, disponible gemacht werden.

Der noch nicht disponible gemachte Ueberrest dieses Einkommens aber sollte jedoch vom 1. Sept. 1809 an als eine Staatsschuld ordentlich liquidirt werden.

Das Nähere hirüber besagt die in der Anlage gehorsamst beigefügte Allerhöchste Cabinets-Ordre vom 16. Aug. 1809 (a) nebst dem zwischen den damaligen Ministern und mir darüber aufgesetzten Conferenz-Protokoll vom 28. Aug. 1809. (b)

Dies Allerhöchste Königl. Versprechen ist nun bis jetzt, wenigstens in so fern noch nicht realisirt worden, dass noch keine Schenkungs- und Stiftungs-Urkunde darüber ausgestellt, die Auswahl der Domainen nicht geschehen und die Liquidation nicht angelegt worden ist.

Alle meine bisherigen Schritte deshalb sind leider fruchtlos geblieben, und Ew. Exc. könnten durch die definitive Regulirung dieser Königlichen Festsetzungen, welche dem Staat jetzt nicht die mindesten Kosten verursachte, aber den Anstalten erst die nothwendige Sicherheit verschafft, ein fortwährendes Verdienst erwerben, und der eigentliche wahre Gründer der neuen Stiftung werden.

Ueber alles Nähere hierüber beziehe ich mich auf mein schon vor einiger Zeit übersendetes gehorsamstes Schreiben.

Die bis jetzt von Sr. Majestät dem Könige disponible gemachten Summen, sind folgende:

I. Für die beiden Akademien der Wissenschaften und Künste . . . . 42647 Thlr.
durch die Allerhöchste Cabinets-Ordre vom 13. Nov. 1809. Unter dieser Summe ist schlechterdings keine neue Ausgabe, vielmehr sind gegen die vorigen Etats 14000 Thlr. jährlich erspart. Die Akademie der Wissenschaft aber hat ihre bisherigen eignen Revenuen (Kalender und Leichen-Pacht, Druck der Edicten-Sammlung u. s. f.) den Staats-Behörden abgegeben, und empfängt das Aequivalent dafür aus gegenwärtigem Fonds.

Transport 42647 Thlr.

II. Für die Hülfs-Institute, durch dieselbe Cabinets-Ordre . . . . 12055 Thlr.

Unter dieser Summe sind nur 1578 Thlr. neue Bewilligung. Alles Uebrige empfingen diese Institute auch bisher, und standen damit auf dem Etat der Akademie der Wissenschaften, welcher aber auch ausserdem um die oben erwähnte Summe verringert worden ist.

Die Vertheilung dieser Summe unter die einzelnen Institute besagt die Beilage c.

III. Für die Universität:

a) durch dieselbe Cabinets-Ordre . 12298 Thlr.

Unter dieser Summe sind bereits alte, vor der neuen Organisation, für Gehalte einiger, gleich von Halle herüber gekommener Professoren geschehene Anweisungen, und ferner 5000 Thlr. zur Reparatur des ehemaligen Prinz Heinrichschen Palais, jetzigen Universitäts-Gebäudes, und der übrigen Gebäude der wissenschaftlichen Anstalten, wozu die Staats-Cassen immer würden haben die Kosten herschiessen müssen.

b) durch die gedachte Cabinets-Ordre noch fernere . . . . 8000 Thlr.

c) durch die Cabinets-Ordre vom 7. April c. . . . . 1500 Thlr.

d) ist die Section des öffentlichen Unterrichts durch die Allerhöchste Cabinets-Ordre vom 30. May 1810 authorisirt worden, um die Eröffnung der Universität um Michaelis d. J. bewirken zu können, noch zu disponiren über . . . . 26000 Thlr. 47798 Thlr.

Summa aller disponible gemachten Fonds 102500 Thlr.

Die Eröffnung der Universität kann und muss jetzt um Michaelis geschehen, es müssen die Vorlesungen ihren Anfang

nehmen und Promotionen gemacht werden können. Indess wird freilich, theils wegen der nicht hinreichenden Fonds, theils wegen der Schwierigkeit, die Berufungen, die man wünscht, zu Stande zu bringen, noch hie und da eine Lücke übrig bleiben, auch darf man sich im ersten halben Jahre die Anzahl der Studenten noch nicht glänzend versprechen. Allein das einzige Mittel, das Institut zu einem Zustand der Vollkommenheit zu erheben, ist, es in einem, wenn gleich unvollkommeneren, wirklich beginnen zu lassen.

Zur Empfehlung der Universität und der übrigen wissenschaftlichen Anstalten brauche ich Ew. Exc., unter deren Leitung Erlangen ein neues Leben erlangt hat, nichts weiter hinzuzufügen. Die mir noch heute mündlich geäusserten Gesinnungen sind mir Bürge für die Sorgfalt, welche Ew. Exc. auch diesem wichtigen Theile der Staats-Verwaltung widmen werden.

Allein zur Rechtfertigung der Idee, jetzt und in Berlin eine neue Universität zu gründen, muss ich um so mehr, als die Gründung ohne meinen wiederholten Antrag vielleicht unterblieben wäre, mir folgendes noch einmal zu bemerken erlauben.

1. Wenn der Preuss. Staat nicht seine Studirenden zum grössten Theil wollte ausser Landes gehen lassen, musste er, bei der Entlegenheit Königsbergs, und der Unmöglichkeit, Frankfurth, das aller Institute ermangelt, ohne unerschwingliche Kosten, und selbst mit diesen, vortrefflich zu machen, eine neue Universität gründen. Eine Regierung, die $4\frac{1}{2}$ Millionen Menschen beherrscht, könnte es sich nicht verzeihen, auch nicht eine bequem gelegene und hervorstechende höhere Lehr-Anstalt zu besitzen, und am wenigsten wäre dies der Preussischen anständig.

2. Berlin besass bereits in seinen Instituten, seinen Gelehrten, und seiner beinahe schon organisirten medicinischen Fakultät so viele und treffliche Elemente zu einer Universität, dass man diesen Vortheil in einer Zeit, wo man nicht über grosse Mittel zu gebieten hat, unmöglich vernachlässigen durfte. Die Anlegung der neuen Universität an irgend einem andern Orte der Preuss. Monarchie war jetzt schlechthin unmöglich.

3. Die Bildung einer grossen und gut organisirten Universität, die, wenn sie gelingt, Studierende aus allen Theilen von Deutschland versammeln muss, ist eines der vorzüglichsten Mitteln, durch welche Preussen die Aufmerksamkeit und Achtung Deutschlands für sich gewinnen kann, und dies Verdienst wächst noch durch den Umstand, dass es diesen Versuch, wenn man es noch Versuch

nennen soll, in einer Zeit macht, in welcher jedes Opfer doppelt kostbar ist, und gewiss stimmen auch Ew. Exc. mit mir darin überein, dass ein Staat in keinem Momente seines Daseyns versäumen muss, sich durch irgend einen eigenthümlichen Vorzug auszuzeichnen.

Ich fühle auf der andern Seite sehr gut, dass der Aufwand des Staats auch für diese Zwecke seine Grenzen haben muss. Allein im jetzigen Augenblick werden die schon bewilligten Summen so eben hinreichen, die Organisation zu vollenden, und wenn, wie zu erwarten steht, das Werk gedeihet, wenn selbst, wie natürlich ist, die Stadt Berlin von der Universität Vortheil zieht, so wird eine neue Bewilligung von z. B. 10000 Thlrn. im folgenden Jahre sich von selbst vor den Augen des Publikums im In- und Auslande rechtfertigen.

Wegen Frankfurth geht meine Meinung dahin, dass man abwarten muss, wie es sich neben Berlin verhalten wird. Sinkt die Anzahl der Studenten irgend bedeutend, so muss es unbedingt aufgehoben werden. Ist aber das Gegentheil der Fall, so ist es ein sicheres Zeichen, dass das Publikum noch Gründe findet, Frankfurth Berlin vorzuziehen, und alsdann würde ich für seine Erhaltung stimmen. Auch mit seinen jetzigen Einkünften kann die Section des öffentlichen Unterrichts dafür einstehen, dass man, wie schon jetzt der Fall ist, wenn auch nicht auf glänzende Weise, aber doch mit vollkommenem Nutzen, in Frankfurth studiren kann. Als Vorbereitungsort der Studierenden für Berlin wäre es sehr gut zu gebrauchen.

Königsberg hat, ausser den zur Einrichtung des botanischen Gartens ein für allemal gegebenen Summen, 17000 Thl. jährliche Zuschüsse erhalten.

Breslau befindet sich, von der finanziellen Seite, in sehr traurigen Umständen. Wenn aber die so äusserst wahre und treffende Idee realisirt wird, welche Ew. Exc. mir heute unaufgefordert äusserten, dass im Fall ein Beschluss über die katholisch-geistlichen Güter gefasst würde, man dabey nothwendig zuerst auf bessere Dotirung der katholischen Schul- und Lehranstalten aus ihrem Einkommen sehen müsste, so würde es an Mitteln zur Verbesserung dieser Universität nicht fehlen.

Ich kann dies Schreiben nicht schliessen, ohne Ew. Exc. meinen herzlichsten Dank dafür abzustatten, dass Sie mir Veranlassung gegeben haben, Ihnen noch dies letzte Wort über Anstalten zu

sagen, welche, auch ganz unabhängig von dem Antheil, welchen ich an ihrer Leitung gehabt habe, mir immer so sehr am Herzen liegen werden.

Berlin, d. 12. August 1810.

Humboldt.

LIX. Vorschläge zur Organisation der Behörden.

Juni 1810.

(Eigenhändiger Entwurf im Geh. Staatsarchiv.)

Diese Denkschrift, ohne Titel, Datum und Unterschrift, ist nach ihrer Lage in den Akten zwischen dem 10. und 16. Juni 1810 entstanden; nach Übernahme des Staatskanzleramtes durch Hardenberg. Sie reiht sich an ähnliche Arbeiten der Minister Gr. Goltz, Gr. Dohna u. a. an und scheint einem Wunsche Hardenbergs ihren Ursprung zu verdanken.

Wenn es in diesen letzten Jahren irgend einen Zeitpunkt gab, in dem alles darauf ankam, dass jeder Staat mit Ernst darauf dachte, sich in eine äusserlich und innerlich möglichst sichere und feste Lage zu setzen, so ist es der jetzige. Denn die wenigstens für den Augenblick enge Verbindung Frankreichs mit Oesterreich, und die, wie es scheint, vollendete Unterjochung Spaniens lässt erwarten, dass Frankreich nunmehr glauben wird, den Punkt erreicht zu haben, Europa eine, seinen Grundsätzen gemässe Organisation zu geben, und es ist nicht wahrscheinlich, dass es in diesem Unternehmen durch eine irgend bedeutende Anfechtung noch gestört werden sollte.

Welcher Staat also im Stande sein wird seine Privatlage in dieser allgemeinen einigermassen festzustellen, der wird mit einiger Sicherheit auf politische Ruhe in den nächsten Jahren rechnen dürfen. Aber bis jeder dies Ziel erreicht hat, ist auch die Gefahr augenscheinlich, in dem, für den Augenblick schwankenden Zustand bedeutenden Verlust zu erleiden, oder vielleicht gar unterzugehen.

Der Preussische Staat möge nun hierin viel oder wenig zu besorgen haben, so bleibt immer soviel gewiss, dass sein Heil allein davon abhängt, Frankreich Vertrauen zu den Gesinnungen und Achtung für die Consequenz und Energie der Regierung einzuflössen.

Obgleich nun hierzu am kräftigsten die Behandlung der auswärtigen Angelegenheiten wirken muss, so ist dennoch die innere Verwaltung und das System, nach dem sie betrieben wird, zugleich von der äussersten Wichtigkeit. Ist diese Verwaltung wirklich was sie seyn soll, so verhindert sie, dass sich die Regierung Blössen gebe, die eine argwöhnisch, kalt oder gar versteckt feindselige Macht leicht so zu benutzen im Stande ist, dass nun keine Diplomatie weiter etwas dagegen vermag; so bringt sie eine gewisse, wenigstens moralische Scheu hervor, ein Land anzutasten, das sich mit Weisheit und Entschlossenheit beträgt; und so macht sie endlich, wenn Unglücksfälle eintreten, auch den Fall noch ehrwürdig.

Unsere jetzige innere Verwaltung nun ist von einer solchen noch weit entfernt und hat, neben unläugbaren Vorzügen noch, wie allgemein anerkannt wird, grosse und bedeutende Mängel. Sie ist zu wenig planmässig, energisch und schnell, zu wenig die physischen Kräfte der Nation schonend, zu wenig ihre moralischen erweckend.

Die Ursachen davon liegen am Tage.

Man hat eine neue Organisation angefangen, und gerade in den wichtigsten Punkten nicht durchgesetzt, so dass das augenblicklich Drückende der Veränderung verhasst geworden, das dauernd Gute unerkannt geblieben ist. Eine Zeitlang ist man selbst über das politische Benehmen des Staates, in einem schwankenden Zustande gewesen. Dabei haben alle höheren Staatsbeamten den Fehler begangen, ihre Stellen anzunehmen, ohne vorher ihren Standpunkt zu prüfen, und zu überlegen, ob die Lage ihrer Stellen — ihr Zusammenwirken mit andern, ihre Abgränzung für sich — so sey, dass man darin seine Pflicht mit vollem Erfolge ausüben könne. Man hat geglaubt, den Mangel fester allgemeiner Formen durch Persönlichkeit ersetzen zu können. Daher ist wahre Verschwendung der Kräfte entstanden, und das traurige Phänomen, dass, ohne Schuld der höhern und niedrigen Arbeiter, der Erfolg doch nicht befriedigend ist. Fast jeder ist in eine Lage gegangen, die er nicht recht übersah; das Rad der täglichen Geschäfte musste umgetrieben werden, und so wurden die Chefs mit Détail überladen, mussten das Entwerfen allgemeiner Pläne — mit dem man hätte anfangen sollen — aufschieben, und durch einzeln abgenöthigte Verfügungen unrichtigerweise anticipiren.

Besserung hierin ist um so nöthiger, als sie in der That leicht

zu bewirken ist. Denn die Nation ist im ganzen (wenn man gleich sich nicht ausserordentliche Dinge von ihr versprechen muss) gut, vorzüglich aber gefasst auf jede Entsagung und jegliches Opfer; aus den Königlichen Bedienten ist der Geist des Eigennutzes, und die Behandlung der Aemter als Versorgungen sehr verschwunden; und nie vielleicht sind unter den obersten Chefs und den Räthen gleich viele ausgezeichnete und achtungswürdige Talente versammelt gewesen.

In dem jetzigen Gange aber kann es nie besser werden. Alles Drängen auf Energie, Schnelligkeit und Ordnung, alles Anstellen neuer Arbeiter, alles Verwenden von Summen auf Verbesserungen, alles Wirken durch Religion und Erziehung hilft nur halb, wenn nicht jede dieser Triebfedern nach einem allgemeinen consequenten Plan in Bewegung gesetzt wird, und dies wiederum ist unmöglich ohne Einheit und gehörige Abgränzung der Behörden.

Es kommt daher darauf an, einen innern Verwaltungsplan zu entwerfen, der jeder einzelnen Behörde einen fest abgesteckten und leicht übersehbaren Wirkungskreis anweist, und alle unter Eine oberste Einheit zusammenstellte. Nur aus einem solchen kann reine Verantwortlichkeit (die jetzt, da jeder für Alles unter ihm Geschehende verantwortlich seyn soll, nicht existirt) klare Uebersicht und Musse zu freiem Nachdenken über die ganze Parthie (da jetzt jeder sich in Détail verliert) hervorgehen.

Zugleich muss der Plan keine Abänderung, sondern nur eine Vervollständigung des jetzigen Systems seyn. Das System ist an sich gut, und es macht einen üblen Eindruck auf das Publikum, wenn es die Verwaltung alle Augenblicke umgeändert sieht.

Ein solcher Plan nun scheint folgender zu seyn.

Die oberste Einheit der ganzen Regierung läge in einem Cabinet und einem Staatsrath.

Das Cabinet.

Das Cabinet (das unter diesem Namen abgesondert vom König angenommen wird und als ein für sich rathschlagendes, und dann seine gefassten Beschlüsse dem Könige zur Entscheidung vorlegendes Collegium) wäre der Centralpunkt der ganzen Administration; bestände bloss aus Ministern, mit abwechselndem Vorsitz; und wäre das Haupt-Triebrad der ganzen Staatsmaschine.

Als Collegium wäre es dem König für die gesamte äussere und innere Regierung verantwortlich, und behandelte die Fragen,

von denen nicht das Gedeihen dieses oder jenes Verwaltungszweiges, sondern die Erhaltung des ganzen Staates abhängt. Jetzt, da eigentlich jeder Minister nur sein Departement hat, giebt es kaum eine Möglichkeit, solche Fragen offiziell auch nur aufzuwerfen.

Die Aufgabe, welche das Cabinet unverrückt vor Augen haben müsste, wäre also die:

Was muss geschehen, um den Staat nach aussen sicher, und im Innern blühend zu erhalten?

Daher müsste es für das Cabinet kein Geheimniss geben; alle, auch die auswärtigen Angelegenheiten, müssten zu seiner Kenntniss kommen, und jeder Minister müsste allen seinen ganzen Plan vor Augen legen, und jeder Frage darüber Rede stehen.

Die einzelnen Mitglieder des Cabinets, die Minister, nemlich

der Minister der auswärtigen Angelegenheiten
der Finanz-Minister
der Minister des Innern
der Kriegsminister und
der Justiz-Minister

wären jeder (da die Administration nur Einem, und diesem mit Vertrauen überlassen werden muss) Chef seiner Parthie; Administratoren (nicht bloss Conferenz-Minister) weil sie den allgemeinen Plan der Administration angäben, aber nie selbst unmittelbar administrirend, da sie sich mit keiner Art von Détail befassten.

Sie hörten daher ganz auf, Sections-Chefs zu seyn.

Jeder arbeitet den allgemeinen Plan seines Departements aus, und brächte ihn zur gemeinschaftlichen Berathschlagung. Der Gesichtspunkt bei dieser wäre die Beziehung der verschiedenen Parthien auf die Erhaltung und das Wohl des Ganzen. Doch bliebe es jedem unbenommen, auch Einwendungen gegen die einzelne Administration zu machen. Nur müsste immer der Grundsatz aufrecht erhalten werden, dass die Administration, so gut es auch ist, einzelne Einwendungen zu hören, nicht auf Berathschlagungen Mehrerer beruhen darf.

Die Sanction der vom Cabinet genehmigten Angelegenheiten, oder die Entscheidung derer, worin das Cabinet uneins wäre, gehörte allein dem Könige. Der König aber hätte (einzelne Fälle von Reisen ausgenommen) keine Vorträge, als mit dem ganzen Cabinet, weder mit einem Cabinetsrathe noch mit einzelnen Ministern.

Der Secretäre des Cabinets trüge auch beim Könige vor.

Jeder Minister hätte Staats-Räthe zu Departements-Räthen, allein so wenige, als möglich. Wenn der Gang streng gehalten, und immer mehr Einzelnes abgeschnitten würde, wäre Einer, und ein Suppléant, der zugleich in einer Section arbeiten könnte, für jeden genug. Diese aber blieben den Geheimnissen des Cabinets gänzlich fremd.

Der Staatsrath.

Für den Staatsrath würden alle Angelegenheiten gehören, deren Beurtheilung nicht von einzelnen vorübergehenden oder localen Umständen, sondern von allgemeinen Verhältnissen des Staats, der Rechte seiner Bürger, und der Sachen selbst abhängt.

Eine vollkommen genaue Abgränzung des Bezirks des Cabinets und Staatsraths ist, der Natur der Sache nach, nicht möglich. Man kann von der Competenz des Staatsraths nicht alle Verwaltungsmassregeln ausschliessen, und kann ebensowenig alle, oder auch selbst nur alle wichtigeren zu derselben rechnen. Bei Anordnung neuer Steuern z. B. dürfte dem Staatsrath nie erlaubt werden, darüber mitzureden, ob welche, und wieviel auferlegt werden sollten; allein die Art der Erhebung, vorzüglich wenn dieselbe irgend bedenklich scheinen könnte, müsste allerdings ein Gegenstand seiner Berathung seyn. Die Nothwendigkeit ein Cabinet und einen Staatsrath zu unterscheiden, liegt bloss darin, dass die wahre Administration das freie Schalten Eines Kopfes fordert, die Gesetzgebung aber, sowie ferner die Beurtheilung der Zweckmässigkeit der Administrationsmittel im Allgemeinen (und abgesehen von dem bestimmten einzelnen, manchmal momentanen Zweck) durch Berathung unter Vielen gewinnt, und dass die Administration oft ein Geheimniss und eine Schnelligkeit fordert, die viele Personen zuzulassen verbieten.

Daher entstand vermuthlich in der Verordnung vom 24. November 1808 das Mangelhafte, dass die auswärtigen Angelegenheiten aus dem Staatsrathe ausgeschlossen seyn mussten, und nun in keiner Behörde wieder mit allen übrigen Verwaltungszweigen vereinigt wurden, als vielleicht in dem dunkel angedeuteten Cabinet.

Der Staatsrath nun bestände aus so viel Abtheilungen, als es Ministerien giebt. Die Minister hätten keine Stimmen darin, und brauchten nicht gegenwärtig zu seyn. Jede Abtheilung würde aus den Sections-Chefs ihres Ministeriums und wenigstens Einem nirgends bei der Administration angestellten Geheimen Staatsrath

gebildet. Dieser wäre Director der Abtheilung, und einer der Directoren Präsident des ganzen Staatsraths. Die Mitglieder des Staatsraths trügen selbst in demselben vor, den Sections-Chefs aber wäre es erlaubt, sich zur Vorbearbeitung der Staatsraths-Angelegenheiten eines Raths ihrer Section zu bedienen.

Der Staatsrath berathschlagte bloss über Dinge, die ihm das Cabinet zufertigte. Er gäbe aber vierteljährig einen Bericht ein, der dem Könige vorgelegt werden müsste, und der aus den Berichten der einzelnen Abtheilungen zusammengesetzt würde. In diesem wäre es ihm erlaubt, sowohl unaufgefordert Vorschläge und Bemerkungen über Verwaltungsangelegenheiten (aber immer nur innerhalb seiner Competenz) zu machen, als auch die Massregeln anzuzeigen, über die er hätte gehört werden müssen, und nicht gehört worden wäre.

Die Beschlüsse des Staatsraths gingen an das Cabinet, und müssten an den König gelangen, wenn das Cabinet ihnen nicht beiträte. Es stände auch dem Präsidenten frei, zugleich mit dem Director der competenten Abtheilung jeden einzelnen Beschluss selbst persönlich im Cabinet zu vertreten, und den Bericht an den König im Falle der Nicht-Einigung nach den Umständen mit Genehmigung des Staatsraths zu modificiren.

Die Gesetzgebungs-Section hörte mit der Einrichtung des Staatsraths auf.

Die Sectionen.

Die Zahl und Gränzen der Sectionen müssten aufs Neue revidirt werden, da schon die Verordnung vom 24. November 1808 einige Verwaltungszweige isolirt stehen liess, und man seitdem andere Abtheilungen gemacht hat.

Die Sections-Chefs ständen unmittelbar unter dem gesamten Cabinet.

Sie wären die wahren Administratoren, und als solche jeder in seiner Parthie gänzlich frei von ministerieller Einmischung im Einzelnen und unabhängig.

Gegen den Minister ihres Departements ständen sie in folgendem Verhältniss.

Er theilte ihnen seine Beschlüsse und Plane mit seinem ganzen Ministerio mit, und forderte von jedem einen, in Form eines Berichts an den König abgefassten Plan seiner Parthie.

Sein Hauptgesichtspunkt müsste seyn, die einzelnen Ver-

waltungen seines Departements in Harmonie zu bringen. Es bliebe ihm aber unbenommen, auch gegen die einzelnen Verwaltungsplane, als solche, Einwendungen zu machen.

Um die Einheit seines Departements zu erhalten, versammelte er, so oft er wollte, ein Plenum seines Ministerii, bei dem aber nur die Sections-Chefs und seine Departements-Räthe erschienen.

Einzelne Sachen kämen indess in diesem Pleno nicht vor, da sie gar nicht zur Kenntniss des Ministers gehörten. Wo die Sectionen miteinander collidirten, brächten sie ihre Vota an ihn, und er entschiede.

Ueberall aber, wo der Minister und der Sections-Chef verschiedener Meinung wären, hinge es immer von diesem ab, die Sache ans Cabinet und durch dieses an den König zu bringen.

Alle Haupt-Verwaltungs-Plane, die zugleich die Haupt-Etats enthielten, sowie alle Sections-Berichte an den König, deren Zahl aber zu verringern seyn möchte, würden dem gesamten Cabinet, nicht dem einzelnen Minister vorgelegt, und durch dieses an den König gebracht. Der Sections-Chef hätte das Recht, sie im Cabinet selbst persönlich zu vertreten, den Beschluss des Cabinets zu erfahren, wobei ihm jedoch die Gründe, sobald sie nicht seine Parthie beträfen, nicht angegeben zu werden brauchten, und seinen Antrag danach auch nachher noch zu modificiren.

Wäre der Verwaltungsplan einmal genehmigt, so erwartete das Cabinet und der Departements-Minister nur die Rechenschaft über die Ausführung im vierteljährigen Bericht. Keiner aber mischte sich ins Einzelne. Es bliebe allerdings den Ministern unbenommen, Verbesserungs-Vorschläge auch bei einzelnen Sectionen für ihre einzelne Verwaltung zu machen, aber sie dürften die Freiheit des Sections-Chefs nicht beschränken. Er einmal wäre verantwortlich, und müsste auch frei seyn. Eine Verantwortlichkeit für eine Parthie mit Ausnahme einzelner, von dem Höhern gemachter Verfügungen ist ein Unding, weil sich gar nicht berechnen lässt, wie weit diese Verfügungen ihre Folgen erstrecken.

Da der Minister, wie gleich folgen soll, die volle Controlle hätte, und in jedem Augenblick dem König sagen könnte, dass dieser oder jener Sections-Chef so verwaltete, dass ihm die Verwaltung nicht länger anvertraut werden könnte, so wäre nie Gefahr da. Wäre indess eine vorhanden, so würde die Sache durch das einzelne Eingreifen nur noch schlimmer.

Die Controlle über die Sections-Chefs übte der Departements-

Minister, und insofern stände jeder Sections-Chef unter einem bestimmten Minister. Dieser könnte daher in jedem Augenblick und jedem einzelnen Fall nach den Gründen jeder Verfügung fragen, Acten nach Willkühr sich vorlegen lassen, bei den Vorträgen, ohne jedoch den Ort des Vortrags zu ändern, das Präsidium des Sections-Chefs zu stören, oder selbst entscheiden zu wollen, so oft es ihm gefiele, zugegen seyn.

Das Hauptgeschäft jedes Sections-Chefs wäre das Entwerfen des Hauptplans für seine Parthie, die specielle Aufsicht auf die Ausführung desselben, und die allgemeine Controlle über den Geschäftsgang seiner Section und über ihre Unterbehörden. Dafür allein wäre er ausschliesslich verantwortlich, nicht eben so für jede einzelne Angelegenheit seiner Section. Vielmehr stände es ihm frei, soviel von dem einzelnen Geschäftsbetrieb seinem ältesten Rath zu übertragen, als mit seinen allgemeinen Pflichten vereinbar wäre.

Wo er glaubte, dass in einer anderen Section seiner Parthie entgegengehandelt würde, könnte er sich mit ihnen darüber in Verbindung setzen. Wo er dasselbe von allgemeinen Regierungsmassregeln meynte, da stände es ihm frei, wenn nicht eiligere Schritte nöthig wären, es in seinen vierteljährigen Berichten an das Cabinet, und in seinem jährigen an den König zu erwähnen.

Die Regierungen.

Die Regierungen blieben in ihren einzelnen Deputationen bloss die Unterbehörden der Sectionen. Sie erhielten von ihnen die allgemeinen Plane, legten ihnen die besonderen über die Ausführung in ihrer Provinz vor, müssten sich in allen allgemeinen Massregeln den Verfügungen der Section unterwerfen, hätten aber überall da ein Widerspruchsrecht, wo sie Modificationen der allgemeinen Massregeln nach der Localität ihrer Provinzen verlangten. Alsdann entschiede zwischen ihnen und den Sections-Chefs das Cabinet, oder, wenn sich ein Theil dabei nicht beruhigt, der König. Sie statteten den Sections-Chefs gleichfalls vierteljährige Berichte ab, und könnten in diesen auch unaufgefordert Verbesserungsvorschläge machen.

Als ganze und ungetheilte Collegien wären die Regierungen lediglich nur dem Cabinet, als Gesamtcollegio, unterworfen.

Die Oberpräsidenten hörten ganz auf oder blieben nur als beständige Commissarien des Cabinets für alle, sich über mehr

als Ein Regierungs-Departement erstreckende Gegenstände, und als besondre in einzelnen ausserordentlichen Fällen. Als controllirende Behörden fielen sie, als unnütz, hinweg.

Die Stände.

Die Stände, deren zweckmässige Organisation dringendes Bedürfniss ist, hätten als Kreis- und Provinzial-Repräsentanten dieselbe Bestimmung, als die Stadtverordneten in den Städten. Sie stellten ihre Gemeine vor, und besorgten alles, was Gemeine-Angelegenheit ist. Es müsste aber zum Grundsatz gemacht werden, den Kreis der Gemeine-Angelegenheiten nach und nach, soviel als möglich, zu erweitern.

Allein an der wirklichen Staatsverwaltung, oder auch nur der Gesetzgebung nähmen die Stände keinen Antheil, es müsste denn seyn, dass man ehrlich und unpartheiisch gewisse Staatsoperationen an ihre Einwilligung knüpfen wollte. Sie in dieser Art bloss gutachtlich zu Rathe zu ziehen, wäre, wenn es zur Regel gemacht würde, oder auch nur oft geschähe, verderblich.

Die Zuziehung von Landständen zu den Regierungen würden wiederum aufgehoben.

Die Haupt-Vorzüge eines solchen Verwaltungs-Systems, und somit die Verbesserungen gegen die Verordnung vom 24. November 1808, wären:

1) dass das ungleiche Verhältniss der Minister, zugleich Minister und Sections-Chef zu seyn, wodurch sie in alles Detail erst ihrer Sectionen und dann der angränzenden gezogen werden, aufhörte;

2) dass das Abhängigkeitsverhältniss der Sections-Chefs von den Ministern fester bestimmt wäre, indem die Stufenleiter genau angegeben wäre, auf welcher die einen und die andern administriren sollen;

3) dass die unsichre Abgränzung der Ministerien des Innern und der Finanzen nicht mehr nachtheilig würde, da diese beiden Minister nicht mehr, als einzelne Administratoren, Interesse hätten, ihre Gränze, sondern vielmehr als Mitglieder eines Gesamt-Cabinets ihre Berührungspunkte aufzusuchen;

4) dass jede Behörde weniger und einfachere Geschäfte hätte. Denn bei dem Könige selbst könnten nur allein vorkommen

a) was das Cabinet an ihn brächte,
b) Beschwerden über das Cabinet,
c) reine Gnadensachen, von denen aber alle Gesuche um Anstellungen streng geschieden werden müssten;

beim Cabinet bloss

a) was der Staatsrath und die Sections-Chefs an dasselbe brächten und
b) Beschwerden über die Sections-Chefs;

bei den Sections-Chefs

a) was vor die Sectionen, als Oberbehörden, gebracht werden muss, und
b) Beschwerden über die Unterbehörden.

Hierauf aber müsste mit Strenge gehalten werden, und der König, die Minister und die Sections-Chefs müssten, ohne Rücksicht, alles unrichtig an sie Adressirte zurücksenden, und zwar nicht an die competente Behörde, sondern an die Einsender selbst.

Die hier vorgeschlagene Umänderung machte nun gar keine neuen Anstellungen nothwendig, als bloss die der zu keiner Section gehörenden Mitglieder des Staatsraths, und schon jetzt giebt es einige mit wenig oder gar keinen Sections-Arbeiten beauftragte Geheime Staats-Räthe, welche dazu gebraucht werden könnten.

Sie würden dem Publikum keine Umstürzung der Verordnung vom 24. November 1808 scheinen, die sie auch in der That nicht ist. Diese Verordnung enthält auch die Namen Cabinet und Staatsrath, und die Verfassung der Sectionen bleibt und würde nur anders bestimmt.

Das Vertrauen zur Regierung würde durch eine solche Verwaltung aufs Neue belebt werden, da die Nation sehen würde, dass Jeder auf dem ihm angewiesenen Platze mit Musse nachdenken und mit Freiheit handeln könnte. Jetzt, da diese Ueberzeugung fehlt, wirken auch die besten Wahlen nur wenig aufs Publikum. Ausserdem ist die Klage über den Mangel einer obersten Einheit allgemein, und selbst diejenige Einheit, welche in den Ministerial-Conferenzen wirklich existirt, dem Publikum unbekannt. Nichts aber schadet allen Massregeln der Regierung so sehr, als wenn einmal die Meynung der Langsamkeit, Planlosigkeit und Unordnung gegen sie herrschend geworden ist, und diese Meynung wird nicht durch ein allmähliges Ver-

bessern dieser Unvollkommenheiten in dem bisherigen Geschäftsgange, sondern nur durch eine in die Augen fallende Umänderung dieses Ganges selbst aufgehoben.

LX. Über Reformen im Unterrichtswesen.

22. Juni 1810.

(Gedruckt Historische Zeitschrift Bd. 65.)

An Hardenberg.

Wenn ich es wage, Ew. Excellenz im Augenblicke meines Abganges noch einen, auf die mir anvertraut gewesenen Geschäfte Bezug habenden Antrag zu machen, so hoffe ich dafür theils in dem Antheil, welchen Ew. Excellenz immer an Wissenschaft und Kunst genommen haben, theils in der Wärme Entschuldigung zu finden, mit welcher ich für die meiner Sorgfalt übergebenen Anstalten zu arbeiten bemüht gewesen bin, und mit der ich auch gewiss künftig immer auf sie zurückblicken werde.

Ew. Excellenz ist bereits bekannt, dass in den anderthalb Jahren, seitdem die neue Organisation besteht, viele Dinge begonnen sind, von denen man sich mit Recht einen ungemein wohlthätigen Einfluss auf die Nationalbildung versprechen darf.

Für den Volksunterricht sind Anstalten gegründet und Massregeln getroffen, die nothwendig eine grosse und durchgreifende Reform desselben bewirken müssen, von welchen schon jetzt heilsame Folgen sichtbar sind und die, wenn sie auch jetzt nur erst in Preussen existiren, auch in die übrigen Provinzen übergehen sollen.

Die gelehrten Schulen haben an einigen Orten, namentlich in Königsberg, wirkliche Verbesserungen erhalten. Es ist allen Regierungen aufgetragen worden, Pläne zur Verbesserung derselben einzureichen, und von einigen Provinzen sind dieselben bereits eingelaufen.

Die beiden Universitäten Königsberg und Frankfurt haben Vermehrung an Einkünften und dadurch neue geschickte Lehrer erhalten.

Man kann mit Recht behaupten, dass dadurch ein neuer reger Eifer für das Schul- und Unterrichtswesen geweckt und

belebt worden ist, dass an vielen Orten wenigstens sich ein neuer und besserer Geist gebildet hat, und dass diese ganze Angelegenheit gerade jetzt zu dem Punkte gekommen ist, wo sie leichten Fortgang und glückliches Gedeihen verspricht.

Man darf mit gleicher Wahrheit hinzufügen, dass der Ruf hiervon auch auf die Meinung Einfluss gehabt hat, die man auswärts vom preussischen Staate hegt. Man hat es vielfältig mit dem unzweideutigsten Tone wahrer Achtung ausgesprochen, dass er durch innere Regeneration sich für den Verlust an äusserer Macht zu entschädigen mit Glück bemüht sei; man hat ihn in einem Augenblicke, wo der deutschen Literatur und selbst der deutschen Sprache sehr viel Gefahr droht, als einen Erhalter von beiden betrachtet.

Es ist gewiss Ew. Excellenz Meinung und Willen durchaus zuwider, dass hierin ein Rückschritt geschehen solle. Allein Ew. Excellenz fühlen auch, dass hierin jeder Stillstand schon Rückschritt ist, und ich muss noch einmal wiederholen, dass Alles erst begonnen ist und sorgfältiger Pflege, auch kräftiger Unterstützung bedarf, um auf der angefangenen Bahn fortzugehen.

Aus diesem Grunde nehme ich mir die Freiheit, Ew. Excellenz über die Zuschüsse zu reden, welche die Section zur Fortsetzung ihrer Bemühungen nothwendig bedürfen wird.

Vor einigen Monaten, als das Finanzministerium mit der allgemeinen Regulirung aller Etats beschäftigt war, forderte dasselbe auch die Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts zu Conferenzen darüber auf. Es wurde darin für's erste beschlossen: 1. dass alle Schul-Etats, so wie sie bisher gewesen waren, auch künftig bleiben sollten; 2. dass ausser den schon gemachten Bewilligungen auf den General-Etat der Staats-Ausgaben eine ungefähre Summe gesetzt werden solle, auf deren Bewilligung, wenn die einzelnen Anträge zur Verwendung derselben von des Königs Majestät genehmigt würden, die Section sollte rechnen können, mit welcher sie sich jedoch auch begnügen müsste.

Ueber die Bestimmung dieser Summe sollte eine neue Conferenz stattfinden, die aber durch die eingetretene Ministerialveränderung verhindert wurde.

Mein gegenwärtiger gehorsamster Antrag ginge nun dahin: dass Ew. Excellenz sich auf ähnliche Weise hierin den Unterrichts-Anstalten geneigt zu erklären und das auf den General-Etat even-

tualiter zu bringende Quantum auf 40- bis 50000 Thaler festzusetzen geruhen möchten.

Diese Summe wird Ew. Excellenz vielleicht sehr beträchtlich scheinen.

Allein um nur einige der wichtigsten Punkte anzuführen, so ist eine durchgängige Schulverbesserung in Westpreussen und dem Ermlande ungemein dringend. Schon vor dem Kriege war der Zustand des Schulwesens dort wenig erfreulich. Allein der Krieg und die Folgen, welche derselbe auf den, noch überdies vielleicht nicht mit der nothwendigen Sorgfalt administrirten Jesuitenfonds gehabt hat, haben dasselbe dergestalt zerrüttet, dass man es ohne alle Uebertreibung als ganz zerstört ansehen kann. Die Hülfe in dieser Provinz ist aber um so nothwendiger, als wegen der Mischung deutscher und polnischer Einwohner in derselben die National-Bildung schwieriger ist und die Folgen des Mangels an derselben so leicht auch politisch bedenklich werden.

In Litthauen bedürfen die gelehrten Schulen einer ansehnlichen Unterstützung, die um so besser angewandt sein dürfte, als gerade die litthauische Regierung auf eine vorzüglich einsichtsvolle und eifrige Weise für das Schulwesen thätig ist.

In Schlesien bleibt sehr viel zu thun übrig, ob man sich gleich dort dadurch helfen kann, dass man Gelder, welche die schlesischen Stifter für fremde Institute ausser der Provinz zahlen, der Provinz wieder zuwendet und jene Institute aus königlichen Kassen entschädigt.

In allen übrigen Provinzen endlich ist bald mehr, bald weniger Hülfe unumgänglich erforderlich, da in der That ehemals unbegreiflich wenig auf Kirchen und Schul-Institute gewendet war.

Bemerken muss ich auch noch, dass das vorige Finanzministerium, aller dringender Vorstellungen der Section ungeachtet, nie hat den ehemaligen, von des Königs Majestät bereits dem Schulwesen wirklich bewilligten Tabacks-Offizianten-Pensionsfonds, wieder herstellen wollen.

Ew. Excellenz haben in Ihrer ganzen ehemaligen Geschäftsführung einen so lebendigen Eifer für alle wissenschaftlichen Anstalten bewiesen, dass ich überzeugt bin, dass Sie den Wunsch hegen, Alles für dieselben zu thun, was nur irgend die gegenwärtige Lage des Staats erlaubt.

Diese ist nun allerdings einer Vermehrung der Staatsausgaben wenig günstig. Ich erlaube mir jedoch folgende kurze Be-

merkungen, durch welche sich die gegenwärtige vielleicht rechtfertigen liesse. Ueber die Nothwendigkeit und Nützlichkeit von Schulverbesserungen im allgemeinen zu reden, würde durchaus überflüssig sein. Allein nicht ganz so dürfte es die Versicherung sein, die ich jetzt, da ich abtrete, ohne Unbescheidenheit machen kann, dass die Section des öffentlichen Unterrichts gewiss jede ihr bewilligte Summe zweckmässig verwendet und durchaus von dem Geiste geleitet ist, mit dem man die wesentlichsten Zwecke mit dem möglichst geringen Aufwande erreicht.

Wenn ein Staat, wie der preussische, unglücklicherweise in eine von seiner bisherigen sehr verschiedene Lage versetzt wird, so scheint es nur nothwendig, dass er wieder auf irgend eine Art die Aufmerksamkeit auf sich zu ziehen und sich von irgend einer Seite noch mehr auszuzeichnen bemühe. Beförderung von Aufklärung und Wissenschaft hat ihm immer Achtung erworben; es wird ihm leicht sein, diese zu vermehren, die Stimme des Auslands zu gewinnen und auf eine politisch durchaus harmlose Weise eine moralische Macht in Deutschland zu erlangen, die in vielerlei Beziehungen ungemein wichtig werden kann.

Endlich wenn, wie im jetzigen Augenblick, so grosse Geldbedürfnisse befriedigt werden müssen, sollten da einige Tausend Thaler mehr einen so bedeutenden Unterschied hervorbringen?

Ich bitte Ew. Excellenz, diese Betrachtungen, sowie obigen Antrag als eine Folge meines lebhaften Eifers für die mir anvertraut gewesene Parthie anzusehen, und bemerke zugleich ganz ergebenst, dass ich die Führung derselben morgen niederlegen und die Direction der Section des Cultus und öffentlichen Unterrichts Herrn Staatsrath Nicolovius übergeben werde.

Berlin, den 22. Juni 1810.

Humboldt.

Lippert & Co. (G. Pätz'sche Buchdr.), Naumburg a. S.

Inhalts-Übersicht der Ausgabe von

WILHELM VON HUMBOLDT'S GESAMMELTEN SCHRIFTEN

Bd. I—VIII.	Werke im engeren Sinn
Bd. IX.	Gedichte und poetische Übersetzungen
Bd. X—XII.	Politische Denkschriften
Bd. XIII.	Tagebücher
Bd, XIV ff.	Briefe.

Für raschen Fortgang ist gesorgt; die Bände sind einzeln oder durch Subscription auf alle zu beziehen. Bd. I. (Jugendarbeiten 1785) und Band X werden zugleich im Juni 1903 ausgegeben. Daran wird sich im Herbst Bd. XI., im Winter Bd. II. schliessen.

